



# Antigones africaines

*La loi et le lien*

PARTICIPATION  
POLITIQUE  
DES JEUNES  
FEMMES  
D'AFRIQUE  
QUE  
DE L'  
QUEST  
FRANCOPHONE

# Antigones africaines

## *La loi et le lien*

Préface du Pr Mamadou Diouf



Rapport scientifique du projet de recherche "**Participation politique des jeunes femmes en Afrique de l'ouest francophone : formes, enjeux et perspectives**", réalisé avec le soutien financier du **Centre de Recherches pour le Développement International** (CRDI, Ottawa, Canada), Réf. : 106462.

### Résumé

Pour gagner la place qui leur revient dans la démocratie mondiale, les états ouest-africains sont amenés à promouvoir l'égalité de genre et de génération, mettant en avant les jeunes et les femmes, à contre-pied de leurs traditions gérontocrates. Placées par les institutions au rang de nouvelles égéries du développement, les jeunes femmes constituent un enjeu démographique, politique et économique majeur. Le projet de recherche "Participation politique des jeunes femmes en Afrique de l'ouest francophone : formes, enjeux et perspectives", a voulu formuler des recommandations de politique publique à l'endroit des institutions. Toutefois, la mise en œuvre du projet, en déconstruisant le concept de politique, fait apparaître que les jeunes femmes, tout autant que les chercheur-e-s, sont des acteur-e-s politiques, parties prenantes de la problématique de la participation citoyenne. En comparaison de leurs aînées, et surtout des hommes de tous âges, les jeunes femmes sont à l'évidence insuffisamment présentes dans les structures publiques. Celles-ci sont masculines et gérontocrates, et privilégient la participation sous ses formes institutionnelles et institutionnalisées. Or la critique féministe montre que tout rapport de pouvoir, de domination ou de subalternité, est politique. Ainsi, la vraie question n'est plus tant de chercher les jeunes femmes là où elles sont rares que d'accepter de reconnaître la valeur politique de leur active participation dans les espaces où elles sont. En partant du postulat que la politique est ce qui organise le lien et la participation ce qui le fait vivre, alors les jeunes femmes apparaissent participer activement, bien qu'en position triplement subalterne. Elles sont confinées à l'espace domestique du *care* (soin à autrui) dans leurs communautés d'appartenance où elles constituent un enjeu de reproduction et/ou de changement à contrôler. Promouvoir la participation citoyenne implique de favoriser l'égale valeur politique de chacun des espaces (domestique, public, social et de la rue) socialement assignés aux genres et aux générations. De plus, les institutions de l'Etat n'ont pas à être les seules responsables du changement sociétal, en particulier dans le contexte de crise induite par l'hypermodernité qui touche aussi les Etats ouest-africains. Les jeunes femmes contemporaines, voient dans l'usage politique quotidien qu'elles font des réseaux sociaux virtuels, un espace de libertés nouvelles qui coexiste avec l'imaginaire postcolonial de domination. Malgré ces possibilités inédites de délocalisation et d'ubiquité, les jeunes femmes, réticentes aux risques d'une autonomisation transgressive, maintiennent dans le réel des liens dont elles ne veulent pas s'affranchir.

### Mots-clé

jeunes - femmes - Afrique de l'ouest francophone - participation – politique - égalité - genre - génération - démocratie - citoyenneté – politiques publiques - institutions - lien - subalternité - espace - domestique - *care* - postcolonial - changement - hypermodernité –réseaux sociaux virtuels

### Pour citer cet ouvrage :

Afriques Créatives, 2013, *Antigones africaines : La loi et le lien*, Projet Participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone: formes, enjeux et perspectives (PPJF), Dakar, <http://www.afriquescreatives.org/antigonesafricaines.pdf>

### 1 - Pourquoi le titre "Antigones africaines" ?

*Dans la mythologie grecque antique, Œdipe roi de Thèbes a tué son père et épousé sa mère, crime de parricide et d'inceste dont sont nés plusieurs enfants, dont Antigone. Celle-ci refuse de l'abandonner après qu'il se soit aveuglé de désespoir. Elle l'entoure de ses soins affectueux et l'accompagne mourir dans la paix. Puis elle revient dans sa cité rendre les honneurs funéraires dus à son frère, contrevenant en cela aux ordres de son oncle le roi qui la condamnera à mourir.*

*Ainsi, le personnage d'Antigone est double. D'une part, elle place le lien familial au dessus de tout, au point de se sacrifier pour purifier sa lignée. Et d'autre part, elle met le lien au dessus de la loi politique des hommes, au nom d'une loi sacrée supérieure.*

*En psychanalyse le complexe d'Antigone symbolise la fixation affective de la jeune femme à son père, à son frère et à son cercle familial, au point de refuser une vie d'épanouissement personnel qui supposerait une rupture des attaches enfantines (Chevalier et Gheerbrant, 1982: 54).*

*Le projet PPJF a fait apparaître que les jeunes femmes ouest-africaines, tout comme le personnage mythique d'Antigone, préfèrent renoncer à leur individualité pour trouver un sens à leur existence dans les liens de dépendance à leur communauté.*

*En acceptant d'être les victimes des dysfonctionnements de la société patriarcale inégalitaire, elles subliment l'avenir de leurs lignages. La valorisation du sacrifice féminin pour le bien du groupe leur permet de s'accommoder de leurs multiples dominations.*



### Abstract

As Democracy became the standard of developed countries, West African states have been summoned to promote equality and justice as steps to democracy and development. International institutions have issued guideline policies, like Millennium Development Goals, in order to ensure the promotion of topics such as Gender and Generation Equality. Within their postcolonial communities, young women appear to be the stakes of control, for they occupy a key position in the process of reproduction and/or change of the society. In that perspective, Young African women have become a major target for the development programmes. The Research project "participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone" studied during two years the political participation of the young West African women, in order to highlight its specificity and challenges and analyse their political impact within their communities. One of the outlooks was also to make public policies recommendations to the institutions to help increase young women's political participation. Indeed, compared to the elder women, and especially men of all ages, young women are under-represented in public institutions. While women are mostly present and implicated in domestic and social areas, public institutions are ruled by gerontocracy and male privilege. But the real question is to expand the meaning of the words "politic" and "participation". If "Politic" can be defined as "what organizes social link", then participation is "what nurtures the link". The political disparities between young women and elder women or men of all ages are increased by the reduction of political participation in its institutional forms. The value of non-institutional participation and therefore women's daily participation to the community's welfare and wellbeing is hidden. That standpoint twist brings up the scope of the daily actions of young women, confined to *care* activities in domestic sphere, as valuable as political participation, as any other formal participation. Gender and generation equality involve not only actors but also systems and has to be reformulate in terms of equality between male's and feminine's social areas. That will help grant political value to *care* activities and recognise new forms of citizenship. That topic is particularly important in the context of the current hypermodern crisis, which also affects the West African states. Institutional forms of political participation are no longer sufficient to exhaust the potential of citizen participation, now invigorated by the use of ICTs. Virtual world opens new possibilities of relocation, presence/absence and ubiquity, the young West African women are using. But ICTs does not grant freedom or equality. They are a new political area that can also lead to gender and generation inequality. As in reality, young African women are using them weaving bonds, refusing self-government and transgression that would cut their communities ties.

### Key words

Youth - women – West Africa - participation – politics - equality - gender - generation - democracy - citizenship – public policies - institutions - bond - subaltern - space – domestic sphere - care - postcolonial - change - hypermodernity – ICTs

### To cite this publication:

Afriques Créatives, 2013, *Antigones africaines : La loi et le lien*, Projet Participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone: formes, enjeux et perspectives (PPJF), Dakar, <http://www.afriquescreatives.org/antigonesafricaines.pdf>

## Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>15</b>
<b>Un projet politique</b>	<b>19</b>
<b>Jeunes femmes d'ombre et de lumière</b>	<b>51</b>
<b>Institutions : l'ordre et le changement</b>	<b>93</b>
<b>Production scientifique et savoir politique</b>	<b>119</b>
<b>Des enjeux fractals</b>	<b>143</b>

## Sigles et abréviations

<b>AJM</b>	Association des Juristes Maliennes (Mali)
<b>APE</b>	(Afrique, Caraïbes, Pacifique).
<b>AWID</b>	Association for Women in Development
<b>BCEAO</b>	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BF</b>	Burkina Faso
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CRDI</b>	Centre de Recherches pour le Développement International (Canada)
<b>CGD</b>	Centre pour la Gouvernance Démocratique (Burkina-Faso)
<b>CREPOS</b>	Centre de Recherches sur les Politiques Sociales (Sénégal)
<b>E</b>	Engagé-e en politique "formelle"
<b>F</b>	Femme
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>FV</b>	Forum virtuel
<b>JF</b>	Jeune femme
<b>JH</b>	Jeune homme
<b>H</b>	Homme
<b>IUT/UIT</b>	Union Internationale des Télécommunications
<b>ML</b>	Mali
<b>NE</b>	Non engagé-e en politique "formelle"
<b>OCB</b>	Organisation communautaire de base
<b>OHADA</b>	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
<b>OMC</b>	Organisation Mondiale du Commerce
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
<b>PPJF</b>	Participation politique des jeunes femmes en Afrique de l'ouest francophone
<b>RI</b>	Responsable institutionnel-le
<b>SN</b>	Sénégal
<b>TIC</b>	Technologies de l'information et des communications
<b>TG</b>	Togo
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest-africaine
<b>WILDAF-Togo</b>	Femmes, droit et développement en Afrique (Togo)

*Les femmes qui veulent être les égales des hommes manquent sérieusement d'ambition  
(Reiser, in Ribes 2007)*

*"Ce que l'on ne connaît pas est une dimension  
essentielle de la connaissance." (Palmieri 2012)*



## Liste des illustrations et encarts

1 - Pourquoi le titre "Antigones africaines" ?	3
2 - Les institutions partenaires de recherche	21
3 - Organigramme de l'appareil de recherche du projet PPJF	23
4 - Cycles de civilisation et périodes de transition	27
5 - La compression des générations en Afrique de l'ouest hypermoderne	29
6 - Citoyennes, violence légitime et médiatisation	32
7 - Types de liens	33
8 - Voter aux élections, un droit citoyen présenté comme un devoir	36
9 - Chanter est un engagement politique	37
10 - Evolution du concept de démocratie	39
11 - "Jeunesse africaine"	50
12 - Un positionnement stratégique dans la pyramide des âges	57
13 - Les jeunes femmes, une ressource que les partis politiques organisent	60
14 - "Femme africaine"	63
15 - La dolotière, espace de discussion des faits de société	65
16 - Egalité de genre et de génération, la relève en politique	70
17 - L'adoption de la Loi sur la Parité au Sénégal	73
18 - L'entrepreneuriat féminin, exalté par les politiques publiques	74
19 - La déscolarisation des filles	76
20 - La dénonciation de l'ordre patriarcal par la théorie féministe	82
22 - Relecture des espaces masculin et féminin africains	83
21 - La tontine : la démocratie participative au féminin	83
23 - L'équation du changement	85
24 - Football féminin, subvertir les assignations de genre	86
25 - Mobilisation populaire, les jeunes femmes participent par la danse	89
26 - "Yovodé" ("Chez les Blancs")	92
27 - La jeune reine-mère gère la communauté des femmes	96
28 - La coopération au développement change	100
29 - Un bienveillant paternalisme	104
30 - Les intérêts des institutions, et ceux des jeunes femmes	107
31 - Action institutionnelle, formation	109
32 - Comment les jeunes femmes transforment les institutions de la société civile	111
33 - Transformer les dominations de genre par l'affrontement du risque	115
34- La complexité de la complexité	120
35 - Organigrammes moderne et hypermoderne	122
36 - La gestion dans l'incertitude	124
37 - Complexité et science du chaos	127
38 - Saisir la complexité par des méthodes participatives	128
39 - La quadripartition de l'espace socio-politique	129
40 - Engagées "aux côtés" des hommes	139
41 - L'hypercolonial, et après ?	141

## Remerciements

L'équipe du projet remercie, pour leur contribution à la collecte et à l'analyse des matériaux de recherche, les jeunes femmes, leurs partenaires sociopolitiques et leurs communautés respectives, qui, au Burkina-Faso, au Mali, au Sénégal et au Togo, ont participé aux activités du projet. Nous remercions également les participant-es des activités présentiels et virtuelles menées au cours du projet pour leur contribution aux débats.

Notre reconnaissance va également à Madame Ramata Molo Thioune, Administratrice principale de programmes, Bureau Régional du CRDI à Dakar, pour son indéfectible soutien et ses conseils avisés.

L'équipe du projet remercie particulièrement les membres du Conseil Consultatif d'Orientation Scientifique et Politique, composé de Maitre Soyata Maïga, Rapporteuse Spéciale sur les Droits de la Femme en Afrique auprès de la Commission africaine des Droits de l'homme et des Peuples (Mali) ; Monsieur le Professeur Souleymane Bachir Diagne, de Columbia University (U.S.A.), Dr Baye Diakité (Mali) ; Madame Aminata Dibba, du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (Sénégal) ; Madame Isabella Essénam Paniah, de la Jeune chambre internationale (Togo) ; Madame Angèle Biao-Kalouche, de la Conférence africaine sur la jeunesse et la gouvernance (Benin).

Afriques Créatives exprime toute sa reconnaissance à Madame Rebecca Smith, pour sa précieuse contribution à l'analyse documentaire ainsi qu'à Messieurs Mamadou Dieng, statisticien (Sénégal) ; James Niox, Mamadou Mbaye, Aziz Tall et Bassirou Wagne, ingénieurs multimédia (Sénégal) pour leur contribution technique, ainsi que, pour avoir gracieusement autorisé la reproduction de leurs œuvres, Madame Jeanne Sernin (p. 85) et Monsieur Xavier Maury (pp. 122 & 125).

Nous remercions aussi Mesdames Salimata Wade et Roukiattou Ouedraogo qui ont assuré la relecture du manuscrit.

Enfin, ce projet n'aurait pu voir le jour sans la participation financière du CRDI (Canada), que nous remercions pour son engagement et son appui constant.

## Note des rédactrices

Le présent ouvrage est un des fruits du projet de recherche *"Participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone : formes, enjeux et politiques publiques"* (PPJF). Sa réalisation a impliqué plusieurs institutions, des chercheur-e-s de disciplines variées, et des jeunes femmes. Il est destiné à ces trois publics, et dans le souci qu'il soit accessible à tous, les mots que nous considérons relever d'un jargon technique ont été définis en notes de bas de page. Le projet de recherche s'est déroulé à la fois dans quatre pays de la sous-région (le Burkina-Faso, le Mali, le Sénégal et le Togo) et dans l'espace virtuel, ce qui a permis d'intégrer les technologies de l'information et de la communication (TIC) comme outil politique dans la problématique de recherche. Les résultats recueillis à partir de ces terrains permettent d'approfondir l'analyse politique des savoirs produits, ainsi que celle du dispositif de recherche et des difficultés rencontrées. La complexité de la problématique du projet s'est avéré constituer sa principale source d'enseignement, et a grandement permis d'enrichir la question de départ.

Le projet *"Participation politique des jeunes femmes en Afrique de l'ouest francophone : formes, enjeux et perspectives"* (2011-2012) a été mis en œuvre par *Afriques-Créatives* (association ouest-africaine, Dakar, Sénégal), en collaboration avec le *Centre pour la Gouvernance Démocratique* (CGD, Ouagadougou, Burkina-Faso), l'*Association des Juristes Maliennes* (AJM, Bamako, Mali) ; le *Centre de recherches sur les politiques sociales* (CREPOS, Dakar, Sénégal) ; Le *réseau femmes, droit et développement en Afrique-Togo* (WILDAF, Lomé, Togo), et avec le soutien financier du *Centre de Recherches pour le Développement International* (CRDI, Ottawa, Canada).

La coordination de l'équipe de recherche a été assurée par Mesdames Marie-Hélène Mottin-Sylla, Roukiattou Ouedraogo, Fatma Mint Elkory, Seynabou Badiane et Dr Joëlle Palmieri. Les travaux de recherche ont été menés, *au Burkina-Faso*, sous la direction du Professeur Augustin Loada, par Dr Sita Zougouri et Monsieur Daniel Kere ; *au Mali*, sous la direction de Maître Fatoumata Dicko-Zouboye, par Monsieur Lamine Boubakar Traore et 106462Madame Kadidiatou Dante Bouare ; *au Sénégal*, sous la direction du Professeur Ibou Diallo, par Monsieur El Hadj Omar Diop et Madame Marie Solange Ndione Nagnonhou ; *au Togo*, sous la direction de Madame Claire Quenum, par Madame Kayi Ayabavi Sefaco Aguey Wognon et Monsieur Konga Palassi.

Nous avons choisi dans le texte de respecter les règles de féminisation recommandées par l'Organisation Internationale de la Francophonie, en dépit des difficultés de lecture que cela pourrait occasionner auprès de certains publics. Pour respecter le droit des personnes à la vie privée et garantir l'anonymat des personnes enquêtées, les citations sont accompagnées d'un minimum d'indications sur leur profil (*par exemple : JH* (Jeune Homme), *ML*(Mali) ; *RI* (*Responsable Institutionnel*) : se reporter à la liste des abréviations).

La présente publication est assurée par l'association *Afriques Créatives*, dont sont issues les deux rédactrices, et à ce titre n'engage pas les institutions qui ont collaboré à la réalisation du projet de recherche.

Seynabou Badiane et Marie-Hélène Mottin-Sylla  
*Afriques Créatives*

## Préface

Dans son chef d'œuvre, *Les Bouts de Bois de Dieu*, paru en 1960, Ousmane Sembène décrit la grève de 1947 des cheminots du chemin de fer reliant Dakar à Bamako. Il met en scène, en particulier sur le théâtre des activités syndicales et domestiques de la capitale du Soudan Français (Mali), une jeune fille Adjibidji. Aux yeux du personnage principal, le dirigeant syndical Bakayoko, elle représente l'avenir et la raison pour laquelle la bataille politique et syndicale est engagée pour assumer l'émancipation. Adjibidji est en effet, prisonnière d'une double contrainte de genre et de génération. Celle-ci l'inscrit dans un territoire circonscrit par une règle de la soumission à des prescriptions traditionnelles. A l'espace de la cour familiale sous l'autorité de sa grand-mère et de la cuisine où règnent sa mère et les autres femmes de la concession, elle préfère le local du syndicat, l'espace public où se mène dans d'intenses discussions, la conduite de la grève par les travailleurs. Si l'on en croit sa grand-mère, elle dédaigne la langue *bamana* qui circule dans la cour ; elle porte son choix sur la langue coloniale, le français qui irrite les oreilles de cette dernière.

En délestant la question de l'émancipation de sa signification politique dominante, pour lui donner un corps, féminin, un âge, l'adolescence, Sembène ouvre la double question de la subjectivité féminine, de la présence et de l'engagement politique des jeunes femmes dans l'espace public. Il décrit avec minutie les contraintes auxquelles elles font face. C'est à la même mise à l'épreuve des défis et entreprises que procède avec minutie et créativité l'ouvrage que vous avez entre les mains. S'assignant un rôle militant très fortement influencé par un travail ethnographique et théorique très solide, Afrique Créatives s'est lancée dans une entreprise de collecte de l'information, d'organisation de la conversation entre tous les acteurs concernés avec un souci particulier pour les jeunes filles ouest-africaines, pour circonscrire un territoire d'intervention dans la décision politique, sociale et culturelle. Ce travail de production de connaissances et de participation active aux débats intellectuels est une marque distinctive de l'organisation. Elle affiche avec fierté est la devise suivante : « chercher pour agir ». Le pari est scrupuleusement tenu dans les *Antigones africaines* grâce à des enquêtes de terrain approfondies menée dans quatre pays de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et le Togo. Parallèlement à ce travail de construction d'une solide documentation de terrain, les animateurs du projet ont accompli simultanément un remarquable travail de collecte de l'information et maintenu une conversation permanente avec les jeunes femmes ouest-africaines en utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication comme outil de recherche et d'engagement politique pour situer les enjeux et élaborer des outils d'interventions dans l'espace public.

Le travail de documentation réalisé a permis de réaliser un ouvrage dense autant dans le dessin du contexte historique qui trace les multiples généalogies des enjeux démographiques, politiques et économiques que les combats menés, les thématiques mises en évidence par les recherches réalisées, pour dégager des recommandations les plus productives pour l'élaboration d'une politique publique la plus efficace possible. Cette démarche atteste du refus radical du diktat de l'urgence et de l'action sans une réflexion

préalable. L'économie politique de cette exploration initiale dégage les constances suivantes : une pauvreté endémique ; un chômage chronique des jeunes, la mauvaise gouvernance et des politiques économiques, éducatives et sanitaires défectueuses depuis un peu plus de trois décennies. Des conditions socio-économiques et politiques qui s'ajoutent à la double contrainte identifiée, dans son roman, par Sembène. Elles dressent des contraintes matérielles et infrastructurelles, en particulier la difficulté d'assurer l'autonomie sociale et économique et une place dans la société pour les jeunes, en particulier les jeunes femmes.

Cette situation a de nombreuses conséquences. Je n'en citerai que deux auxquelles les auteurs de l'ouvrage font justice. En premier lieu, les nouvelles opportunités qui accompagnent la nouvelle conjoncture avec les technologies de l'information et de la communication qui sont mises à contribution de façon très créative dans les registres politique, économique, culturel et esthétique. En second lieu, les réaménagements des modalités de la présence des jeunes dans les espaces, public et domestique avec le relâchement du contrôle familial résultant de la crise économique et du chômage sur l'unité familiale. En effet, la difficulté de constituer et d'entretenir une famille a profondément altéré les relations que les jeunes entretiennent entre eux et avec le reste des acteurs sociaux. De nombreux auteurs insistent sur la reconfiguration de la sexualité et de l'intimité qui ont pris une tournure plutôt matérielle entraînant simultanément leur « marchandisation » et la dissociation entre les pratiques sexuelles quotidiennes et les attentes sociales. Ils mettent l'accent sur l'impossible passage de l'adolescence à l'âge adulte. Les jeunes seraient coincés aujourd'hui dans une attente indéfinie (*waithood*)<sup>1</sup>. Une condition qui est aujourd'hui la norme, à la place des parcours conventionnels et ritualisés, qui a un impact sur la (re)constitution des identités individuelles et collectives et les formules d'intervention dans l'espace public et domestique. Comme on le constate, le contexte social, idéologique et culturel fait aussi l'objet d'une très grande attention. Elle offre une base très solide à l'argument principal qui constitue l'axe autour duquel le livre est structuré.

Le mythe d'Antigone auquel se réfère le titre rend compte des tensions entre d'une part la soumission aux imaginaires et prescriptions communautaires et d'autre part, la recherche du succès individuel et par l'alimentation et la consolidation des processus d'individuation. Des procédures et institutions qui aideraient à faire basculer la jeune femme du statut de ressource et de partenaire subalterne au service des valeurs collectives déclinées et administrées par des hommes à celui d'agent autonome et actif qui intervient dans l'espace public et alimente une intervention politique citoyenne. Tenant en compte les circonstances contemporaines et les variations de la conjoncture historique et idéologique, *Antigones africaines* dégage, de façon convaincante la trajectoire de la contribution politique des jeunes femmes ouest-africaines et replace la discussion, non plus sous la rubrique de l'émancipation (Sembène) mais sous celle de la participation citoyenne. Une approche qui se forme dans un espace topographique où s'enchevêtrent les logiques historiques locales et les ingérences et interférences de la globalisation et de son « hypermodernité ».

---

<sup>1</sup> Alcinda Honwana en fait une remarquable analyse dans son récent ouvrage, *The time of Youth. Work, Social Change, and Politics in Africa*. Sterling, Kumarian Press, 2012.

L'analyse d'une très grande rigueur, se frotte à la littérature la plus récente, en particulier les études postcoloniales et les « *subaltern studies* » et leurs méthodes et théories pour les mettre à l'épreuve des réalités africaines et comprendre de manière détaillée et précise les tours et détours des pratiques des jeunes femmes ouest-africaines, prises entre l'exploitation des libertés offertes par le monde virtuel, la production de liens et de mécanismes inédits de mobilisation d'une part, et les réticences très fortes à s'émanciper de la règle sociale traditionnelle qui signe leur exclusion de l'espace public.

Les portraits variables, à l'intérieur des pays et entre les pays, qui se dégagent de l'analyse et les voix propres des jeunes femmes ouest-africaines, tracent une nouvelle géographie et de nouveaux langages des pratiques citoyennes. Sans perdre de vue la multiplicité et la diversité des défis et les luttes quotidiennes engagées, faites de confrontation, de retrait ou d'accommodements. Ils ouvrent des espaces indépendants de sociabilité, des processus de contestation et de révoltes qui, si l'on accorde crédit à plusieurs études, redéfinissent les bases des conflits qui sollicitent de moins en moins des ressources identitaires – ethniques, religieuses ou régionales – pour mobiliser le discours de l'inégalité sociale et de classe. On pourrait se poser la question de savoir le rôle du genre dans ce lent glissement des sources et ressources des conflits qui secouent les sociétés ouest-africaines, de l'identité à la condition sociale.

*Antigones africaines* ouvre quelques pistes de recherches et de réflexion dans cette direction surtout en ce qui concerne l'identification des outils utilisés et des territoires des opérations et interventions proprement féminines considérées comme des activités publiques. Un espace public délesté de son imaginaire masculin, de sa mathématique économique et politique et de son autoritarisme patriarcal. En suivant à la trace, le surgissement de l'identité sociale des jeunes femmes africaines grâce à un examen minutieux de l'imaginaire politique mobilisé et des relations sociales entretenues avec les autres acteurs sociaux, dans un espace quadrillé par un réseau dense d'institutions et de règlements, l'ouvrage délimite rigoureusement le champ d'exercice de la responsabilité citoyenne et identifie les modes les plus productifs d'intervention sur les institutions et la loi, pour les mettre au service non seulement du renforcement des capacités citoyennes des jeunes femmes ouest-africaines mais de la consolidation de la démocratie tout court. Une démocratie au service du développement et de la justice sociale.

*Antigones Africaines* est une intervention décisive et novatrice. A partir d'une étude scrupuleuse de la participation politique des jeunes femmes ouest-africaines, autant empirique que théorique, l'ouvrage rouvre la double question des transitions démocratiques en Afrique. Il inscrit cette interrogation dans les deux conceptions des changements politiques auxquelles les sociétés sont aujourd'hui soumises. La première s'intéresse au passage de régimes autoritaires ou totalitaires à des systèmes démocratiques. C'est le processus le plus étudié avec des illustrations est-européenne, latino-américaine, asiatique et africaine. L'accent est mis sur les réformes institutionnelles et les mécanismes électoraux. Par contre, la question de la nature de la représentation n'est pas généralement prise en considération avec toute l'attention qu'elle mérite. La seconde signale un processus plus lent et plus problématique d'une transition historique de formes « prémodernes » - dont la profondeur historique déborde la séquence coloniale et continue d'informer dans une adoption et un engagement permanents le moment postcolonial – à des sociétés partiellement ou entièrement



gouvernées par un imaginaire social démocratique. L'Afrique occidentale est aux prises avec cette double opération qui produit des images, des imaginaires et des représentations qui alimentent l'instabilité politique et sociale et des parcours citoyens inédits. Elle ouvre aussi un chantier épistémologique d'une très grande richesse. Le territoire circonscrit est celui des interactions entre le collectif des chercheurs et l'objet de la recherche. Sont ainsi mises en œuvres des procédures d'investigation qui, non seulement déstabilisent les missions traditionnelles de la recherche mais autorisent une circulation incessante d'une position à l'autre des acteurs en présence. Une telle configuration reformate, pour utiliser le langage informatique, la mise du savoir au service de l'action, entraînant un réaménagement des modes de production et de mise à disposition des connaissances. Ne s'agit-il pas simultanément de mobiliser, d'agir, de proposer, de rendre compte et d'évaluer constamment. Ne s'agit-il pas aussi, de replacer aussi bien la recherche que l'action à l'intersection des deux types de changement politique, en prêtant une plus grande attention à la seconde qui s'approprie l'historicité propre des sociétés africaines. Il me semble que la relecture de *De la Démocratie américaine* d'Alexis de Tocqueville<sup>2</sup> par les politistes indiens ouvre une voie féconde. Ils réexaminent à la lumière de l'histoire et des expériences politiques indiennes le contraste souligné avec force par Tocqueville entre *le gouvernement démocratique* qui se réfère aux institutions et aux infrastructures politiques et *le principe démocratique* qui émerge de la défaite historique du principe aristocratique. Dans le cas des sociétés africaines il s'agit de « systèmes d'inégalité et de domination ».<sup>3</sup> Le principe démocratique affecte l'ensemble de la société et de la vie sociale et a un impact considérable, irréversible et transformatif autant sur les institutions les plus importantes que sur les appareils cognitifs et l'imaginaire des sociétés modernes. Ce sont précisément à la discussion des conditions théoriques et pratiques de cette (hyper)modernité que cet ouvrage vous convie.

Professeur Mamadou Diouf,  
Directeur de l'Institut des Études Africaines,  
Columbia University ( N.Y., U.S.A.)

---

<sup>2</sup> Partha Chatterjee & Ira Katznelson (eds.), *Anxieties of Democracy. Tocquevillean Reflections on India and the United States*. Oxford, Oxford University Press, 2012.

<sup>3</sup> Abdoulaye Bara Diop, *La Société Wolof. Tradition et Changement. Les systèmes d'inégalité et de domination*. Paris, Karthala, 1981.

## Introduction

L'Afrique de l'ouest francophone est secouée par de multiples crises, qui reconfigurent son positionnement géostratégique et politique interne, tout autant que celle des partenaires avec qui elle entretient des relations inégales depuis plusieurs siècles. Depuis les Indépendances, ces relations sont organisées autour d'un imaginaire d'aide au développement, décliné sous de multiples appellations et priorités régulièrement renouvelées.

Les femmes africaines constituent un élément fort de l'agenda<sup>4</sup> du développement, axé autour de la démocratie et de l'égalité. Nombre de progrès ont été enregistrés, mais ils restent très insuffisants, d'autant plus que l'urgence de la situation ne permet plus de se satisfaire du rythme de réalisation des objectifs de développement. Les questions de genre<sup>5</sup>, qui ont certes été un moteur dynamique d'intervention politique, sont en voie d'être dépassées.

De nouvelles initiatives prospectives doivent être engagées, en tenant compte du contexte géostratégique, technologique, idéologique et économique actuel. Ce contexte est bien différent de celui qui prévalait il y a cinquante ans. Cela oriente l'attention vers les jeunes femmes, qui sont investies par nombre d'institutions, non seulement de la mission de préparer la relève de leurs aînées, mais encore d'assurer le développement de leurs communautés en tant qu'agentes responsables, éduquées et compétentes de plein droit. Le projet PPJF propose de contribuer au renouvellement épistémologique de la problématique de la participation politique du point de vue du genre et des générations, en procédant à une exploration croisée des notions de parité, d'espace et d'alternative.

---

<sup>4</sup> Agenda (politique) : Liste des sujets ou problèmes faisant débat et appelant à l'intervention publique, à un moment donné.

<sup>5</sup> Genre: Construction sociale (et non biologique) des rapports sociaux de sexe ouvrant sur la construction de diverses modalités d'identité sexuelle.

Le souci d'impliquer les jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone dans les politiques de développement de leurs communautés amène à cerner dans quelle mesure - et avec quel impact - elles y participent politiquement, afin de pouvoir en formuler des recommandations en termes de politiques publiques. Le présupposé de base du projet de recherche *"Participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone : formes, enjeux et politiques publiques"*(PPJF) était que les jeunes femmes ouest-africaines ne participent pas politiquement dans leur communauté. A ce titre, il est nécessaire d'élaborer du savoir autour de cette absence de participation. Cela permettrait de formuler des recommandations pour dynamiser la participation politique des jeunes femmes. Après avoir cherché à comprendre ce que recouvre la notion de "jeunes femmes", le projet PPJF a étudié cette question en explorant les notions de politique et de participation dans le contexte ouest-africain actuel.

Au cours d'un processus de recherche et de réflexion de deux ans, le projet a été amené à élargir la question initiale de recherche, et ainsi, tout en montrant sa complexité, à l'enrichir de perspectives nouvelles. La problématique a été déclinée sous les trois thématiques des identités<sup>6</sup>, des imaginaires<sup>7</sup> et des interactions<sup>8</sup> entre les jeunes femmes et leurs partenaires politiques, y compris institutionnels. Le projet a cherché à expliciter comment et par qui sont définies les jeunes femmes, dans quels espaces elles sont présentes et considérées comme participantes, avec qui elles entretiennent des relations de pouvoir, et quels sont les enjeux<sup>9</sup> liés à la reconnaissance et à la valorisation de leur participation politique.

Le projet PPJF a exploré ce que les jeunes femmes entendent par politique, pouvoir, participation, démocratie. Il a cherché à comprendre comment elles définissent leurs relations de genre et de génération et comment, du local à l'international, elles voient leur participation aux espaces collectifs de pouvoir, ainsi que les mécanismes qui concourent à leur socialisation politique. Enfin, la recherche a tenté de saisir leur conception du changement et comment elles définissent les femmes de pouvoir.

Il s'est également penché sur la façon dont les jeunes femmes perçoivent les institutions et leurs représentant-e-s ; comment elles participent aux institutions, à quels types de relations de pouvoir elles y sont confrontées, et, enfin, quelles alternatives de participation à la chose publique elles pratiquent.

Pour cela, il a fallu mettre en lumière les multiples facettes des identités, des imaginaires politiques et des interactions des acteur-e-s en présence, et analyser les enjeux politiques que représente la question de la participation politique des jeunes femmes. Cela impose d'identifier et d'analyser, en termes politiques, les relations de pouvoir, les espaces dans lesquels les acteur-e-s interagissent, tout autant que les formes et les contenus de la participation des jeunes femmes à l'organisation et à la gestion de leurs communautés d'appartenance. Cela permet d'ouvrir la discussion sur la potentielle

---

<sup>6</sup> Identité (sciences sociales) : Reconnaissance de la (des) relation(s) d'unité à soi, en relation avec les autres et avec le devenir.

<sup>7</sup> Imaginaire : Production des images, des représentations, de visions d'un individu ou d'un groupe, exprimant sa façon de concevoir sa relation à l'altérité et au monde.

<sup>8</sup> Interaction : Action ou influence réciproque entre deux ou plusieurs objets, produisant un effet.

<sup>9</sup> Enjeu : Ce que l'on peut gagner ou perdre dans n'importe quelle entreprise.

contribution des politiques publiques, outils institutionnels de changement, à l'accroissement de la participation des jeunes femmes à la politique.

Pourquoi et comment les jeunes femmes devraient-elles participer ? Le but est-il d'en faire de "meilleures" citoyennes, informées, autonomes, responsables et aptes à la critique ? Est-il d'accroître à tous les niveaux leur présence active dans les espaces de décision sur la politique publique ? Si les jeunes femmes ne participent pas, faut-il l'imputer à leurs propres insuffisances, ou à l'incapacité des institutions à les faire participer ?

La question est-elle, d'ailleurs, d'étudier l'insuffisance ou le manque de participation des jeunes femmes dans la seule sphère<sup>10</sup> publique formelle de la décision ? Ne serait-elle pas plutôt d'analyser leur participation dans les espaces où elles sont présentes ? Questionner la manière d'appréhender la participation politique des jeunes femmes éclaire sur le regard que portent les acteur-e-s sur ce que sont la politique, la participation, et comment l'une et l'autre s'inscrivent dans l'espace et se configurent selon les genres et les générations.

L'analyse sera circonscrite au contexte des systèmes démocratiques actuellement en vigueur dans les pays concernés par la recherche. Les changements politiques et technologiques, qui interviennent au quotidien en l'Afrique de l'ouest francophone, illustrent la réalité de sa participation à l'hypermodernité<sup>11</sup> mondiale. La transformation des relations de pouvoir induites par les TIC, et les usages qu'en font les citoyen-nes et les institutions, doivent être intégrée à l'analyse, notamment l'impact des nouvelles possibilités offertes par la relation entre le réel et le virtuel<sup>12</sup>.

Après avoir présenté le projet PPJF et ses principes directeurs, ce rapport s'intéressera successivement à ses trois acteur-e-s que sont les jeunes femmes, les institutions et les chercheur-e-s.

La première partie, intitulée "Un projet politique", développera les notions convoquées par la problématique et détaillera les méthodes utilisées pour mener l'analyse de la participation politique des jeunes femmes.

La seconde partie, "Jeunes femmes d'ombre et de lumière" rendra compte de l'identité sociale des jeunes femmes, de leurs imaginaires politiques et des relations qu'elles entretiennent, dans les différentes catégories d'espaces, avec leurs divers partenaires politiques.

La troisième partie, intitulée "Institutions : l'ordre et le changement", portera sur les institutions qui apparaissent doublement concernées par la problématique, parce qu'à la fois commanditaires et bénéficiaires supposées de la recherche, en analysant leurs imaginaires politiques, leurs actions et leur capacité à porter le changement.

---

<sup>10</sup> Sphère : Espace restreint où s'exerce l'action de quelque chose.

<sup>11</sup> Hypermodernité : Stade social du monde contemporain, mettant en exergue les notions d'exagération (accélération, immédiateté, excès, surabondance, surenchère).

<sup>12</sup> Virtuel : Réalité en puissance, sans incarnation physique actualisée, dont les potentiels peuvent, en particulier, être développés par la numérisation et la télématique.

La quatrième et dernière partie, "Production scientifique et savoir politique", questionnera la portée politique des outils et du savoir scientifique produits par la présente recherche, en ce qu'elle renseigne sur son implication dans la transformation ou le maintien des relations sociopolitiques, notamment entre les genres et les générations, dans une Afrique de l'ouest francophone co-actrice du devenir du monde.

## Un projet politique

Le projet PPJF étudie la participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone sous l'angle intersectionnel<sup>13</sup> du genre et de la génération. C'est un projet doublement politique. D'une part, il nécessite d'analyser et de mettre des mots sur les relations de pouvoirs et de contre-pouvoirs qui impliquent les jeunes femmes et influent sur leur participation citoyenne, contribuant de ce fait à un imaginaire politique. D'autre part, il vise à transformer ces relations dans le sens d'une "meilleure" participation des jeunes femmes. Pour faire apparaître le politique du projet, il est nécessaire de présenter les outils, tant conceptuels que méthodologiques, qui à la fois permettent de penser cette participation, et contribuent à changer, ou pas, ces relations de pouvoir.

La présente partie, après avoir présenté l'appareil de recherche, la portée politique de sa problématique, et le contexte spatio-temporel du projet, discute la portée politique des concepts et méthodes qu'elle utilise. La rhétorique ainsi développée permet d'élargir la compréhension des multiples formes de dominations subies par les jeunes femmes.

### Le projet PPJF

#### Histoire et organisation du projet

Le projet a une histoire. Il constitue l'un des aboutissements de l'initiative mondiale de subvention de recherche lancée par la Direction des Programmes sur les Droits des Femmes du CRDI (Canada), sur le thème de "la participation politique des femmes". Cette initiative de programme devait permettre de mener de façon coordonnée des études sur cette thématique à travers 15 projets de recherche, dans les trois continents

---

<sup>13</sup> L'analyse intersectionnelle étudie les impacts combinés de deux facteurs, ici, celui du genre combiné à celui de la génération.



du "Sud" (Amérique Latine, Afrique, Asie) bénéficiaires de coopération en recherche pour le développement.

Afin de contribuer à cette initiative, la Représentation régionale du CRDI en Afrique de l'ouest francophone, a d'abord réinterprété cette demande en orientant l'attention sur la catégorie spécifique des jeunes femmes. Ensuite les quatre projets nationaux attendus ont été rassemblés en un seul projet sous-régional, ouest-africain et francophone. Elle a proposé à *Afriques-Créatives* de concevoir un document de projet sur ce thème. La proposition de projet qui en a suivi a été conçue en interne dans le respect des exigences de format, de qualité, de délai, de comparabilité et de gestion en vigueur au CRDI. Le projet ainsi mis en place a nécessité la collaboration de différentes institutions que sont le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD, Burkina Faso), l'Association des Juristes Maliennes (AJM, Mali), le Centre de Recherches sur les Politiques Sociales (CREPOS, Sénégal) et le Réseau Femmes, Droit et Développement (WILDAF, au Togo).

Le "document de projet" conçu par *Afriques-Créatives* forme la Constitution du projet (au sens politique de l'expression), en ce qu'il énonce l'ensemble des principes et des lois fondamentales qui définissent les droits essentiels des parties prenantes au projet, déterminent son mode de gouvernement et règlent les attributions des pouvoirs qui le font fonctionner.

Il a servi de référence aux contrats de diverses natures qui ont été conclus pour formaliser l'appareil de recherche. Le rôle de la coordination du projet a été de faire en sorte que la mise en œuvre de cette Constitution, formant un engagement collectif, soit respectée, en dépit des intérêts certes globalement convergents mais, dans les détails, nécessairement différents, de l'ensemble des catégories de parties-prenantes au projet.

Un ensemble de principes directeurs – dont la nature est donc politique – a été formulé dans le document de projet, permettant de guider la prise de décision tout au long de sa mise en œuvre. Le projet se voulait être, d'abord innovant, ce qui est la mission principale d'un projet de recherche. L'innovation était attendue à un triple niveau. D'abord, dans la conceptualisation et la problématique de la participation et du politique. Ensuite dans le registre des méthodologies requises pour étudier les espaces et les contenus de l'expression et de l'action politiques des acteur-e-s individuel-les et institutionnel-les. Enfin dans l'enrichissement de l'épistémologie sur la production de connaissance dans le contexte spatio-temporel du projet.

Le projet s'est ensuite voulu fédérateur<sup>14</sup>, c'est-à-dire animé du souci de rassembler la thématique autour d'une vision intégratrice ouest-africaine, plutôt que de se limiter à une approche de type monographique ou comparative, entre les quatre pays concernés par la recherche.

---

<sup>14</sup> Fédérativité : Disposition propre à favoriser ce qui unit plutôt que ce qui différencie.

### 2 - Les institutions partenaires de recherche

*Le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI, Ottawa, Canada) est une institution publique créée et financée par le Gouvernement canadien. Il appuie la recherche pour le développement dans des pays du Sud, à partir d'approches méthodologiques pertinentes et rigoureuses, afin de produire des données pouvant être traduites en connaissances utilisables/utilisées pour impulser des changements dans les pratiques et les politiques en vue d'un meilleur développement.*

*Afriques-Créatives (Dakar, Sénégal), association ouest-africaine, accompagne le développement participatif, personnel et collectif ainsi que le protagonisme personnel et citoyen, par la promotion des savoirs, la co-formation, l'action et l'information sur la créativité, la résilience, l'innovation, le changement, en particulier au bénéfice des femmes et des jeunes en Afrique.*

*Le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD, Ouagadougou, Burkina Faso) a pour mission de promouvoir, au Burkina Faso et en Afrique, le développement stable et durable, la démocratie ainsi qu'une participation transparente, imputable et efficace à la gestion des affaires publiques. Il vise à promouvoir l'Etat de droit et l'égalité devant la justice, et à s'assurer que les priorités économiques, sociales et politiques sont basées sur un large consensus au sein de la société.*

*L'Association des Juristes Maliennes (AJM, Bamako, Mali), est une section de la Fédération des Juristes Africaines, ayant statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Il s'agit d'une association féminine professionnelle qui œuvre pour la défense et la promotion des droits des femmes et de l'enfant, par des activités d'information et d'assistance juridique et judiciaire, ainsi que de recherche-action-formation sur les instruments juridiques nationaux et internationaux ayant un impact sur le statut de la femme et de l'enfant.*

*Le Centre de Recherches sur les Politiques Sociales (CREPOS, Dakar, Sénégal) est une organisation de recherche créée par des enseignants et des chercheurs-e-s. Il vise à contribuer à la production et au renouvellement des savoirs sur le Sénégal et la sous région ouest-africaine. En vue de favoriser le dialogue stratégique entre les chercheurs, les décideurs publics, les dirigeants des ONG et les experts du secteur privé, le CREPOS a initié le Réseau d'Appui aux Politiques de Développement (RESAPOD).*

*WiLDAF-Togo (Lomé, Togo), est le membre togolais du réseau panafricain Women in Law and Development in Africa (Femmes, Loi et Développement en Afrique). Ses organisations membres travaillent pour la promotion et la protection des droits humains des femmes, par la sensibilisation, l'information et le plaidoyer pour la participation des femmes à la prise de décision, l'éducation, la santé maternelle, et la lutte contre les violences faites aux femmes.*

Par ailleurs, le projet a opté pour la transdisciplinarité<sup>15</sup>, c'est-à-dire qu'il a voulu permettre aux diverses approches disciplinaires représentées au sein du collectif de recherche de se compléter et de s'enrichir mutuellement. Enfin, le projet a cherché à être transversal, c'est-à-dire animé par le souci de ne pas se laisser enfermer dans des "frontières" disciplinaires et conceptuelles, mais de chercher à réunir des visions différentes, d'une nécessaire complémentarité sur une problématique aussi complexe.

De ce fait le projet ne pouvait être qu'essentiellement centré sur le qualitatif, privilégiant une approche conceptuelle, politique et analytique, et également réflexive<sup>16</sup>, car apprenant de sa propre action. Ces principes directeurs permettent d'embrasser les multiples dimensions liées à la problématique de la participation politique des jeunes femmes en Afrique francophone dans leur contexte spatio-temporel particulier.

En effet, les disciplines scientifiques, les concepts, les méthodologies, les techniques de recherche en sciences humaines et sociales, ont nettement évolué durant le dernier demi-siècle, et les capacités régionales de recherche doivent prendre en charge ces évolutions. Les usages des technologies de l'information et de la communication, dans le domaine du politique comme dans celui de la recherche, font partie de ces évolutions récentes, qui ont été utilisés dans le projet tant comme objet que comme support de recherche.

Sans se définir comme projet de formation proprement dit, le projet visait également à développer les opportunités (politiques) de co-formation et de renforcement des capacités personnelles et collectives entre les membres de l'équipe de recherche. Il a aussi veillé à respecter les droits des personnes, notamment ceux des mineur-e-s, les droits à la vie privée et à la protection des données personnelles.

Ainsi que le montre l'illustration n°4, l'appareil de recherche a été organisé en une pyramide de niveaux, chacun d'entre eux étant relié par des contrats de nature différente.

Le premier niveau lie l'institution donatrice (le CRDI) et l'institution proposante (Afriques-Créatives), par un Accord de subvention de recherche d'une durée de vingt quatre mois, basé sur le Document de projet.

La coordination régionale du projet a assuré par voie contractuelle, un ensemble de services intellectuels et techniques ponctuels, organisé sous la responsabilité de l'institution proposante, pour fournir de l'appui au niveau régional.

Le second niveau lie l'institution proposante à quatre institutions partenaires chargées de mettre en œuvre les activités de recherche dans les quatre pays retenus au travers de Protocoles d'Accord Institutionnels identiques, inspirés par l'Accord de subvention de recherche.

---

<sup>15</sup> Le projet a cherché à faire converger des démarches issues notamment de la sociologie, de l'anthropologie, de l'histoire, de la philosophie, de la psychologie interculturelle, des sciences politiques, des sciences juridiques, des sciences de l'information et de la communication, des sciences de la gestion, des sciences de la statistique.

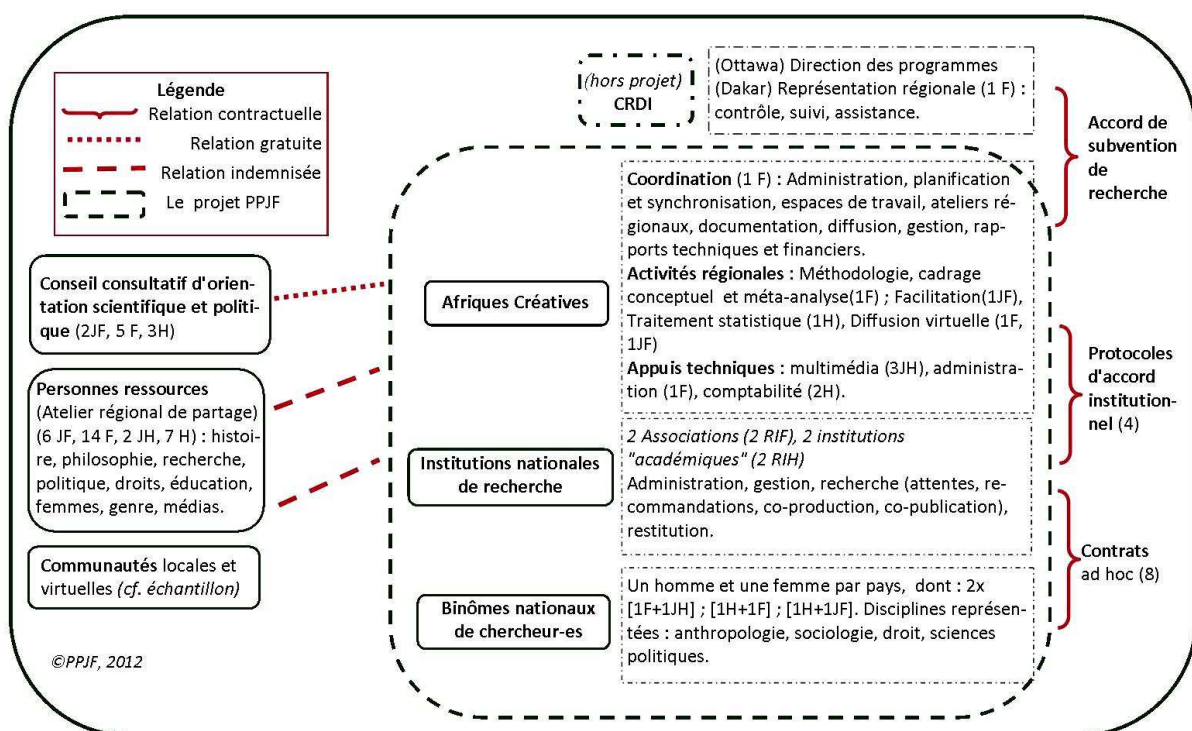
<sup>16</sup> Réflexivité : Démarche méthodologique consistant à appliquer les outils de l'analyse à son propre travail ou à sa propre réflexion, et donc intégrant sa propre personne dans son sujet d'étude.

Le troisième niveau lie, par des contrats *ad hoc*, chacune des institutions partenaires à deux chercheur-e-s devant mener à bien les recherches dans les terrains nationaux. Ils-elles sont constitué-es en binômes représentatifs en termes de genre et de discipline scientifique.

Parallèlement à cette structure pyramidale ont été sollicitées les participations bénévoles d'un Conseil consultatif d'orientation scientifique et politique. Il a été pensé en conformité avec les normes académiques, composé d'expert-e-s scientifiques, et ouvert, selon les principes directeurs du projet, à des expert-e-s représentant les autres acteur-e-s principaux-les du projet que sont les responsables institutionnel-les et les jeunes femmes.

Enfin, le projet a bénéficié de la collaboration d'un ensemble de personnes ressources extérieures qui ont pris part à l'Atelier régional de partage des résultats. De la même façon, les membres des communautés qui ont participé aux travaux de recherche sur les terrains et virtuellement, sont également à considérer comme faisant partie de l'appareil de recherche.

### 3 - Organigramme de l'appareil de recherche du projet PPJF



L'organisation formellement contractualisée a permis à chaque groupe d'acteur-e-s de s'engager pour une durée limitée, dans un système d'obligations et de droits clairement définis, consistant en des services rémunérés à rendre à des échéances fixées. Ainsi, le projet n'a pas fonctionné sur le modèle d'une entreprise employant des salariés, mais sur

celui d'un système en réseau impliquant, pour les acteur-e-s, la liberté voire la nécessité (et le risque) du multitasking<sup>17</sup>.

Ce type de structuration de l'appareil de recherche institue en son sein des relations de pouvoir spécifiques. Les liens de domination s'organisent, dans les faits, du haut vers le bas, mais à chaque niveau de l'organigramme, un acteur n'est légalement lié qu'aux acteur-e-s de niveaux contigus, supérieur et inférieur.

Le projet a ainsi été organisé en amont et contrôlé "par le haut". Cela a nui aux possibilités de l'enrichir ou de le transformer à partir des autres niveaux du collectif de recherche. Par ailleurs, le projet s'est aligné sur la tendance actuelle qui exige de travailler avec des institutions plutôt que des individus. Celles-ci sont perçues comme davantage pérennes, fiables et mieux outillées que ces derniers. Mais le fait de définir les besoins et gérer les risques "par le haut" et par l'institutionnel a conduit à déposséder les chercheur-e-s des prérogatives traditionnellement attachées à leur statut de "personnes savantes" : ils-elles n'ont participé à la définition des besoins et à l'énonciation des possibles qu'en bout de processus. Leurs capacités collectives et individuelles à satisfaire leurs diverses attentes de nature économique, professionnelle, politique, sociale, intellectuelle en ont été entravées, ce qui s'est reflété dans leurs modes de participation au projet.

La lecture de l'organigramme (Illustration n°4) montre que l'expertise méthodologique et conceptuelle concentrée au niveau régional, a confiné les chercheur-e-s au rôle d'exécutants subalternes. L'organisation de la production du savoir a été désarticulée, dans le sens où les chercheur-e-s, convoqué-e-s en tant que "savant-e-s" mais assigné-e-s au rôle d'"exécutant-e-s" se sont retrouvé-e-s dans la situation d'une main d'œuvre astreinte à produire du savoir, sans pouvoir pleinement appréhender le sens de leur apport au projet.

En cela, le projet PPJF s'est aligné sur les nouvelles formes d'organisation de la production du savoir en vigueur dans la société de la connaissance<sup>18</sup>. Celles-ci sont principalement axées sur la désarticulation des relations hiérarchiques entre les acteur-e-s (flexibilité du travail) (Aubert & Roux-Dufort 2009). Elles perpétuent, mais en les transformant, des structures de domination (hiérarchiques et inégales). Les implications politiques de ce résultat de recherche ouvrent des pistes de réflexion sur la réorganisation des rapports de pouvoir dans la société de la connaissance, qui donnent priorité aux gestionnaires de la production de savoir sur la main d'œuvre qui produit le savoir (Bindé 2005).

Il est important d'apprécier dans quelle mesure ces deux composantes (subalternité<sup>19</sup> et flexibilité) inhérentes à la nouvelle organisation de la production du savoir entrent en résonance avec la problématique d'une recherche sur participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone. Pour ce faire, il faut examiner les caractéristiques actuelles du contexte dans lequel elle se déroule.

---

<sup>17</sup> Multitasking : Fonctionnement multitâches

<sup>18</sup> Dans la société de la connaissance l'intense diffusion des informations permet d'agréger les savoirs et de faciliter la transmission des connaissances. La connaissance devient une valeur économique, facteur d'inégalité.

<sup>19</sup> Subalternité (-e) : Position dominée dans un rapport hiérarchique, un rapport inégal de pouvoir.

### Contexte spatio-temporel

---

L'Afrique de l'ouest francophone regroupe neuf Etats au sud du Sahara et forme une entité géographique soudée par un passé commun, organisée autour de l'axe du Fleuve Niger et bordée par les rivages du Sahel et de l'Atlantique. L'assèchement du Sahara depuis le IV<sup>ème</sup> millénaire avant J.C., a poussé les très anciennes populations qui ont occupé cette zone à progressivement migrer pour se sédentariser vers le sud. Ces populations ont fondé les empires successifs de l'aire du Mandé. Ainsi s'est forgée une conscience millénaire d'appartenance culturelle et politique à une même civilisation agraire et des systèmes politiques centralisés. Ceux-ci ont su relier et transcender les multiples fragmentations en ethnies, castes et classes<sup>20</sup>, ainsi que l'illustre la Charte du Mandé (Cissé 2003) et les relations de parenté plaisante<sup>21</sup> (Canut et Smith 2006) qui restent encore vivantes et fonctionnelles aujourd'hui. La riche diversité des langues africaines, qui se joue des cadres politiques formalisés au long de l'histoire, s'est conjuguée plus tard à l'unité de la langue de la colonisation pour former une entité homogène.

Les Etats, autoritaires et centralisés, ainsi que les communautés qui les composent, ont largement fonctionné sur des systèmes matrilineaires qui font succéder au chef le fils de sa sœur. Cela a permis de préserver des lignées familiales qui mettent en réseaux les communautés lignagères, se conjuguant à la cosmogonie animiste, au culte des ancêtres puis aux religions révélées. Les communautés sont traditionnellement hiérarchisées, endogames et la transmission du pouvoir y est héréditaire. Le monde des femmes et celui des hommes sont fortement ségrégés, dans une logique de complémentarité, inégale en termes de pouvoirs, mais riche de possibilités de contre-pouvoirs.

A partir du 15<sup>o</sup> siècle, le processus de mondialisation, initié par les "Grandes Découvertes" entreprises sous les bannières de l'Occident pour contourner<sup>22</sup> le continent africain, déplacera le centre de prospérité vers la façade atlantique, ouvrant à la traite négrière. L'exploration des arrière-pays laissera place, au 19<sup>o</sup> siècle, à la conquête coloniale, qui devra affronter une multitude de résistances armées et spirituelles, avant d'organiser l'empire colonial français.

Durant soixante cinq ans (1895 – 1960), la Fédération d'Afrique Occidentale Française, a maintenu l'Afrique de l'ouest francophone dans un seul ensemble politique. Il est subdivisé en territoires qui feront ultérieurement office de frontières nationales, administré à partir d'une seule capitale, selon des modèles importés, imposés et unifiés<sup>23</sup>. Après les indépendances ces entités seront largement réactualisées, avec diverses fortunes et extensions<sup>24</sup>.

---

<sup>20</sup> Castes des hommes libres (guerriers, cultivateurs) et des artisans (y compris les griots) ; classe des esclaves, classes d'âge...

<sup>21</sup> Parenté (à) plaisante(rie) : Pratique socio-rituelle cathartique d'affrontement verbal, basée sur l'insulte et la moquerie, entre certain-es parents et ethnies, se reconnaissant comme cousin-es.

<sup>22</sup> Pour atteindre la Chine et ses richesses, les puissances maritimes occidentales de l'époque devaient contourner le continent africain, occasionnant les grandes découvertes.

<sup>23</sup> Code de l'indigénat puis de la citoyenneté, participation civique (travail forcé) et militaire (tirailleurs sénégalais), système scolaire, de santé, financier, de communication (chemin de fer)

<sup>24</sup> Tels que : BCEAO, CEDAO, UEMOA, OHADA, ECOMOG.



L'épisode colonial a appauvri la sous-région en spécialisant l'exploitation de ses ressources naturelles en fonction des seuls impératifs d'exportation au profit d'un plan impérial conçu à l'échelle du monde et au bénéfice de la métropole. Les monocultures de traite, sans processus d'industrialisation, se sont étendues en s'appuyant – tout en les marginalisant et en les fragilisant – sur des économies vivrières et domestiques.

La participation politique, la santé, l'éducation étaient basées sur un imaginaire colonial organisé en termes de dualité (le monde colonial des citoyens et le monde traditionnel des indigènes). Cette représentation fragmentée a déstabilisé l'environnement, les sociétés, les personnes, l'économie, le social et les cultures.

Durant la période postcoloniale des "*Trente Besogneuses*" (Traore 2012 : 24)<sup>25</sup>, et en dépit des indépendances politiques formelles, les Etats-Nations d'Afrique de l'ouest francophone sont demeurées dans une relation de subalternité néocoloniale, participant au jeu mondial de la géostratégie économique, politique et culturelle dominé par les deux blocs capitaliste et communiste. Avec les autres nations du Tiers Monde, l'Afrique de l'ouest francophone a participé, par le biais de ses élites, à la réalisation des enjeux liés d'une part à l'échange mondial des ressources en matières premières<sup>26</sup>, et d'autre part, à des revendications identitaires, tels que les mouvements de la négritude, des non-alignés et du nationalisme africain. Sous forme d'assistance et de coopération au développement économique et social, les importations financières<sup>27</sup> et intellectuelles<sup>28</sup> ont parachevé l'instauration d'une domination économique et culturelle, y compris politique, imaginaire et symbolique occidentale.

L'effondrement du Mur de Berlin (1989) a déstabilisé l'ordre mondial. Pour l'Afrique de l'ouest francophone, il a été suivi du Discours de la Baule (1990) qui a imposé la démocratisation politique des pays africains comme condition de l'octroi des aides occidentales au développement. Cela s'est traduit, localement, par des tentatives d'ouverture au multipartisme politique, de libération de l'expression citoyenne et médiatique, de libéralisation économique et de dérégulation de divers ordres. Cependant, cette injonction était biaisée: elle a produit des résultats mitigés. En effet, avec le recul, il semble illusoire d'avoir voulu imposer à l'Afrique de mettre en pratique, à l'ère de la mondialisation de la fin du XXème siècle, un idéal démocratique républicain et citoyen forgé au XVIIIème siècle dans le cadre de l'évolution expansionniste occidentale. L'Afrique ne pouvait fidèlement répliquer ce modèle car elle n'était pas dans les mêmes conditions que l'Occident-modèle, ni en termes politiques, ni en termes économiques. De plus, le contexte avait changé en deux siècles, avec la libéralisation dérégulée au plan mondial.

Au début du XXème siècle, l'Afrique de l'ouest n'en est plus à entrer dans la modernité, mais dans l'hypermodernité. Celle-ci représente le stade contemporain de nos sociétés et de la socialisation de ses individu-e-s. Forgé dans les années 90 aussi bien par des

---

<sup>25</sup> Cette période est connue en occident sous la dénomination de "*Trente Glorieuses*".

<sup>26</sup> L'échange portait sur des matières premières, énergétiques et agricoles, contre des ressources financières.

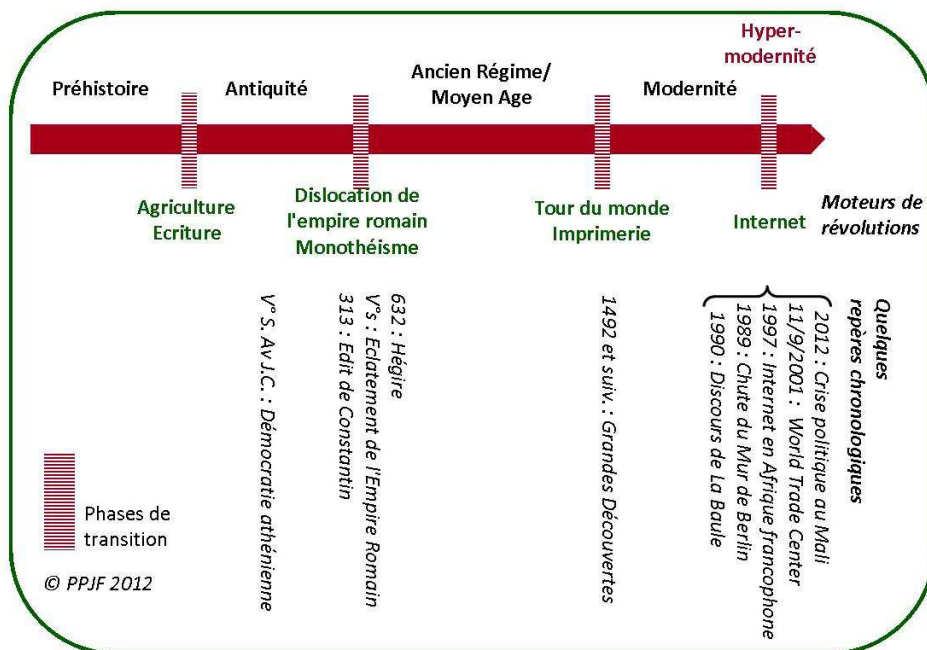
<sup>27</sup> Ces flux d'importation financière ont installé des mécanismes de domination : des prêts formant des dettes, assujettissant par les intérêts de la dette, menant aux ajustements structurels, aux dévaluations et aux accords internationaux de "libre"-échange (OMC, APE, ...)

<sup>28</sup> Coopération militaire, médico-humanitaire et académique en recherche et enseignement.

sociologues que par des psychologues (Augé 1992, Aubert 2004b, Pigeon 2009), ce concept met en exergue les notions d'excès, de surabondance, de surenchère, d'exagération, qui caractérise le monde contemporain. Du fait de la mondialisation et de l'expansion de modèles d'origine occidentale, ces notions se sont étendues au monde avec des variantes contextuelles.

L'hypermodernité achève la mondialisation de l'ère de la Modernité, engagée depuis les Grandes Découvertes au XV<sup>ème</sup> siècle (Attali 2006), à partir de révolutions scientifiques, économiques et politiques. L'hypermodernité constitue une phase de transition vers une nouvelle ère, que d'aucuns nomment le transhumanisme, fondé sur de nouveaux rapports de pouvoir entre la machine et l'homme. Basée sur une convergence de révolutions technologiques<sup>29</sup>, l'hypermodernité a des impacts sur l'économie, la science et le politique qui instaurent un changement d'ampleur comparable à la conquête du feu, à la révolution de l'agriculture et à celle de l'imprimerie<sup>30</sup>.

#### 4 - Cycles de civilisation et périodes de transition



Comme toute phase de transition (Illustration n°5), le changement est au cœur du processus de l'hypermodernité. Il implique le bouleversement des règles (telles que la dérégulation de l'économie néolibérale) et par là même l'insécurité, le chaos, la peur. Crise, changement et hypermodernité sont consubstantiels et inséparables, marqués par le désordre qui préfigure un autre ordre. Comme l'explique Gleick (2008), pour être compréhensible, le chaos doit être analysé en changeant d'échelle d'observation. Il serait intéressant de faire le parallèle entre le "désenchantement du monde" (Weber 1905)<sup>31</sup>,

<sup>29</sup> TIC, nanotechnologies, sciences cognitives, génétique...

<sup>30</sup> Pour davantage de perspectives sur l'hypermodernité et la révolution numérique, consulter entre autres : Ascher (2004), Aubert (2004b), Bensayag (2010), Cardon (2010), Casilli (2010), Compiègne (2010)

<sup>31</sup> Weber explique que la modernité a détruit l'enchantement divin lié à l'ancien régime et remplacé l'explication du monde par le savoir scientifique: la Raison remplace le Divin.

caractérisant l'entrée dans la modernité et la "dérégulation du monde" marquant son aboutissement et sa transformation. Tous deux offrent à voir un réaménagement des liens sociaux (Casilli 2010) et des liens entre les hommes et le monde.

Les innovations techniques telles que l'interactivité<sup>32</sup>, l'hyperlien<sup>33</sup>, les applications du web2.0, l'interconnexion des réseaux et des outils, la téléphonie sans fil, qui sont à la base du développement du secteur des TIC et de la société numérique (Compiègne 2010) font que les TIC sont tout autre chose que leurs ancêtres analogiques<sup>34</sup>. Comprenons par TIC l'ensemble des diverses et multiples technologies, produits, applications et pratiques qui, en intégrant l'usage de l'informatique, de la télématique, du multimédia et des réseaux, permettent de produire, de traiter, de transmettre, d'archiver et de présenter des données et des contenus d'information. Elles constituent le support de l'industrie du contenu numérique, qui représente, en volume de profit dégagé, le troisième secteur économique mondial après celui de l'armement et celui du crime organisé. Elles ont servi de support à l'expansion de la mondialisation. Elles ont ouvert l'ère de l'économie numérique, qui a transformé la relation au temps, à l'espace et aux valeurs, et a offert des perspectives politiques inédites aux militant-e-s et décideur-e-s engagé-e-s dans les processus de démocratisation participative, inclusive et citoyenne<sup>35</sup>.

Casilli (2010), dans son étude sur l'imaginaire du cyberspace et de ses rapports fonctionnels avec le réel, détaille le processus de constitution du capital social virtuel<sup>36</sup> à partir de relations de don permettant d'éviter le conflit. Il conclut que l'analyse des "*liaisons numériques*" doit porter davantage sur les cadres de vie c'est à dire les règles et processus qui régissent les liens que sur les liens individuels et sur les personnes.

Nombre de décideur-e-s politiques internationaux, régionaux et nationaux ont investi le secteur des TIC d'une mission de rattrapage du prétendu "retard" économique, social et politique<sup>37</sup> des "pays pauvres", au rang desquels l'Afrique de l'ouest francophone occupe une place de choix.

Celle-ci vit depuis les indépendances dans l'imaginaire du besoin de restaurer son identité profonde, meurtrie par la traite et la colonisation. Ce besoin de retourner vers le passé précolonial s'oppose à celui de combler son "retard" de civilisation (ou de

---

<sup>32</sup> Interactivité (Technologies de la communication) : Formes de communication et d'échange où la conduite et l'évolution de la situation sont liées à des processus de rétroaction, de collaboration, de coopération entre les acteur-e-s.

<sup>33</sup> Hyperlien : système informatique qui permet de relier automatiquement et instantanément des médias numériques (texte, audio, vidéo).

<sup>34</sup> Analogique (par opposition à numérique) : Appareils ou composants électroniques qui présentent une information par une grandeur pouvant prendre un nombre continu et infini de valeurs, par opposition aux appareils numériques qui présenteraient cette même information par une succession discontinue de valeurs prédéfinies.

<sup>35</sup> Pour plus d'informations sur ces questions consulter : Berhault 2010, Boure & Loiseau 2003, Cardon 2010

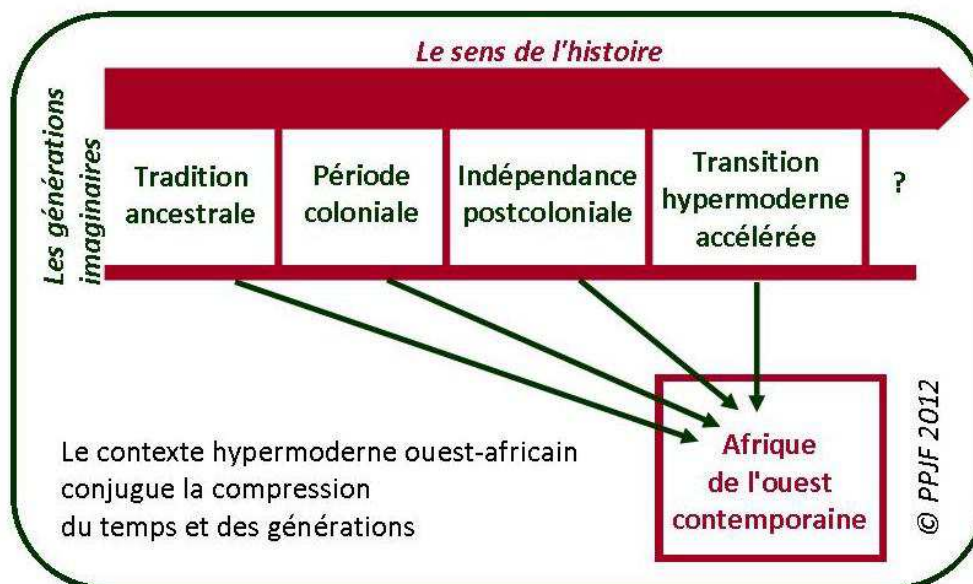
<sup>36</sup> Virtuel : Réalité en puissance, sans incarnation physique actualisée dont les potentiels peuvent, en particulier, être développés par la numérisation et la télématique

<sup>37</sup> Entre autres multiples initiatives, on peut citer l'Initiative Leland U.S.A., 1997 ; Initiative Africaine pour la société de l'information de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, 1999 ; l'initiative ACACIA, CRDI, 1999 ; le Fonds Francophone des Inforoutes, 1999 ...

développement) que proposent les politiques publiques inspirées par la colonisation. Il est difficile à la sous-région de se reconnaître comme moderne tout autant que de se voir et être reconnue comme hypermoderne (Dhilly s.d.).

Excès et démesure y sont criants partout où se lisent les crises, amplifiées et accélérées<sup>38</sup> par les TIC. Ils se repèrent notamment dans les écosystèmes, la communication, le social, le politique, l'économique, ainsi que dans les identités<sup>39</sup>, les relations entre les acteur-e-s, qu'il s'agisse de personnes et/ou d'institutions<sup>40</sup>. Cependant l'ampleur et la signification des changements instaurés, dans les idées, les imaginaires, les savoirs, les valeurs, les méthodes, les processus et les institutions, ne sont pas nécessairement apparentes. Leur signification n'est pas assimilée par les imaginaires collectifs. Les nouveautés séduisent du fait de la magie de la technique, mais le sens des changements sociaux profonds dont elles sont porteuses n'est pas saisi.

### 5 - La compression des générations en Afrique de l'ouest hypermoderne



L'Afrique de 2012 est bel et bien entrée tout autant dans la modernité que dans l'hypermodernité, dans une temporalité comprimée qui fait coexister dans un même espace géographique des usages, des idéologies et des outils d'époques différentes (Illustration n°6). Cette compression s'ajoute à la cohabitation des générations représentées en science démographique par les pyramides des âges, auxquelles il convient d'ajouter, en Afrique de l'ouest, la génération invisible, intemporelle et immuable (car sans âge) des ancêtres.

*"Ceux qui sont morts ne sont jamais partis",  
Birago Diop, "Souffles" 1948*

<sup>38</sup> Pour plus d'information sur l'accélération hypermoderne, voir Aubert & Roux-Dufort 2009, Gaulejac 2009a.

<sup>39</sup> Pour des aperçus techniques sur la question, voir Peto 2009, Bensayag 2010.

<sup>40</sup> Voir Cusset 2007, Renaut 2004.

De fait, les études sur l'hypermmodernité en Afrique sont rares. Toutefois on peut repérer des caractéristiques de l'hypermmodernité ouest-africaines à partir des analyses développées par Mbembe (2000) sur l'Afrique postcoloniale contemporaine. Sa contribution, sans aborder directement l'aspect politique du pouvoir, permet de disposer d'une approche pertinente de l'hypermmodernité en Afrique, à partir d'une analyse de l'imaginaire du pouvoir postcolonial dans l'Afrique contemporaine. Il repère l'actualité exubérante du changement politique en Afrique postcoloniale, à partir duquel le projet PPJF pourrait appréhender le statut citoyen des jeunes femmes.

Le facteur central, expose Mbembe (2000), est que *"le temps s'agite"* : il n'est plus immobile comme voudrait le présenter la tradition africaine précoloniale, pas davantage qu'il n'est lisse, linéaire et orienté, comme le voyait la tradition coloniale. Le temps postcolonial est un *"engrenage de temporalités"* (Mbembe 2000 : 106) multiples, *"réduit au temps purement informatif"*, porteur des logiques occidentales et mondialisées de la gestion financière. Au total, il est *"intensivement product[eur] d'inégalités et d'exclusion sociale"* (Ibid. : 93).

Cet ouvrage de Mbembe, publié en 2000, se situe au tout début de la révolution numérique. De ce fait, il préfigure bien le visage actuel de l'hypermmodernité ouest-africaine. Sa lecture de l'Afrique postcoloniale est fortement située du point de vue du genre (masculin) et de la génération (aînée). L'indigène, l'esclave, le colonisé et le postcolonisé est un homme - mais pas un fils ni un enfant impubère - doté de tous ses attributs de mâle et s'en servant pour voir le monde et se dire au monde : *"En postcolonie, le pouvoir revêt d'entrée de jeu, le visage de la virilité. La polis est avant tout l'équivalent d'une société des hommes. Son effigie est la verge en érection. Le phallus est le modèle du sexe accompli."* Le sexe féminin n'est qu'un objet de pouvoir procurant à celui qui le détient le *"plus-de-jouir"* possible. (Ibid. : xxiii).

Du point de vue du genre, si ce n'est de l'intergénérationnel, les spécialistes ouest-africain-e-s des réseaux globaux de "Genre et TIC", ont relayé et contextualisé un plaidoyer politique (ENDA 2005b) et des techniques d'action (James & Rykert 1998). Des recherches y ont montré que les fortes inégalités de genre se transposent du monde réel dans le monde virtuel, et y sont reproduites par les jeunes générations qui sont pourtant vues comme les *"gagnantes de la révolution numérique"* (ENDA 2005). Les disparités de genre y sont particulièrement vivaces en termes d'e-citoyenneté et de sens politique (Mottin-Sylla et Palmieri, 2009).

La thèse de Palmieri (2011) va plus loin : en Afrique, les impacts des TIC et les inégalités de genre se conjuguent pour aggraver les rapports de domination. L'auteure applique à la société africaine de l'information la théorie féministe radicale<sup>41</sup> - occidentaliste et universalisante - qui repose sur l'hypothèse fondatrice que *"les inégalités de genre sont la seule source des problèmes d'invisibilité politique"* des femmes (Palmieri : 2012). L'invisibilité politique des femmes se caractérise à différents niveaux. D'une part, par leur

---

<sup>41</sup> Féminisme radical : Courant du féminisme, qui voit en l'oppression des femmes au bénéfice des hommes, organisée par le patriarcat, le fondement du système de pouvoir organisant les relations humaines dans la société. Il en prône la subversion, plutôt que la réforme.

absence physique ou leur présence minoritaire et qualitativement marginalisée dans les espaces publics reconnus comme politiques. D'autre part, par la non-valorisation politique de leur contribution citoyenne dans les espaces sociaux où elles sont, par exemple, le social, le domestique, voire même l'économique, le virtuel. C'est ce qui amène Palmieri (2011) à étudier les nouveaux rapports de pouvoir qui se créent, dans les sociétés numériques africaines, entre Etats d'une part, et entre Etat et populations d'autre part, ainsi que la façon dont les organisations de femmes et féministes y participent, même de façon invisible.

Le projet PPJF, se veut scientifique car il adopte les objectifs et les méthodes de la science. Il se détermine comme politique car se reconnaît comme impliqué dans des relations de pouvoir et donc de dominations. De ce fait, il est porteur des paradoxes propres à la science politique<sup>42</sup>, tiraillé entre objectivité et subjectivité. Il convient donc d'éclaircir les notions qui permettent de penser scientifiquement le politique.

### Mots en débats

Le projet touche à des concepts qui traitent tous d'organisation de relations entre les personnes, leurs communautés et leurs institutions. Posons pour commencer que par "politique", il faut entendre ce qui *organise* toute relation, et par "participation", ce qui contribue à *l'entretien* d'une relation. Toutefois, ces assertions préliminaires sont bien plus complexes qu'il n'y paraît. Explorons-en donc les richesses.

### Politique et pouvoir

Braud (2011 : 5-6), Professeur des Universités à Science Po, clarifie les multiples significations du mot "politique". *La politique, dit-il, est : "la scène où s'affrontent les individus et les groupes en compétition pour l'exercice du pouvoir, et principalement pour accéder au contrôle de l'Etat détenteur de la coercition légitime": c'est "l'art de gouverner les personnes vivant en société (...). L'existence de conflits, réels ou virtuels, exige la mise en place d'un pouvoir politique dont la tâche est de prévenir ou de réguler les antagonismes qui traversent la société".* Ainsi, est politique ce qui permet de réguler des conflits d'intérêts, inévitables dans la vie en société, par des mécanismes qui seraient dévolus par délégation à l'action compétente de dirigeants mandatés pour ce faire, au sein d'institutions, dont l'Etat est la principale.

---

<sup>42</sup> Pour plus d'information sur la science politique et ses paradoxes, voir Braud 2011



### 6 - Citoyennes, violence légitime et médiatisation



Mais, continue-t-il, le politique, objet de la science politique, est un champ scientifique. Or, le projet PPJF a pris le parti politique d'élargir ce champ aux acteurs non savants, en considération de ce que tout savoir, y compris celui de l'imaginaire collectif, mérite investigation. Cela permet de réintroduire les visions des jeunes femmes, genrées<sup>43</sup> et générationnelles, auxquelles les spécialistes de la science politique, dont nous avons eu à consulter les ouvrages, sont remarquablement aveugles. Cela permet aussi de faire apparaître les différents imaginaires inhérents aux relations de pouvoir entre dominant-e-s et dominé-e-s ainsi que leurs oppositions.

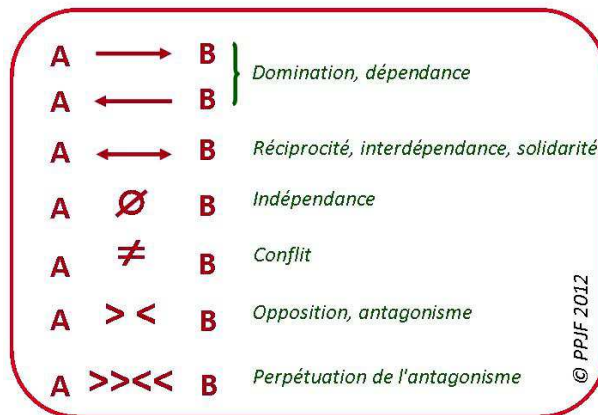
La définition de Braud est conforme à celle qui a été abondamment enregistrée au cours des activités de recherche du projet PPJF : "la" politique, ont répété l'ensemble des acteur-e-s serait *"l'art de gérer la cité"*. Pourtant, en Afrique francophone, tant dans le passé que dans le présent, le concept de "cité" n'est pas pertinent<sup>44</sup>. Au mieux pourrait-il être remplacé par celui de "communauté". La politique deviendrait alors l'art de gérer la communauté, c'est à dire l'art d'organiser le vivre-ensemble, donc de gérer du lien.

La théorie des ensembles utilisée en mathématiques permet de modéliser la nature des liens entre des entités (Illustration n°8). Le lien peut se développer sous différentes formes. Il peut être orienté dans un sens ou dans l'autre, instaurant la domination. Il peut être réciproque, impliquant la solidarité. Il peut être vide ou absent et produire l'indépendance. Il peut se décliner en opposition, signe de conflit. Ce dernier peut aboutir à une rupture du lien. Toutefois la rupture du lien ne signifie pas l'absence de lien. Un lien, une fois formé, peut évoluer d'une forme vers une autre, en fonction de la distribution du pouvoir, excepté vers l'absence de lien. S'il est impossible de revenir sur les liens formés dans le passé, il est possible de les dénoncer, mais l'entretien de la rupture constitue elle-même une forme de lien.

<sup>43</sup> Genrer (-é, -ée, *ingénéré-e*) : Rendre (rendu-e) (in)visible les rapports de genre.

<sup>44</sup> Ce concept de "Cité" renvoie à la Cité-Etat d'Athènes dans la Grèce antique (Vème siècle av JC).

### 7 - Types de liens



Les rapports de pouvoir peuvent être placés sous le signe de l'égalité ou de l'inégalité, cette dernière générant hiérarchie, subordination, exploitation, subalternité, discrimination, exclusion.

La capacité à analyser des rapports de pouvoir en termes de relations d' (in)égalité est au centre de la posture de la participation politique militante, telle que celles du féminisme radical, de l'altermondialisme et autres courants politiques. Par contre, y compris en Afrique de l'ouest francophone, d'autres analyses sont possibles, qui donnent priorité à la complémentarité des rôles, relativisant la valeur de l' (in)égalité des positions de pouvoir. La définition de ce qui est politique, n'est pas neutre de sens, car elle permet, de rendre visible ou invisible certains domaines ou acteur-e-s sociaux. Les théories féministes du *care*<sup>45</sup> permettent de faire apparaître les implications politiques liées au fait d'accorder un statut politique à un acteur, un objet, un espace.

Le lien c'est à la fois la liaison et la ligature: il permet de transporter des flux, y compris dans le cyberspace (hyperlien). Mais il peut aussi constituer une entrave à la liberté. En terme politique, la liberté est l'un des fondements de la démocratie. Cela ouvre sur des questions de nature philosophique qui vont au-delà de la portée du projet PPJF.

La politique n'est pas le lien, mais la loi qui gère le lien. Le lien vit dans le social, y étant entretenu par l'échange de dons. La politique organise le lien en disant la loi sur la nature du lien, son sens et ses enjeux de pouvoir. Pour déterminer ce qui est politique, il faut donc analyser comment se constitue le lien. Il faut aussi qualifier quel est ce lien, dans quel(s) sens il s'établit et en quoi il organise des rapports de pouvoir entre les deux entités (personnes ou institutions) en une forme définie de relation. La loi c'est la gestion des liens collectifs au travers de la normalisation, organisée et institutionnalisée, par les usages, les coutumes et les textes, qui s'appliquent à tous. Cette loi forme la "loi publique", et se proclame dans l'espace public, que le patriarcat organise comme apanage du masculin aîné.

Reste à définir ce qui n'est pas politique, ce qui cesse de l'être ou ce qui le devient en examinant les notions d'apolitisme, de dépolitisation et de politisation. L'apolitisme est considéré de deux points de vue. Le premier qualifie les espaces ou les acteur-e-s qui ne

<sup>45</sup> *Care* (anglais): Services d'assistance aux personnes dépendantes, fournis à titre gratuit ou rémunéré.

relèvent pas de la sphère politique car ils-elles sont jugé-e-s comme non porteur-e-s d'enjeux de pouvoir : cela qualifie ce qui se trouve hors du champ politique. Le second voit dans l'apolitisme une position militante qui revendique le rejet de la politique. La dépolitisation est l'action de nier l'aspect politique d'espaces ou d'acteur-e-s qui a priori sont considéré-e-s comme politiques, par eux-elles-mêmes ou par d'autres, et donc de nier les enjeux de pouvoirs dont ces acteur-e-s sont porteur-e-s. La politisation quant à elle est l'action d'attribuer à des espaces et/ou des acteurs une valeur politique, c'est à dire de reconnaître les enjeux de pouvoir qu'ils recèlent.

Le pouvoir est la faculté et la possibilité d'exercer une force sur soi ou sur autrui. Le pouvoir ne se détient pas, il s'exerce à travers le pouvoir de faire (capacité), le pouvoir de faire faire (imposer), le pouvoir d'empêcher de faire (interdire), et le pouvoir de faire croire, ou d'empêcher d'imaginer qu'il est possible de faire (amener à croire) (Kübler et de Maillard 2009).

Comme l'explique Spector (1997), l'acte de pouvoir entretient le pouvoir et le rend manifeste. La logique du pouvoir est celle de l'accroissement indéfini : la seule façon de le conserver est de l'accroître. Par la raison - de la justice et du droit -, le pouvoir s'établit dans la durée. Le pouvoir est pluridimensionnel : paternel<sup>46</sup>, économique, culturel, spirituel, symbolique. Constituant une force à exercer, il impose une économie de la violence.

Le pouvoir cherche davantage la légitimité (rationnelle, charismatique ou traditionnelle) que la vérité. Est considéré comme justifié à commander sur autrui (son alter ego) celui qui détient des droits de par la paternité (la parenté, la masculinité), la naissance (l'appartenance à une caste noble), l'âge (gérontocratie), la propriété (y compris celle des moyens de production), la compétence (technocratie), la chance (ce qui interpelle la notion d'inégalité).

Individuellement, on obéit volontairement au pouvoir imposé, par espoir, amour, ou crainte, par désir d'être commandé et espoir de commander à son tour : c'est particulièrement le cas des dépendant-e-s, notamment les enfants, les jeunes et les jeunes femmes.

Les théories politiques antiques se sont intéressées à préciser "qui doit commander", puis les théories classiques, à préciser "pourquoi obéir", et les penseurs modernes ont travaillé sur la souveraineté, la domination et la résistance. Les penseurs contemporains ont étudié les stratégies de compétition pour transformer les rapports de pouvoir, les interactions, les stratégies et jeux de pouvoir, la rhétorique du pouvoir, la transdisciplinarité des dominations, les technologies du pouvoir, les réseaux et "*archipels de pouvoir*"<sup>47</sup>, la force des faibles (dont celle des femmes) (Spector 1997 : 35 et s.).

Les institutions forment des systèmes logiques de pouvoir qui fondent les conduites collectives (*Ibid*: 150). Plutôt qu'aux mobiles individuels, Bourdieu (Braud 2011: 84) s'intéresse aux systèmes et logiques de situation et aux inégalités instituées par le

---

<sup>46</sup> Bien que le genre constitue un impensé théorique de la plupart des ouvrages de réflexion sur la science politique autres que féministes.

<sup>47</sup> L'expression "archipel de pouvoir", de Michel Foucault, désigne une juxtaposition de différents pouvoirs spécifiques et relativement autonome, imperméable à celui du chef.

capital, notamment sous ses formes culturelle et symbolique. Construire une problématique de la domination consiste à rechercher, dans une situation donnée, les éléments constitutifs d'une inégale répartition des moyens d'expression d'influence et de coercition, permettant d'interroger les mécanismes de construction du consensus social à la lumière de la violence invisible<sup>48</sup>.

Foucault (in Braud 2011) analyse le pouvoir non comme "substance" mais comme une stratégie et étudie le fonctionnement réel des micro-pouvoirs. Le pouvoir, affirme-t-il, n'est que le *nom* donné à la multiplicité des pouvoirs, il ne s'exerce que sur des êtres libres, qui peuvent toujours inventer des tactiques de fuite ou des ruses afin de contrer des stratégies dominantes. *"Le pouvoir vient d'en bas, il n'y a pas une opposition binaire et globale entre les dominateurs et les dominés, se répercutant de haut en bas. (...) Là où il y a pouvoir, il y a résistance"* (in Braud, *ibid*).

En postcolonie africaine, l'imaginaire du pouvoir de commander voit l'indigène comme une chose domestique dépossédée de droit, soumise à une relation de domination instituant la réalité quotidienne de l'inégalité, qui ne saurait être "citoyen", sujet et *"acteur d'une relation légitime de pouvoir fondé sur l'inclusion et l'égalité, fut-elle formelle"* (Mbembe 2000 : 64).

L'analyse des relations de pouvoir entre hommes et femmes a été étudiée surtout depuis les années 1970. Les mouvements féministes, initiés en Occident et relayés par les théoriciennes et militantes féministes africain-e-s, instituent le genre comme concept politique permettant d'analyser les rapports inégaux de pouvoirs. Ils forgent celui de pouvoir patriarcal (Hirata et Laborie 2000 : 154) qui organise une division binaire et verticale, inégale et hiérarchisée, entre les genres (masculin et féminin), les rôles (de production et de reproduction) et les espaces (public et privé domestique). Cette "dualisation" hiérarchique des relations, des rôles et des espaces, expliquent-ils, est au cœur de l'oppression des femmes par les hommes. La prééminence des hommes sur les femmes a pour conséquence que la vision des hommes domine celle des femmes, notamment en termes de langage, de pouvoir, de décision : c'est ainsi que les femmes sont "invisibilisées" et marginalisées.

**L'espace public, phallocrate et gérontocrate, seul espace politiquement reconnu, invisibilise les espaces féminins.**

---

### Participation et citoyenneté

---

La théorie démocratique républicaine classique donne le droit au peuple d'exercer l'autorité, soit directement, soit par le biais de mécanismes de représentation. La participation au politique est un droit, mais qui peut dans la pratique, être exercé de différentes manières. Les citoyen-nes pris-e-s individuellement, n'ont institutionnellement

---

<sup>48</sup> Violence symbolique : Violence douce, insensible, invisible mêmes pour ses victimes, qui s'exerce pour l'essentiel par les voies purement symboliques de la communication et de la connaissance (ou plus précisément de la méconnaissance), de la reconnaissance ou à la limite du sentiment.

pas grand pouvoir, en dehors de celui que leur attribue la rhétorique démocratique, notamment celle du vote.

### 8 - Voter aux élections, un droit citoyen présenté comme un devoir



L'éventail des modalités de participation est large, entre le vote lors des élections, la participation militante ou logistique au sein d'un parti politique ou d'un syndicat, la présence aux assemblées, la revendication au cours de manifestations, la participation silencieuse, l'abstention, le suivisme, le sabotage, la grève...

Si la participation est tout ce qui contribue à l'entretien de la relation, le parallèle est frappant entre les différentes formes de participation et les types de liens précédemment développés dans l'illustration n°8). Ainsi la participation institutionnelle utilise "la loi", c'est à dire les instances et les règles (légales, syndicales, procédurales) de l'organisation. Par contre le mode de participation anti-institutionnel refuse et affronte l'institution et ses lois, par l'abstention, le boycott, la grève, la démission, la rupture. Le mode de participation contre-institutionnel en revanche, agit dans l'alternatif, le différent, l'autre, le parallèle. L'absence effective de participation est aussi une forme significative, mais en creux, de participation.

En général, l'appréciation de l'effectivité de la participation ne se fait que par le quantitatif, c'est-à-dire la participation par la présence. Elle n'inclut pas le qualitatif, c'est-à-dire la participation substantive, au débat, à la délibération et à la décision, y compris par le silence. Cela se constate au travers de l'appréciation des taux de participation aux élections, ou au travers des stratégies d'incitation à la participation telles que les quotas ou la parité. Ainsi, en matière de participation, le quantitatif tend à primer sur le qualitatif.

L'irruption récente des TIC et de l'hypermodernité enrichit grandement ces théories classiques de la participation. La participation "cybermoderne" a été étudiée au niveau des liens, du droit, et des pratiques, notamment des jeunes et des femmes.





### 9 - Chanter est un engagement politique

*nouvelles manières de vivre en société*". Le silence y signe la mort du lien car *"l'injonction d'être toujours branché aux autres, joignable à tout moment, renvoie à la peur d'être déconnecté, mis à l'écart d'une sphère communicationnelle et sociétale qui continue sans nous"*. Ses analyses l'amènent à conclure que la force des relations en ligne réside précisément dans leur légèreté.

La richesse et l'ampleur de la vie virtuelle dans ce nouveau territoire engage à concevoir une e-démocratie, une e-participation, un "e-droit" qui ne peuvent plus se penser à partir des territoires nationaux : la e-citoyenneté<sup>49</sup> n'est pas limitée à un espace national. Le cyberspace et le droit qui le gère sont en construction. La mondialisation inhérente à l'hypermodernité dématérialise et délocalise les débats, les délibérations et les décisions, construisant ainsi un nouveau visage de la participation politique dans le virtuel.

Les jeunes du monde, la *"génération texto"* que décrit Smati (2011), *"fréquemment décrites comme incultes, (...) n'ont connu le monde qu'avec l'Internet et les téléphones portables, et sont parfaitement armées pour ce monde de vitesse et de mouvement"*. Ils prennent leur revanche sur la génération du baby-boom qui concentre dans ses mains le pouvoir financier représenté par l'infrastructure des TIC, le troisième secteur mondial générateur de profit, après celui de l'armement et de la criminalité organisée (ENDA 2008). Mais en Afrique, les jeunes sont surtout les nouveaux experts de l'agir technique pour consommer dans le cybermonde, et les jeunes femmes n'en sont plutôt que les *"consommatrices"* et les *"petites mains"* (ENDA 2005).

De nouvelles formes de participation hypermodernes peuvent être décelées à partir de l'étude des *"Printemps arabes"*<sup>50</sup>. L'expansion de ce mouvement en Afrique de l'ouest francophone, redoutée et partiellement réalisée<sup>51</sup>, a surtout été le fait des jeunes hommes. Ces acteurs ont su utiliser à des fins politiques les outils proposés par les

<sup>49</sup> C'est-à-dire la citoyenneté à l'ère du numérique.

<sup>50</sup> Printemps arabes : ensemble de contestations populaires d'ampleur et d'intensité très variables qui se produisent dans de nombreux pays du monde arabe à partir de décembre 2010.

<sup>51</sup> Le groupe de contestation pacifique sénégalais "Y en a marre", créé par un collectif de rappeurs et de journalistes, a joué un grand rôle de mobilisation politique et citoyenne, notamment lors de l'élection présidentielle de 2012.

réseaux sociaux virtuels. Si les jeunes femmes y ont pris part, il est difficile d'en appréhender la nature et l'ampleur. Car ces outils permettent difficilement de faire une analyse de genre dans le virtuel. De plus le genre lui-même, est, à l'époque hypermoderne, un outil d'analyse en pleine transformation, comme nous le verrons plus loin.

En Afrique de l'ouest francophone, notamment, les institutions ont maintenant inscrit dans leur agenda<sup>52</sup> la présence et la visibilité des femmes dans le secteur et le domaine des TIC. Celui-ci, organisé à partir du plaidoyer développé par les spécialistes de la problématique Genre et TIC instaure une forme de participation assimilée à la participation institutionnelle décrite plus haut. Mais on peut aussi déceler des formes de participation "contre-institutionnelle", telles que les actions proprement citoyennes, participatives, n'impliquant ni affiliation (carte de membre) ni représentation (élections). Il est possible de les repérer dans les productions musicales et artistiques (rappeuses, taggueuses, peintres...) ou encore dans l'action caritative ou médico-préventive, déclinée par exemple sur le mode sportif urbain (rallye, randonnées pédestres...), en partenariat financier avec des fondations de l'économie privée<sup>53</sup>.

La citoyenneté est le statut juridique qui permet de devenir citoyen. Un citoyen est une personne qui relève de la protection et de l'autorité d'un état dont elle est ressortissante, investie de droits et de devoirs qu'elle exerce au travers de la participation. La citoyenneté est consubstantielle à la participation. Mais elle évolue : le lien citoyen peut s'affaiblir, ou se transformer<sup>54</sup>.

La citoyenneté est indissociable de la démocratie, en ce qu'elle permet de définir qui, et au nom de quoi, fait partie de la "cité", de la communauté. Elle définit qui a le droit et les capacités de participer à son organisation et à sa gestion, et selon quelles modalités. Toutefois, si tou-te-s les citoyen-nes sont égaux-les en droits et devoirs, le droit à la citoyenneté n'est pas nécessairement reconnu à tous les membres d'une communauté. Car la notion de citoyenneté s'est construite autour d'un modèle masculin, blanc, âgé, aisé et politiquement actif. Les enfants et les jeunes, les femmes, les étrangers et immigrants n'en font pas nécessairement partie<sup>55</sup>. De plus, selon leur nationalité et le pouvoir de leur pays sur la scène internationale, certain-e-s citoyen-nes ont davantage de droits dans le monde que d'autres. Une jeune femme ouest-africaine est subalterne du fait de sa position de jeune et de femme mais également du fait qu'elle est ressortissante d'un pays parmi les plus pauvres de la planète, dans une économie mondialisée et un ordre géopolitique fonctionnant sur la hiérarchie.

---

<sup>52</sup> Agenda (*politique*) : Liste des sujets ou problèmes faisant débat et appelant à l'intervention publique, à un moment donné.

<sup>53</sup> Par exemple : Cross féminin Dakar'elles, <http://www.facebook.com/dakareelles>

<sup>54</sup> Cela se repère au travers des revendications pour d'autres formes de citoyenneté, d'autres horizons de référence tels que le régionalisme, le communautarisme, la citoyenneté d'entreprise, la citoyenneté administrative, la citoyenneté du monde, etc. L'utilisateur administratif qu'est aussi le-la citoyen-ne revendique davantage de respect, d'information et de garanties de bonne gouvernance (Denoix de Saint Marc 2004 : 54).

<sup>55</sup> Ainsi les codes de la nationalité qui dénie aux femmes le plein droit de la transmettre à leurs enfants instituent une citoyenneté de deuxième ordre pour les femmes.

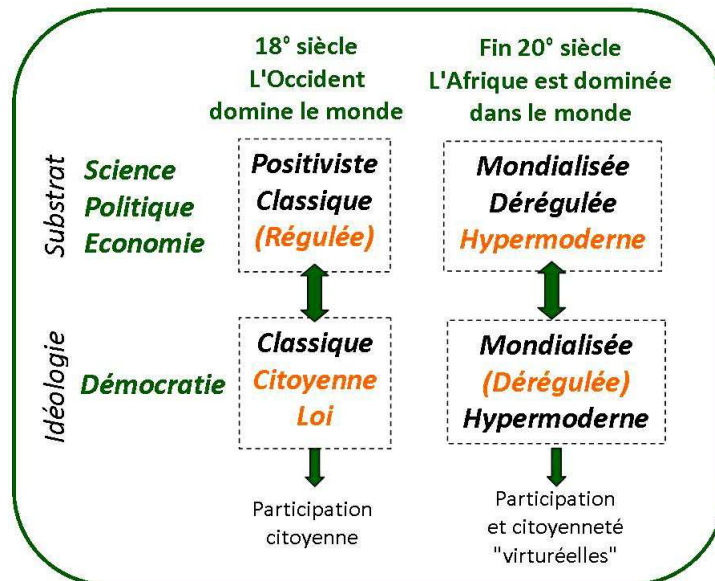


Les théoriciennes féministes (Bridge 2004) articulent de façon similaire l'analyse de genre aux théories politiques de la citoyenneté. Elles soulignent qu'il n'existe pas un modèle unique et universel de citoyen. De plus les droits, les devoirs et les pratiques qui caractérisent ce modèle ne sont que ceux du citoyen riche, urbain et masculin. Enfin la division entre sphère publique et sphère privée<sup>56</sup> favorise les représentants du genre masculin, les femmes étant considérées comme des mineures, dépendantes. La citoyenneté devient ainsi une question d'hommes car elle se conçoit dans la sphère publique et à l'aune de la participation aux décisions politiques, dans le sens de gestion des biens communautaires, reléguant dans l'apolitique et l'invisible le féminin et la sphère privée.

### Démocratie

Le concept de démocratie<sup>57</sup>, est un référent majeur de la civilisation occidentale. Il qualifie autant un mode de gouvernement (gestion du pouvoir politique) qu'un ensemble d'idéaux qui en sont le fondement. La démocratie est un système qui institue l'égalité, la liberté, la solidarité entre tou-te-s les citoyen-ne-s dans les mains desquel-les se trouve le pouvoir politique.

#### 10 - Evolution du concept de démocratie



Le monde occidental moderne a institué une démocratie à prétention universelle, aux aspirations civilisatrices, qui se veut libératrice d'un peuple opprimé par les despotismes et totalitarismes. La démocratie néolibérale occidentale triomphante, depuis la chute du Mur de Berlin, se prétend être l'unique voie par laquelle les peuples accéderont au bonheur, qu'elle définit par le développement économique et social. Ainsi la démocratie

<sup>56</sup> Pour davantage d'informations sur le débat conceptuel, qui ne sera pas développé ici, autour des notions de sphère/domaine ; privé/public ; bien public/commun, voir Constantin (2002)

<sup>57</sup> Pour davantage d'éclairage sur le concept de démocratie, voir Baudart (2005).

est vue comme fonction de la croissance économique et de la libéralisation des marchés et des comportements. Or la crise mondiale actuelle semble infirmer cette définition du bonheur assimilé au développement économique à l'occidentale. La démocratie est un concept complexe et qui évolue. Sa forme hypermoderne se construit sous nos yeux, ce qui rend difficile son appréhension. Mais on peut spéculer sur le devenir des caractéristiques qui la composent, c'est-à-dire l'égalité, la liberté et la solidarité.

L'égalité démocratique va-t-elle augmenter avec l'avènement de l'hypermodernité? C'est le pari qu'ont fait toutes les institutions africaines. Cependant Palmieri (2011) soutient que dans les pays qui ont été colonisés, l'hypermodernité n'apporte pas l'égalité (en particulier de genre) mais accroît et complexifie la subalternité. C'est ce qu'elle nomme "*l'hypercolonialité*". A quoi pourrait ressembler la liberté dans le contexte hypercolonial ? Casilli montre que la force des liens dans l'hypermodernité tient précisément à leur fragilité et leur volatilité. Les nouvelles formes de liberté qui en découlent (notamment en termes d'identités et d'existences multiples<sup>58</sup>) vont peut-être promouvoir de nouveaux espaces et opportunités d'expression et d'action. Pour autant, les individu-e-s hypermodernes et "*hyperlié-e-s*" sont-ils-elles libres, d'autant plus que le virtuel ne détruit pas les liens du réel ? Dans quelles mesures les formes hypermodernes de participation, telles qu'évoquées plus haut, vont-elles faire évoluer le concept de démocratie<sup>59</sup>?

Ce type de réflexion ne peut être abordé qu'à partir de l'observation des pratiques, bien que la multitude des possibles dans le virtuel ne permettrait probablement pas de constituer un savoir exhaustif sur ce point. C'est peut être là que réside la caractéristique de la démocratie hypermoderne: la multiplicité des possibles qu'il serait à jamais impossible d'appréhender car ils évoluent au fur et à mesure qu'on les observe (comme le formule la théorie des quantas: Klein 2004). Que deviendra alors le genre dans la démocratie hypermoderne ?

### Les relations de genre

---

Maitre Kaudjhis-Offoumou, juriste et activiste ivoirienne examine les liens entre femme et pouvoir, du point de vue des concepts, des lois, de la prise de décision et des politiques internationales. Elle définit ainsi ce qu'est une femme : "*La Femme est l'être humain de sexe féminin, du sexe qui met au monde les enfants (...). La Femme est mère ; elle donne la vie*" (Kaudjhis-Offoumou 2011 : 39).

Ainsi, l'essence de la femme n'est pas tant d'être "*humain de sexe féminin*"<sup>60</sup> mais d'être mère "*parent biologique ou social de sexe féminin d'un enfant*"<sup>61</sup>. Son identité individuelle essentielle d'être humain est invisibilisée au profit de ses fonctions biologiques ou sociales, ce qui la place dans une position stratégique vis-à-vis de la survie de l'espèce humaine et de son groupe social. La symétrie n'est pas assurée pour l'homme, qui est rarement caractérisé comme père en devenir, parfois comme "*être humain adulte*"

---

<sup>58</sup> L'ubiquité permise par la possibilité de créer des avatars et pseudonymes.

<sup>59</sup> Voir Constantin (2002) pour une introduction à ce sujet

<sup>60</sup> <http://www.cnrtl.fr/definition/femme>

<sup>61</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Mère>

*mâle*<sup>62</sup>, mais surtout comme représentant générique de l'espèce humaine, "*appartenant à l'espèce animale la plus développée, sans considération de sexe*"<sup>63</sup>.

Le rôle stratégique de la femme-mère dans la reproduction des communautés lignagères explique l'enjeu qu'elle représente, pour l'homme-père et pour l'institution sociale. Cet enjeu se matérialise dans le besoin de contrôler leurs fonctions reproductives, et donc leur corps.

Les théories féministes opposent la vision biologique, sexuelle, à la vision sociale dont relève le genre (Hirata & al. 2000). La théorie du genre leur permet de dénoncer le système du patriarcat qui organise la sujétion des femmes par la division socio-sexuée du travail et la dualisation inégale des espaces. Ayant ainsi établi que les femmes sont génériquement dominées par le pouvoir masculin, les féministes ont développé avec l'assistance des organisations internationales des plaidoyers sectoriels. Ceux-ci ont été saisis par les institutions en charge du genre pour organiser des politiques publiques en faveur des femmes victimes des inégalités de genre. Cette préoccupation globale s'est elle-même institutionnalisée en une "métapolitique"<sup>64</sup> publique, généralisée au moment de la Conférence Mondiale des Femmes de Beijing (1995) en stratégie transversale (intégrée) dite de *mainstreaming*<sup>65</sup>.

**Le pouvoir politique patriarcal et gérontocratique occulte la valeur de la participation citoyenne des jeunes femmes.**

Comme il sera développé dans la troisième partie, institutionnalisation<sup>66</sup> rime avec sclérose, alors qu'entre temps, les théories de genre ont bien évolué. Certaines pistes de réflexion tendent à faire apparaître (Butler 1990 et 2005, Dorlin 2008) d'une part que le genre ne devrait plus se décliner en vision binaire mais multiple<sup>67</sup>. D'autre part que le genre n'est pas seulement "assigné" par la société : il est "mis en scène", "performé", par les personnes elles-mêmes, remettant en question l'utilité du concept de genre comme outil d'analyse. Cette "mise en scène du genre" permet de prendre en compte le fait qu'un genre dominé n'est pas *seulement* victime de discriminations. Il *participe également à la réalisation* de celles-ci par la manière dont il se donne à voir au monde (Bourdieu 1998).

Une autre ligne d'évolution de la critique du concept de genre, développée à partir de l'analyse croisée du genre et de l'anthropologie des "peuples premiers" (Théry 2010) met

---

<sup>62</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Homme>

<sup>63</sup> <http://www.cnrtl.fr/definition/homme>

<sup>64</sup> Métapolitique : politique portant sur les politiques

<sup>65</sup> Gender mainstreaming (anglais) : Intégration transversale des questions de genre et de l'égalité entre hommes et femmes, dans tous les secteurs relevant des politiques publiques.

<sup>66</sup> Institutionnalisation (de concepts) : Déperdition du sens vivant du débat politique porté par l'échange des idées et l'argumentation, du fait de leur traduction en "principes politiques" introduisant et justifiant le contenu des politiques institutionnelles publiques, celles-ci étant développées ensuite en plans d'action organisés en termes d'objectifs de gestion, dans les domaines relevant de l'action politique (par ex. : les relations entre les genres, la communication virtuelle, la participation, TIC et développement...).

<sup>67</sup> Transformer le statut de genre en norme de genre, permet de faire place à de multiples identités et orientations sexuelles.

l'accent sur le fait que, les genres sont davantage une question de manières d'être en relation que d'identités. Cette vision, qui se démarque de *"l'approche identitaire du genre reposant sur une conception "dualiste" de la personne typiquement occidentale et moderne"* a pour avantage de reconnaître *"non seulement la sujétion des femmes dans les sociétés traditionnelles, mais aussi et du même mouvement leur valeur, leur autorité et leur pouvoir. Ce qui a un genre, ce ne sont pas les personnes elles-mêmes, mais les actions et les relations que ces personnes mettent en œuvre."* (Théry 2010).

Se retrouve ici la perception communément répandue en Afrique, chez les femmes et les organisations de femmes, que les relations de genres sont davantage vues comme une relation de collaboration plutôt que sous une logique d'antagonisme.

*En Afrique, les relations entre les genres masculin et féminin sont, davantage vues comme une relation de collaboration plutôt que dans une logique d'antagonisme.*

Quand les unes, les féministes occidentales, se préoccupent de dénoncer l'inégalité de la relation, quitte à "aller au conflit" pouvant impliquer la rupture du lien, les autres, les féministes et femmes africaines, se préoccupent de la conservation de la relation.

Or les institutions qui se préoccupent du genre, notamment en Afrique de l'ouest francophone, n'ont pas intégré ces complexités dans leurs dogmes et leurs actions. Seules les femmes sont prises en compte, tandis que le genre est toujours vu comme une opposition binaire qui exclut les autres identités de genre.

### **L'intergénérationnel, la tradition et le changement**

---

Le concept de génération est développé différemment selon les disciplines des sciences humaines. La génération est une façon de séparer les âges de la vie (ceux de l'enfant, de l'adulte et du vieux), mais c'est aussi une cohorte démographique ayant vécu à la même époque historique. Ces différentes acceptions seront traitées afin d'analyser les relations entre les générations qu'elles soient démographiques ou socio-historiques.

Dans le contexte africain traditionnel, les générations ne sont pas fondées sur l'âge (le nombre d'années, en valeur absolue, à un moment donné), mais sur les relations de pouvoir entre des personnes. Les aîné-e-s, quel que soit leur âge, ont plus de pouvoir que leurs puîné-e-s, indifféremment de leur âge. Car en tant qu'aîné-e-s, ils-elles sont supposé-e-s avoir plus d'expérience, donc plus de sagesse.

Dans ce contexte, le concept d'aîné-e ne renvoie pas à l'âge, mais à l'antériorité. En ce sens, il sera toujours préféré à la notion de vieux-vieille ou de personne âgée, utilisées dans d'autres contextes. Dans certains cas, même le nouveau-né de la fratrie a le pouvoir symbolique de l'aîné. Le respect et la soumission n'ont ainsi pas à se conquérir, ce sont des droits et des devoirs conférés par la position dans l'ordre des générations. Ce système ouest-africain de citoyenneté fonctionne parce que tout le monde y participe et

en bénéficie. Admettre le pouvoir d'autrui sur soi permet de renforcer le pouvoir de soi sur autrui. Cela crée une solidarité autour de la préservation mutuelle du respect et de son corolaire la soumission.

Mais dans le contexte économique moderne et hypermoderne, la supériorité de la valeur donnée aux études sur celle de l'expérience de la vie renverse les relations de pouvoir entre les puîné-e-s et les aîné-e-s. Les relations intergénérationnelles permettent de transmettre le patrimoine de la tradition, qui est la *"transmission continue d'un contenu culturel à travers l'histoire (...), vecteur d'identité d'une communauté, conscience, mémoire et projet collectif à transmettre en l'enrichissant"*<sup>68</sup>. La tradition implique donc le changement. Mais celui-ci n'est pas reconnu, dans le sens où, dans la compréhension courante, la tradition est présentée comme ce qui n'a pas changé.

L'analyse intergénérationnelle, pour autant, ne doit pas se limiter, en Afrique francophone, à l'étude des relations entre deux générations successives, par exemple celle des enfants et celle des parents (Renaut 2004). Il est important de considérer aussi, et simultanément celle des grands-parents et les générations atemporelles des ancêtres qui sont garants de la tradition.

**En Afrique de l'ouest francophone, le statut quasi sacré de l'aîné rend impensable l'égalité intergénérationnelle.**

Mais comment transmettre quand on se trouve en double situation de rupture? La première rupture réside dans l'expérience coloniale et ses suites. Elles ont interdit la liquidation de l'héritage transmis par les générations successives, et qui continuent de coexister, dans la même temporalité, chacune avec son propre imaginaire (se reporter à l'illustration n°8). De ce fait, à la différence d'autres régions du village mondial, les quatre générations imaginaires sont aussi bien présentes qu'actives dans le contexte hypermoderne ouest-africain. Il s'agit de la génération hypermoderne (les enfants), de la génération de l'indépendance postcoloniale (les parents), de la génération de la période coloniale (les grands parents) et de celle de la tradition ancestrale (les totems). La seconde rupture, celle de la révolution numérique hypermoderne, induit des bouleversements en termes de savoirs et de pouvoirs. Ce bouleversement tient à ce que les jeunes ont aussi des savoirs de valeur à transmettre.

## Politiser les méthodes

Le projet de recherche PPJF a convoqué un certain nombre de concepts, présentés ci-après, qui ont guidé la démarche expérimentale et analytique<sup>69</sup>. Tout au long des phases

<sup>68</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Tradition>

<sup>69</sup> Les activités de recherche menées pour développer les différentes dimensions du projet, les espaces dans lesquels elles l'ont été, les techniques qu'elles ont utilisées, les modes d'observation et les produits de recherche auxquelles elles ont donné lieu sont présentés en annexe.

de collecte, d'analyse et de restitution/diffusion, des itérations<sup>70</sup> ont été menées entre pratique, analyse, critique, réflexivité, production de savoir et diffusion.

Les méthodes de collecte de données, telles que l'analyse documentaire, l'enquête quantitative ou les entretiens qualitatifs, font partie de la panoplie classique de la recherche en science sociale (Grawitz 2001). Certaines méthodes, telles que les techniques de collaboration en ligne (James et Rykert 1998) ont été mises au point avec l'avènement de la société de l'information. D'autres ont été expérimentalement développées pour répondre aux besoins de la recherche télécollaborative (méthodologie de revue par les pair-e-s) ou d'analyse participative collaborative en présentiel<sup>71</sup> (analyse des recommandations de recherche). Certaines activités d'observation participante du projet ont délibérément été menées sans règles préétablies (observation participante, en virtuel et en présentiel), pour permettre d'observer comment les groupes constitués ont établi et discuté(ou non) des règles collectives en faisant donc acte de participation politique.

### La transdisciplinarité

---

La transdisciplinarité est une posture scientifique et intellectuelle basée sur trois postulats, celui de l'existence de plusieurs niveaux de réalité, celui de la logique du tiers-inclus<sup>72</sup> et celui de la complexité. C'est donc une méthode adaptée pour penser l'hypermodernité. C'est un nouveau paradigme<sup>73</sup> qui permet de transcender les frontières entre les disciplines scientifiques en les inter-fécondant, et ainsi de mieux saisir la richesse dans le chaos.

L'expérimentation de cette posture politique au cours du projet a révélé les difficultés inhérentes à ce paradigme. Les plus aisées à affronter ont consisté à assurer la compréhension transdisciplinaire entre différents jargons spécialisés et à créer des néologismes pour refléter des concepts nouveaux. Le plus difficile a été d'assurer l'écoute et la validation active entre les disciplines et les intersubjectivités diverses et différentes, et à accepter la validité de discours antinomiques sur un même objet.

### La réflexivité

---

Les sciences humaines et sociales contemporaines s'accordent sur le fait que la manière dont on cherche influe sur ce qu'on trouve. Il faut donc se regarder chercher pour comprendre le sens et les limites de ce qu'on a trouvé, afin d'en estimer la portée. Cette démarche est la réflexivité.

---

<sup>70</sup> Itération : Répétition d'une action, pour obtenir un résultat par approximations successives.

<sup>71</sup> Présentiel (*par opposition à virtuel*) : Situation de communication impliquant la présence physique (face à face) des partenaires en relation.

<sup>72</sup> A l'encontre du principe du tiers-exclu (l'une des bases de la logique formelle classique), la logique du tiers-inclus admet qu'une proposition puisse être à la fois vraie et fausse, ou en situation intermédiaire entre le vrai et le faux.

<sup>73</sup> Paradigme : Ensemble d'expériences, de croyances et de valeurs qui influencent la façon dont un individu perçoit la réalité et réagit à cette perception.

Se regarder chercher, c'est s'interroger sur les outils, les mots et les interactions avec "l'objet" de recherche. C'est aussi s'interroger sur le sens et la valeur des résultats produits, en faisant apparaître en quoi ils sont politiques, c'est-à-dire en quoi ils contribuent à changer la nature des relations de pouvoir.

En d'autres termes, c'est admettre l'implication du chercheur dans la production du savoir, et donc en finir avec l'idée qu'une approche scientifique pourrait être neutre. Cette démarche réintroduit dans le processus de recherche et dans ses résultats les rapports de pouvoir entre observant-e-s et observé-e-s. De ce fait, elle s'admet comme politique. Une méta-analyse des résultats de recherche, menée ainsi, produit un autre niveau de résultats. Ceux-ci deviennent politiques de par leur essence (car explicitant la nature des relations de pouvoir) et par leur portée (en étant facteur de changement).

**Sortir du positivisme scientifique permet de valoriser l'invisible, l'erreur et le rien comme source de savoir.**

### **L'invisible, le rien et l'erreur**

---

Puisque le chercheur devient aussi objet de recherche, il faut qu'il se distancie, non seulement de l'objet de recherche, mais aussi de lui-même. Cette double perspective du "chercheur faisant" et du "chercheur se regardant faire" permet d'évaluer ce que la recherche a fait, n'a pas fait, a oublié de faire, ou a eu de la difficulté à faire. En tout état de cause, la recherche ne peut jamais atteindre la perfection absolue ou complète. Elle admet l'invisible, le rien, et l'erreur comme parties-prenantes signifiantes des résultats de recherche.

L'invisible c'est ce qui n'est pas évident, ce qui échappe au regard, bien qu'il puisse exister dans le réel. L'invisible pose la question du regard plutôt que celle de la nature de ce qui est observé. Le rien tire sa valeur de ce qui n'existe pas, de ce qui manque, ou de ce qui traduit une carence, un déficit. C'est précisément sa non-existence qui est signifiante. L'erreur (Robillard 2012) est ce qui n'est pas parfait. La science classique pense qu'elle est à éviter. Par contre les spécialistes du comportement (behavioristes) disent qu'on apprend par l'erreur, donc que l'erreur est productrice de savoirs nouveaux. C'est pourquoi le projet accorde une signification particulière à l'imperfection comme source de savoir.

L'invisible, le rien et l'erreur relèvent d'une démarche de connaissance. De ce fait, l'analyse qui en découle porte sur le système et les logiques de situation, qui constituent l'objet de la connaissance recherchée par le projet. Elle ne s'intéresse pas à la valeur des acteurs en tant que personnes.

### **Innover en télécollaboration**

---

L'une des principales innovations apportées par le projet est le triple recours qu'il fait aux technologies de l'information et de la communication.

Pour une part, les TIC ont été utilisées pour ce qu'elles sont : des outils d'information et de télécommunication. Elles permettent l'accès à l'information, la discussion, la diffusion



et la gestion en temps réel<sup>74</sup> du projet. D'autre part, elles ont aussi été utilisées comme une méthode de production de savoir, sous forme d'observation participante virtuelle. Enfin et surtout, elles ont enrichi les concepts, la problématique de recherche et les savoirs qui en ont été tirés. Car, comme développé plus haut, l'Afrique de l'ouest postcoloniale actuelle est indiscutablement hypermoderne, même si elle a du mal à se reconnaître comme telle. Les jeunes femmes qu'étudie le projet représentent la génération de l'hypermodernité ouest-africaine, indissociable de la révolution numérique. Ainsi, les TIC sont partie prenante du problème de recherche, tout autant qu'elles offrent les outils et les méthodes qui permettent de l'appréhender et formeront demain la réalité du politique.

### Une question politique peut en cacher d'autres

A la lumière des méthodes et des notions précédemment développées, il est maintenant possible de revenir sur l'analyse des questions que soulèvent la recherche et le projet.

#### Participer au changement

---

Le message implicite et sous-jacent à la thématique du projet est qu'il serait souhaitable que les jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone participent davantage à la vie politique. Cela se justifie par le besoin de modernisation et de démocratisation, qui institue l'égalité, entre les hommes et les femmes, les gouvernant-e-s et les gouverné-e-s, de même qu'entre les générations. L'évidence implicite se renforce de l'urgence à agir. Celle-ci est imposée par les défis de la mondialisation et de l'intégration de l'Afrique dans la géostratégie mondiale en cours de recomposition.

Aussi lorsque les institutions s'intéressent à l'absence de participation politique des jeunes femmes en Afrique de l'ouest, leur objectif est de renverser la situation. Pour cela, elles cherchent à promouvoir la présence des jeunes femmes dans les lieux classiques d'exercice de la démocratie, c'est-à-dire dans la sphère publique institutionnalisée, la seule qui soit reconnue comme espace politique.

C'est ainsi que l'un des objectifs de la recherche PPJF est de produire des recommandations de politiques publiques qui aideraient les décideurs politiques à faire en sorte que les jeunes femmes puissent participer (quantitativement ? qualitativement ?) à la politique. Cet énoncé part du principe que les politiques publiques sont la "voie royale" pour changer les comportements. Mais il ne dit rien du niveau auquel ce changement est attendu ou est souhaitable. S'agit-il d'un changement institutionnel ou individuel, d'un changement dans les taux de participation, dans les personnes, dans les visions ou dans les méthodes ? La notion de changement est donc importante : elle doit être interrogée.

#### Trouver du nouveau, pas des solutions

---

---

<sup>74</sup> En temps réel : Immédiatement, sans attente.

Les questions de recherche appellent des réponses qui paraissent évidentes. D'une part, les "jeunes" femmes participent peu à la politique, parce que "les femmes" – de manière générale – participent peu à la politique, en Afrique de l'ouest francophone tout comme, d'ailleurs, dans bien d'autres régions du monde. D'autre part, la question de la faible participation politique des femmes, est relativement documentée. Cela a permis de constituer, à partir de données et de théories, des ressources institutionnelles transformées en stratégies correctives et appliquées au travers de politiques publiques. Celles-ci s'appuient, pour se justifier, sur l'analyse de genre<sup>75</sup>. On s'accorde en général sur le fait qu'il conviendrait sans doute de les appliquer davantage, en intensifiant le "*mainstreaming de genre*"<sup>76</sup>. Il serait assez aisé de se contenter de déduire de ce capital de savoir des recommandations de politiques publiques visant à aider les jeunes femmes – qui sont ainsi réduites à une catégorie particulière de femmes – à participer "plus" et "mieux" à "la" politique.

Le projet de recherche PPJF s'est attelé à trouver ces réponses en termes de changement, mais ce faisant il a posé d'autres questions qui traitent de politique et de participation, d'acteurs. Le projet est allé au-delà de l'apport attendu sous forme de recommandations pour l'action. Il a contribué à enrichir les épistémologies (les savoirs) et les méthodologies.

### Mais à qui ca sert ?

---

Le besoin de changement implique que l'existant ne suffit pas ou ne suffit plus. Mais pourquoi, est-il besoin de "nouveau" ? Qui donc a besoin de changement et/ou de changer ? Et qui a besoin de produire du changement ?

Les jeunes femmes ne sont pas à l'origine de la demande de recherche et de changement que sous-tend le projet. Elles en sont les objets. Ce sont elles dont le projet PPJF insinue qu'elles "doivent" changer. Par contre, on peut supposer que la perspective inattendue d'être portées au centre de l'attention publique pour bénéficier, d'actions publiques supposées contribuer à les promouvoir, présente quelque intérêt, professionnel, social ou politique, voire financier, auquel les jeunes femmes ne sauraient rester insensibles.

Pour leur part, les chercheur-e-s du collectif de recherche, supposé-e-s être les expert-e-s du changement, ont mission de produire du nouveau. Toutefois, ils et elles ont aussi, institutionnellement et professionnellement, besoin de renforcer leur "capital scientifique", sous les deux formes décrites par Bourdieu : le capital de prestige et le capital politique (Bourdieu, 1977). Enfin, ils et elles sont aussi pris dans des rapports de pouvoir de genres et de générations, qui complexifient leur latitude d'action et de participation.

Quant aux institutions, y compris celles qui ont porté le projet, elles seront les bénéficiaires des recommandations attendues. Elles ont "institutionnellement" besoin de changer pour exister, voire survivre, dans la mouvante et incertaine géostratégie globale

---

<sup>75</sup> C'est un domaine que l'on considère maintenant comme relativement maîtrisé par les institutions ouest-africaines en charge des femmes.

<sup>76</sup> Gender mainstreaming (*anglais*) : Intégration transversale des questions de genre et de l'égalité entre hommes et femmes, dans tous les secteurs relevant des politiques publiques.

et locale en crise. Cela se traduit pour elles, en particulier, par la raréfaction des crédits de recherche. Elles satisfont leur besoin de changement en innovant continuellement, en adaptant et renouvelant leurs thématiques et agendas. C'est pourquoi elles sont demandeuses de recommandations à partir desquelles elles pourraient valoriser leurs stratégies.

Pour toutes ces raisons, le projet de recherche PPJF se définit comme un projet scientifique qui porte sur le politique et qui adopte, pour ce faire, l'approche de la science politique. Son objet, selon la définition que donne Braud (2011) de la science politique, est de produire du (des) savoir(s) nouveaux sur les acteur-e-s politiques, individuel-les et collectif-ves et leurs interactions. Définir qui sont les acteur-e-s du projet PPJF est donc primordial, pour ensuite explorer quelles sont leurs relations fonctionnelles.

Les trois catégories d'acteur-e-s (les jeunes femmes, les institutions et les chercheur-e-s) sont chacun en ce qui les concerne, bénéficiaires du projet.

Les jeunes femmes, individuellement et en groupe, qui sont les "objets" de recherche dont il s'agit d'évaluer le degré et la valeur de la participation politique, en sont aussi les actrices principales. Habituellement elles sont considérées comme des bénéficiaires secondaires de produits de recherche, ceux-ci étant généralement directement adressés au monde des institutions et de la recherche. Mais les jeunes femmes doivent être et méritent d'être les bénéficiaires directes de la recherche. Certes on pourrait objecter que la grande majorité des jeunes femmes ouest-africaines sont d'un niveau d'alphabétisation qui ne leur permettrait pas d'accéder au savoir produit par les experts en recherche sur elles-mêmes et leur participation politique. Cette argumentation incapacitante doit être dépassée. C'est un droit citoyen des jeunes femmes que de réclamer que les chercheur-e-s et les institutions mettent les moyens nécessaires pour leur livrer, à leur niveau de compréhension, des savoirs qui les concernent en premier chef. C'est ce que ce rapport s'est efforcé de faire, par exemple en soumettant le manuscrit à la relecture d'une jeune femme correspondant au profil de l'échantillon.

Les institutions sont également les "bénéficiaires" attendues du projet, celles à qui devraient s'adresser des recommandations demandées. Et enfin le collectif de recherche, c'est-à-dire l'ensemble des personnes institutionnellement organisées autour de la réalisation du projet commun qu'est le projet PPJF, en est aussi bénéficiaire.

Pour conclure, le projet PPJF s'intéresse à décrire et analyser les identités, imaginaires et pratiques collectives de ces différentes catégories d'acteur-e-s sur le sujet de la participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone, et les processus et dynamiques collectives qui résultent de leurs interactions.

### En résumé

Cette première partie a établi que le projet PPJF, portant sur la recommandation de politiques publiques sur la participation politique des jeunes femmes en Afrique de l'ouest francophone, s'avère revêtir, lui-même, une dimension politique. Cela implique de revisiter, dans le contexte de l'hypermodernité ouest-africaine, les notions qu'il convoque. Ceci amène à accorder autant de valeur aux acteurs (jeunes femmes, institutions chercheur-e-s) qu'aux méthodologies et aux outils, ainsi qu'aux résultats.

Portons maintenant nos regards sur l'objet premier du projet que sont les jeunes femmes ouest-africaines : comment participent-elles ?

### 11 - "Jeunesse africaine"

*Tout est noir, l'avenir est si sombre,  
qu'advient-il de nous ?  
On a perdu nos repères, on s'entretue dans les  
guerres  
On n'a plus rien à faire valoir, nos cœurs sont  
vidés de tout espoir  
Afrique de l'écriture, Afrique des mathématiques,  
aujourd'hui dernière dans le domaine des TIC  
Que nous reste-t-il à nous jeunes africains, avec  
nos Etats, nous on n'aspire plus à rien  
Mais à qui nous plaindre, oui vers qui se tourner ?  
Aujourd'hui on n'a plus que nos yeux pour pleurer  
La colère nous monte car la honte est si profonde  
On a échoué il est temps de se réveiller  
Quand tu marches vers un bel avenir pour te  
revoir sourire  
On a perdu nos repères, on s'entretue dans les  
guerres  
On n'a plus rien à faire valoir, nos cœurs sont  
vidés de tout espoir  
Jeunesse africaine il est temps de te réveiller  
Pour que tu marches vers un bel horizon  
Jeunesse africaine ta liberté n'a pas de prix  
Jeunesse africaine, passe à l'action"*

Chant interprété par Matikara, Burkina Faso  
<http://www.youtube.com/watch?v=cviYjm8vqWk>  
(PPJF 2011-21)

*Ce chant exprime, au nom de la jeunesse  
ingenrée, et sur le registre de la plainte : la  
peur de l'avenir, le désespoir, l'échec, la  
violence et la mort, la colère, la honte, la  
dévalorisation, le discrédit des autorités, le  
regret de la perte de repères et de valeurs,  
et appelle au sursaut, à l'action, à la liberté.*

\* Les productions sonores récoltées au cours du projet et reprises dans ce rapport sont accompagnées d'une analyse de contenu faisant apparaître l'imaginaire politique de leurs auteurs.

## Jeunes femmes d'ombre et de lumière

Pour comprendre qui sont les jeunes femmes et comment elles participent, il faut bien sûr les interroger personnellement et en groupe. Il faut aussi questionner leurs partenaires, individuels et institutionnels, c'est-à-dire les personnes avec lesquelles elles entretiennent des rapports de pouvoir. En effet, ces derniers sont, d'une manière ou d'une autre, touchés par un éventuel changement du poids politique des jeunes femmes. Les principaux partenaires des jeunes femmes sont les institutions en tant qu'entités, mais aussi des hommes et des femmes, responsables d'institutions en charge de la participation politique des jeunes femmes, ainsi que les femmes âgées, les hommes, âgés et jeunes qui interagissent avec les jeunes femmes.

Cette seconde partie rend compte, à partir des observations menées dans le cadre du projet, de ce que celui-ci a permis de découvrir sur la façon dont les jeunes femmes participent politiquement. Une discussion sur les résultats ainsi obtenus permettra d'en identifier les limites.

Il en ressort que les jeunes femmes, généralement présentées comme des victimes de l'inégalité, sont également considérées comme la clé du développement africain. D'ombre et de lumière, elles présentent une image politique ambiguë, voire contradictoire, entre action et victimisation, entre invisibilité et muses des institutions.

La première section de cette partie, intitulée "Participant invisibles", détaille les identités, les imaginaires, ainsi que les modes d'interaction que les jeunes femmes entretiennent avec leur environnement. Cela permet de comprendre comment les jeunes femmes sont vues et se voient dans l'échiquier politique local, régional et mondial.

La deuxième section "Subalternes mais parties prenantes" analyse comment les jeunes femmes s'insèrent, politiquement, dans leurs espaces physiques et culturels. Elle analyse les relations de pouvoir et de contre-pouvoir dans lesquels les jeunes femmes sont impliquées et la manière dont elles s'y insèrent, dans un environnement postcolonial et hypermoderne.

La troisième section "Fidèles au lien" conclut par l'analyse de leur poids politique et des perspectives de changement qui se dessinent. Elle pose la question de la relativité de leur visibilité politique ainsi que celle du désir des jeunes femmes face aux changements proposés par les institutions et les mouvements de femme.

## Participant·es invisibles

### Identités

Les concepts "jeune" et "femme" paraissent familiers, mais une "jeune femme" n'est ni "tout à fait" "un" jeune, ni "tout à fait" une femme. Il faut donc explorer quelle différence cela fait, quand on est jeune, d'être femme, tout autant que quand on est femme, d'être jeune. En quoi les données disponibles sur les femmes en général ou sur les jeunes en général permettent-elles de caractériser la spécificité des jeunes femmes ?

L'état de jeunesse peut se référer à l'âge, c'est-à-dire au décompte du nombre des années, pour déterminer qui n'est plus un enfant mais pas encore un adulte au sens social et juridique du terme. En effet, chaque culture, chaque contexte et chaque système institutionnel, définit ce qu'il considère comme la tranche d'âge "jeune".

L'Union Africaine (2006) définit comme "jeune" toute personne âgée entre 15 et 35 ans. Si la jeunesse est une période transitoire d'immaturité sociale, entre la dépendance irresponsable de l'enfance et les pleines capacités de l'âge adulte, la définition qui fait autorité en Afrique est particulièrement gérontocrate, surtout si on la considère du point de vue du féminin. Dans un but opérationnel, le projet PPJF s'est inspiré de cette définition pour faciliter l'identification de la catégorie "jeunes femmes". Afin d'éviter les implications spécifiques qui découlent du respect du droit des mineurs, le projet PPJF n'a étudié que les jeunes femmes de la tranche d'âge comprise entre 18 et 35 ans.

A l'âge de 35 ans qui les reconnaît adultes, les femmes ont biologiquement atteint leur pleine maturité reproductive et sont déjà socialement responsables depuis longtemps, en particulier dans les ethnies pratiquant les mariages précoces. La période de l'adolescence<sup>77</sup> est réduite au minimum pour les femmes. Tout comme les jeunes hommes, elles sont reconnues légalement majeures depuis bien longtemps, le droit de vote leur étant accordé à l'âge de 18 ans, dans les quatre pays du projet. A l'époque contemporaine, la scolarisation, la formation et la professionnalisation des jeunes femmes modifient leurs traditionnels rôles sociaux de genre. L'appartenance de la société

---

<sup>77</sup> La notion d'adolescence, catégorie intermédiaire entre l'enfance et l'âge adulte, est d'ailleurs une construction sociale occidentale récente que Thiércé (1999) situe au 19<sup>ème</sup> siècle.



ouest-africaine à l'hypermodernité mondialisée bouleverse encore davantage les usages et les traditions.

Le fait qu'il y ait des jeunes, implique aussi l'existence d'enfants, d'adultes, de vieillards. La jeunesse doit être analysée par rapport à ces autres classes d'âge. Or la notion de classe d'âge peut s'interpréter soit au sens de la démographie, soit à celui de l'ethnologie, soit au sens de l'histoire.

La démographie permet de comprendre le poids respectif des cohortes d'âge dans la population globale à une période donnée. L'interprétation politique qui en est faite permet de comprendre des enjeux, en mettant en visibilité le pouvoir d'une cohorte en fonction de sa masse relative.

Au sens ethnologique, la génération se détermine par les liens de filiation, familiaux ou symboliques, qui "instituent" la génération des pair-e-s, celle des parents, celle des grands-parents et celle des cadet-tes. Cela explique comment des personnes de même âge peuvent se retrouver classées dans des générations différentes leur conférant, dans la société, des rangs et prérogatives différents.

Penser la génération historique c'est penser un groupe d'âge à travers l'impact qu'un ou plusieurs événements historiques ont eu sur sa structuration en tant que groupe. Sans tomber dans le raccourci qui ferait des contemporains, des récepteurs uniformes d'événements vécus ensemble, il paraît indéniable que certains faits historiques ont profondément marqué des générations de jeunes qui se sont succédées. On a parlé, par exemple de la "génération des Indépendances", tout comme on parle de la "génération des Indignés"<sup>78</sup>, la "génération Internet" et de la "génération 3G"<sup>79</sup>. La dimension historique de la génération est fondamentale dans le contexte de l'hypermodernité, où les innovations technologiques se succèdent à un rythme accéléré et où l'ancienne génération peut très vite se retrouver dépassée.

La génération historique qui intéresse le projet, est celle de l'hypermodernité actuelle. Elle a grandi dans la crise avec la préoccupation de la fin des ressources, annoncée au cours des différents Sommets de la Terre (Stockholm 1972 - Rio 2012). La prévision de la raréfaction explique l'institutionnalisation du concept de développement durable (PNUD 2011), visant à renverser le rapport de pouvoir entre les générations, qui, jusque là, a bénéficié aux anciens<sup>80</sup>.

Analyser les caractéristiques de la jeunesse africaine ne suffit pas à saisir toute la complexité de l'identité des jeunes femmes. Nombre de réflexions développées sur la question de la jeunesse en Afrique (UNECA 2009b), n'intègrent pas de perspective de

---

<sup>78</sup> Le mouvement des Indignés, dont le nom a été inspiré par le titre du manifeste "*Indignez-vous !*", de Stéphane Hessel, est matérialisé par une série de manifestations de masse, pacifiques et spontanées, favorisées par l'usage des réseaux sociaux virtuels. Il se poursuit encore actuellement sous diverses formes. Le mouvement s'est manifesté, sous différentes appellations, dans maints pays européens (Espagne, Portugal, Grèce, Islande, ...) arabes (Printemps arabe) et africains (tels que "Yen a marre" au Sénégal). (<http://fr.wikipedia.org/wiki/Indignés>)

<sup>79</sup> La troisième génération (3G) désigne une génération de normes de téléphonie mobile, permettant des débits bien plus rapides qu'avec la génération précédente, par exemple le GSM (<http://fr.wikipedia.org/wiki/3G>)

<sup>80</sup> "La Terre n'est pas un don de nos parents, ce sont nos enfants qui nous la prêtent".

genres. Le leadership des jeunes du XXIème siècle y est abordé dans les secteurs de l'emploi, de l'éducation, de la santé, de la participation politique, sans faire cas des discriminations de genres qui frappent spécifiquement les jeunes femmes, dans ces domaines qui ont un impact sur leur participation politique. De ce fait, sous couvert d'une approche neutre, notamment en termes de genres, les analyses sociales qui fondent les politiques publiques de jeunesse, sont développées selon une vision prétendument universelle et abstraite. Elles ne rendent compte en définitive que d'une perspective masculine, aisée, urbaine, instruite. Ces démarches échouent à s'attaquer aux mécanismes de la marginalisation politique du point de vue intersectionnel des genres et des générations. La génération jeune n'est pas seulement ingénérée, elle est clairement masculinisée. En effet, histoire, temps, culture, droit, façonnent le concept de "jeune" dans une perspective de dépendance. Celle-ci est caractérisée par l'allégeance, la révérence, le respect : *"Car celui qui a reçu donnera à son tour". Le respect de cette règle quasi-sacrée lui garantit le soutien de la communauté dans l'épreuve comme dans la joie*" (Konate 2010 : 54).

*Mon enfant, mon amour,  
(Seule) la vie vaut de pleurer,  
Alors je pleure.  
Vis, mon enfant !  
Si tu survis et réussis  
Tu sècheras mes larmes.  
(Berceuse wolof, Sénégal)*

Diouf (2011), qui retrace la place et le rôle de la jeunesse en Afrique, depuis la période des indépendances africaines jusqu'à nos jours, souligne que, de manière générale, *"la jeunesse africaine est considérée dans les analyses et les politiques comme une bombe à retardement, à la fois actrice, ressource et enjeu principal des sociétés africaines"* mais *"principalement en référence aux conflits intergénérationnels relevant du masculin liés à l'accès au pouvoir, aux femmes et à l'autorité rituelle"* (Ibid : 5). Ainsi, les théories et politiques publiques sur la "jeunesse", principalement analysées du point de vue de celle des jeunes hommes, est de peu de pertinence pour ce qui concerne le genre féminin jeune, et cet état d'aveuglement est politique. L'auteur souligne que *"les conflits impliquant les filles/femmes, interprétés en termes de genre, sont imaginés hors du territoire institutionnalisé de la politique réservé exclusivement aux hommes"* (Ibid: 3).

Essayons alors de rendre compte de la spécificité de la génération jeune et féminine de l'Afrique de l'ouest francophone actuelle. En 2012, une jeune femme de 18 - 35 ans est née entre 1977 et 1997. L'épisode colonial, qu'elle n'a pas vécu, relève de l'Histoire (c'est-à-dire du passé) et non de son histoire. Les plus âgées ont connu l'Etat-providence, la période d'abondance de l'aide internationale au développement qui a suivi les indépendances politiques, l'expansion des mouvements de femmes et des revendications féministes, et des droits de l'homme. La préadolescence de ces jeunes femmes a pâti des politiques d'ajustement structurel, notamment en matière de services sociaux et publics, d'éducation de base et professionnelle, d'alphabétisation, de services

de santé essentiels. Elle est marquée par le chômage, la flexibilité de l'emploi, l'aggravation des inégalités (Sow 1993), l'irruption au Sahel du terrorisme et de la grande criminalité internationale, la remise en cause des frontières nationales héritées de la colonisation sous les coups des mouvements communautaristes, l'intervention de puissances étrangères, d'autres parties du monde que l'Occident.

Ces mêmes jeunes femmes se sont ouvertes au monde au moment des privatisations et de la dérégulation, de l'ouverture démocratique, de l'essor des technologies de l'information et de la communication (Internet, téléphone mobile, réseaux sociaux virtuels). Elles entrent dans la vie adulte dans un contexte de crise mondiale multiforme et généralisée, portée et relayée par les mêmes TIC, dont les incidences se font aussi ressentir localement, notamment en termes de chômage et d'intensification de la migration pour fuir la pauvreté. Les jeunes, femmes et hommes, représentent un segment de clientèle particulièrement visé par l'industrie de la consommation et notamment celle des TIC (téléphonie mobile). Ce sont eux et elles qui portent le fardeau de la crise actuelle mondiale. Cela explique qu'ils et elles développent des stratégies, notamment en termes de flexibilité, de communication et de loyautés face à la multiplication de leurs groupes d'allégeance. Ces pratiques sont inédites par rapport à celles des générations antérieures, avec la création de communautés (réseaux virtuels), de codes, et de langages spécifiques (langage texto).

Plus généralement, dans le monde numérique globalisé qui a fini par englober l'Afrique de l'ouest, les relations entre les genres et les générations se redéfinissent. Des recherches antérieures (ENDA 2005) sur la nature et l'ampleur de la fracture numérique de genre en Afrique de l'ouest francophone montrent que les femmes sont discriminées dans le cyberspace tout autant que dans la vie réelle. Relativement peu marginalisées dans les domaines de l'agentivité<sup>81</sup> (accessibilité et capacités), elles le sont très nettement dans celui du politique (contenus, contrôle et participation à la décision). De précédentes recherches ont aussi mis en évidence que les jeunes femmes scolarisées jusqu'au cycle secondaire, sont, en termes d'égalité entre les genres, les grandes gagnantes – face à leurs aînées et à leurs sœurs analphabètes – de la révolution numérique ouest-africaine. D'autres travaux (Mottin-Sylla & Palmieri 2009) ont fait apparaître que la e-citoyenneté politique des jeunes est fortement marquée par le genre. Les jeunes garçons témoignent d'une citoyenneté active, ludique et entreprenante en termes d'usage des TIC. Par contre les jeunes femmes se situent davantage en victimes, ayant besoin d'aide qu'elles recherchent auprès des institutions et des hommes, ce qui explique leur faible présence politique dans l'espace numérique.

Pourtant, l'analyse des pyramides des âges 2010 (Voir l'illustration n°12) et les statistiques démographiques qui les accompagnent (Université de Sherbrooke<sup>82</sup>) correspondant aux quatre pays concernés par la recherche, permet d'estimer que les jeunes femmes, âgées de 18 à 35 ans, constituent un poids démographique important. Elles représentent environ 8 millions de personnes sur une population totale de 47 millions, ce qui correspond à peu près à 17 %, soit 1/6<sup>ème</sup>, de la population totale de cet espace.

---

<sup>81</sup> Capacité à agir, à faire.

<sup>82</sup> Voir en Annexe 2.

Outre leur poids important, la catégorie des jeunes femmes, délimitée en bleu dans les schémas de l'illustration n°12, occupe une place stratégique au sein de leurs communautés, et c'est là que réside l'enjeu. Elles sont bien plus nombreuses que leurs aîné-e-s, et ce sont elles qui, biologiquement et socialement parlant, jouent un rôle prépondérant dans la production des générations des moins de vingt ans. Ces dernières, pour leur part, représentent près de la moitié de la population ouest-africaine.

La spécificité de la position démographique des jeunes femmes explique l'importance qu'il y a à les contrôler en ce qu'elles sont reproductrices à la fois biologiques et sociales. Il faut contrôler leur corps reproducteur, ainsi que les valeurs sociales qu'elles transmettent en tant qu'éducatrices. Il y aurait un réel et double risque à ce qu'elles contestent et/ou transgressent le contrôle, pas seulement pour elles-mêmes, mais aussi pour l'avenir de l'ensemble de la société. C'est pourquoi la mise en domination qui s'exerce sur elle est si forte.

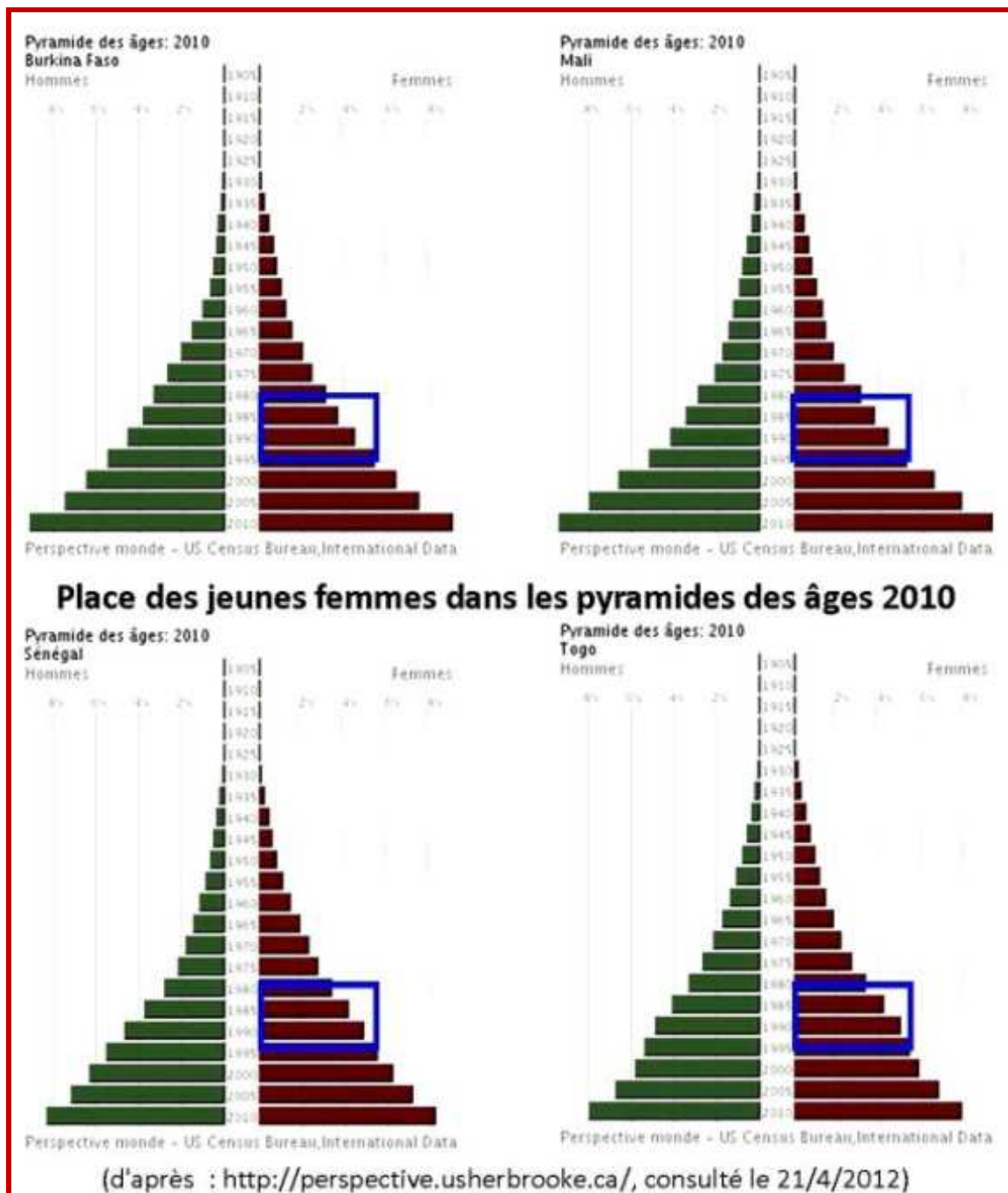
Nous avons maintenant théoriquement établi que les jeunes femmes sont une catégorie mal connue. Elles sont le plus souvent définies, en dehors d'elles, par les institutions et les communautés. Les critères de définition, interprétés en termes d'âge et de sexe, sont neutres et insuffisants car apolitiques. Interprétés en termes de statut (filial ou marital), ils sont clairement patriarcaux : ils mettent en avant une perpétuelle dépendance passant de la tutelle du père à celle du mari. Dans le langage courant, le terme "jeune fille" désigne toute femme non mariée, indépendamment de son âge. D'un point de vue politique, il est discriminant car il infère une relation de dépendance sous couvert de la filiation. La formulation "jeune femme", au contraire, permet de reconnaître l'égal statut de la personne, fut-elle femme, et jeune. C'est pourquoi le projet PPJF a pris le parti politique de se référer à elles indépendamment de leur statut marital, en ayant recours pour les désigner au vocable de "jeune femme" plutôt que de "jeune fille".

Les jeunes femmes sont au moins doublement marginalisées, temporairement, parce que jeunes, et définitivement, parce que femmes. Les jeunes femmes sont les "oubliées" de la démocratie citoyenne. Être femme, et jeune, actuellement, et particulièrement en Afrique de l'ouest francophone, c'est être dominée, non seulement par les hommes, jeunes et aînés, mais aussi par les aînées. Ces femmes des générations antérieures qui jouissent de leur statut sacralisé d'icônes<sup>83</sup> ont davantage d'expérience, de savoirs et de pouvoirs culturels et économiques. Tout comme leurs homologues masculins, elles ne sont pas toujours disposées à déléguer leurs pouvoirs à une "relève" que pourtant elles disent appeler de leurs vœux.

---

<sup>83</sup> La mémoire africaine témoigne de maintes anciennes figures de femmes de pouvoir (Sorel & Pierron Gomis 2004). En Afrique de l'ouest sahélienne, le personnage précolonial romancé de la Grande Royale (Kane, 1961) symbolise le conservatisme de l'imaginaire de "la" femme, qui détient son pouvoir du fait de sa position d'aînée et de sœur du chef. Mais son indéniable valeur ne conteste pas l'ordre politique patriarcal qui institue l'inégalité sexuelle et générationnelle des rôles sociaux et des espaces, en dépit de l'inéluctabilité du changement.

## 12 - Un positionnement stratégique dans la pyramide des âges



Conceptualiser simultanément les aspects sexospécifique et gérontospécifique de la participation et du politique conduit à décrire l'expression de la participation politique d'une jeune femme d'une façon spécifique par rapport à celle des aîné-e-s ou des jeunes hommes. La légitimité de la présence de ces derniers dans la sphère publique n'est pas mise en question. Cette posture conceptuelle et méthodologique est connue sous le nom

de théorie de l'intersectionnalité<sup>84</sup>, et enrichit l'analyse de la spécificité des impacts selon les genres, la race ou l'ethnie, la classe, le degré de formation, la résidence, etc.

### Imaginaires

---

Les jeunes femmes manquent de confiance en elles, pensant qu'elles ne sont pas "mûres". Négligeant que la formation peut aussi s'acquérir "sur le tas", elles s'en remettent aux institutions pour être formées en leadership politique. Cette formation, ont-elles dit dans le forum virtuel<sup>85</sup>, passerait par la scolarisation avancée des filles, la formation diplômante, leur sponsorship institutionnelle dans les partis pour les libérer du "parrainage" politique, le renforcement des capacités pour leur apprendre à se comporter comme le font les hommes et surtout à savoir s'exprimer en public. Les jeunes femmes disent que les hommes sont plus audacieux, qu'ils prennent des risques, savent parler en public, ont plus de temps et sont plus disponibles que les femmes (Rapport du Sénégal).

*Individuellement, les femmes manquent de presque tout : "de temps, de qualification, de travail, de moyens matériels et financiers, de moyens de déplacement, de dynamisme, de capacités d'expression, d'éducation", face à des hommes en situation "d'hégémonie", qui abusent d'elles par le "chantage et les propositions indécentes". Collectivement, elles entretiennent des "rapports conflictuels, sont prises dans des logiques qu'elles ne maîtrisent pas, sont instrumentalisées, ont besoin de reconnaissance voire de légitimation masculine, sont dépendantes de l'homme (père, époux, parrain, et leader)" (Résumé des obstacles à la participation des jeunes femmes, Rapport du Sénégal)*

Les jeunes femmes reconnaissent ainsi implicitement qu'il leur "manque" les "qualités" des hommes pour pouvoir participer à égalité sur la scène politique. Elles ne se voient qu'en négatif par rapport aux hommes.

Ainsi, pour certaines, au-delà du système, c'est la nature même de la femme qui les maintient au second plan : "Les femmes sont très faibles sur plusieurs plans. Naturellement l'homme et la femme sont différents." (ML JF). "Dans notre société, nous pensons de façon traditionnelle que le pouvoir n'est pas fait pour les femmes. C'est l'homme qui doit commander et la femme doit obéir." (ML JF E).

---

<sup>84</sup> Intersectionnalité (analyse politique) : Simultanéité systémique de facteurs constitutifs de rapports de pouvoir.

<sup>85</sup> Forum électronique virtuel : Espace virtuel de discussion publique par messagerie électronique, permettant l'archivage des contenus.



Aussi, les hommes "aiment la politique, ils en connaissent les rouages, s'informent, et sont actifs. Pour eux, la politique c'est tout, c'est leur âme, ils en font une affaire importante" (SN JF E). Plus informés et plus curieux, ils sont pourtant moins solidaires, et moins bon gestionnaires que les femmes : "Il n'y a pas trop de risques avec l'argent que je gère alors qu'un homme peut aisément l'utiliser pour des besoins personnels". Ils sont aussi "plus téméraires. Il peut facilement s'en aller avec l'argent. La femme a peur, elle a plus de scrupules, elle est plus soucieuse de son image, de l'entourage" (ML JF E). Elle est dépendante de sa société alors que "les jeunes hommes ont plus de chance, ils ont moins de contraintes qu'une femme" (Ibid).

**Les jeunes femmes sont vues comme carencées et impuissantes, en besoin de formation pour devenir les égales des hommes.**

En dépit de la vision négative qu'elles ont d'elles-mêmes, les jeunes femmes ont des désirs et ambitions de nature politique. Les modèles qu'elles évoquent traduisent qu'elles voient leur liberté dans le fait d'être financièrement indépendantes, d'avoir leur propre maison et d'être reconnues et respectées. Le rapport du Mali décrit ainsi celles qui ont "percé", et qui ont de l'influence sur leurs paires. Elles évoluent généralement dans le monde des arts, de la musique, du sport ou quelquefois travaillent dans des entreprises privées après des études en Europe. "La grande sœur de ma meilleure amie est une artiste mondialement connue. Elle passe sur tous les plateaux de télévision et vit seule dans sa propre maison. Cette indépendance fait qu'elle est respectée de tous. Un jour, je voudrais devenir quelqu'un d'important pour être à mon tour respectée" (ML JF NE).

Les jeunes femmes conçoivent que leur réussite passe également par leur indépendance financière : "Lorsque tu as les moyens, le regard des autres change vis-à-vis de toi. C'est l'argent qui commande les sentiments. Même les hommes respectent les femmes qui ne dépendent pas d'eux financièrement" (ML JF NE).

Toutefois, l'indépendance ne semble pas compatible avec la vie conjugale qui reste le modèle de référence bien qu'il les maintienne dans la dépendance : "Vous me voyez abandonner mon ménage et mon mari pour courir derrière les maris des autres ? Je perdrai mon mari ou il prendra une seconde épouse" (ML JF NE). Celles qui transgressent ce modèle, y compris pour faire œuvre politique, sont donc jugées dangereuses et subversives pour les couples établis.

*"Qui attache un pagne ne commandera jamais à des hommes" (ML JF NE).*

Les jeunes femmes ont développé deux conceptions de la notion de politique. L'une, la politique institutionnelle moderne et formalisée, est bien délimitée. L'autre, la "politique du quotidien", sera plus complexe à saisir car elle enchevêtre le domestique, le traditionnel, l'informel et le social.



*"En moore le naam (pouvoir) c'est non seulement le pouvoir en tant que tel mais aussi toute l'institution. Il désigne l'appareil de gouvernement, le pouvoir de gouverner, la fonction de gouverneur." (Rapport du Burkina Faso).*

Selon les jeunes femmes enquêtées, la politique est la forme de pouvoir qui s'exerce au sein des partis politiques et des institutions étatiques. Pour en parler, elles reprendront à leur compte l'appellation de *"politique formelle"* proposée par les guides d'entretien. Dans cette conception, faire de la politique, c'est prendre une carte d'électeur, adhérer à un parti, ou briguer un mandat. Ce monde-là est décrit comme hostile à la femme et dominé par le masculin. C'est un monde ambigu, trompeur, où *"la sensibilité de la femme peut être un obstacle"*. Il est à la fois décrit comme repoussant et désirable. *"On vote pour que ça change, mais rien ne change, ça devient même pire"* (SN, JF artiste). Cependant les femmes gagneraient à y prendre leurs *"vraies"* places, au même titre que les hommes, car elles sont les mieux placées pour lutter pour leurs droits. Leur discours témoigne d'une vision négative de la politique formelle, qu'elles considèrent devoir cependant intégrer pour leur propre bien.

### 13 - Les jeunes femmes, une ressource que les partis politiques organisent



La séduction de la politique formelle tient d'une part à sa visibilité, dans la mesure où elle est socialement reconnue et valorisée. D'autre part, à son impact sur les décisions puisque *"participer en politique c'est participer aux prises de décision"* (FV). S'y rajoute la légitimité sociale qu'elle procure aux femmes ainsi reconnues comme les égales des hommes.

Cette forme de politique est vue comme impliquant nécessairement la recherche de pouvoir et le maintien au pouvoir. Elle est qualifiée de *"politique politicienne"*. Par contre, la forme pyramidale de la distribution du pouvoir n'est pas questionnée. Les rapports de subalternité entre la base et le sommet ne sont pas mis en évidence. La politique, selon ce modèle, ne se conçoit pas sans hiérarchie. Elle produit donc de la subalternité, sous

couvert d'idéologies partisans qui promettent des "lendemains meilleurs" au prix du sacrifice de la base pour le succès des leaders. Faire de la politique sans chercher à s'accrocher au pouvoir est inconcevable : *"L'actuel président ATT<sup>86</sup> lui-même se disait apolitique ! C'est incroyable non ? Un prétendant à la présidence de la république qui dit ne pas être un politique !"* (ML JF)

*La politique formelle est vue comme un monde masculin tandis que la politique informelle est féminine.*

La vision alternative à la première définition de la politique qui renvoie à la politique formellement institutionnalisée a été appelée, par contraste, *"informelle"*, par l'équipe de recherche. La formule a été adoptée sans difficulté par les personnes interrogées. Cette vision part de ce que *"tout le monde fait de la politique d'une manière ou d'une autre"*, ne serait-ce qu'en exprimant un avis. Elle traduit ainsi le fait que faire de la politique, c'est produire du contenu politique, hors des milieux formels. Elle recouvre toute action qui a un impact sur la vie du groupe, à l'échelle de la famille, du quartier.

L'espace dit *"informel"* est souvent considéré comme apolitique, ce qui rend sa valeur invisible. Les femmes y sont largement présentes. *"Je ne fais pas de politique, mais par mes activités je participe à la gestion du pays. En récupérant nos sœurs de la rue, chassées par leurs propres parents, et qui se trouvent au marché, et ces enfants qui n'ont pas de toit, en leur donnant mon temps, en les écoutant, en les aimant, je crois que je participe à ma manière"* (TG JF NE)

Le constat global est que les jeunes femmes membres et dirigeantes et/ou animatrices d'ONG et d'associations produisent des actions politiques dans leurs communautés, sans forcément être conscientes de faire du politique, ou de participer politiquement (Semin 2011)..

Au Mali, la majorité des jeunes femmes appartiennent à des organisations associatives qui fonctionnent en dehors des partis politiques, telles que les associations de quartier, les tontines, les groupes artistiques, les syndicats, les associations religieuses, etc. Bien que dites *"informelles"* ou *"apolitiques"*, elles organisent des discussions et des débats sur la nouvelle constitution, ou des marches et des pétitions en faveur de l'introduction de quotas au bénéfice des femmes dans les instances de décision<sup>87</sup>. La même analyse peut s'appliquer aux autres pays du projet. Au Burkina Faso, par exemple, les jeunes femmes s'engagent politiquement à travers la musique et la chanson. Elles se font connaître comme des artistes engagées qui se prononcent sur les questions d'actualité du pays et de l'Afrique.

La situation sociopolitique des femmes au Togo est particulière. Cela se traduit par exemple par le fait que seul le Rapport de ce pays précise que, hors du cadre politique

---

<sup>86</sup> Amadou Toumani Touré, Président du Mali renversé par un coup d'Etat début 2012, suite à des troubles militaro-politiques qui vont conduire à la partition du Mali.

<sup>87</sup> Observation rapportée en 2011. En 2012 la situation politique du Mali a changé avec les événements politiques du Nord Mali

formel des élections présidentielles et législatives, la femme doit également jouir du droit de vote au sein de la cellule familiale. Ce n'est pas toujours à l'homme de décider. Les femmes y développent ainsi un leadership spirituel, professionnel et socioculturel. Par ailleurs, en l'absence de liberté d'expression politique<sup>88</sup>, les organisations de la société civile<sup>89</sup> togolaise, dans lesquelles les femmes sont présentes en nombre, sont vues comme des espaces alternatifs d'expression.

En comparant les deux visions qu'ont les jeunes femmes de la politique, on constate une frontière assez nette entre ce que disent celles qui sont engagées en politique formelle et celles qui ne le sont pas. L'angélisme de "*la politique-nécessité-du-développement*", véhiculée dans les discours politiques, s'oppose à la méfiance envers une caste de privilégié-e-s, fourbe et assoiffée de pouvoir.

Pour leur part, les jeunes femmes rurales voient la politique comme un domaine réservé aux personnes instruites, aisées et initiées qui exclut la majorité silencieuse dont elles sont les typiques représentantes: "*Nous autres pauvres n'y sommes pas conviées.*" (ML JF NE). Beaucoup d'entre elles restent dans l'attente passive. Elles justifient leur non-participation par le manque de prosélytisme des partis à leur endroit : "*On ne nous a pas informées... on nous a appelées pour aller écouter...*" (BF JF, rurale).

L'expérience d'observation participante virtuelle menée au cours du projet, a produit les mêmes résultats que l'observation de terrain sur la façon dont les jeunes femmes se voient, et dont elles voient la politique et la participation. Il s'agit d'une vision duelle et hiérarchisée donnant la prééminence à la politique publique. Celle-ci est perçue comme "*sérieuse mais dangereuse. Les hommes y dominent. C'est là où se prennent les décisions qui comptent*" (FV JF). La politique "*sans forme est celle où les femmes sont, sans nécessairement s'en rendre compte. Elle est sans valeur parce que sans pouvoir*" (FV JF).

La sphère domestique, la vie personnelle, sont des "espaces inconnus" de la politique. La "vraie" participation c'est la participation visible et légitimement égale (en termes de genres) à la décision. La contribution au quotidien n'est pas investie de valeur politique. Les jeunes femmes continuent à attester que la politique formelle les marginalise. Et elles persistent à reconnaître que la politique formelle est la seule qui compte. Donc elles sont amenées à contester l'inégalité qui en résulte pour elles. Mais paradoxalement elles-mêmes (ni d'ailleurs les autres acteur-e-s du système) ne contestent pas les mécanismes qui instituent cette inégalité. Seul le féminisme radical attire l'attention sur le poids des inégalités de valeur des espaces formels et informels dans la reproduction des inégalités de genre et de génération. Ainsi, les jeunes femmes ne sont pas en posture de briser le système qui reproduit les inégalités qui les frappent. Elles perpétuent et s'insèrent, sans s'en rendre compte, dans la même logique qui fonde le système patriarcal que par ailleurs elles dénoncent.

---

<sup>88</sup> Dans son étude sur l'expression de l'imaginaire politique en Afrique postcoloniale contemporaine, Mbembe (2000 : 144) témoigne d'ailleurs de la truculence ludique avec laquelle les dominé-e-s savent jouer – et se jouer – de la répression des libertés publiques.

<sup>89</sup> Société civile : Domaine de la vie sociale civile organisée sur une base volontaire et largement autonome de l'État.

14 - "Femme africaine"

*Femme africaine dans son univers,  
Femme noire, femme d'Afrique  
Femme des océans, femme des montagnes  
Femme des forêts, femme du désert,  
Je te salue  
Femme des temps ancestraux, femme des temps modernes,  
Femme d'hier, femme d'aujourd'hui, femme de demain,  
Je te salue  
A toi, femme à la peau noire fine et luisante  
Femme nègre au grand cœur,  
Car souffrant et pleurant,  
Car timide et source de bénédiction pour tes enfants,  
Je te salue  
Femme noire, femme d'Afrique, esclave du peuple noir,  
Comment apprécier ton courage et ta bravoure  
Toi qui as tant souffert pour donner souffle de vie  
Toi qui as souvent cédé la vie en mettant un être au monde  
Toi qui abandonnes ton sommeil dans la nuit profonde  
Je te pleure  
Femme noire femme d'Afrique  
Toujours matinale au bord du puits  
Toujours accroupie sous le soleil brûlant  
Toujours noctambule au clair de lune  
Travaillant sans relâche,  
Je te pleure  
Femme noire, femme d'Afrique  
Femme noire accusée de tout  
Femme analphabète, femme écartée de la politique  
Eternelle douleur des cœurs en pleurs,  
Je te pleure  
Femme noire, femme d'Afrique  
Femme des océans, femme des montagnes  
Femme des forêts, femme du désert,  
Je te salue  
Je te pleure  
Je te rends hommage"*

Poème dit par Rachidatou Tiendrebeogo, Burkina Faso  
<http://www.youtube.com/watch?v=v8RLt0YPIh8>  
(PPJF 2011-21)

*Ce poème exprime un éloge révérent, à la fois compassionnel et distancié, à l'endroit de "la" femme qui, dans ses diversités, est présentée comme une victime souffrante, pleurante et douloureuse, aimante, discrète et bénissante, courageuse, travailleuse et soucieuse d'autrui, source de vie, mais éloignée du savoir et du pouvoir.*

L'imaginaire de l'acte politique se conçoit le plus souvent sous la forme de l'acte citoyen. En quoi consiste alors, pour les jeunes femmes, l'acte citoyen ? Sous quelles formes et dans quels lieux se pose-t-il. Dans quelle mesure est-il comparable à ceux qui sont posés par les hommes, de tous âges, et par les aînées ? Dans l'opinion générale, et notamment dans le contexte ouest-africain, l'imaginaire commun considère que la citoyenneté est réservée aux espaces publics : celui de la politique "formelle", voire celui de la rue, tous deux domaines des hommes. La politique a été presque systématiquement définie, au cours de la recherche, comme le moyen de *"gérer la cité"*. La citoyenneté, quant à elle, est vue comme une valeur en soi. Elle est marquée par le patriotisme et la liberté ainsi que par le respect des droits et des devoirs qui sont vus, comme indissociables. Plutôt qu'un état de fait, la citoyenneté est vue comme un acte, c'est-à-dire quelque chose que l'on fait plutôt que quelque chose qu'on est.

Elle implique un comportement collectif, étroitement lié à l'accomplissement ou à la jouissance des droits et des devoirs de l'individu. C'est le droit d'avoir des "bons devoirs envers la société" en participant à la protection de l'environnement, notamment par les activités d'assainissement du cadre de vie, d'animation de quartier, d'activités scolaires, etc. Quelques jeunes femmes font part d'une vision de la citoyenneté qui déborde le local et le national, pour se clamer africaine et mondiale, dans un contexte hypermoderne.

Cependant, pour les jeunes urbaines qui se disent non engagées en politique, la citoyenneté a un rapport étroit avec la responsabilité et la liberté de parler, de se mouvoir, de s'exprimer. *"Un citoyen c'est quelqu'un qui est libre, qui peut exprimer ce qu'il pense où il veut, sans avoir peur. Dès le moment que la liberté est compromise, le terme citoyen même est compromis"* (BF JF NE). Or la citoyenneté n'a jamais été définie, durant les enquêtes de terrain menées lors du projet, qu'au masculin, aucun élément de discours n'ayant été rapporté sur ce que serait sa transcription au féminin.

La notion de participation suit la même déclinaison que celle de politique. La participation formelle se fait dans l'espace public et les femmes y tiennent un second rôle, dominées et manipulées par les hommes. Par contre, la participation informelle est invisible voire même inconsciente puisque les femmes qui la pratiquent ne se rendent même pas compte qu'elles produisent du contenu politique. Cette révélation du politique inconscient a marqué nombre de participantes du Forum virtuel, qui se sont rendues compte, à l'occasion du Projet et de la prise de conscience entraînée par l'analyse de leurs comportements, qu'elles faisaient de la politique sans le savoir.

Toutefois les différentes formes de participation politique sont hiérarchisées. La participation formelle est considérée comme ayant plus de valeur que la participation informelle. Cette dernière, pourtant vue comme bénéfique, ne sert que de *"fondement [un moyen] pour accéder à l'aspect formel"* (FV). Si l'idée de participation informelle a été admise, voire découverte pour certaines, il lui manque, ont-elles dit, d'être officiellement reconnue. Cela ne fait donc que reproduire le discours patriarcal qu'elles cautionnent. Le monde des hommes est un monde sérieux où se prennent les vraies décisions, celles qui ont de la valeur, tandis que le monde des femmes est un monde secondaire.

La façon dont les jeunes femmes se voient participer en politique concorde-t-elle avec ce qu'en pensent leurs partenaires sociopolitiques ?



Les jeunes femmes sont perçues de manière stéréotypée. Le Rapport du Mali témoigne de ce que leurs partenaires les décrivent comme analphabètes, pauvres, sans expérience et craignant le jugement social. Ces mêmes stéréotypes, appliqués aux femmes d'Afrique francophone, sont déjà dénoncés par la recherche féministe francophone (Sow 2009). Le Rapport du Togo rajoute que les jeunes femmes craignent le monde politique du fait des violences qui ont suivi l'ouverture du processus de démocratisation des années 1990, telles que les affrontements inter-partisans, les attentats terroristes, l'intervention militaire. Toutefois, les jeunes femmes ne sont pas les seules à être conscientes des risques qu'il y a à parler ou à faire de la politique. Toutes les restitutions d'observation ont témoigné de la réticence des personnes à s'exprimer en public sur le politique. De même qu'elles hésitent à se faire prendre en photo lors de manifestations ou dans des lieux où s'expriment de manière informelle les opinions politiques. Cette réticence a été notée, par exemple, dans une dolotière<sup>90</sup> du Burkina Faso (illustration n°15).

### 15 - La dolotière, espace de discussion des faits de société



Les institutions expliquent également la faible participation des femmes par l'analphabétisme, la pauvreté, l'inexpérience et la peur. Elles bâtissent des politiques publiques en conséquence, visant à venir en aide à de jeunes victimes en demande. Pour les institutions, la participation des femmes est désirable. Elle est supposée permettre, comme l'établit le Rapport du Mali, la féminisation des postes de responsabilité. Elle permettrait aussi d'assurer aux femmes une meilleure représentation dans les instances de décision, et de mieux prendre en compte leurs intérêts ainsi que les questions de genres. Enfin elle permettrait d'assurer la cogestion des communautés, par les hommes et les femmes et d'élever les taux de participation électorale.

Le positionnement hiérarchique des jeunes femmes dans l'appareil politique, est unanimement jugé comme déplorable. Il ne reflète ni leur engagement, ni leurs capacités intrinsèques. Les jeunes femmes sont vues comme d'éternelles cadettes, mal placées dans les listes des partis. Elles ne servent que de militantes de base, permettant de faire du chiffre en accroissant l'effectif des membres. Elles sont chargées du service lors des festivités, sortant ainsi à peine de leurs rôles domestiques.

<sup>90</sup> Dolotière (Burkina Faso) : Femme qui prépare et vend le *Dolo* (bière de mil). Désigne aussi le lieu de cette activité

La croyance est ferme en ce que cette situation va s'améliorer. Les raisons qui la fondent sont l'augmentation récente du nombre de femmes candidates, les progrès du taux de scolarisation des filles, et la conviction que les mentalités sont en train de changer. Mais cette croyance est à interroger, car une augmentation relative des candidatures féminines ne garantit pas davantage de postes de pouvoir aux femmes. Par ailleurs, si la scolarisation des filles progresse au niveau du primaire, l'instruction des femmes ne garantit pas qu'elles la mettent au service du politique et de la citoyenneté. Enfin, la croyance dans l'ouverture des mentalités semble démentie par les récents développements politiques dans la sous-région, avec l'irruption au Sahel des mouvements fondamentalistes qui ne cherchent qu'à revenir "aux sources", c'est-à-dire une ordre patriarcal et une tradition mythifiée qui prétend conserver l'ordre ancien.

Les responsables institutionnel-les se positionnent comme allié-e-s des jeunes femmes. Les jeunes hommes, quant à eux, se positionnent en rivaux. *"C'est à elles d'arracher ces positions, sans attendre que les hommes leur créent des espaces. (...) La parité ne rime pas avec la démocratie. La démocratie c'est de créer l'accès équitable à l'éducation, à la compétition, etc., et que chacun se batte pour obtenir des positions"* (SN JH). Les jeunes hommes en appellent à l'alternance générationnelle à condition que les jeunes femmes ne soient pas favorisées par rapport à eux, par des politiques de quotas ou de parité, par exemple. Car, selon leur point de vue, la démocratie c'est l'égalité des chances : *"Les femmes veulent l'égalité, pourtant elles sont prêtes à passer par sa violation pour avoir des places : les quotas violent la constitution"*(ML H RI). Au Sénégal, aussi, le débat sur la parité<sup>91</sup> ne fait pas l'unanimité. Certains hommes y voient une pratique anti-démocratique qui privilégie la quantité au détriment de la qualité. Sans rejeter l'idée de la parité, ils plaident pour *"une parité responsable, mais pas une parité de complaisance"*. Les jeunes hommes, tout en respectant les efforts des femmes, sont convaincus de devoir lutter au même titre qu'elles, étant eux-mêmes en proie aux manipulations politiques de leurs aînés (Rapport du Togo).

Les jeunes hommes oublient qu'en réalité il n'y a pas d'égalité de chances puisqu'il est jugé "plus normal" pour les hommes que pour les femmes de participer en politique. Car les hommes sont dotés, par l'éducation reçue depuis leur naissance, d'autorité sur la femme. Ces jeunes hommes continuent d'agir comme contremaitres<sup>92</sup> dans la conservation à leur profit des bénéfices du système patriarcal.

*"Les hommes naissent politiciens, parce que, quand un homme naît, on lui répète "tu es homme". Automatiquement ils pensent que c'est leur devoir [de diriger]"(TG JF NE)*

Tous les partenaires s'accordent sur le fait que l'éducation, les médias, les familles et les communautés participent à diffuser la même image de l'homme, immuable détenteur de

---

<sup>91</sup> Au Sénégal, la loi sur la parité a été adoptée en mai 2010 (<http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article8213>)

<sup>92</sup> Contremaitre : position hiérarchique de troisième niveau, chargé de contrôler les positions subalternes.



l'autorité. "*Notre société conjugue le pouvoir au masculin*" (ML F RI). C'est ainsi le système qui est dénoncé, plutôt que les hommes. Il est difficile de parler de pouvoir sans faire référence aux honneurs, à la gloire, à la force, à la puissance, attributs par excellence des hommes et surtout des hommes politiques. De même, il est difficile dans une société patriarcale d'associer ces attributs à un profil de femme, encore moins de jeune femme, fût-elle une femme politique (Rapport du Sénégal).

Cependant l'idéal de pouvoir masculin ainsi véhiculé, n'est pas, non plus, égalitaire, puis qu'il ne se décline, lui aussi, qu'en termes de domination de génération, de classe et de caste. En effet, il est défini en référence à celui de la caste supérieure des "hommes libres", dont les attributs spécifiques sont la vérité, le courage, le respect et la bravoure<sup>93</sup>. Cela masque la subalternité des hommes de castes inférieures qui ne participent pas au politique "noble".

En addition à la domination de genre, l'imaginaire masculin du pouvoir reproduit aussi la domination intergénérationnelle et intercaste. Le pouvoir patriarcal impliquant en Afrique de l'ouest francophone de nombreux niveaux de domination, les jeunes femmes qui sont issues de caste inférieure sont davantage subalternes que les autres. Si tous les hommes ne sont pas égaux en pouvoir, tous et toutes les subalternes ne le sont pas non plus. Le groupe des jeunes femmes ne peut donc pas être considéré comme homogène et les propositions à faire à leur endroit doivent en tenir compte.

Après avoir élucidé qui sont les jeunes femmes et leurs partenaires politiques et comment ils et elles se considèrent face à la participation politique, il faut examiner comment ils et elles interagissent.

### Interactions

---

Si les jeunes femmes et leurs partenaires politiques semblent partager le même avis sur l'importance et les causes de la faible participation des jeunes femmes à la vie politique formelle, c'est pour des raisons différentes. Les jeunes femmes pensent principalement être victimes de discrimination (structurelle), alors que les partenaires justifient plutôt leur non participation par leur immaturité (temporaire).

D'un point de vue structurel, la culture, la tradition et la religion, "*même en milieu intellectuel*", excluent les femmes. Au Mali, les femmes des castes forgeronne et griotte, par exemple, sont confinées au cadre familial privé. Les exceptions historiques relèvent de l'exploit, y compris dans l'histoire récente qui a vu, dans ce pays, la nomination d'une femme Premier Ministre<sup>94</sup>.

Les médias renforcent les stéréotypes sur "*l'incapacité des femmes à gouverner*". Cela s'explique par la position et la place de la femme dans la société, ainsi que par les

---

<sup>93</sup> Chez les Mandingues, les quatre principaux attributs du Horon (homme de la caste supérieure) sont : la vérité (il ne ment jamais), le respect de la parole donnée (il ne se dédit jamais, ne trahit jamais), le courage (il se nourrit de l'agriculture ou du commerce et ne fuit pas le travail) et la bravoure (il n'a jamais peur et ne fuit pas la guerre)[...] : le pouvoir, l'administration du village revient aux Horons et particulièrement à l'homme le plus âgés du lignage le plus ancien. (Rapport du Mali).

<sup>94</sup> Donnée de 2011

charges familiales assignées aux épouses et aux mères, responsables de la gestion du foyer. "Regardez l'image de la femme véhiculée dans les médias. Ce sont toujours elles qui sont battues, violées et soumises. Comment voulez-vous qu'en grandissant une petite fille ait le courage de se battre à égalité avec les garçons ?" (ML JF Sociologue).

*L'éducation et le conditionnement social préparent les filles et entretiennent les femmes à la soumission, à la discrétion, à l'obéissance, à l'impuissance, à l'effacement, à la dépendance, toutes choses contraires à l'exercice du pouvoir politique. Dans l'imaginaire social, une femme doit rester à côté de son époux, s'occuper de lui, de ses enfants et de ses beaux-parents si elle est mariée. Elle ne doit pas faire des sorties fréquentes, ne doit pas être dehors jusqu'à certaines heures. Ce construit social est incompatible avec la vie et l'engagement politiques qui nécessitent de la disponibilité, un peu de liberté, du courage, de la poigne. Le manque de motivation des femmes est une conséquence de l'imaginaire culturel inscrit par leur éducation depuis l'enfance. L'exclusion de la femme de la sphère publique et les stéréotypes dégradants intériorisés par les femmes leur donnent un sentiment d'incompétence par rapport à l'homme dans la gestion de la "chose publique". (Tiré du Rapport du Sénégal)*

La division traditionnelle du travail entre hommes et femmes, qui enchevêtre le temps de la conjugalité, du foyer et du *care*, est le principal obstacle à la participation politique des jeunes femmes. Ces dernières pensent elles-mêmes que la place de la femme se trouve au foyer. Le mariage, l'éducation des enfants et l'entretien du mari ne font pas bon ménage avec une activité politique. Alors, le choix est souvent fait de rester au foyer (Rapport du Mali).

Mais nombre d'entre elles s'éloignent de la politique par refus de la tricherie et des coups bas inhérents au milieu politique : "*les doubles langages et les trahisons y sont monnaie courante. Pendant que certains construisent, d'autres détruisent. On dit : "politiki yé soon fora soon ko*<sup>95</sup>".

Des risques personnels spécifiques à leur sexe et à leur âge éloignent aussi les jeunes femmes de la politique. "*Souvent, s'engager en politique, pour une jeune fille, est synonyme de prostitution et de droit de cuissage. J'ai peur que mon entourage me prenne pour une femme légère*" (ML JF NE). La politique n'est pas faite pour les enfants, c'est un milieu qui est perçu comme une source de problème. "*La politique c'est en quelque sorte pour les grandes personnes. On se sent beaucoup plus en sécurité quand on n'y est pas mêlé*". (TG JF NE)

---

<sup>95</sup> Diction bambara équivalent à : "La politique c'est : à voleur, voleur et demi".

Ainsi les études, le mariage et la situation socio-économique sont difficilement compatibles avec la politique. Le Rapport du Togo développe à quel point, l'engagement politique, bien que légitime, revêt un caractère secondaire, après les priorités des jeunes femmes que sont la recherche d'un emploi ou l'accès à une promotion, au mariage et aux responsabilités familiales.

Cependant il est unanimement reconnu que les jeunes femmes sont aussi exclues de la sphère politique pour des motifs économiques. Elles n'ont pas les ressources, en finances, en temps, ou en réseau d'influence pour participer à égalité avec les hommes dans un contexte économique difficile. Néanmoins, elles développent des stratégies pour contourner ces multiples obstacles. Ainsi, le Rapport du Sénégal révèle que les jeunes femmes d'un grand parti politique se sont entendues pour n'entretenir que des relations politiques et fraternelles avec les hommes, à l'exclusion de toute relation sentimentale, afin de conserver une saine ambiance au sein de l'organisation. D'autres sont vigilantes quant au respect de leur place : *"Notre bureau politique a appelé le responsable des jeunesses masculines et a oublié les jeunes filles. Nous avons protesté et il a demandé pardon. Mais nous avons voulu marquer le coup pour qu'ils n'oublient pas la leçon"* (Rapport du Sénégal).

Une jeune femme mariée doit développer un ensemble de stratégies pour palier son absence du foyer, qui l'empêche de s'occuper des tâches domestiques, des enfants, de la cuisine, de ses beaux-parents et belles-sœurs. *"Jeune mariée, sans moyens, vous devez gratifier les membres de votre belle-famille pour qu'elles vous aident à faire face aux obligations domestiques qui devraient vous incomber"* (Rapport du Sénégal). Les jeunes Togolaises s'organisent personnellement pour respecter leurs priorités quotidiennes : *"Quand on a la volonté de faire, on s'organise et on y arrive"* (TG JF E).

**Les jeunes femmes jouent de contre-pouvoirs pour alléger les contraintes liées à l'enjeu politique qu'elles représentent.**

Plusieurs raisons poussent les jeunes femmes à rejeter tant d'entraves. Certaines évoquent leurs préoccupations pour leur environnement local ou pour leur pays. *"J'ai vu qu'il y a des choses que je peux changer dans le village. La route n'est pas bitumée et les populations en souffrent"*. (SJ JF). D'autres cherchent à satisfaire leur besoin de s'épanouir en participant : *"Je veux connaître mes droits et devoirs"* (TG JF E). D'autres enfin cherchent des satisfactions personnelles ou sociales : promotion, emploi, entregent, expérience, passion, enrichissement personnel.

L'environnement, familial et social, influe grandement sur la motivation à participer, ou pas : *"Mon grand père fut ministre au Mali durant les premières années d'indépendance. J'ai été ensuite membre de toutes les organisations de jeunesse sous la 2<sup>ème</sup> République. Mes parents, cadres supérieurs ne m'ont jamais découragée de faire de la politique, bien au contraire."* (ML JF E).

### 16 - Egalité de genre et de génération, la relève en politique



Pour se faire une place en politique formelle, les jeunes femmes plaident la parité face aux hommes et la relève face aux aîné-e-s. C'est face aux hommes aînés qu'elles ont le plus d'arguments, plaissant à la fois la parité et la relève, et faisant de ceux-ci leurs partenaires privilégiés.

La remise en cause de l'ordre sociopolitique, des rôles, des comportements et des pratiques induits par l'alternance générationnelle, qui pourrait amorcer une déconstruction des règles et normes politiques, est parfois mal perçue par les aîné-e-s. Ceux-ci et celles-ci ne manquent pas de traiter les jeunes de perturbatrices, qui savent tirer parti des nouvelles tendances.

Les jeunes femmes sont actives au niveau des associations surtout féminines, dans les groupes, mouvements et associations religieuses. *"Les jeunes qui militent aujourd'hui à l'aumônerie catholique ont compris et se battent pas seulement dans le spirituel. Nous avons créé des entraides, un groupe de travail ; les aîné-e-s aident les plus petits. Aujourd'hui beaucoup de jeunes ont compris que sans la solidarité on ne peut pas y arriver"*. (TG JF NE).

Les jeunes femmes disent participer politiquement par la parole. L'expression politique dans le milieu informel n'implique pas l'action. Elle relève du "bavardage social" sur les faits de société et la politique politicienne. Tout espace collectif est prétexte à "parler politique" : dans les partis, dans les familles, sur les lieux de travail, dans les espaces virtuels, sur les ondes des radios et de la télévision, et même dans les cérémonies familiales, les réunions de tontines, d'association de quartiers, de ressortissantes. Cependant, quand il s'agit de s'engager formellement dans une prise de parole publique, c'est bien plus difficile pour les jeunes femmes.

L'écriture, peu utilisée dans les cultures orales ouest-africaines est de plus utilisée par les jeunes femmes qui s'adonnent à la communication par Internet. L'expression politique artistique est pour les jeunes femmes surtout musicale, quoiqu'elles fassent aussi appel à

l'écriture, à la peinture, aux films documentaires, au théâtre. En témoignent le nombre des illustrations sonores recueillies durant le projet.

Quels effets a la participation politique des jeunes femmes sur leur environnement ? Par environnement, nous entendons bien sûr les espaces et cadres de vie naturels tout autant que ceux qui sont construits dans l'institutionnel, tels que les maisonnées, les quartiers, les villes, les pays, la région, le monde.

Les relations des institutions avec les jeunes femmes se limitent aux activités culturelles, génératrices de revenus, aux mobilisations populaires, notamment lors des élections, à l'organisation des réunions et des séances de sensibilisation. Les relations sociales et l'environnement immédiat ont souvent un rôle de premier plan dans la participation politique d'une jeune femme. Les traditions favorisent la socialisation des jeunes femmes par des groupes d'âge. La politique est abordée au sein des groupes d'âge, ne serait-ce que par la discussion des faits de société. Les groupes informels de femmes n'ont pas de poids politique, sauf pendant les périodes électorales où ils sont courtisés par différents candidats. Ils sont souvent fédérés en groupement de promotion des femmes, et utilisés comme force de manœuvre électorale par les hommes politiques au pouvoir.

Toutefois, l'impact politique des groupements de femmes se fait mieux sentir au niveau local qu'au niveau national, où les femmes restent invisibles, surtout dans les instances de décision. De façon générale, les jeunes femmes gagnent maintenant en visibilité dans les instances et structures politiques, bien que l'alternance générationnelle et l'égalité entre les genres reste des revendications à l'ordre du jour.

Comme le souligne particulièrement le Rapport du Togo, si les jeunes femmes ne sont visibles "qu'au second plan" des instances politiques formelles, leur présence est remarquable dans les associations ainsi que dans d'autres organisations de la société civile. Elles y donnent une image du changement possible.

L'allocation traditionnelle des espaces et des temps est toujours respectée. Elle réserve sans contrainte de temps les espaces "ouverts" aux hommes : places publiques, mosquées, réunions des chefs de lignages dans les villages, cimetières, lieux de débats, etc. Ces espaces peuvent admettre les femmes, mais à leurs propres risques dans certaines circonstances, telles que la nuit ou sans chaperon masculin. Les espaces "fermés" ou privés sont les espaces des femmes : domicile, cour de maison, lieu de réunion des tontines, etc. Dans la mesure où les réunions de partis politiques se tiennent souvent la nuit, les femmes sont encore plus facilement exclues de la participation à la politique formelle. L'école a ouvert une première brèche en permettant aux jeunes femmes d'entreprendre des études hors des lieux de résidence des parents. Les jeunes femmes instruites et/ou qui ont un emploi salarié accèdent progressivement à des espaces jusque là réservés aux hommes : bureaux, grandes écoles, assemblée nationale, syndicat, etc. En plus de ces conquêtes d'espaces réservés au masculin, les jeunes femmes ont conservé leurs espaces propres comme par le passé (tontines, associations, etc.) et mieux, en ont créé d'autres, par le biais des TIC (Rapport du Mali).

Au Sénégal, la reconfiguration des espaces familiaux et relationnels des jeunes femmes les oblige à faire des choix pour concilier divers rôles. *"On voulait faire de moi la secrétaire de notre parti, mais j'ai refusé par manque de temps. Avec mes activités de*

*couture, ce n'est pas possible. Je ne peux pas concilier cela avec les activités politiques"* (SN JF E).

Au Togo également, la sphère publique reste l'apanage de l'homme et la sphère privée représente l'espace "normal" des femmes. Les bars et autres cabarets, symboles de l'espace public togolais, sont fréquentés majoritairement par les hommes. L'éducation scolaire, universitaire ou professionnelle et l'emploi, permettent aux femmes de dépasser le clivage privé/public. La transition d'une vie familiale fermée vers une vie politique ouverte se fait par paliers : d'abord l'éducation, puis l'emploi, puis la politique dans l'espace politique, "la sphère publique par excellence".

La participation est un moyen pour les femmes d'arriver, sur le long terme, à améliorer leurs conditions de vie au quotidien. Par rapport aux partenaires politiques, la parole féminine est le plus souvent collective, et elle mise sur l'enjeu électoral. Les femmes construisent pragmatiquement des alliances avec les autres acteurs publics : la société civile, les médias, les pouvoirs publics... Elles savent stratégiquement identifier, au cœur des problématiques, les causes les plus significatives de discrimination pour focaliser leur action sur les points porteurs de changements<sup>96</sup>. Elles savent aussi trouver des modes de communication qui frappent l'opinion publique<sup>97</sup>.

Par contre, l'ordre du jour des femmes ne correspond pas toujours à celui des politiciens. Il peut se passer des années avant que les deux ne coïncident et qu'un changement ne se produise. Ce dernier peut intervenir dans la surprise<sup>98</sup>, ou être préparé de longue date, comme le relate ci-dessous le résumé des étapes ayant mené à l'adoption de la Loi sur la parité au Sénégal.

Durant l'atelier de partage des résultats du projet, un participant a témoigné de plus de dix années d'engagement des organisations de femmes du Mali pour la révision du Code de la Famille. Mais au moment de son adoption aucune femme n'a osé s'opposer publiquement au refus des religieux malgré la demande de soutien que leur avait adressée le président de la république. De la même façon, la loi sur l'excision a été retirée 24 heures après sa présentation, sur intervention des religieux. On peut penser de ce témoignage que les femmes sont davantage prêtes à affronter l'ordre public que l'ordre religieux.

Les expériences en économie solidaire féminine sont encouragées par les politiques publiques, comme le montre l'illustration n° 18. Les jeunes femmes sont formées à la politique active. Elles sont ainsi habituées à se concerter, à concilier leurs efforts, à faire des compromis, à accepter les avis contraires, à se confronter à des partis adverses, autant d'expertise que ne permet pas l'enfermement dans la sphère privée et familiale (Rapport du Togo).

---

<sup>96</sup> Par exemple, les articles 152-153 du Code de la Famille au Sénégal instituent que le mari est le chef de la famille et que le choix de résidence du ménage lui appartient. Cela génère des discriminations dans de multiples domaines (santé, fiscalité, retraite, nationalité, domicile...)

<sup>97</sup> Ainsi, au Togo, une grève du sexe a été décrétée en septembre 2012 par les femmes, et suivie de la menace de marcher en tenue d'Eve pour faire libérer des jeunes arrêtés lors d'une manifestation. La menace abandonnée suite à l'intermédiation des responsables religieux. Elle a été remplacée par une marche des femmes en tenue rouge.

<sup>98</sup> C'est ainsi qu'a été passée, en 1999, au Sénégal, la loi criminalisant l'excision, alors que la première dénonciation publique en avait été faite en 1978 dans le livre d'Awa Thiam.



### 17 - L'adoption de la Loi sur la Parité au Sénégal

*"Ce processus a été préparé de longue date par les associations de femmes, dont le COSEF, et le réseau Siggil Jigeen, pour lever les contraintes de toutes sortes. Une campagne initiale intitulée "Démocratie où es-tu ?" (Diaw 1998 : 19), menée dans la perspective des élections locales de 1998, a permis de rencontrer plusieurs leaders politiques autour de "l'inacceptable marginalisation des femmes en politique". Les leaders n'ont ensuite pas respecté l'engagement moral qu'ils avaient pris de réduire la marginalisation des femmes dans les listes des partis. Elles ont alors lancé une "Campagne Citoyenne" ou G5, en partenariat avec les organisations de la société civile sensibles à l'égalité de genre : l'Association des Femmes Juristes, l'Association des Professionnelles de l'Audiovisuel et de la Communication, le Forum Civil, le Réseau Siggil Jigeen, qui ont sensibilisé les populations à une plus grande représentation des femmes sur les listes des partis politiques et sur la perspective de la parité au Sénégal. Celle-ci est aussi restée sans effet. La Constitution de 2001, née de l'Alternance politique, qui consacre les instruments internationaux de protection de la femme adoptés par l'Union Africaine et l'Organisation des Nations Unies (COSEF 2011 : 17), a timidement amélioré le taux de présence des femmes dans les assemblées représentatives. En 2005, la campagne sur la parité a poursuivi deux objectifs : vulgariser le concept, rendre public le débat, et instituer juridiquement la parité dans les assemblées délibératives : une pétition a retenu l'attention du Président de la République. En 2008, la loi a été adoptée<sup>99</sup>". (Rapport du Sénégal)*

---

<sup>99</sup> La mise en application de la Loi sur la Parité durant les élections législatives de 2012, s'est traduite par un taux de 42 % de femmes à l'Assemblée Nationale du Sénégal. Le taux de 50 % n'a pu être atteint car les femmes étaient positionnées en deuxième rang, après les hommes, sur les listes électorales.



### 18 - L'entrepreneuriat féminin, exalté par les politiques publiques



Le Rapport du Sénégal souligne aussi l'importance du travail en réseau, de la mutualisation des expériences, et des efforts, pour le maintien des acquis.

Le mode privilégié de l'action féminine semble donc être le collectif. Toutefois de rares mais significatifs exemples d'actions innovantes et individuelles permettent d'ouvrir de nouveaux terrains d'expression et de plaider. Tel est le cas, par exemple, des artistes et intellectuelles comme celles dont témoignent les rapports de terrain : rappeuses, chanteuses, écrivaines, peintres.

Le Rapport du Sénégal constate que les jeunes femmes, même marginalisées, jouent activement leur rôle de citoyennes par la sensibilisation (le plaidoyer) et la dénonciation des travers de la démocratie participative et équitable, dans tous les espaces formels ou informels, individuels ou collectifs, parfois dans l'anonymat et le bénévolat. Il redéfinit la participation comme *"l'implication, même partielle, dans le succès d'une action"*, alors que *"l'engagement, plus fort que la participation, résulte d'une implication totale de la personne et de ses moyens"*. Il revêt *"un caractère obligatoire"*. L'action, elle, est *"un investissement concret, sur le terrain local"*.

Le Rapport du Togo confirme que *"des actes simples et quotidiens peuvent être considérés comme une participation politique. Le seul pouvoir d'exercice requis est celui de l'acte"*. Ainsi, observer les effets que les jeunes femmes ont sur leur environnement, amène à conclure que la participation politique ne relève pas seulement d'un engagement politique au sens institutionnel, mais d'un engagement au quotidien et dans le quotidien. Les jeunes femmes subalternes qui cherchent à devenir comme les hommes afin d'être leurs égales, agissent, par ailleurs, autant dans le collectif que dans le personnel, autant dans le politique que dans le quotidien.

La littérature romanesque africaine a été interrogée (PPJF 2012-1) au titre de témoin d'un imaginaire collectif, celui d'intellectuel-les politiquement engagé-e-s dans la modernisation de l'Afrique face au traumatisme de la colonisation et à celui de la mondialisation. L'imaginaire littéraire africain propage globalement l'idée que la tradition ne peut évoluer vers la modernité que par l'entrée "des" femmes dans l'espace public,

dans la diversité de leurs postures critiques, transgressives, capables, intuitives. Ces processus ne peuvent s'actualiser que dans l'individuation. L'adaptation collective à la modernité ne peut se faire qu'à partir du questionnement politique du domestique et du personnel. Cela demande la part des femmes comme des hommes un travail de recomposition existentielle, impliquant de changer les mentalités sur ce qu'est une femme, un homme et les rapports qu'ils ont à entretenir. Les femmes ne doivent plus être vues que comme des génitrices, dont la seule fonction doit être de générer la génération suivante. La fonction reproductrice n'est pas subalterne, en elle-même, mais elle est politiquement utilisée comme levier de contrôle des femmes aux fins d'assurer le pouvoir des hommes. *"Il est inadmissible que plus de cinquante ans après l'indépendance, les hommes continuent de penser qu'ils sont supérieurs aux femmes !"* (ML JF).

En d'autres termes, la modernité demanderait/ permettrait aux femmes de faire moins d'enfants, de cesser de se voir (et d'être vues) que comme mères, pour devenir des personnes. C'est précisément l'agenda politique des institutions internationales, qui cherchent à promouvoir ce modèle de femme africaine, moderne, qui a du poids politique, qui devient l'égale de l'homme, qui se libère de l'espace privé pour exercer des compétences professionnelles, et qui fait moins d'enfants<sup>100</sup>.

Mais cette reconstruction identitaire ne serait acceptée comme viable que si elle s'appuie sur la transmission intergénérationnelle de racines. Pour entrer dans la modernité, les intellectuel·les africain·es proposent aux jeunes femmes de s'inspirer de leurs aïeux·les. Elles sont prises entre devoir et injonction à sauver leur ancrage identitaire et leur héritage ancestral. Les jeunes femmes d'Afrique contemporaine ont donc besoin autant des apports de la modernité (l'école ou le travail...) que de la transmission par les générations anciennes de leur identité culturelle. L'ignorer les condamnerait, métaphoriquement, à *"mourir d'anorexie"* (PPJF 2012-1 : 7) dans le village mondial actuel. L'alliance de solidarité entre les générations alternées des grands-parents et des petits-enfants est une constante culturelle en Afrique de l'ouest. La même idée est illustrée par le sketch de théâtre scolaire rapporté du Burkina Faso (voir illustration 19). Sans alliance préférentielle avec la génération de leurs grands-parents pour leur permettre de dépasser le conflit intergénérationnel qui les oppose à leurs parents, les jeunes femmes n'ont d'autre issue que de pleurer leur inexistence identitaire car elles sont dans l'incapacité de transgresser le diktat patriarcal.

Prises entre le défi de la tradition et de l'hypermodernité, la littérature africaine conseille aux jeunes africaines de rester des africaines pour affronter la nouveauté. Mais ce n'est qu'au bout de leur chemin sur la voie du changement qu'elles auront trouvé ce que c'est que d'être africaines dans l'hypermodernité contemporaine. .

---

<sup>100</sup> Cependant, cet agenda est difficilement repris par les institutions publiques nationales, comme le montre le peu de succès des politiques de population et de planning familial.

### 19 - La déscolarisation des filles

*Le père promet sa fille Bintou en mariage au fils d'un riche villageois. Elle devra le suivre en migration. La mère exprime son désaccord car sa fille est trop jeune pour se marier, mais le père lui refuse le droit de faire part d'une opinion personnelle. Il informe Bintou que pour la prospérité de la famille et pour son propre bien, elle devra abandonner le lycée. Bintou conteste que son avenir soit décidé sans être consultée, alors qu'elle veut continuer ses études. En pleurs elle demande l'aide de ses grands parents, arguant que les temps ont changé et que les filles peuvent faire des études. Le grand père lui rappelle que si sa propre femme (la grand-mère de Bintou) avait pris le temps d'étudier, peut être que Bintou ne serait pas venue au monde. Bintou lui fait respectueusement part de sa vocation à devenir gynécologue en hôpital. La grand-mère explique que les gynécologues sont des femmes médecins qui ne veulent pas de mari pauvre ou analphabète et limitent le nombre de leurs enfants. Bintou, isolée, se plaint de ne pas trouver d'aide auprès de ceux et celles qui devraient être les premiers à prendre sa défense. Ne sachant que décider entre arrêter ses études et se marier par obligation, en violation de ses droits, elle pleure.*

Scénario de sketch de théâtre scolaire,  
Communauté rurale de Saaba, Burkina-Faso  
<http://www.youtube.com/watch?v=Ek4DSP-0S-M>  
PPJF 2011-45

*Ce scénario expose que les différents partenaires sociopolitiques masculins de l'institution familiale, forts de l'autorité que confère leur antériorité générationnelle, imposent aux jeunes filles un futur répétant la tradition, qu'ils prétendent bénéfique tant pour elles que pour le groupe. Les femmes des générations aînées ne veulent ni ne peuvent s'y opposer. La jeune fille, victimisée et isolée, ne peut que choisir la résignation et la répétition, car la rupture lui est inconcevable.*

Dans les observations menées en présentiel tout comme en virtuel, les jeunes femmes ont été davantage loquaces sur elles-mêmes, leurs imaginaires politiques et leurs activités citoyennes que sur l'usage politique qu'elles font des TIC. Sans doute faut-il en comprendre qu'elles n'ont jamais encore eu à les envisager comme un outil politique. Cette vision apolitique des TIC est conforme à la conception courante (Palmieri 2011). Elle s'explique certainement par la conception étroite qu'ont les jeunes femmes de ce qu'est la politique.

Les séduisantes fonctionnalités techniques ouvertes par les réseaux sociaux numériques masquent leur potentiel politique. Ainsi, les jeunes femmes envisagent d'abord les avantages des TIC en termes de connectivité et de construction de réseau, dans lesquels elles poursuivent des intérêts sociaux, économiques, professionnels ou personnels. *"Le téléphone, c'est mon ami. Je ne m'en sépare jamais. Je peux rester dans ma chambre pendant plusieurs jours, ne pas sortir, c'est le téléphone qui fait tout le travail"* (SN JF, artiste chanteuse). Mais elles considèrent que le cyberspace est élitiste, réservé aux femmes qui ont les moyens de se connecter, qui sont alphabétisées et qui savent se servir de l'outil Internet (FV). Dans la vie courante, elles en font un usage davantage utilitaire que politique.

Toutefois, les participantes du Forum ont décrit l'espace virtuel comme un espace alternatif de participation, en évoquant les possibilités de pétitions et de discussions en ligne sur des problématiques politiques, même au-delà de leurs horizons quotidiens. Cela transforme la vision de ce qu'est la participation politique, qui est alors considérée comme prenant la forme d'un échange d'informations, un espace où il est possible de donner son opinion, de mettre un lien sur sa page personnelle, de créer ou d'utiliser une fonctionnalité technique pour soutenir ou dénoncer une cause.

Elles disent pourtant que la participation politique n'est pas la première des raisons pour lesquelles elles vont sur internet. Elles y vont pour le plaisir et la socialisation, pour retrouver des amis, et, éventuellement, y discuter de ce qui se passe autour d'elles, y compris dans le monde politique formel.

Les développements ci-dessus ont restitué dans quelle mesure, pourquoi et comment les jeunes femmes se voient et sont vues participer. Peu présentes dans le formel, le seul qui soit valorisé, et très actives dans l'informel invisibilisé, elles donnent l'image de subalternes souhaitant s'élever, mais avec l'aide des institutions et des hommes, aînés de préférence. On serait tenté d'en conclure que les jeunes femmes ne sont pas des actrices politiques, et donc qu'il faut les aider à le devenir en les rendant puissantes, comme des hommes, ce qui relève de la mission des institutions publiques. Cette réalité est-elle univoque ? Ne peut-on pas la regarder autrement ?

### Subalternes mais parties prenantes

Comment et pourquoi les jeunes femmes ouest-africaines acceptent-elles et supportent-elles des dominations qui les acculent au rôle de victimes de la démocratie locale et mondiale ? On peut essayer de le comprendre en analysant ces résultats à partir d'une autre perspective. Celle-ci s'appuie sur la mise en évidence de ce que la "faible"

participation des jeunes femmes ne tient pas à elles, mais au système auquel elles contribuent activement mais de manière invisible.

### **Théorie de la subalternité**

---

L'explication des mécanismes de pouvoir a toujours été proposée, par les théories classiques<sup>101</sup> à partir du point de vue de ceux qui dominent ou en portant l'attention sur eux. Le regard porté par ces théories, qui restitue surtout la vision des dominant-e-s, victimise ainsi les dominé-e-s. La théorie de la subalternité renverse cette perspective : elle veut analyser la relation de domination du point de vue des dominé-e-s, des subalternes qui subissent une oppression de pouvoir.

La théorie politique de la subalternité a d'abord été développée dans les contextes qui ont subi la domination politique coloniale dans l'ex-empire britannique, en Inde particulièrement (Spivak 1988 ; Mohanty 1991 ; Mukhopadhyay 1998 & 2004). Les subalternes sont les *"personnes ou groupes de rang inférieur, du fait de leur race, classe sociale, genre, orientation sexuelle, ethnie ou religion (...) dont la voix et les actions sont ignorées, détournées ou rendues inopérantes"*<sup>102</sup>. L'apport nouveau de cette perspective est de souligner que la domination implique l'invisibilisation, et, que, dans une perspective politique de changement des rapports de pouvoir, la parole est à rendre aux subalternes. Toutefois la dimension nombriliste de la subalternité peut aussi nuire au changement, en particulier à l'ère de la mondialisation hypermoderne, en instituant que le seul discours valable est le discours du subalterne sur lui-même.

Dans les pays africains de l'ancien empire colonial français, un type similaire de questionnement a été développé sous l'appellation d'études postcoloniales (Diouf 2011 ; Mbembe 2000). Des femmes africaines ont décliné ces perspectives d'un point de vue féministe (McFadden 2000 & 2005).

Les jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone, quels que soient par ailleurs leurs facteurs de diversités, sont triplement subalternes du fait de leur genre, de leur âge et de leur origine. Exhumer les discours, valeurs, et pratiques, dont elles sont auteures d'une part, et dont elles sont l'objet d'autre part, permet de rendre compte du processus qui les maintient dans la subalternité.

Les discours sur la subalternité et le postcolonial ont en commun de porter l'attention sur la vision des dominé-e-s plutôt que sur celle des dominant-e-s. Mais, ils diffèrent en ce que le discours subalterne est centré sur l'ici et le maintenant, sur le contemporain et ses déclinaisons. Le discours postcolonial, par contre, lit la subalternité actuelle par rapport à un modèle dépassé, celui de l'épisode colonial. Cela ne crée pas le même type de dialectique, surtout quand on s'intéresse à l'ici et maintenant hypermoderne dans le contexte spatio-temporel ouest-africain actuel. En effet, le discours postcolonial est piégé dans et par le passé, alors que le discours subalterne est en composition. Il bouge tout le temps, parce que le maintenant évolue. Il a donc du mal à être sclérosé.

---

<sup>101</sup> Se référer au développement des concepts dans la première partie.

<sup>102</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Subalternité>

Le discours postcolonial revêt pour le projet PPJF un intérêt particulier en ce qu'il contextualise pour l'Afrique le discours sur la subalternité développé par une génération qui a elle-même été marquée par les réalités de l'après-colonie. Mais dans quelle mesure la génération ouest-africaine contemporaine hypermoderne peut-elle être considérée et se considère-t-elle comme postcoloniale c'est à dire lisant les rapports de domination à l'aune de la domination coloniale ?

Des féministes occidentales, afro-américaines ou de la diaspora africaine, ont tenté de redonner la parole aux femmes africaines subalternes. Elles ont critiqué la théorie féministe radicale occidentale, pour produire un discours sur ce qu'est, et/ou ce que devrait être, le féminisme africain<sup>103</sup>. Elles ont ainsi opposé le féminisme radical occidental et le féminisme africain.

Un discours féministe endogène à l'Afrique de l'ouest francophone est développé par Touré (s.d.). Elle relève que le féminisme africain (parmi les autres féminismes du Tiers Monde) reconnaît, bien sûr, *"la structure inégalitaire de la société"*, mais qu'il défend l'opinion que les relations de *"domination et de subordination unissent [plutôt qu'opposent] les femmes et les hommes"*. Le féminisme africain, et les femmes africaines, se veulent donc d'abord producteur-e-s de relation, de lien social. La solidarité entre les sexes (qui n'empêche en rien la revendication pour plus d'égalité) *"remet en cause une certaine manière de poser le patriarcat comme l'unique source des souffrances des femmes du Sud, l'Alpha et l'Oméga de leur combat [...]. Les femmes, en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine ont raison de penser qu'elles ne peuvent pas toujours se payer le luxe de pointer les hommes, (...) compagnons d'infortune de leurs mères, sœurs, épouses et filles, dans la quête quotidienne du minimum vital (...), comme la cible prioritaire de leurs batailles multiformes [...]. Le combat contre le patriarcat ne saurait donc ni épuiser les défis qui se posent à elles, ni même être le principal enjeu de leurs luttes multiformes"*

Hommes et femmes du Tiers-Monde, continue Toure, sont confronté-e-s aux mêmes réalités de l'exploitation, de la colonisation politique, économique, culturelle et épistémologique<sup>104</sup>, et de la pauvreté. Au biais androcentriste induit par le patriarcat, souligné par *"les visions étriquées"* du féminisme occidental *"développé dans le contexte du système capitaliste expansionniste"*, s'ajoute, selon les féministes africaines, un biais ethnocentriste des théories et paradigmes féministes. Le lien est ainsi fait avec les théories de la subalternité : *"Comme la "femme", le "sous-développé" a pendant longtemps été défini de l'extérieur, à travers un discours qui, en diabolisant sa différence*

---

<sup>103</sup> Kassea (2006), psychosociologue finlandaise : *"Les pays du Tiers-Monde ont réfuté l'obsession du féminisme occidental pour le patriarcat, pour souligner que ce sont les inégalités mondiales, et non les hommes, qui constituent l'ennemi principal des femmes du Tiers-Monde ... les femmes africaines, ne désavouent ni leurs hommes, ni leur culture, ni les pressions sociales"*. Gwedolyn Mikell, anthropologue afro-américaine : *"le féminisme africain n'est pas concerné par des questions telles que (...) les débats sur l'essentialisme, le corps féminin, ou le discours de patriarcat. Le féminisme qui émerge lentement en Afrique est nettement hétérosexuel, et se focalise également sur la politique de survie"*. Nnaemeka (1998) forge le concept de négro-féminisme, qu'elle juge plus utile aux femmes africaines car ce concept ouvre des stratégies pour venir à bout de leurs préoccupations, en prenant en compte l'homme dans la recherche des solutions, ainsi que la nécessité de travailler à travers les réseaux de femmes au delà des frontières.

<sup>104</sup> Epistémologie : Ensemble des connaissances scientifiques sur un savoir, et sur ses présupposé ; réflexion sur la science et le savoir.



*ou en voulant la gommer, tente de lui assigner une "étiquette identitaire" dont la fonction latente est de légitimer sa marginalisation".*

Ainsi, Touré montre que *"le féminisme africain [et en particulier la recherche féministe africaine] se veut porteur d'action(...) dans la revendication et la production de connaissances scientifiques (...) dans l'étude de l'institutionnalisation, du vécu et des conséquences multiformes de l'ordre patriarcal qui régit la société et nourrit l'imaginaire collectif et les représentations [...et] des démarches et techniques qui le construisent, [qui] ne sauraient être considérées comme neutres".* De ce fait, la priorité du féminisme africain est *l'empowerment<sup>105</sup>*, intersectionnellement personnel et collectif, des femmes pauvres, *"cibles" momifiées, mal écoutées ou mal entendues, de théories et de stratégies relevant de logiques extérieures, doublées de mesures, présentées comme inévitables et dont le "faire" induit, sur elles, des conséquences sociologiques non examinées"* (Ibid).

A ce titre, l'auteure note que le féminisme africain identifie *"trois grands rôles (reproduction, production et gestion) assignés aux femmes dans la société"*, contrairement au dogme féministe *"universel, a-historique et atemporel"* qui n'en retient que deux (production et reproduction). Les principaux champs qui ont historiquement mis en lumière *"les intérêts différentiels"* (Ibid.) entre féminismes africain et occidental sont les mutilations sexuelles, le débat sur l'avortement face à celui sur la maternité sans risque, la solidarité financière, l'orientation sexuelle et les droits sexuels, la décolonisation de la recherche.

Touré présente ainsi clairement les arguments fondant une vision spécifiquement africaine du féminisme. En opposant un féminisme africain à un féminisme occidental, elle implique que même dans la subalternité les femmes ne sont pas égales entre elles. Le fait que les femmes se voient opprimées par les hommes n'implique pas qu'il y ait solidarité entre les femmes. Et, alors que les féministes occidentales pensent que la subalternité devrait unir toutes les femmes, les différents degrés dans la subalternité divisent les femmes.

Toujours selon cette auteure, c'est *"un luxe"* pour les femmes africaines que de prioriser autre chose que la lutte contre la pauvreté. Dans sa vision, la pauvreté est l'Ennemi Numéro Un des femmes africaines. C'est un état qu'elles partagent avec les hommes africains, en qui elles voient des *"co-victimes"* et non des adversaires. Cela met au même degré de subalternité les femmes africaines et les hommes africains, et, ce faisant, gomme l'incontestable subalternité spécifique aux femmes africaines. Si, du fait qu'ils et elles sont africain-e-s, les hommes et les femmes d'Afrique subissent globalement, dans la pauvreté, les mêmes dominations de la part de l'Occident, les femmes africaines subissent un ou deux degrés de domination de plus que les hommes africains, du fait de leur appartenance au sexe féminin. Son analyse ne conteste pas l'inégalité entre les genres ; elle invisibilise, c'est-à-dire dépolitise, les rapports de genres.

Le glissement rhétorique entre la femme et la *"mère, sœur, épouse et fille"* insiste sur la valeur accordée aux liens qui unissent les femmes africaines aux hommes africains. Dans cette conception, le lien prime donc sur la personne-femme. Les femmes africaines, préfèrent valoriser le lien qui les unit aux hommes africains plutôt que de risquer de

---

<sup>105</sup> Empowerment (anglais) : revendication d'acquisition de pouvoir



perdre ce lien, en se battant contre eux. Mais le fait pour les femmes africaines pauvres d'être les "*mères sœurs épouses et filles*" d'hommes africains tout aussi pauvres qu'elles leur interdit-il de "*se payer le luxe*" d'être des femmes ?

Ce discours sur l'impact de la pauvreté sur les relations entre femmes et hommes africains peut être lu comme l'application de la théorie de la subalternité postcoloniale à l'analyse féministe. Il légitime le fait que les priorités du mouvement féministe de la génération postcoloniale africaine soient centrées sur le développement institutionnel, économique et social, plutôt que sur l'égalité (politique) entre les genres. Le pouvoir des femmes passe, dans cette perspective, par le développement. Les femmes africaines veulent devenir riches, tout comme les hommes africains. Dans quelle mesure la volonté de développement des femmes africaines a-t-elle un impact sur la revendication de l'égalité entre les genres ? Faudrait-il se retourner vers le féminisme radical occidental pour retrouver le politique inhérent aux rapports de pouvoir entre les genres ? Mais cela n'est pas possible parce que le degré de subalternité des femmes africaines n'est pas le même que celui des femmes occidentales. Elles ne peuvent donc pas porter les mêmes revendications, ainsi que le dit la théorie de la subalternité.

Alors qu'en est-il pour la jeune génération qui n'a pas connu la colonisation et qui vit dans l'hypermodernité mondialisée ? Selon la théorie de la subalternité développée plus haut, les jeunes femmes africaines sont à un autre degré de subalternité. Celui-ci incorpore aux inégalités mondiales et de genre celles des générations et de l'hypermodernité. Elles portent donc une autre parole que le discours des féministes occidentales sur l'inégalité de genre. Elles n'ont pas non plus à endosser la même vision que les féministes africaines postcoloniales sur la primauté de la pauvreté qui implique la complémentarité des genres. Les jeunes femmes étant dans encore une autre position devraient en théorie produire un discours différent sur l'inégalité des genres.

### Des discours aux espaces

---

Si les priorités des féministes africaines et occidentales sont différentes, les unes et les autres n'en reconnaissent pas moins qu'il y a inégalité entre les genres et qu'elle est à combattre. Pour les féministes occidentales, l'inégalité tient à la bipartition des espaces, alors que les féministes africaines constatent la réalité de trois espaces sociaux. Examinons ces points pour en déterminer les implications politiques, avant de chercher dans les discours des jeunes femmes ouest-africaines ce qu'elles en disent.

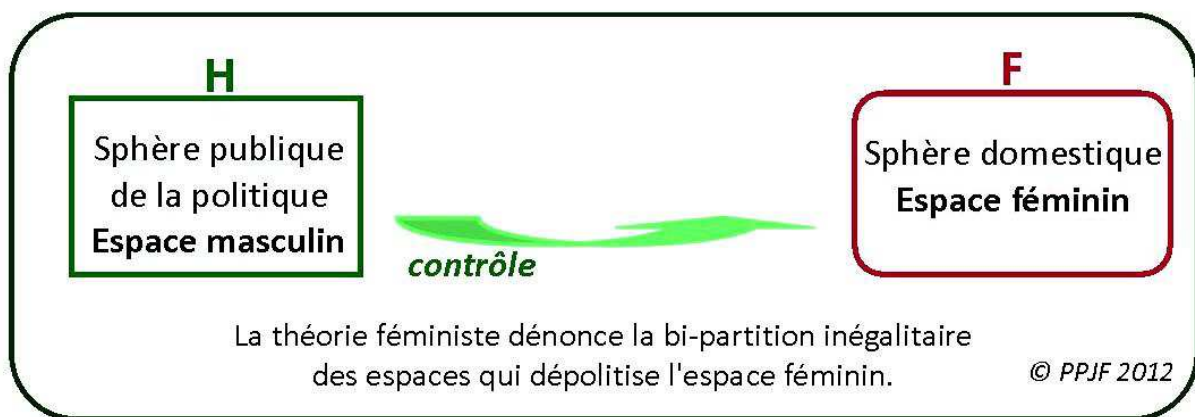
L'analyse de genre selon la théorie féministe occidentale souligne que le système patriarcal institue deux principaux espaces sociaux qui entretiennent des relations d'inégalité. La sphère domestique d'une part, où est assigné le féminin, est chargée de la reproduction, du domestique et du *care* (Ballmer-Cao et Lucas 2010). La sphère publique, d'autre part, apanage du masculin, est chargée de la production et de la décision (Ballmer-Cao et Mottier 2000). Dans cette configuration patriarcale, qu'elle soit traditionnelle ou moderne, est politique ce qui relève de la sphère publique. Le politique y a pour but de formaliser et de gérer le collectif par le biais d'institutions. La politique concernerait exclusivement la sphère

**Dépolitisées, les jeunes femmes sont confinées dans les espaces de l'intime et du lien, décrétés apolitiques.**

publique, et principalement la sphère publique formellement institutionnalisée dans le système moderne.

Evincer du champ politique la sphère privée de la société est scientifiquement et politiquement inacceptable, critiquent les féministes pour qui "*tout rapport de domination est politique*" (Hirata & Laborie 2000 : 185). Elles placent ainsi la relation et la domination, et donc la hiérarchie, l'inégalité et le pouvoir au centre du politique, y compris au sein de la sphère domestique et privée.

### 20 - La dénonciation de l'ordre patriarcal par la théorie féministe



La théorie féministe, cependant, en partitionnant le monde en deux sphères, ne permet pas de rendre compte du statut politique du troisième espace ainsi que des rapports de pouvoir qui s'y développent. Ce troisième espace, ni privé domestique ni public, est selon les circonstances appelé "société civile" ou "citoyenne", "domaine social", "monde associatif". Or, dans le contexte de l'Afrique de l'ouest francophone, cet espace joue un rôle important et les femmes y sont présentes de manière prédominante.

Les féministes et institutions africaines constatent en effet la réalité de trois espaces sociaux : l'espace public, l'espace domestique et l'espace social. Pourtant, bien que l'importance, dans le contexte ouest-africain, de l'espace social du lien, ait été reconnu et décrit par la recherche en sciences sociales, par les institutions de développement et par les praticiens de la politique, il n'a pas suffisamment été saisi comme objet d'analyse politique.

L'espace de la société civile ne relève ni du domestique, ni de l'institutionnel formel. Il relève de la sphère publique sans être considéré comme appartenant au monde politique formel et institutionnalisé. Rappelons que l'espace public est celui où se gère le groupe. L'espace domestique, quant à lui est celui qui prend soin des personnes. Enfin, l'espace social est celui où se construit le lien entre les personnes ainsi qu'entre les personnes et les institutions. Il n'est pas reconnu comme politique puisqu'il ne décrète pas l'ordre, mais il l'est pourtant parce qu'il fait vivre le lien.

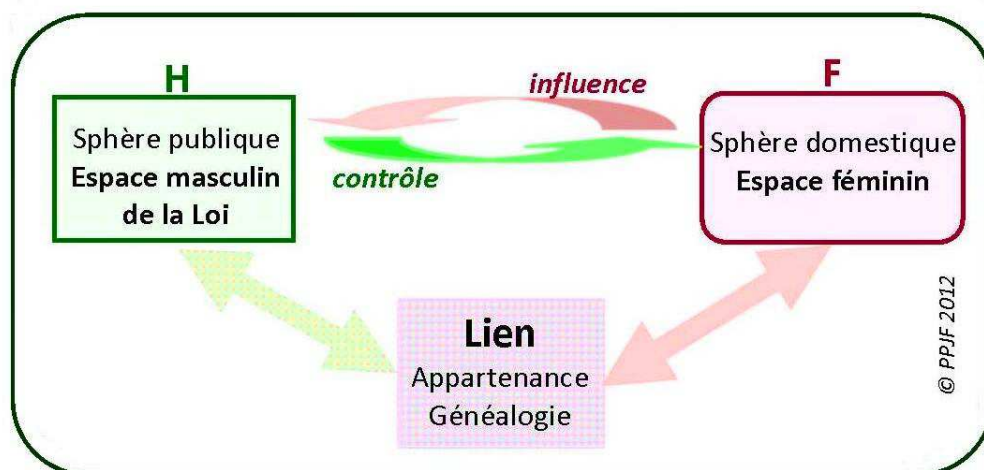
### 21 - La tontine : la démocratie participative au féminin



Cet espace n'est pas réservé aux femmes ou aux hommes, bien qu'il soit géré par les femmes, plus particulièrement par les femmes âgées, qui sont détentrices des "savoirs-faire-exister-le-lien". Ce sont elles qui sont réputées savoir comment le lien doit exister, quelle doit en être la nature et comment le préserver, le faire vivre. Une femme âgée n'assure plus les activités essentielles (cuisine, lessive, ménage et complément économique) quand la relève est assurée par ses filles, belles-filles et jeunes coépouses. Dégagées des obligations du quotidien,

les femmes âgées peuvent s'investir dans la gestion des réseaux lignagers et dans la transmission du traditionnel. Elles assurent aussi la gestion de l'environnement communautaire immédiat ainsi que celle des activités économiques informelles et associatives (tontines) qui fonctionnent par la solidarité.

### 22 - Relecture des espaces masculin et féminin africains



Le schéma ci-dessus représente les liens qui s'établissent entre ces trois espaces que sont les sphères domestique, publique et sociale. La sphère publique, l'espace des hommes, institue la Loi. Elle contrôle la sphère domestique, espace où les femmes reproduisent et entretiennent la vie humaine. Les femmes (âgées surtout) animent l'espace social, celui du lien communautaire, auquel participent aussi, mais moins, les hommes, notamment ceux issus des castes inférieures. Les vieux, ainsi que les griots, entre autres, jouent également un rôle dans l'espace social.

Il y a un double flux de relations entre l'espace public et l'espace domestique : si l'espace public masculin contrôle l'espace domestique féminin, ce dernier cherche continuellement à l'influencer, mais pas en public. C'est ce qui est appelé "la politique de la chambre à coucher". Mais en cas de conflit entre les deux espaces, l'espace féminin, subalterne, fait silence.

Pour les femmes, l'espace des hommes est attrayant car il est monnayable, visible, stratégique, contrôlant, valorisant. Cependant elles se proposent d'en transformer les aspects violents et manipulateurs/hypocrites grâce à l'intelligence émotionnelle qu'elles ont développée dans l'espace du lien qu'elles contrôlent.

L'espace social du lien est nourri par l'espace domestique que les femmes organisent. Mais l'espace social des femmes a pour effet de renforcer le contrôle du masculin sur l'espace domestique. Car il y a collusion d'intérêt entre l'ordre patriarcal et l'espace du lien. En offrant aux jeunes femmes des facteurs de résilience<sup>106</sup> leur permettant de supporter les violences exercées sur elles au nom de valeurs supérieures à leur personne, l'espace du lien participe à interdire de penser qu'il est possible de transgresser l'ordre patriarcal.

Par ailleurs, l'espace du lien, principalement animé par les aînées cherche à influencer sur l'espace public. Il constitue une force non négligeable de contre-pouvoirs, y compris en termes de capacité de mobilisation. De ce fait, l'espace public cherche à le contrôler, pour l'instrumentaliser.

L'importance si nette de l'espace du lien en Afrique de l'ouest francophone, s'explique quand on le rapproche avec le fait que la plupart de ses sociétés sont matrilineaires, et donnent donc du pouvoir aux matriarches (aux femmes aînées). L'espace du lien représente ainsi la parole des mères, la fonction maternelle au sens freudien du terme, c'est-à-dire la toute-puissance des mères, qui donne et pourrait reprendre, en même temps qu'elle maintient dans les liens, empêchant la transgression dans la prise de liberté.

Les enquêtes de terrain ont montré que les jeunes femmes ouest-africaines sont reconnues, par elles-mêmes, par leurs partenaires et par les chercheur-e-s, comme marginalisées dans la sphère politique publique "noble" des hommes. Les unes et les autres ont fini par admettre la réelle valeur sociopolitique de la participation des femmes, sous la domination de leurs aînées, au domaine social. Par contre, la dimension politique de la participation des jeunes femmes à la sphère privée domestique et/ou à l'économique, n'a pas été évoquée ni analysée politiquement par aucun-e d'entre elles.

### Changer : réformer ou transgresser ?

---

En politique, le changement se fait brutalement, par la transgression, la révolution ou la subversion, ou de manière progressive, par la réforme incrémentale<sup>107</sup>. La première option est celle des féministes radicales, la deuxième celle des féministes africaines et des décideurs politiques. Quelle sera celle des jeunes femmes ouest-africaines, individuellement et/ou collectivement ?

A la différence d'autres courants de pensée féministes, la théorie féministe radicale prône la subversion du patriarcat comme seule démarche permettant d'assurer l'égalité entre les genres. Nous allons partir de cette équation idéale d'égalité (un homme = une femme) pour analyser l'impact d'une égalité accomplie sur les acteur-e-s et sur les

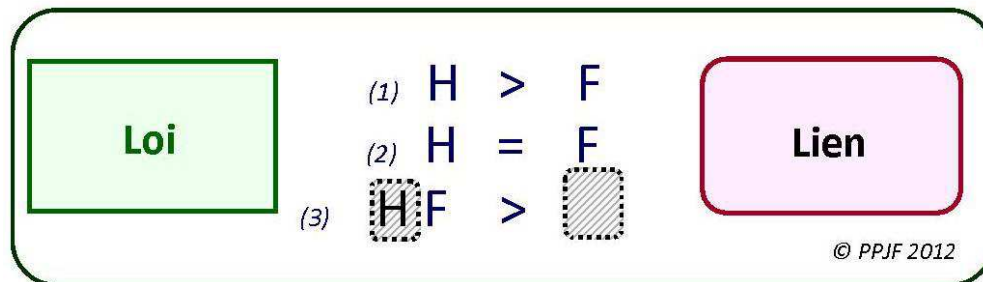
---

<sup>106</sup> Résilience (*psychologie*) : capacité à se construire dans l'acceptation d'un traumatisme.

<sup>107</sup> Incrémental : modification minimale de l'existant.

espaces dans lesquels ces acteur-e-s interagissent. L'illustration n°22 propose les différentes déclinaisons possibles, à analyser selon les stratégies de changement possibles discutées ci-dessous.

### 23 - L'équation du changement



La théorie féministe dénonce l'inégalité, représentée par le symbole  $>$  dans l'hypothèse (1) de l'illustration n°22. Ce symbole traduit un déséquilibre de forces et de valeurs non seulement entre les acteur-e-s femmes et hommes, mais également entre les espaces public et domestique. Les revendications féministes proposent de transformer ces rapports en égalité, représentée dans l'hypothèse (2) de l'illustration par le signe  $=$ . Cette égalité peut se penser en termes d'acteur-e-s et signifier alors une égalité entre hommes et femmes :  $H = F$ .

Les féministes réformistes cherchent à instaurer cette situation d'égalité notamment par la formation. Il s'agit de renforcer les capacités des femmes afin qu'elles puissent entrer à égalité, voire dans la parité, dans l'espace public, celui des hommes.

La stratégie réformiste semble être celle adoptée par la plupart des organisations et des mouvements de femmes en Afrique de l'ouest francophone. Les organisations de femmes agissent dans le système institutionnel qui fonctionnent selon l'ordre patriarcal, pour le transformer, et non hors ou contre lui.

Les féministes radicales ne pensent pas que cette option soit pertinente. Selon elles, cela ne contribuerait qu'à entretenir et à enraciner, quitte à les transformer, les relations inégales de pouvoir entre les genres. Elles optent donc pour la subversion radicale du système. Cependant, quoiqu'elles proposent une déconstruction du système, elles ne disent pas comment ni quoi concrètement reconstruire. De plus, elles semblent peiner à établir des relations égalitaires de pouvoir, même entre personnes de même sexe. Il n'en demeure pas moins que l'apport des féministes radicales est important en ce qu'il permet, par la contestation de type libertaire, d'avancer dans la production de savoir. Cela tient à la force de leur analyse politique, développée dans le personnel et la créativité. Cette force a su utiliser politiquement les outils de l'hypermodernité, comme le montre le cyberféminisme<sup>108</sup>.

Cette position radicale subversive reste en outre marginale, et loin d'être reconnue par la

<sup>108</sup> "Le cyberféminisme se réfère au(x) féminisme(s) appliqué(s) et/ou exécuté(s) dans le cyberspace" (<http://fr.wikipedia.org/wiki/Cyberféminisme>).

plupart des femmes, notamment en Afrique de l'ouest francophone. Pourtant, de multiples exemples de subversion peuvent être notées, tant dans les pratiques individuelles d'affirmation de soi que dans les relations de jeu au pouvoir postcolonial.

### 24 - Football féminin, subvertir les assignations de genre



L'analyse à maintenant montré que la théorie féministe radicale, bien que politiquement riche, échoue à rendre compte, dans sa version occidentale, de la multiplicité des espaces des femmes en Afrique de l'ouest francophone. L'analyse féministe ouest-africaine et francophone signale l'existence de l'espace social et de la fonction de gestion reconnue aux femmes. Elle se concentre sur une approche réformiste plutôt que subversive.

Examinons les perspectives de changement à en attendre de la stratégie réformiste. Elle consiste à aider les femmes à se battre pour occuper une partie, voire la moitié, des espaces de pouvoir traditionnellement occupés par les hommes. C'est ce que représente l'hypothèse (3) de l'illustration n°22 : les femmes et les hommes se retrouvent dans la compétition pour le contrôle de l'espace public.

L'option réformiste est principalement justifiée par des préoccupations argumentant autour du bien-être des femmes et de l'amélioration de leurs conditions de vie. Elle implique que seules les femmes les plus "capables" passeront du côté des hommes. Elle ne dit pas ce que deviendront celles qui n'ont pas démontré de cette capacité, ni ce que deviendront les hommes dont les autres femmes auront pris la place. La théorie réformiste ne dit pas ce que deviendront, y compris d'un point de vue identitaire, les autres acteurs quand la nouvelle donne sera en vigueur. Elle ne dit rien non plus sur la tolérance des espaces à l'expansion ou à la vacuité. Tout le monde, hommes et femmes, va-t-il se retrouver dominant ? L'espace public sera-t-il "suroccupé" et l'espace domestique et social déserté ?

La présente analyse n'a pas pour but de déconseiller ces changements. Elle souligne seulement que certaines conséquences de ceux-ci ont été insuffisamment réfléchies, en



termes de savoir et rapports de pouvoir. Ces impensés concernent surtout les deux domaines grisés dans l'hypothèse (3) de l'illustration n°22 : les hommes et l'espace du lien.

La transformation des femmes est l'objet principal de la réflexion réformatrice. Mais celle-ci oublie de penser son corollaire, la transformation possible et nécessaire des hommes. Vont-ils rester dans l'espace public ? Vont-ils occuper l'espace privé/social, et de quelle manière ? Les espaces des femmes seront-ils vidés en proportion de la "migration" de celles-ci vers l'espace public ? Comment sera assuré le maintien du lien, dans ce cas ? Dans la présente vacuité de savoir élaboré sur ces thématiques jusqu'ici impensées, cette équation semble, en réalité, devoir à terme être difficilement viable.

Dépasser ce paradoxe implique de construire une/d'autre(s) alternative(s) que la stratégie réformatrice actuellement prévalente. Or cette (ces) alternative(s) n'est(ne sont) pas, non plus, conceptualisée(s). Une piste serait peut-être, plutôt que de penser à l'égalité des acteurs, de penser à *l'égalité des espaces*.

Pour réfléchir sur ce cas de figure, revenons à l'égalité parfaite illustrée par l'hypothèse (2) de l'illustration n°22. Si la valeur politique de l'espace féminin du lien était égale à celle de l'espace politique public de la loi, l'égalité serait établie par essence, sans que les acteurs n'aient à changer en ce qu'ils sont. Les femmes n'auraient pas comme seule perspective de changement de devoir devenir "comme les hommes" pour être égales. L'égalité est à reformuler en termes de valeurs respectives accordées aux espaces (et non aux personnes). Assurer l'égalité des espaces implique d'assurer la liberté aux hommes et aux femmes de circuler à égalité de valeur entre les différents espaces.

Donner autant de valeur politique au lien qu'à la loi est plus difficile à conceptualiser que donner autant de valeur politique à l'homme qu'à la femme, mais plus riche de diversité et de sécurité. C'est ce que propose la théorie du care<sup>109</sup> : se soucier et prendre soin des autres, par la sensibilité, et la prise de responsabilité par rapport au lien devrait avoir autant de valeur politique, économique et sociale, que la loi citoyenne de la bonne gouvernance. Car la loi n'est rien sans le lien.

### **L'injonction hypermoderne au changement**

---

L'hypermodernité implique et impose le changement : cette réalité tient davantage à l'évolution du système qu'aux choix des acteur-e-s. La mondialisation néolibérale hypercoloniale<sup>110</sup> non seulement est basée sur le changement, mais tout autant sur son accélération. Palmieri (2011) analyse le contexte postcolonial hypermoderne africain actuel, comme une double source de violence. La première, manifeste, tient à la

---

<sup>109</sup> Voir Molinier & al. 2009

<sup>110</sup> L'analyse de l'hypermodernité en Afrique francophone post coloniale, que présente Palmieri (2011), l'amène à forger le concept d'hypercolonialité, pour caractériser ce que deviennent les logiques de pouvoir dans un contexte postcolonial marqué par l'hypermodernité. L'intérêt de ce nouveau concept est de traduire que les rapports inégalitaires de pouvoir dans les postcolonies non seulement ne se réduisent ou ne disparaissent pas (comme le prétend l'idéologie TIC et développement). Selon l'auteure, au contraire, ces rapports se transforment en se complexifiant, pour s'aggraver du fait de la mondialisation de l'inégalité, amplifiée par le numérique.



pauvreté. La seconde non reconnue, tient à la compression du temps. Les deux pèsent davantage sur les femmes cantonnées à la gestion du quotidien immédiat. Ces violences subies sont expliquées et légitimées par des "pesanteurs socioculturelles" qui sont prétendument absentes de la société numérique. Elles ne sont pas politiquement qualifiées en termes d'oppression ni de discrimination, effets de la domination masculine et patriarcale. Cela "*forme violence épistémique*" (*Ibid* : 89) en ce qu'elle renforce la subalternité et la victimisation des jeunes femmes. Entre changement par accélération du temps et permanence des violences, le changement hypermoderne, s'il se fait, ne bénéficie pas nécessairement aux jeunes femmes.

Or la jeune génération ouest-africaine hypermoderne, change. Elle est "condamnée" à le faire, alors qu'elle est issue d'un contexte traditionnel qui s'imaginerait encore dans l'inchangé. C'est en tenant compte de ce contexte qu'il faut examiner les propositions de changement vers l'égalité des genres que les chercheur-e-s ou les institutions recommandent aux jeunes femmes.

Le premier constat est qu'il y a un accord, au moins tacite, entre ces trois catégories d'acteur-e-s sur le fait qu'il y a nécessité à changer. Le modèle global hypermoderne institue l'individuation, voire l'individualisme. Comment les jeunes femmes, vont-elles gérer le paradoxe qui s'établit entre la demande d'individuation liée à l'hypermodernité impliquant de transgresser le modèle traditionnel de socialisation axé sur le collectif, d'une part, et, d'autre part, leur désir caractéristique de maintenir du lien ?

Le deuxième constat est qu'il y a convergence entre institutions publiques, jeunes femmes et chercheur-e-s nationaux pour ériger l'éducation comme la seule panacée qui garantira un changement "dans le bon sens", réformiste et sécurisé<sup>111</sup>. Par contre, les chercheur-e-s de l'espace global font injonction aux jeunes femmes, pour assurer leur entrée dans l'hypermodernité, de s'individualiser, dans la transgression des normes. "*L'Afrique ne peut pas changer sans les femmes. Les femmes qui vont changer l'Afrique doivent transgresser les normes, en optant pour une trajectoire d'individuation plus que de solidarité*" (PPJF 2012-1 : 6). L'épanouissement des jeunes femmes proposé par les experts en développement (intellectuels, chercheur-e-s, institutions, féministes...) implique inéluctablement la "mort" des pères et/ou des frères, agents et bénéficiaires du patriarcat qui domine celles-ci. Sont-elles prêtes à accepter cette éventualité, et tous les risques que cela implique, en termes de perte de lien ? La recherche, semble avoir montré que non.

## Fidèles au lien

### Visibles ou invisibles ?

---

Voir les jeunes femmes ouest-africaines, dans toutes leurs diversités, comme des victimes impuissantes au triple titre de leur âge, de leur genre et de leur appartenance régionale constitue une vision paternaliste infantiliste - et donc dépolitisante.

---

<sup>111</sup> Sécuré : ne présentant pas probabilité de risque (sens différent de "sûr" : assuré d'être sans risque)

En cherchant à les voir dans les espaces politiques formels, où elles ne sont pas, elles ont été décrétées invisibles, et donc jugées politiquement inactives. Le problème est qu'elles n'ont pas été cherchées, ni ne se voient elles-mêmes, dans les espaces domestique et social, où elles sont très actives et développent des réseaux, y compris virtuels. Le répertoire des obstacles qui expliquent leur faible participation à la politique institutionnelle formelle contraste d'ailleurs avec leurs incontestables impacts sur leurs environnements et sur leurs communautés. Porter le regard sur les espaces qu'elles occupent et les activités qu'elles y déploient, plutôt que sur leur absence dans les espaces où elles ne sont pas, donne une autre image de leur position stratégique, bien que dominée, dans les sociétés ouest-africaines.

### 25 - Mobilisation populaire, les jeunes femmes participent par la danse



Les jeunes femmes veulent la puissance économique, tout autant que les hommes, et, comme eux, pouvoir décider de manière autonome. C'est leur vision de l'égalité. Mais cela n'implique pas de confondre masculinité et féminité. Ni non plus d'abolir la différence des générations. Elles cherchent à s'épanouir en tant que jeunes et femmes, sans s'opposer aux autres catégories d'acteur-e-s. Elles cherchent à contourner les désavantages de leur position subalterne par la séduction, le jeu du charme<sup>112</sup>. Ainsi, conjuguant intelligemment respect et soumission, à la poursuite de leurs objectifs personnels, elles saisissent toute opportunité, telle que celle qu'offrent les partenaires de la coopération internationale, qui les propulsent au rang de nouvelles égéries du développement durable<sup>113</sup>. Cette nouvelle fenêtre d'opportunité<sup>114</sup> s'ajoute théoriquement à celle que leur offrent les nouveaux outils virtuels<sup>115</sup>.

---

<sup>112</sup> Le charme est une notion polysémique qui renvoie à la séduction et à la magie.

<sup>113</sup> Nietzsche a exploré "la force des faibles" dans les rapports de pouvoir. Par ressentiment, dit-il, les dominés (*subalternes*) contaminent les puissants, par une rhétorique fondée sur la mauvaise conscience, la culpabilité, pour qu'ils aient besoin du service des "prêtres" qui dominent le royaume des souffrants (*victimes*). L'antagonisme du pouvoir se joue entre les grégaires, uniformisant et nivelant, sous le masque d'une rhétorique de justice égalitariste, moralisatrice, victimisante, et les audacieux(-ses) osant prendre le risque de transgresser les règles, dans une volonté de pouvoir, une pulsion vitale créatrice (Pector 1997: 105).

Elles ne sont pas dans une posture politique de subversion du système. Toutefois, elles savent s'y épanouir, dans le jeu et le détournement à leur propre avantage de la finalité de l'ordre patriarcal qui réside dans la pérennisation/expansion de la puissance économique et symbolique du masculin.

### Le lien et l'avenir du lien

---

Le projet a permis de revisiter les définitions du politique et de la participation. Il a mis en évidence que le politique n'existe que parce qu'il y a, antérieurement, un lien à préserver. Un lien qui se vit dans l'espace social. Le politique serait bien en mal d'exister si le lien disparaissait. L'espace de création et de vivification du lien a été disqualifié, dévalorisé par le patriarcat, et en conséquence délaissé aux femmes. Elles l'ont investi, pour le valoriser à leur idée. Cette disqualification de l'espace du lien est à l'origine de l'inégalité entre hommes et femmes.

**L'hypermodernité offre  
l'individuation mais les jeunes  
femmes ne veulent pas transgresser  
les liens à leur communauté.**

Nous avons établi que plutôt que de chercher à assurer l'égalité de genre en rééquilibrant les rapports entre les personnes, il vaudrait mieux chercher à ajuster les relations entre les espaces, par la valorisation, tant économique que symbolique, de l'espace social disqualifié par le politique. Ainsi l'égale valorisation des espaces permettrait en outre de faciliter la libre circulation des personnes d'un espace à l'autre, indépendamment des identités de genre et dans le respect de ces dernières. Pour compléter l'analyse sur les valeurs des espaces il aurait été intéressant d'ouvrir la réflexion sur d'autres espaces tels que celui du domestique privé et intime, celui de la "rue" et celui de l'économique. Cela aurait davantage permis d'explorer les stratégies de "contre-pouvoirs" des jeunes femmes.

L'espace domestique, privé et intime est celui dont les jeunes femmes sont à la fois les reines et les servantes. Leur pouvoir y tient à leur capacité à satisfaire les hommes et leurs familles, par leur savoir-faire, leur expertise en séduction sociale, au bénéfice de leur lignage. Il s'exerce en contre-pouvoir de celui "officiel" du mari, et par l'influence dans l'intimité plutôt que par le décret en public. L'espace domestique privé est le "royaume contraint" des jeunes femmes, soumis à la gouvernance exercée par l'espace social du lien apanage de leurs belles-mères, auxquelles elles suppléent dans les charges domestiques.

Par espace "de la rue" il faut entendre l'espace public non formalisé, principalement occupé par les jeunes hommes dont la place n'est pas dans le domestique. Elle est trop rarement dans l'économique et l'éducationnel formels, où ils s'organisent en formations spécifiques (les bandes) avec des buts économiques (informels souvent) et/ou politiques

---

<sup>114</sup> Fenêtre d'opportunité : Moment opportun pour l'action, qui n'aurait autrement aucune chance de réussir.

<sup>115</sup> Outil virtuel : Application informatique permettant de réaliser une tâche ou de rendre un service

(mouvements de rue). L'espace de l'économie est aussi pris dans des relations de pouvoir, partitionné entre l'espace économique formel et puissant des hommes, et l'espace économique informel et solidaire dans lequel les dominé-e-s sont relégué-e-s par manque de ressources. Le système économique mondial, dont l'Afrique de l'ouest fait partie, pousse les jeunes femmes actuelles, par la scolarisation et la formation<sup>116</sup>, à s'enrôler dans la main d'œuvre du système. Cela les met en situation d'inégale compétition avec les hommes, car elles constituent une main d'œuvre subalterne qui contribue à exacerber la crise de l'emploi constitutive de la crise globale et locale, symptomatique de l'hypermodernité.

### En résumé

Le présent chapitre a souligné combien il est paternaliste de voir les jeunes femmes comme des "hommes incomplets", qui devraient être transformées, par l'éducation et la formation, pour être en mesure de présider à égalité avec eux à la destinée de leur société. Les jeunes femmes ne sont pas abordées pour ce qu'elles sont, mais pour ce qu'elles ne sont pas. Cela amène à croire qu'il suffirait d'agir sur les jeunes femmes pour changer les relations entre les genres. Les actions de politique publique qui découlent de cette vision s'orientent nécessairement vers la transformation des femmes, et débouchent sur des plans d'actions orientés sur l'éducation et la formation. Ces transformations visant à "libérer" les jeunes femmes afin de leur permettre d'entrer dans la sphère publique, ne s'interrogent pas sur les impacts de ces transformations, à la fois sur les hommes, et sur les espaces des femmes.

Cependant le vrai paradoxe est que ce sont les jeunes femmes qui doivent changer pour se rapprocher des hommes. Pourtant, ce sont les institutions qui s'investissent et sont investies de la mission d'agir d'opérer ce changement, par le biais de leurs politiques publiques. Il serait donc simpliste d'oublier les institutions dans l'analyse, et de se limiter à étudier la participation politique des jeunes femmes, pour prétendre formuler des recommandations aux institutions. Il est nécessaire de s'intéresser à ces autres acteur-e-s de la problématique que sont les institutions. Ce sera l'objet de la troisième partie.

---

<sup>116</sup> Selon les altermondialistes, cela se fait surtout par la création et l'entretien de la pauvreté, par les politiques publiques internationales "déloyales" (Traore et M'Dela-Mounier 2012 : 39).

26 - "Yovodé" ("Chez les Blancs")

Kodjo dit qu'il va aller en Occident, mais le visa ne sort pas  
Kodjo est resté nu, il s'est démené partout, mais le visa ne sort pas  
Il a vendu tout ce qu'il a dans sa chambre, mais le visa ne sort pas  
Il a vendu tous les objets en or de sa mère, son visa ne sort pas  
Il a vendu les champs de son père, son visa ne sort pas  
Kodjo, l'Occident n'est pas pour toi  
Viens Kodjo on va rester en Afrique  
Kodjo, l'Occident n'est pas pour toi, viens on va s'adonner à l'agriculture  
Kodjo veut voyager, Kodjo veut voyager mais il n'a pas le visa  
Kodjo veut voyager, Kodjo veut voyager, voyager au pays des blancs  
Il a fait toutes les démarches possibles, il n'a pas le visa  
Il a vendu tous ses effets, il n'a pas le visa  
Les choses en or de sa maman, il n'a pas le visa  
Les terrains de son papa, il n'a pas le visa  
Kodjo, le pays des blancs n'est pas pour toi  
Kodjo, viens on va rester en Afrique  
Kodjo, le pays des blancs n'est pas pour toi, viens on va s'adonner à l'agriculture  
Qui t'a dit que là-bas c'est la meilleure vie  
Kodjo tu auras faim, tu auras froid Kodjo  
Kodjo viens on va s'adonner à l'agriculture  
Pourquoi tant de sacrifices pour récolter tant de misère  
Là-bas nos sœurs sont devenues des prostituées contre leur gré  
Nos frères, n'en parlons même plus  
Si la galère, si la misère,  
Afrique, Afrique, Afrique, réveille toi  
Tu dormiras à la gare, Kodjo tu mourras de faim  
Même les mosquées et les maisons de charité te seront inaccessibles  
Kodjo est resté nu, il s'est démené partout, mais le visa ne sort pas  
Il a vendu tout ce qu'il a dans sa chambre, mais le visa ne sort pas  
Il a vendu tous les objets en or de sa mère, son visa ne sort pas  
Il a vendu les champs de son père, son visa ne sort pas  
Kodjo, l'Occident n'est pas pour toi  
Viens Kodjo on va rester en Afrique

Chant interprété par Shandi, Togo

<http://www.youtube.com/watch?v=mEBuZjGIFn0>

PPJF 2011-30

*Ce chant dénonce le mirage de la migration qui appauvrit matériellement et moralement les communautés familiales, pour un supposé paradis mortel, rejetant et excluant, qui ne réserve aux jeunes Africains qu'impitoyable misère. Le retour à la terre est l'alternative proposée à l'émigration.*

## Institutions : l'ordre et le changement

Ainsi que précédemment mentionné, le projet PPJF est né d'une demande institutionnelle. Celle-ci a été formulée dans le cadre d'un programme mondial de subvention de recherche visant à produire davantage de savoir sur la participation politique des femmes et à fournir des outils d'action aux institutions publiques chargées de leur promotion.

En d'autres termes, les institutions misent sur les jeunes femmes et s'investissent pour promouvoir le changement des rapports entre les genres au travers de politiques publiques légitimées par la recherche scientifique. Le Centre de Recherches pour le Développement International, institution donatrice, n'est pas la seule à s'intéresser actuellement à la problématique de la place des jeunes femmes dans les politiques de développement. Durant la réalisation du projet, d'autres appels à proposition ont été diffusés sur Internet, sur la même question<sup>117</sup>.

Ainsi, les institutions, à la fois commanditaires et bénéficiaires du projet, tiennent une place majeure dans la problématique de la participation politique des jeunes femmes, celles-ci étant reléguées au rôle de bénéficiaires indirectes. Ces institutions internationales de coopération au développement impulsent, initient, organisent les axes programmatiques qui seront réalisés sur les terrains par les Etats et les groupements et

---

<sup>117</sup> Par exemple, l'annonce publiée le 25 mai 2012 sur le site de la Plateforme des Marchés de l'Etat français pour une étude commanditée par le Ministère des Affaires étrangères sur l'analyse des transitions de passage à l'âge adulte chez les jeunes filles (10-25 ans) dans les pays en développement. Elle vise à recueillir des éléments d'analyse qui permettent d'identifier les leviers d'intervention de l'aide pour le développement en faveur de l'amélioration des conditions économiques et sociales des adolescentes et des jeunes femmes (10-25 ans) dans les pays en développement. (<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?> (consulté le 26 mai 2012))



organisations de femmes. A ce titre les institutions internationales jouent un rôle politique majeur dans la définition de l'imaginaire, des principes et des axes d'orientation des politiques publiques. Pour ce faire, elles s'appuient sur les visions, conseils et pratiques des chercheur-e-s, expert-e-s dans ces domaines, et des femmes, bénéficiaires de leurs actions. Les institutions ont ainsi créé autour d'elles de nouveaux domaines de consultance faisant appel à des experts de la recherche et du plaidoyer politique. Cela explique que le projet, appuyé sur un appareil institutionnel, aie confié aux chercheur-e-s la mission de produire des recommandations à son endroit.

L'importance des institutions dans la formation et la formulation du politique implique l'analyse de l'institutionnel en tant que partie prenante de la participation politique des jeunes femmes. Cette troisième partie explore ainsi qui sont les institutions et quels sont leurs rapports au changement. Elle s'interroge sur les raisons pour lesquelles les institutions ont "décrété" que les jeunes femmes sont un enjeu stratégique de changement des rapports de pouvoir, en particulier dans le contexte ouest-africain, et sur les effets de ces initiatives. Elle s'intéresse enfin à la nature de l'outil de promotion du changement que représentent les politiques publiques, dans le contexte actuel d'accélération des changements en Afrique de l'ouest francophone.

La première section, intitulée "Missions institutionnelles", expose la nature des institutions qui organisent la société ouest-africaine tiraillée entre tradition et hypermodernité. Elle analyse l'impact de ces types d'institution sur la prise en charge des questions d'égalité de genre et de génération.

La seconde section, intitulée ""Politiques publiques et performance" explique les effets des processus d'institutionnalisation sur la participation démocratique. Elle explore les possibilités d'alternatives citoyennes de transformation des relations de genre et de génération, y compris dans le cyberspace.

La troisième et dernière section, "Changer l'institution" examine comment les institutions conçoivent le changement. Cela permet d'ouvrir des perspectives de fécondation du changement institutionnel, avec le concours des apports citoyens qui se déploient hors de l'institution.

### Missions institutionnelles

D'origine coutumière ou légale, les institutions sont des "personnes morales", des représentations structurées fonctionnant selon un ensemble de règles, et dont le but est d'organiser le fonctionnement de la société. Les faits sociaux qu'elles instituent se transmettent et s'imposent comme normes et sont producteurs de tradition. Ce ne sont pas des structures qui s'imposent de l'extérieur aux acteur-e-s individuel-les ou collectives : elles construisent les acteur-e-s, tout autant qu'elles sont construites par ces dernier-e-s (Crozier& Friedberg, 1977).

Les institutions, rappelle Braud (2011: 10) ont toujours existé. Ce sont elles qui forment la société en transformant (sous forme d'objets ou d'espaces) du "bien privé" en un "bien

public collectif". Elles sont mandatées pour en assurer la gestion au nom du groupe et pour le bien (éthique<sup>118</sup>), de la société-institution.

Les institutions de socialisation sont, entre autres, le milieu familial, l'école, les médias, les organisations religieuses, les associations, les Etats, les entreprises. Toutes élaborent, communiquent et diffusent des "produits culturels" (des langages, des valeurs, des croyances, des idéologies) pour mobiliser des solidarités. Par des productions d'ordre symbolique ou mémoriel, elles confèrent du sens aux représentations collectives qui identifient les communautés politiques. La communauté est l'ensemble de ces "produits" qui permettent de définir qui y est inclus et qui en est exclu : qui est "*nous*" et qui sont "*les autres*".

L'analyse institutionnelle<sup>119</sup>, méthodologie utilisée pour étudier les institutions, permet de faire apparaître le politique (c'est-à-dire les relations de pouvoir) en son sein, en s'intéressant à trois "points" d'observation. Le premier point porte sur ce qui est institué par l'institution, c'est-à-dire sur l'ordre qu'elle met explicitement en place<sup>120</sup>. Le second permet d'observer l'instituant, c'est-à-dire la/les force(s) de changement que sont les acteur-e-s, qui agissent pour mettre en place (instituer) un ordre nouveau en remplacement d'un ordre ancien. Enfin, le troisième et dernier point est l'analyse institutionnelle. Celle-ci s'intéresse à l'institutionnalisation de l'ordre, c'est-à-dire à l'ensemble des processus, des mécanismes et des effets de la "mise en ordre" induite par l'institution de "normes" (de règles) nouvelles.

L'analyse institutionnelle permet d'éclairer les mécanismes d'interaction entre les institutions, les acteur-e-s et la société qu'elle organise. Les périodes de transition entre les ordres<sup>121</sup>, telles que l'hypermodernité, constituent des champs d'observation particulièrement féconds. Car elles mettent à nu les processus de transformation de la société et de réajustement des relations entre les acteur-e-s.

### **Tradition *versus* modernité**

---

Différentes catégories d'institutions, traditionnelles, modernes et hypermodernes, organisent actuellement la représentation collective de ce que devrait être la participation politique des jeunes femmes.

Les institutions traditionnelles, fondées sur la culture de l'appartenance, la solidarité, l'éthique<sup>122</sup>, la morale, l'altruisme et l'émotion, semblent être particulièrement performantes en termes de durabilité. Fortement hiérarchisées, elles se voient comme les garantes de la perpétuation de l'ordre établi, instituant la domination du masculin sur le féminin et celle des aîné-e-s sur les puîné-e-s. Dans ce double rapport de domination, le droit d'aînesse semble souvent prédominer sur le droit du mâle, ou, autrement dit, les

---

<sup>118</sup> Ethique : Discipline philosophique pratique (action) et normative (règles) cherchant à indiquer comment, les êtres humains doivent se comporter, agir et être, entre eux et envers ce qui les entoure.

<sup>119</sup> Communication "Méthodologie de Recherche", Atelier méthodologique (PPJF 2011-2)

<sup>120</sup> Au moyen de cadres, d'horaires, de lois, de règlements, de conventions...

<sup>121</sup> Par "ordre" il faut ici entendre l'état organisé et stable d'un système institutionnel.

<sup>122</sup> Ethique : Discipline philosophique pratique (action) et normative (règles) cherchant à indiquer comment, les êtres humains doivent se comporter, agir et être, entre eux et envers ce qui les entoure.

institutions patriarcales traditionnelles sembleraient davantage gérontocratiques que sexistes. Pourtant, le patriarcat est davantage dénoncé au nom des femmes qu'au nom des jeunes, et l'égalité de genre semble être, même éloignée, une éventualité plus réaliste que l'égalité entre les générations. S'il est possible de concevoir qu'une femme soit égale à un homme, il est plus hasardeux d'imaginer qu'un-e jeune puisse être l'égale de ses aîné-e-s.

### 27 - La jeune reine-mère gère la communauté des femmes



Les institutions traditionnelles, fondées sur la conservation d'un passé sédimenté, nient le besoin et l'inéluctabilité du changement. Les lignages et les religions, principalement, organisent les relations entre les communautés, y compris par l'institution des ethnies et des castes, des classes d'âges, et des relations de parenté plaisante. Les normes sont transmises par les anciens, les sages, les lettrés, au moyen des traditions et des Livres<sup>123</sup>, qui instituent les rapports de genre et de génération. L'institutionnalisation se fait par la division sexuelle du travail, la socialisation des enfants et l'enseignement initiatique. L'identité et la solidarité sont les principaux effets de cette "mise aux normes" traditionnelles.

Les rapports nationaux s'accordent sur le fait que l'ensemble des acteur-e-s de la recherche <sup>124</sup> imputent les inégalités de genre aux "*traditions*" et "*pesanteurs socioculturelles*". La théorie féministe, comme le rappellera la "*Méta-analyse des productions scientifiques*"(PPJF 2012-2), les requalifie politiquement d'oppression.

Parler de pesanteurs (socioculturelles) ne fait que constater l'existence d'un poids pesant sur les jeunes femmes sans l'analyser en termes de rapports de pouvoirs. Tandis que parler d'oppression constitue une analyse politique parce qu'elle dénonce le mécanisme

---

<sup>123</sup> Ces Livres sont autant ceux des religions révélées que les Codes juridiques.

<sup>124</sup> Il s'agit des jeunes femmes, de leurs partenaires politiques, des individus et des institutions.

qui pèse sur les jeunes femmes. Elles sont vues comme victimes de cette pression qui trouve son origine dans un acteur ou un système. Les rapports analysent la domination comme "*lourde*", alors que la vision féministe la voit comme "*injuste et violente*", pénalisant particulièrement les jeunes femmes. Entre vision réformiste et vision transgressive, l'interprétation des hiérarchies inhérentes au patriarcat ne fait pas unanimité. Voir les jeunes femmes comme des victimes ou comme des actrices dans les relations de domination qui les lie à la société ouvre des perspectives de transformation très différentes.

En Afrique de l'ouest francophone, l'impérialisme colonial français a poursuivi des fins économiques et géostratégiques au profit de l'Occident. Celles-ci ont été justifiées par une "mission civilisatrice" qui a cherché à imposer de nouvelles normes sociales et morales fondées sur la modernité. Cela a bouleversé, de manière rapide, massive et brutale, la tradition et les institutions traditionnelles. Le changement ne s'est pas traduit par une simple substitution d'un paradigme à l'autre, mais par différentes formes de coexistence. Celle-ci, n'a pas toujours été pacifique et a produit, parfois, des syncrétismes créatifs<sup>125</sup>. Mais pour une part, elle a également produit des imaginaires sclérosés : au gré des besoins, les institutions traditionnelles sont fantasmatiquement<sup>126</sup> habillées des attributs de la continuité et de l'africanité, alors que les institutions modernes incarneraient le changement et "l'étrangéité".

Pourtant, la dichotomie entre institutions traditionnelles africaines et institutions occidentales modernes n'est pas aussi radicale qu'il y paraît. Ce serait une utopie d'affirmer que les institutions dites traditionnelles sont restées inchangées et insensibles à la modernité, tout comme il serait hasardeux de prétendre que les institutions dites modernes seraient purement occidentales et n'auraient pas subi de changements du fait de leur africanisation<sup>127</sup>.

La démocratie, qui se mesure principalement à l'aune de l'égalité et de la liberté, est érigée en critère de différenciation entre tradition et modernité. Les institutions modernes associées à l'entreprise coloniale et postcoloniale ont voulu imposer le changement sous la bannière de la démocratie<sup>128</sup>. Mais, en contexte ouest-africain, le processus démocratique était d'avance faussé par rapport au "modèle" occidental qu'il s'agissait de "rattraper". Il faut rappeler que la démocratie est apparue en Europe concomitamment à la révolution industrielle. Pour une part la démocratie européenne s'est appuyée sur les fruits de la colonisation et aux dépens des colonies. Par contre, l'industrialisation en Afrique de l'ouest a été développée de manière limitée. Elle a été orientée vers l'exploitation et l'exportation des ressources vers les puissances colonisatrices et pour écouler les produits venus de l'Occident. Malgré cela, les institutions étatiques et non étatiques, occidentales et africaines, n'ont cessé de chercher à imposer la démocratie comme la seule condition possible du développement.

---

<sup>125</sup> Par exemple dans la langue, les arts.

<sup>126</sup> Fantôme (psychanalyse) : Construction imaginaire, consciente ou inconsciente, permettant au sujet qui s'y met en scène, d'exprimer et de satisfaire un désir plus ou moins refoulé et de surmonter une angoisse.

<sup>127</sup> Ainsi, la plupart des comportements gérant les relations entre les genres, qui régissent comment courtiser, se marier, accueillir un enfant, divorcer, hériter, etc. ont évolué d'une génération à l'autre.

<sup>128</sup> La rhétorique du changement institutionnel a successivement argumenté en termes de civilisation, de progrès, de développement, d'aide, de coopération, d'assistance...

## Espaces de souveraineté et empires en germe

---

L'espace de référence de la modernité citoyenne est l'Etat souverain, dont les institutions assurent la mission à l'aide du monopole de la violence légitime. L'image mythique de l'Etat est pourtant biaisée par une vision masculiniste et gérontocratique qui n'accorde aucune attention à la diversité de genres et de générations. Elle occulte les rapports de pouvoir/de dépendance qui affectent la souveraineté des Etats.

Les Etats ouest-africains postcoloniaux ont été assujettis pour dettes <sup>129</sup> par les organisations internationales. Dessaisis de leur monopole sur la violence, les transferts et les allocations, les Etats-Providence ne sont plus les "*organisateur(s) du bonheur public*" (Mbembe 2000 : 52-64) ni en mesure de rendre possible "*l'exercice de la citoyenneté fondé sur la réciprocité des droits et des devoirs entre Etat et citoyen*" (*Ibid* : 107). La voie est ouverte à l'appropriation privatisée de fonctions gouvernementales.

Bien que stigmatisant les inégalités des institutions traditionnelles, les institutions modernes ne remettent pas en cause le système patriarcal qui fonde les inégalités intersectionnelles de genre et de génération (Delphy 2001). Elles s'y appuient pour assurer l'expansion du capitalisme libéral. Elles codifient le patriarcat dans un système

**La démocratie (impliquant l'égalité),  
est érigée comme l'ultime référence  
légitimant les Etats modernes.**

légal et juridique <sup>130</sup> qui, en Afrique de l'ouest francophone, adapte le Code Civil napoléonien aux règles traditionnelles et religieuses. Ce faisant elles perpétuent la dichotomie spatiale entre la sphère publique et la sphère privée, ainsi que l'espace économique et social "informel", si important en Afrique de l'ouest, pour pallier les carences de l'Etat-Providence. Elles affirment la suprématie de la sphère économique et politique formelle, l'invisibilité et la gratuité du travail domestique, du *care* et de la reproduction. Ainsi les dimensions politiques de la gestion du privé domestique ne sont pas perçues comme telles, ni par l'Etat, ni par les femmes, ni par les organisations de femmes et féministes, alors qu'elles sont politiquement fondamentales dans la gestion de la paix sociale, de l'utilité générale, de l'intérêt collectif.

L'espace public, espace politique de référence, prime sur l'espace privé. C'est le lieu de la délibération sur les actions de l'Etat, principalement animé par les partis politiques et les syndicats, par lesquels les citoyens cherchent à influencer les politiques gouvernementales. Il est principalement aux mains des hommes. A l'échelle du monde, les femmes en représenteraient 20 % et les jeunes femmes moins de 3 %. Les institutions, suivies par les jeunes femmes, dénoncent cette marginalisation.

L'espace social est un ensemble de paradoxes qui autorise des glissements sémantiques et des positionnements de pouvoir, entre communauté (OCB), société civile (OSC),

---

<sup>129</sup> Thèses développées par les altermondialistes, dont, pour l'Afrique Traore (2010-2011-2012)

<sup>130</sup> L'Etat Civil garantit la dichotomie des sexes. Les politiques et programmes scolaires et éducatifs perpétuent les normes de genre et de sexualité. Le droit du mariage, de la famille, de la sexualité, de la reproduction, du divorce, de l'héritage, du travail, de la fiscalité, les règles budgétaires concourent à renforcer la disparité des relations de genre.

associations, ONG, mouvements sociaux, partis d'opposition et syndicats<sup>131</sup>. Cet ensemble magmatique est dit informel. C'est un espace public institutionnalisé<sup>132</sup>, mais qui n'est pas intégré aux structures de la politique institutionnelle "formelle". C'est l'espace de l'action collective, qui, contrairement aux instances citoyennes électives, ne peut pas toujours se légitimer du mandat du groupe dont il dit défendre les intérêts. Pourtant, c'est une force vivace et agissante, mais faiblement organisée, et ignorée, voire discréditée, par les acteurs politiques formels, notamment étatiques, qui cherchent cependant à la contrôler.

Bien que les jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone assurent la quasi-totalité des tâches domestiques, les observations du projet tendraient à montrer qu'une forte majorité d'entre elles sont également actives dans l'espace sociocommunautaire. Leur participation y est remarquable, en comparaison avec leur présence minime dans l'espace politique public. Elles s'y investissent, sans en faire une question politique, pas plus que leurs partenaires communautaires. Il s'agit simplement pour elles d'améliorer leur vie quotidienne et sociale au sein de leur communauté locale, dans le cadre d'un système de pouvoir auquel elles s'adaptent. La disqualification politique de l'espace social est significative de la discrimination qui rejette les (jeunes) femmes en dehors du politique "qui compte". La prévalence de cette dichotomie est si forte que l'on peut s'interroger sur les perspectives de changement qu'elle autorise. Comme l'illustre l'encart n°26, la coopération institutionnelle internationale, pourtant, évolue, et ces changements sont significatifs des nouveaux types de relations qui prévalent entre les états et les institutions de coopération au développement. Ils ont glissé de préoccupations matérialistes de nature économique (industries, infrastructures, besoins essentiels) à des préoccupations normatives de nature idéologique (bonne gouvernance et moralisation, OMD, changements climatiques et préservation des ressources<sup>133</sup>). Entre les deux ont sévi des crises multiformes, liées à la dérégulation de l'économie internationale. Elles ont donné lieu à des mécanismes prétendant gérer par la libéralisation les l'excès de l'abondance : ajustement structurel, privatisation, commerce...

---

<sup>131</sup> Les partis politiques d'opposition se prétendent porte-parole de la société civile, surtout lorsqu'il s'agit de contester certaines décisions du parti au pouvoir.

<sup>132</sup> Il est institutionnalisé par la tradition et peut être formalisé par des procédures modernes de gouvernance interne.

<sup>133</sup> Les thèmes récents de la gouvernance, des changements climatiques et de la gestion des ressources naturelles n'arrivent pas à se concrétiser dans l'action. Ils en restent au slogan "Sauvons la planète". En cela ils sont idéologiques.



## 28 - La coopération au développement change

*Appel à articles (extraits) lancé par la revue "Sociologies pratiques" au nom de l'Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement*

*<http://www.association-apad.org/>*

*Thème : Le champ de la coopération internationale pour le développement : Des profils et pratiques professionnelles en transformation*

*Justification : Les politiques d'aide internationale en faveur des pays "en développement" existent formellement depuis le début des années 1950, mais le champ du "développement" a considérablement évolué depuis. Au cours des décennies suivantes, les acteur-e-s de la coopération internationale pour le développement, notamment les bailleurs internationaux, ont successivement mis l'accent sur :*

*(1950) : Les industries et les infrastructures, en encourageant la planification et le volontarisme d'Etat.*

*(1960) : Les besoins fondamentaux des populations, notamment rurales.*

*(1980) : La stabilisation macroéconomique, par l'ajustement structurel dans une logique de privatisation des institutions et des services et de libéralisation commerciale.*

*(1990) : La réduction de la pauvreté.*

*(2000) : La "bonne gouvernance", vue comme obligation de rendre des comptes, lutte contre la corruption, le renforcement des institutions, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).*

*(2000 – 2010) : La lutte contre le changement climatique et la préservation des ressources naturelles.*

*Nouvelles théories et nouvelles méthodologies mettent l'accent sur l'évaluation de la cohérence des politiques publiques et l'impact des projets de développement. Le concept de développement remplace celui de d'aide.*

*Nouveaux acteur-e-s et nouveaux outils apparaissent. Les politiques d'aide internationale, dorénavant dénommées APD, se concrétisent par des actions de financement (dons ou prêts subventionnés, à objectifs variés : financement de projets, soutien sectoriel ou budgétaire, assistance technique), mise en œuvre par des institutions internationales (agences des Nations Unies), gouvernementales, financières (Banque mondiale, FMI, bailleurs bilatéraux), de la société civile (ONG) et les collectivités locales. Les fondations privées (fondation Bill & Melinda Gates, fondation Aga Khan...), les donateurs privés (banques de crédit, d'assurance...), les multinationales (du lait, de l'eau...), les diasporas, les pays émergents (BRICS) et pays pétroliers jouent un rôle croissant.*

*Les "nouvelles" techniques de financement (taxe sur les billets d'avion, sur les loteries, sur les transactions financières) se multiplieront vraisemblablement.*

*Les profils et pratiques professionnels se transforment pour privilégier une vision holiste intégrant politique, économie, social et environnement aux expertises d'ingénierie et de finance : recrutement de personnes issues tant du monde des sciences humaines et sociales que de l'économie privée, féminisation des professions. Les pratiques professionnelles sont davantage formalisées, bureaucratisées, procédurières.*

*L'ampleur des mutations, des discours et des pratiques qui les accompagnent, reste à évaluer : évolution des structures, expérience du travail, reconfiguration des rôles, nouvelles tensions, nouvelles sphères d'intervention, nouveaux métiers, nouvelles qualifications et compétences, nouvelles "carrières", nouvelles formations, nouveaux enjeux, nouveaux savoirs et savoir-faire, nouveaux conflits et nouveaux modes de régulation.*

*Source : H-WEST-AFRICA@H-NET.MSU.EDU, Date: Mon, 06 Aug 2012*

La disparition de la partition du monde en deux blocs<sup>134</sup>, l'expansion mondiale des télécommunications, ainsi que la mondialisation de la dérégulation, de la libéralisation du commerce mondial et de la privatisation, ont ouvert sur une recomposition géostratégique mondiale. De nouveaux "empires" se mettent en place (Moyen et Extrême Orient, pays émergents), dont la puissance, qui tient à la détention de ressources naturelles et/ou aux capacités industrielles, déstabilise l'hégémonie occidentale.

La société hypermoderne, celle de l'information (Palmieri 2011 : 40) (et ses cadettes : la société de la connaissance et la société du savoir) se déploie dans l'insécurité. Elle s'en nourrit par le biais de stratégies fondées sur la flexibilité, autorisant l'externalisation des risques. L'insécurité, le stress, la crise touchent tous ses acteur-e-s : financiers, politiques, économiques, institutionnels, personnels... (Gayraud et Thual 2012) y compris les jeunes et les femmes.

La mondialisation de la circulation des personnes (Voir encart n°27) et des idées défie aussi la puissance culturelle occidentale, notamment, en rendant ses frontières perméables et en réactualisant le débat public sur la démocratie et la laïcité. Mais l'Afrique de l'ouest, ne s'est pas (re)constituée en puissance économique et culturelle et semble plutôt former l'espace d'expression des rivalités entre de nouveaux empires mondiaux en formation, qu'ils soient occidentaux ou asiatiques, mafieux ou terroristes. Les symptômes liés à ses pauvretés (migrations, chômage, sida...) et à ses richesses (ressources naturelles, accaparement des terres, urbanisation accélérée) sont l'expression contextuelle de la participation (dominée) de l'Afrique de l'ouest au destin du monde. Le paradoxe (Traore 2012 : 39), qui forme la base de l'expansion de la modernité néolibérale mondiale, est d'être marqué à la fois par davantage de prétention institutionnelle à l'égalité démocratique universelle, à commencer par l'égalité de genre, et davantage d'inégalités, de pauvretés et d'insécurité au détriment du plus grand nombre<sup>135</sup>.

Simultanément, les jeunes femmes participent localement de traditions vivantes qui organisent des hiérarchies de genre et d'âge fonctionnant sur le paradigme de l'allégeance<sup>136</sup>. Il implique dépendance, obéissance, soumission, servitude, subordination, mais aussi : appartenance, fidélité, reconnaissance, protection, sécurité. Leur vécu "traditionnel de la citoyenneté" (pour autant que l'on puisse accepter cet oxymore<sup>137</sup>) est toujours bien vivant dans les réseaux/classes d'âge. Ceux-ci sont relativement autonomes, mais aussi inter-reliés, par des affinités de liens, de lignages et de parenté plaisante, "sautant" par-dessus les conflits générationnels.

La "nouvelle donne" que représente la révolution numérique permet de revitaliser cette citoyenneté traditionnelle organisée sur une base relativement autonome selon les classes d'âge. Les réseaux sociaux virtuels, qui suscitent l'engouement des jeunes, constituent aussi une forme moderne de classe d'âge autonome. Par contre, en ce qui

---

<sup>134</sup> Cela ouvre la place à l'identification des nouveaux ennemis internationaux que sont le terrorisme et le crime organisé.

<sup>135</sup> Y compris du plus grand nombre des jeunes, des femmes et des savoirs populaires.

<sup>136</sup> Allégeance : Appartenance, comportant fidélité et soumission, à une communauté

<sup>137</sup> Oxymore (rhétorique) : Figure de style apparemment contradictoire permettant, en rapprochant deux termes que leurs sens devraient éloigner, d'exprimer l'inattendu, l'inconcevable, le poétique, l'absurde...

concerne le contexte ouest-africain, le lien intergénérationnel avec la génération des aïeul-e-s, alliée traditionnelle de la classe d'âge des jeunes, et qui permettait d'assurer la transmission (plutôt que la reproduction) de la tradition, n'est plus assuré. Cela constitue un premier facteur de changement.

L'autre facteur de changement est que la démocratisation institutionnelle moderne, mondialisée à partir de modèles occidentaux imposés comme condition de l'aide institutionnelle publique au "développement", vise à changer la tradition, analysée comme anti-démocratique, car opposée à l'égalité et à la liberté de tou-te-s les citoyennes. La démocratie institutionnelle moderne promeut la citoyenneté individuelle (l'individualisme) plutôt que collective.

### Défis institutionnels de l'hypermodernité

---

Plongées dans le présent hypermoderne, les institutions modernes sont en voie de reconstruction. S'il est prématuré d'espérer discerner leur configuration à venir, on peut tout au moins repérer que les notions de flexibilité, d'insécurité, d'externalisation du risque et de la distanciation en feront partie, tout autant que l'immédiateté, la proximité, le réseautage.

Encore faiblement institutionnalisée, l'hypermodernité est perçue comme un espace de liberté. Cet imaginaire est entretenu par la représentation séduisante donnée du Web 2.0<sup>138</sup>, et de ses applications à vocation socialisante, ludique et prétendument apolitique. Le Web 2.0

**La démocratie hypermoderne incite à la flexibilité des liens, ouvrant à de nouvelles formes de liberté.**

prétend que l'utilisateur est le maître du monde numérique<sup>139</sup>. L'autre face de la réalité est occultée. Des institutions hypermodernes l'organisent et le contrôlent, animées par une logique de privatisation, de mondialisation et de profit financier. Sans jamais cesser d'évoluer, elles surfent, sur les possibilités ouvertes par les techniques, faisant écho aux pratiques innovantes des usager-e-s. Tout en restant en mesure d'accéder à leurs données personnelles et aux contenus dont ils-elles sont producteur-e-s, ceux-celles-ci sont dépossédé-e-s de la maîtrise et de la valorisation des usages qui en sont faits. Toutefois, le cyberspace est difficile à institutionnaliser. Il permet beaucoup de possibilités de contournement politique. Les institutions publiques sont constamment en position de devoir mettre un ordre (organiser et légiférer) dans les espaces de liberté "excessive" apportés par les innovations techniques.

Le scénario de l'institutionnalisation hypermoderne, qui conjugue l'économie et le citoyen n'est cependant pas écrit d'avance. Dans le déferlement de plus en plus rapproché des "*vagues du changement*" (Lynch 2006), le poids géostratégique des puissantes forces mafieuses que sont le crime organisé et le terrorisme (Gayraud & Thual

---

<sup>138</sup> Web 2.0 : Ensemble des techniques, des interfaces, des fonctionnalités et des usages du World Wide Web (de l'Internet) facilitant les échanges et l'interaction entre les internautes, même quand ils n'ont pas de connaissances techniques poussées. Il s'est ainsi créé ainsi un espace virtuel de collaboration sociale axé sur la production continue de contenus (de sens), et non plus uniquement sur leur distribution (leur diffusion).

<sup>139</sup> Slogan d'un grand portail Web de services sur Internet.

2012) pèse dans l'orientation future du cycle des nouveaux empires en construction. Ces nouveaux acteurs peuvent influencer sur le scénario régional, en particulier dans le contexte des institutions sans pouvoir de la région ouest-africaine. Ils sont organisés quoique se déployant dans l'anti-institutionnel, sachant utiliser l'hypermodernité.

### Les nouvelles égéries du changement

---

C'est dans ce cadre de restructuration mondiale de l'économie et des relations, qui bouleverse des modèles locaux sclérosés, que les institutions se préoccupent du changement. Elles pensent que celui-ci doit passer par l'action institutionnelle en direction des jeunes femmes. Comment s'exprime l'imaginaire institutionnel qui met des jeunes femmes dans la position de porter le changement ? Et par quelles procédures les institutions modernes comptent-elles l'instaurer ? Celles qui sont en charge du développement économique et social ont, au lendemain des indépendances, développé des politiques de coopération globales c'est à dire neutres (indifférentes) en termes de genres et de générations. Après une quinzaine d'années, elles ont réalisé, avec l'aide du plaidoyer féministe occidental, que seuls les hommes en bénéficiaient. Les femmes, pourtant reconnues, selon un proverbe chinois comme "*portant la moitié du ciel*" étaient les oubliées du développement.

Des politiques publiques ont été successivement mises en œuvre dans ce sens, encouragées par le fait que les femmes présentent davantage de garanties de moralité et de redistribution des bénéfices du développement au sein de leur famille et dans leurs communautés. Cependant, ce type de politiques a aussi montré ses limites. D'une part, leur volume est bien inférieur à celui des politiques d'aide économique proprement dite et le "développement par les femmes" reste marginal. D'autre part, les politiques publiques "pour les femmes" n'aident pas les individus femmes mais les "femmes actrices sociales", tout autant d'ailleurs qu'elles font des individus-hommes les "nouveaux oubliés" du développement. En tout état de cause, les politiques publiques ne sont pas aussi performantes qu'espéré, si l'on en juge par la faible réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement qui doivent être atteints en 2015 (Mestrum, 2010).

La révolution numérique et la crise internationale poussent les institutions modernes à piloter le changement en instrumentalisant les jeunes femmes. Elles reproduisent ainsi le même biais, en termes de générations, que celui précédemment opéré en termes de genre. C'est-à-dire que les jeunes femmes ne sont pas ciblées pour ce qu'elles sont (des jeunes personnes) mais pour ce qu'elles pourraient apporter, en tant que catégorie d'individus, à une société qui les marginalise. Ainsi, les institutions, plutôt que de chercher à développer les jeunes femmes, cherche, en fait, à promouvoir le changement économique et démocratique des communautés, et pour cela s'appuient sur les jeunes femmes qui occupent une place stratégique dans la pyramide des âges. Les jeunes femmes apparaissent ainsi comme levier, plutôt que comme les bénéficiaires réelles et directes du changement. C'est en cela qu'elles constituent un enjeu institutionnel. Ainsi, les institutions de coopération internationale interviennent activement pour promouvoir la socialisation politique "classique" des jeunes femmes, afin de les rendre plus compétentes, plus engagées, mieux informées, plus éveillées, meilleures médiatrices, plus performantes. En bref, il s'agit d'en faire de "bonnes" leaders.

Les gouvernements disposent en général de politiques nationales pour l'égalité de genre et pour la jeunesse, mais pas de politique spécifique pour les jeunes femmes. Si l'accord est unanime pour en constater le besoin, le discours institutionnel tenu sur les jeunes femmes et leur marginalisation politique révèle, comme l'illustre l'encart n°28, un bienveillant paternalisme<sup>140</sup> institutionnel: elles doivent faire aussi bien que les hommes, et, si elles n'y arrivent pas, il faut les aider à surmonter leurs "handicaps".

### 29 - Un bienveillant paternalisme

*"Il faut leur parler suffisamment pour qu'elles soient conscientes qu'elles ont des valeurs constructives qu'elles peuvent mettre au service de la communauté. Quand, durant des séminaires, je parle aux jeunes femmes de leur rôle, elles comprennent. Je vous assure que celles qui prennent des responsabilités, les assument dignement, et pleinement, parfois plus que les hommes" (...) "Le groupe musical est dirigé dans mon Eglise par une femme. Le mouvement des enfants est dirigé par une fille. Donc, vous voyez, elles remplissent pleinement leur rôle, ainsi que les femmes de l'équipe missionnaire: elles enseignent, même parfois plus que les hommes. Donc, il nous appartient, à nous les leaders de leur parler suffisamment pour qu'elles ne soient pas crispées" (TG H RI)*

Les institutions modernes en charge du développement économique et social, et notamment les institutions internationales et régionales de coopération au développement commencent à saisir que les jeunes femmes font partie, voire incarnent, le changement. C'est pourquoi elles cherchent à développer des interventions les "ciblant".

Les partis politiques, quant à eux, illustrent le modèle traditionnel d'institution politique. Peu d'entre eux ont saisi la mesure et le sens de ces changements. La plupart continuent de fonctionner dans le registre de la "politique politicienne", cherchant à promouvoir leur chef aux plus hauts postes de pouvoir, à partir de l'enrôlement et de l'engagement militant d'une base formant masse de manœuvre. Ce fonctionnement hiérarchique typique du paternalisme fait peu de place aux jeunes femmes, qui sont ainsi marginalisées dans l'espace politique formel. Certains partis, pourtant, ont maintenant saisi l'enjeu d'avenir qu'elles incarnent. Ils commencent à les cibler en termes de vivier de compétence et de relève potentielle, quitte à les contrôler en les organisant en

---

<sup>140</sup> Paternalisme : Conception des rapports d'autorité selon les règles de la vie familiale, incluant des rapports de dépendance et de subordination.

"Mouvement des jeunes femmes du parti", à l'instar de la stratégie similaire qu'ils ont déjà développé en direction des femmes ("Mouvement des femmes du parti") et des jeunes ("Mouvement des jeunes du parti") (Illustration n° 13).

Les institutions promettent aux jeunes femmes, présentées comme victimes, de les libérer de l'hégémonie masculine inhérente à la tradition. C'est ainsi qu'elles pourront accéder à un statut d'égalité citoyenne, leur permettant de participer "pleinement" à la vie politique. Le corolaire en est le renforcement (*empowerment*) de leur pouvoir économique et politique dans la société.

L'entrée des jeunes femmes dans la sphère publique permettrait de renforcer la démocratie égalitaire et participative, assurant la relève et la durabilité sociale et institutionnelle<sup>141</sup>. Pour cela, les institutions ont besoin de former, voire de formater, une main d'œuvre qualifiée, ouvrant le champ à la concurrence entre hommes et femmes. La révolution industrielle en Occident<sup>142</sup>, a montré que l'entrée des femmes sur le marché du travail a eu pour conséquences d'augmenter l'effectif de la main d'œuvre, de faire pression à la baisse sur les salaires masculins, et d'assurer la rupture avec le modèle antérieur. Toutefois, à la différence de la révolution du XIX<sup>ème</sup> siècle qui a vidé les campagnes européennes pour créer un prolétariat ouvrier, l'entrée des femmes sur le marché mondial du travail en contexte hypermoderne constitue un "exode"<sup>143</sup>. La "migration" des femmes de l'espace privé à l'espace public transforme durablement les espaces. De plus, le bouleversement des espaces est accentué par les TIC, qui estompent les frontières entre l'espace privé et les espaces publics (économiques et sociaux).

Il faut s'attendre à ce que ces changements produisent des effets secondaires, tant positifs que négatifs, sur les jeunes femmes ouest-africaines de l'hypermodernité. Leur surcharge en responsabilités, domestiques, sociales, économiques et publiques en est une conséquence visible. Ainsi, au temps comprimé de l'hypermodernité s'ajoute l'évolution du statut des jeunes femmes impliquées dans de multiples espaces. Un de ces effets, prévisible, et analysé dans la partie précédente, est qu'elles se trouvent en compétition avec les hommes dans l'espace public et économique. Elles y gagnent de nouvelles appartenances communautaires, tout autant qu'elles doivent s'accommoder de l'incertitude, de la flexibilité et de la mobilité inhérentes à l'hypermodernité. Elles développent ainsi une culture du nomadisme (professionnel, géographique, spatial<sup>144</sup>...) bien différente de ce qu'ont connu les générations qui les ont précédées. Elles doivent gérer le stress inhérent à cette surcharge (*multitasking*) et à l'incertitude, en développant des mécanismes d'adaptation<sup>145</sup>. Elles y gagnent l'euphorie qu'offre la nouveauté.

Parallèlement, la légitimité institutionnelle est renforcée, substituant à la suprématie masculine l'hégémonie institutionnelle qui fait évoluer le paternalisme traditionnel vers le paternalisme institutionnel, comme l'a montré l'encart n° 22. Et, quand elles auront

---

<sup>141</sup> Le concept de durabilité fait ici référence à la disponibilité en ressources humaines, pour assurer la pérennisation de l'institution.

<sup>142</sup> Source : [http://www.wikipedia.org/wiki/Travail\\_des\\_enfants](http://www.wikipedia.org/wiki/Travail_des_enfants)

<sup>143</sup> Un mouvement de population d'ampleur analogue à l'exode rural qui a permis la mise en place de la modernité.

<sup>144</sup> Ceci pose la question de la prise en compte, par la géographie, des espaces virtuels.

<sup>145</sup> Y compris en revisitant des stratégies développées dans d'autres contextes, par exemple la polygamie, pour leur permettre d'alléger les contraintes domestiques.



réussi leur mission de "sauvetage" des jeunes femmes, les institutions devront, trouver de nouvelles "victimes" à aider, pour assurer la pérennité de leur existence institutionnelle.

### Politiques publiques et performance

*"Aucun problème de société n'est intrinsèquement politique mais n'importe lequel peut le devenir. [Le mécanisme par lequel un problème de société devient politique comprend] "la mise en évidence de débats conduisant à identifier des victimes"<sup>146</sup>, la reformulation des problèmes catégoriels en problèmes d'intérêt général, (...) la focalisation pour certains sur les carences réelles ou supposées des gouvernants et pour d'autres sur l'incapacité de l'opposition à "faire mieux", (...) la sous-estimation délibérée des dimensions qui échappent à l'action politique et/ou gouvernementale"* (Braud 2011: 7-8). Ainsi, pour mieux saisir l'anatomie<sup>147</sup> des politiques publiques, et après avoir traité des acteurs et des enjeux, intéressons-nous à la rhétorique et au contenu des discours politiques, ainsi qu'aux agendas politiques et à leur déroulement.

### Promotion institutionnelle du genre

L'espace politique, selon Kübler & Maillard (2009) est un espace de délibération sur des thèmes déclarés d'intérêt général, portant sur des biens communs<sup>148</sup>. La délibération citoyenne permet l'adoption de politiques publiques, qui sont des outils institutionnels, qui reflètent les valeurs, les normes et les intérêts des élites au pouvoir. Les politiques publiques sont déclinées en programmes d'action s'inscrivant dans un agenda et n'adviennent que grâce à un minimum de coopération humaine. Elles construisent les normes qui permettent d'aboutir à la cohésion sociale, et organisent la venue du changement.

**Les politiques publiques confisquent la démocratie citoyenne en instituant l'Etat comme seul responsable du changement.**

---

<sup>146</sup> Identifier des victimes implique aussi de repérer des responsables.

<sup>147</sup> L'expression est de Kübler et Maillard 2009.

<sup>148</sup> Ceux dont personne n'est exclu, telles les relations de genre et de génération.

### 30 - Les intérêts des institutions, et ceux des jeunes femmes



En 2011, l'UIT appelle les Etats Membres, les Membres de Secteur, les administrations publiques, et le secteur privé, à célébrer chaque année la **Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC**, "pour les encourager à y faire (une) carrière gratifiante, passionnante et inédite (...) dans ce secteur qui manquera, dans les dix prochaines années, de professionnels qualifiés (...), offrant d'excellents débouchés professionnels et de très bons salaires" : "il est indispensable d'amener les jeunes femmes à choisir des formations technologiques si l'on veut que le secteur dans son ensemble enregistre de bons taux de croissance (...) permet(tant) d'accélérer

considérablement les progrès vers la réalisation, d'ici à 2015, de l'Objectif 3 du Millénaire pour le développement : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes".<sup>149</sup>

Au Sénégal, la célébration de la Journée internationale des Jeunes filles dans les TIC, lancée par l'IUT, a été interprétée de façon participative, sous forme de joutes oratoires. Celles-ci ont illustré à la fois le sérieux de l'enjeu que représentent les jeunes femmes dans l'hypermodernité et le malentendu sur lequel celui-ci repose. La page d'accueil du portail web de l'UIT sur "**Les Jeunes filles dans le secteur des TIC**" (reproduit ci-dessus), montre que l'enjeu institutionnel est de fournir une main d'œuvre féminisée au secteur privé, capitaliste et hypermoderne des TIC, qui en aura besoin dans l'ère du nouvel empire mondialisé. Mais les jeunes femmes démontrent dans le jeu et l'anonymat, que ce qui les occupe au quotidien, c'est davantage leur vie de jeune femme, centrée sur le domestique, la reproduction et la consommation (voir sites web reproduits ci-dessous). Comme le Forum virtuel du projet PPJF l'a montré, elles savent bien identifier et répondre, en tant que jeunes professionnelles compétentes, à l'appel institutionnel.



Pages d'accueil des sites "**Ma-Bimbo.com**" et "**Enceinte.com**", cités comme les sites préférés des jeunes filles et jeunes femmes sénégalaises, en milieu scolaire et universitaire, lors des "**Joutes oratoires**" organisées au Sénégal au titre de la première "**Journée des Jeunes Filles dans les TIC**", célébrée le 26 avril 2012 à l'appel de l'Union Internationale des Télécommunications.

<sup>149</sup> Source : <http://www.itu.int/net/itunews/issues/2011/03/40-fr.aspx>

Les institutions les mettent en œuvre avec un référentiel<sup>150</sup> structuré selon la logique de la gestion libérale<sup>151</sup>. Cela permet de sécuriser le projet institutionnel et de construire une hégémonie, y compris en termes de rôles et de pouvoir. En définissant un référentiel<sup>152</sup>, l'institution construit un pouvoir normatif et cognitif qui accorde beaucoup de place aux causes explicatives du problème, pour rendre "évidente" la solution ensuite proposée<sup>153</sup>.

Cette vision classique de l'action institutionnelle est néanmoins mise à mal dans les contextes de transition, durant les phases de *"rebondissement violent des luttes pour la renégociation des modalités de l'assujettissement légitime"* (Mbembe 2000). C'est notamment le cas dans l'Afrique postcoloniale qui *"avance vers plusieurs directions simultanément (...)". Les organisations qui risquent de résulter des développements en cours, seront tout sauf le résultat de plans cohérents et prémédités* (Ibid : 113), ce que se veulent être les politiques publiques.

**Les institutions ne voient l'égalité de genre qu'en termes de parité quantitative entre hommes et femmes.**

La question du genre a été initialement inscrite sur l'agenda politique institutionnel international du fait des activités militantes de recherche, d'analyse, de plaidoyer et d'action, menées par les féministes, les organisations de femmes et les femmes, d'origines occidentales. Ces activités de plaidoyer concernent les incidences des inégalités qui discriminent socialement, économiquement, juridiquement, culturellement et politiquement le genre féminin. Les prétentions universalistes féministes ont amené les institutions internationales à appuyer les organisations féministes du Tiers-Monde. En Afrique notamment, celles-ci ont bénéficié de leur appui constant, en particulier financier. Cela a permis d'agir sur les pouvoirs publics nationaux (Economic Commission for Africa 2009), pour les amener à édicter des politiques publiques visant à promouvoir l'égalité de genre comme vecteur transversal (*gendermainstreaming*) de développement humain durable. Ainsi, le genre, concept politique permettant d'analyser des rapports inégaux de pouvoir est devenu un concept institutionnel. Comme le détaillent Kübler et Maillard (2009), l'institutionnalisation d'un concept conduit à transformer celui-ci en "référentiel", de le réinterpréter en objectifs d'action, à contrôler par des normes de bonne gestion.

En Afrique de l'ouest francophone, des chercheur-e-s africain-e-s ont étudié l'impact de ces politiques publiques sur la participation des femmes au pouvoir (Diaw, 1999 ; Sow, 2005), pour confirmer que les incitations et réglementations visant à augmenter le nombre des femmes en politique ne sont que des conditions nécessaires, mais non suffisantes pour instituer l'égalité de genre (iKNOW Politics, 2008).

---

<sup>150</sup> Référentiel : Système rationalisé de référence, énonçant et justifiant, dans l'espace et dans le temps, un ensemble structuré de recommandations et bonnes pratiques.

<sup>151</sup> La logique de la gestion libérale se décline principalement en termes de maximisation des profits...

<sup>152</sup> Référentiel : système rationalisé de référence, énonçant et justifiant, dans l'espace et dans le temps, un ensemble structuré de recommandations et bonnes pratiques.

<sup>153</sup> Au titre des solutions proposées l'égalité de genre, l'usage des TIC et des réseaux sociaux ont été plébiscités, et jamais contestés, par l'ensemble des parties prenantes du projet PPJF.

L'enjeu de la participation politique des jeunes femmes n'a pas encore été réellement saisi en Afrique. Les propositions stratégiques sont encore principalement élaborées au niveau international. La revue "Our Planet" du PNUE (Bushkin 2004) atteste en effet que les jeunes filles sont une *"valeur d'avenir"*, un enjeu important qui justifie que *"les adolescentes et leurs besoins, [soient placés] au centre du Programme d'action élaboré lors de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) d'il y a dix ans"*.

### 31 - Action institutionnelle, formation



IKnow Politics, dans une recherche menée sur l'implication des jeunes femmes en politique dans le monde, confirme que 60% des femmes politiques<sup>154</sup> dans le monde ont plus de 50 ans. L'institution offre des conseils pratiques aux jeunes femmes qui veulent percer dans les partis politiques et les groupes de la société civile<sup>155</sup>. A l'évidence, cette analyse considère que l'absence des jeunes femmes dans le monde politique tient à leur manque de capacités, mais non pas au système politique lui-même, qui n'est pas remis en question.

L'option pour l'action à l'intérieur du système, explorée et pratiquée par les politiques publiques et institutionnelles (AWID, 2008), à tous les niveaux de la démocratie, a saisi le processus de décentralisation comme une opportunité politique majeure, en permettant de formuler, dans une démarche multi-acteurs, des principes et objectifs, d'évaluation et de renforcement des processus (CRDI, 2008). Mais les inégalités et les dysfonctionnements du système politique permettent difficilement d'espérer une amélioration quantitative de la situation (Lô Gourmo, 2003), dans les "Etats fragiles" où reste à combler le fossé entre la rhétorique et la réalité de la démocratie (IDEA, 2007).

<sup>154</sup> Il en va de même pour les hommes.

<sup>155</sup> L'étude leur conseille de s'affilier à des réseaux formels et informels, construire et exploiter un carnet d'adresse adéquat de personnes ressources et appuis financiers, investir les sections de jeunes des partis politiques, remplacer les femmes âgées qui se retirent, développer de fortes capacités de communication, rester continuellement informée et compétente, s'engager toujours plus dans la vie sociale et politique... , et conclut en reconnaissant que cela nécessite beaucoup de travail et de temps.

Une politique de responsabilisation impose de réformer la gestion de la chose publique, pour doter les institutions publiques d'incitations, de compétences, d'informations et de procédures pour répondre à égalité aux besoins des femmes et des hommes (QuotaProject, IDEA, 2009).

Au plan national, les politiques publiques organisées autour du principe du "*gender mainstreaming*"<sup>156</sup> ont tenté de transformer les sociétés en accord avec les avancées du débat politique et citoyen sur la place des femmes dans les sociétés. Cette stratégie a été décrite comme "*féminisme d'Etat*" (Sow 2009 : 258). Cela se fait au prix de la dénaturation, de la dogmatisation et de la fossilisation des concepts : l'analyse de genre est réduite aux questions de femmes, et le genre masculin est invisibilisé, ce qui stérilise la richesse du débat politique et citoyen. A force de penser "femmes" pour parler de "genre", l'attention ne se porte plus que sur la féminisation des programmes. Cela appauvrit le champ des possibles dans l'imaginaire collectif. Et de fait ces politiques ont peu amélioré qualitativement la situation des femmes, ont peu favorisé la relève des générations de femmes en politique.

L'hypermodernité a attiré l'attention sur la "nouvelle donne" qui présente les TIC comme facteur de progrès accéléré<sup>157</sup> en l'Afrique. Cela a donné lieu à la mise en place de nombre de politiques publiques de TIC. Ainsi s'est constitué un domaine spécifique d'expertise en "Genre et TIC". Celui-ci a permis de développer, en réseaux et à divers niveaux, des méthodologies et des plaidoyers politiques sur la prise en compte du genre dans les politiques de TIC. Ces plaidoyers ont porté par exemple sur la fracture numérique de genre, sur la solidarité numérique, sur l'évaluation des projets de TIC... L'expertise en Genre et TIC s'est constituée grâce à l'appui des institutions internationales de développement. Dans le cas ouest-africain que Palmieri (2011) a étudié (le Sénégal), l'idée d'utiliser les TIC pour promouvoir le genre et/ou l'égalité a suscité l'engouement général, partagé dans la quasi-totalité des pays du continent.

En réalité, les politiques de TIC ont été orientées vers l'accès aux infrastructures technologiques plutôt qu'à la diffusion des contenus et à la mise en lumière des expressions et des savoirs. "*L'émancipation des rapports de domination est davantage technique qu'éditoriale, davantage fonctionnelle que politique*" (Palmieri 2012). De ce fait, l'institutionnalisation de la problématique Genre et TIC participe non seulement à l'invisibilité politique des luttes des organisations de femmes, mais aussi à la dépolitisation de cette invisibilité, ce qui pérennise la subalternité des femmes africaines. Cette "*violence épistémique*" s'accompagne d'une mystification politique qui vante les bienfaits du "*numérique devenu un besoin à satisfaire, voire une obligation sociale*". L'impact politique des TIC est porté au crédit des outils du virtuel<sup>158</sup> plutôt qu'à l'action réelle des usagers.

---

<sup>156</sup> L'institutionnalisation du genre veut placer le genre au cœur des analyses, des décisions et des stratégies institutionnelles

<sup>157</sup> Les premières politiques publiques de promotion des TIC en Afrique utilisaient l'expression "leap frogging", en référence aux sauts de la grenouille qui progresse par bonds.

<sup>158</sup> Ainsi, un grand réseau social virtuel a été crédité du "succès" des Printemps arabes.



### 32 - Comment les jeunes femmes transforment les institutions de la société civile

L'étude de AWID (2005) sur les enjeux, les obstacles et les stratégies liés à la participation des jeunes femmes aux activités des institutions de défense des droits des femmes et de développement souligne que toutes les institutions, y compris celles des femmes et celles qui œuvrent pour les droits et le développement, doivent continuellement se réinventer, non seulement parce que les temps changent, mais parce que les institutions elles-mêmes changent au cours du temps. Les expériences vécues par les jeunes femmes d'aujourd'hui n'ont plus grand-chose de commun avec celles vécues par leurs aînées.

Les institutions génèrent des rapports de pouvoir, et pour être cohérentes avec leur mission de changement démocratique et inclusif, elles doivent donner une visibilité politique à l'intergénérationnel. Pourtant, peu d'initiatives sont engagées en ce sens, moins encore réussissent à inclure les jeunes femmes dans les mouvements politiques de la société civile, car les jeunes femmes n'ont pas la même expérience que leurs aînées de la participation et de l'organisation militante et politique. Bâtissant à partir d'acquis différents de ceux de leurs aînées, les jeunes femmes ont développé des énergies et visions différentes et ne cherchent pas à reproduire les anciennes, dont elles connaissent les travers. A la fois jeunes et femmes, elles sont discriminées socialement, ce qui réduit leur autonomie, y compris leur capacité à contrôler leur propre corps, à jouir de leurs droits humains, à exercer leurs pouvoirs, à s'organiser, et à participer librement.

Les jeunes femmes sont souvent vues comme moins engagées que leurs aînées qui ont bâti le mouvement des femmes, et les organisations féminines et féministes. Il leur est difficile de s'insérer dans le grand travail d'organisation sociale et politique déjà mené tout autant que de le contester. Par contre, elles sont bien plus éduquées et techniquement qualifiées que leurs aînées, ce qu'elles cherchent à faire reconnaître, y compris hors du bénévolat et dans le respect de leurs droits humains et personnels. Elles sont mal reconnues par leurs aînées, tout autant qu'elles ont de la difficulté à contester ces "icônes" sacralisées qu'elles ont été éduquées à respecter. Elles sont peu représentées, et n'ont donc pas l'occasion de pratiquer ni de développer les techniques nécessaires pour parler pour elles-mêmes. Elles sont reléguées aux tâches techniques et logistiques, qui les confinent sous un nouveau "plafond de verre". Au total, elles sont enfermées dans des situations de discrimination qui renforcent les stéréotypes négatifs dont elles sont l'objet : inexpérimentées, indécises, incultes, en besoin de guidance, dépolitisées, etc. En résultent nombre d'incompréhensions et de tensions, qui restent souvent larvées. Plusieurs projets ont tenté de renverser cette vision par le biais de programmes appropriés, malheureusement trop dépendants de ressources financières et institutionnelles qui se raréfient.

L'étude recommande :

- la promotion du dialogue intergénérationnel et multi générationnel pour dépasser les conflits de génération
- de créer des espaces inclusifs et sécurisés permettant une communication ouverte,
- d'ouvrir des réflexions sur les nouveaux enjeux politiques, et notamment les nouvelles formes d'organisation, de participation, de mobilisation sociale,
- d'étudier les nouvelles formes de militantisme propres aux jeunes, et davantage respectueuses des droits personnels des militantes, ainsi que les formes ouvertes ou larvées de condescendance dont sont victimes les jeunes femmes du fait des stéréotypes dont elles sont l'objet.



Cela amène à revisiter le sens, les formes changeantes et la valeur de l'expérience et du mentorat. Cela implique aussi de renforcer considérablement les capacités politiques à identifier, nommer, gérer, médiatiser et résoudre les tensions et conflits, y compris en termes de genre, de génération et de pouvoir. Allouer du temps, de l'énergie et des ressources conceptuelles, méthodologiques, humaines, matérielles et financières à toutes ces pistes d'action est un pré-requis indispensable pour assurer une participation significative – c'est-à-dire qualitative davantage que quantitative – des jeunes femmes à la construction quotidienne du futur.

### **Institutionnalisation versus participation citoyenne**

---

En Afrique de l'ouest, la synergie entre les administrations de l'Etat et les organisations de femmes, permet difficilement de questionner, du point de vue de l'égalité démocratique entre les genres et les générations, la légitimité politique de l'Etat, des modes de participation démocratique et de délégation des pouvoirs. La tendance est davantage au "*féminisme d'Etat*", à la participation institutionnelle et à la synergie entre pouvoirs publics et organisations de femmes. Cela réduit le potentiel critique et conduit les organisations de femmes à elles-mêmes s'institutionnaliser, sous forme de coalitions, pour accroître leur pouvoir de négociation avec les institutions publiques, au détriment de la participation citoyenne directe.

Pour autant, les réformes visant à atténuer les inégalités, souvent octroyées dans une stratégie électoraliste<sup>159</sup>, sont faussées ou vidées de leur sens politique. La loi sur la parité (Sénégal) se cantonne au quantitatif et aux processus électifs. Elle ne s'applique pas aux pratiques de la vie quotidienne, personnelle, collective, sociale, et économique des relations entre les femmes et les hommes. Les quotas, supposés stimuler la présence des femmes dans les instances décisionnelles ne sont en effet qu'une solution transitoire. Les quotas, en limitant la présence des femmes à un certain pourcentage dans les assemblées, constituent en eux-mêmes un "plafond de verre"<sup>160</sup> tout autant que les pratiques qu'ils essaient de contrebalancer.

En cherchant à "promouvoir la condition féminine", plutôt qu'à changer les conditions productrices des inégalités, les mécanismes d'intégration du genre dans les politiques publiques ont dépolitisé les mouvements et organisations de femmes. Ceux-ci ont dû se créer des espaces spécifiques dans le social, ce qui les éloigne des lieux de décision, en marge de l'officiel, mais en soutien du pouvoir (Palmieri: 106 et s.). Ainsi, poursuit cette auteure, l'institutionnalisation des concepts<sup>161</sup> permet d'organiser des politiques publiques "*qui privilégient le cadre sur l'action, la légifération sur l'égalité plutôt que l'égalité elle-même. [Mais ce n'est pas parce que] l'appareillage législatif (l'institué) existe, que l'égalité existe*".

---

<sup>159</sup> Comme en témoigne le récit des années de péripéties ayant mené le Sénégal à adopter la Loi sur la Parité, Encart n°17.

<sup>160</sup> Plafond de verre : Inaccessibilité (invisible) aux niveaux supérieurs d'une structure hiérarchique, pour certaines catégories de personnes.

<sup>161</sup> Tels que le genre, les TIC, la pauvreté...

En sclérosant les discours, l'institutionnalisation des concepts ne fait qu'étayer les inégalités au lieu d'instaurer le changement. On peut alors se demander dans quelle mesure proposer des politiques publiques visant à renforcer la participation politique des jeunes femmes permettra d'y parvenir. Cela n'aboutira-t-il pas plutôt à renforcer le système institutionnel patriarcal qui handicape la pleine capacité citoyenne des jeunes femmes ? Cela amène à revisiter le sens du concept de participation tel qu'il est porté par l'institutionnel et à le mettre en rapport avec des alternatives, comme celle de la théorie du *care*.

La participation institutionnelle se caractérise comme formelle, quantitative, à court terme. Elle consiste en la délégation de pouvoir (démocratie représentative) qui confie à l'Etat-Providance le devoir de veiller au bien-être de ses citoyen-ne-s. De ce fait, les conceptions classiques de la participation et de la gouvernance renforcent les inégalités de genre. Car elles ne reconnaissent comme unique contribution à la gestion de la cité que celle qui se fait dans la sphère publique et à travers les outils de gouvernance démocratique que sont les élections.

Le modèle de participation politique majoritairement véhiculé par les porteur-e-s visibles de l'action politique (les hommes âgés au pouvoir) interdit globalement la diversité et l'alternative. Pour preuve, les écoles de "pensée" politique classique postcoloniale n'ont pas évolué depuis la génération des "Pères des indépendances" qui résistent à accepter les changements nécessaires à la relève. Ce modèle de participation politique perpétue des stéréotypes défavorables aux jeunes femmes : inexpérience, manque de vision, ignorance, inculture, désintérêt, conflits de générations, dépendance. Il leur est défavorable également car il exclut physiquement les jeunes femmes de la possibilité de participation, ces dernières n'étant pas présentes dans les lieux de l'exercice démocratique.

Une participation citoyenne s'est construite en contre-modèle. Elle s'appuie sur l'engagement direct et bénévole n'impliquant ni affiliation ni représentation : "*Le seul pouvoir d'exercice requis y est celui de l'acte*"<sup>162</sup>. De même les réflexions menées depuis des années sur les notions de *care* permettent de remettre en cause la notion de participation. Elles bousculent les frontières entre le privé et le public ainsi que celle de la participation à la gestion de la chose publique. La théorie du *care* reconnaît une valeur politique équivalente à la participation politique de la personne activement engagée en politique et à celle de la personne pourvoyeuse de *care*. L'une contribue tout autant que l'autre à la bonne marche de la société.

L'institution, pour utile qu'elle soit en matière d'organisation et de gestion du collectif, ne peut s'arroger la compétence de gérer l'ensemble de la démocratie. Si l'institution ne peut se permettre d'envisager la possibilité d'annexer ce qui ne relève pas de l'institutionnel, elle gagnerait cependant à s'en inspirer pour dépasser la tendance à la sclérose évoquée précédemment. Car la période actuelle de mutations rapides leur impose, à elles aussi, de changer.

---

<sup>162</sup> Rapport du Togo

### Changer l'institution

Les institutions de promotion du développement et de l'égalité de genre témoignent de difficultés particulières à appréhender l'étendue - et les limites - de leur action. Identifier les impensés<sup>163</sup> institutionnels permettrait de renouveler la problématique de la contribution institutionnelle au développement démocratique, pour orienter vers des pistes d'innovation et de transformation de l'institution.

### Penser le changement

Les institutions ont tout autant de difficulté à changer qu'à concevoir le changement en lui-même. Certes elles savent voir que les choses sont entrain de changer, y compris malgré elles, et elles savent utiliser le changement à leur avantage<sup>164</sup>. Mais elles ont du mal à faire de leur propre changement un projet institutionnel. Car la raison d'être des institutions est la préservation de la continuité de l'institution et du social, au nom de l'idéal de société<sup>165</sup> dont elles sont porteuses. C'est à partir de cet idéal qu'elles jugent, construisent et admettent les changements comme acceptables ou non. Ainsi, l'institution se voit comme le pivot central de l'organisation sociale. Elle se reconnaît la légitimité de parler au nom de la société. Elle se voit aussi comme actrice principale du besoin de changer de la société ainsi que les relations entre ses composantes. Cependant en tant qu'institution organisatrice de la société, elle a du mal à concevoir qu'elle doit elle-même changer, et à s'organiser en conséquence.

**Le changement commence par le débat. Quand la tradition semble les interdire, l'hypermodernité les précipite.**

Le changement est donc difficile aux institutions, du fait de leur besoin de sécurité, de repères, de cadres, de normes, de frontières. Le corolaire en est la préférence pour la conformité, le quantitatif, l'institué, plutôt que pour l'être ou la capacité d'agir dans le réel du présent citoyen. Cependant, même difficile, le changement n'est pas une option mais une nécessité immédiate.

Institutionnaliser est un processus qui a pour but d'incorporer de nouvelles visions (et les concepts qui les traduisent) dans un système institué, et qui, de ce fait, les formate à sa mesure. La nouveauté une fois incorporée devient du "connu", de la règle, de la norme, de la tradition. Tout ceci en retour restreint la tolérance à la diversité ou à l'alternative. Les institutions cherchent alors plutôt à agir sur les conséquences (les symptômes) des situations plutôt que sur ce qui cause celles-ci. Pour ne pas risquer la déstabilisation du système, même s'il est à l'origine des problèmes, elles préfèrent le réformer de manière incrémentale<sup>166</sup> plutôt que de le subvertir (le renverser)<sup>167</sup>. Cependant, les germes de

<sup>163</sup> Impensé (*Philosophie*) : qui n'a pas été précisé par la pensée ; qui est impossible à penser

<sup>164</sup> Elles savent "surfer" sur la vague de changement (Lynch 2006), par exemple en faisant recours à la flexibilité, en adoptant les concepts et modes de gestion amenés par l'hypermodernité, etc.

<sup>165</sup> Jusqu'à preuve du contraire, l'idéal de société en Afrique de l'ouest francophone hypermoderne est la démocratie inclusive, égalitaire et solidaire.

<sup>166</sup> C'est-à-dire petit à petit.

subversion du système existant, et s'épanouissent particulièrement dans les situations de transition. Dans ce cas les institutions, alors, ne sont plus les pilotes du changement : ce sont des acteur-e-s comme les autres qui ont aussi besoin de changer.

### 33 - Transformer les dominations de genre par l'affrontement du risque



L'imaginaire institutionnel du changement est pauvre parce que les institutions s'interdisent de changer, ne savent pas comment changer et ne savent pas vers quoi changer. De ce fait, leur action pèse sur l'imaginaire des acteurs qu'elles veulent changer, en leur interdisant d'imaginer<sup>167</sup> qu'un autre changement que celui qu'elles leur proposent est possible : c'est le pouvoir stérilisant de l'Etat-Providance.

L'imaginaire collectif ouest-africain veut que l'Afrique "*maudite*" (Konaté 2010) soit piégée dans des rapports de pouvoir défavorables. De ce fait, la rhétorique institutionnelle ne peut développer que des politiques centrées autour de cette conviction qui réduit nécessairement les acteur-e-s qu'elle aide au statut de pauvres victimes en demande. Cela ne permet pas, ni aux institutions, ni aux acteur-e-s, de surfer sur les vagues de la richesse du possible (Lynch 2006). Imaginer le possible c'est imaginer le-la citoyen-ne de demain plutôt que chercher à réaliser l'idéal citoyen d'il y a 50 ans.

### Apprendre du non-institutionnel

---

Les institutions ont pour mission d'harmoniser le fonctionnement du collectif, convaincues de ce que le bonheur du groupe suffit à celui des personnes. C'est particulièrement le cas dans les politiques de développement menées dans les pays d'Afrique de l'ouest depuis leurs indépendances. La conviction est double : d'une part que "l'individu n'est rien sans le groupe" et d'autre part que le bonheur passe par la richesse et la démocratie.

De ce fait les compétences promues par les institutions de développement et de coopération au développement – et leurs outils que sont les politiques publiques – ne

---

<sup>167</sup> La subversion sans risque n'existant pas.

<sup>168</sup> L'une des quatre faces du pouvoir. 31

ciblent que le collectif institué. Les organisations de coopération au développement, par exemple, ne financent que des projets portés par des groupes et non des projets individuels. Les risques liés à l'interférence avec l'individuel sont externalisés par un jeu de procédures de gestion de l'humain faisant écran au risque de son irruption dans le public. La prise en compte des questions relevant de l'individuel est déléguée au service de la gestion des ressources humaines, tandis que les questions relevant proprement du personnel<sup>169</sup> sont évacuées. En bref les institutions ne "connaissent" pas les personnes, ne savent pas traiter avec elles, voire même s'en méfient.

En Occident, la dépression<sup>170</sup> a été reconnue comme une conséquence de l'incapacité de la société à assurer le bonheur quand celui-ci n'est vu que comme collectif (Ehrenberg 2000). Les sciences de la personne ont produit une grande quantité de savoirs et de pratiques sur le développement personnel, sur la place de la personne dans le groupe, et sur la gestion des conflits qui en résultent. Toutefois, les institutions néolibérales qui s'en sont inspirées n'ont surtout retenu du développement personnel que les dimensions<sup>171</sup> qui peuvent améliorer la productivité.

**Valoriser politiquement la participation extra-institutionnelle rétablit la pleine citoyenneté.**

Les institutions fonctionnent avec les individus, mais ne reconnaissent pas les personnes. De ce fait, les personnes et les "mouvements"<sup>172</sup> de personnes sont rejetées hors de l'institutionnel. Le non-institutionnel, donc, comme son nom l'indique, est ce qui se passe hors de l'institution : vouloir le caractériser davantage risquerait de le figer et donc de l'institutionnaliser. Le meilleur moyen d'accéder au non-institutionnel est d'observer ce qui se construit et existe hors et contre l'institution, dans la marge et dans le marginal.

Ainsi l'institution ne peut trouver les ressources pour changer qu'à l'extérieur d'elle-même, en acceptant que le changement puisse être porté et piloté en dehors d'elle. Cela revient à accepter d'autres formes de participation que la participation institutionnalisée.

### Flexibilité et altérité

---

Pour réaliser l'utopie institutionnelle, les jeunes femmes sont actuellement identifiées comme les nouveaux instruments du bonheur communautaire. Elles sont instrumentalisées<sup>173</sup> dans la recherche du bonheur collectif, dont il est supposé qu'elles bénéficieront "par contrecoup". Or le changement ne peut s'imposer de l'extérieur (Kourilsky 2008), et changer les jeunes femmes ne peut se faire sans leur volonté.

---

<sup>169</sup> Il existe une différence entre individu (élément interchangeable constitutif d'un groupe) et personne (entité unique).

<sup>170</sup> A notre connaissance, aucun savoir africain n'a été développé sur ces questions ni sur celle du bonheur individuel : il y aurait même antinomie entre développement collectif (solidarité) et développement personnel (individualisme).

<sup>171</sup> Telles que la conduite de groupe (team-building), gestion des conflits, créativité, assertivité...

<sup>172</sup> "En sociologie, un mouvement social est l'ensemble des réseaux informels des organisations et acteurs isolés, construits sur des valeurs partagées" ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement\\_social](http://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_social))

<sup>173</sup> C'est-à-dire qu'elles sont le moyen plutôt que la fin de l'action institutionnelle.

Dans quelle mesure des projets politiques de changement imaginés et portés par les jeunes femmes elles-mêmes concorderaient-ils avec la vision qu'elles développent en réponse aux sollicitations institutionnelles ? La tendance générale est à souhaiter davantage de représentation quantitative de femmes et de jeunes femmes dans l'institution politique, sans se préoccuper de savoir s'il existe d'autres espaces de pouvoir politique des jeunes femmes, ni ce qu'elles y expriment. Le paradoxe est que la participation hors institution se pose aussi bien comme alternative à l'institution que comme contestation de l'institution. Le dépasser implique d'accepter le risque de la métamorphose. Il faudrait alors laisser aux jeunes femmes le soin d'exprimer, à leur façon, le besoin de changer, vers quoi, pourquoi et comment.

Comme l'ont montré les résultats des observations du projet, les jeunes femmes d'Afrique de l'ouest se définissent par leur complexité, leur hétérogénéité et leur hypermodernité, qui constituent autant de facteurs de diversité sur lesquelles il faut tabler. Un accompagnement institutionnel se doit d'en tenir compte. Cela ouvre sur diverses pistes, axées sur la flexibilité, imposant de voir les jeunes femmes comme des ressources plutôt que comme des victimes, et de s'appuyer sur leurs savoir-faire plutôt que sur leurs carences.

**L'égalité démocratique nécessite d'accorder une égale valeur politique aux sphères publique, sociale et domestique.**



### En résumé

La recherche a d'abord permis d'établir que les jeunes femmes occupent une position stratégique dans la production et le maintien de la société ouest-africaine. Elles sont subalternes en termes de rapports de pouvoir. La plupart préfèrent une relation inégale à une transformation brutale qui les isolerait de leurs partenaires. L'initiative est attendue des institutions qui se voient et sont reconnues comme les seules promotrices du changement.

Toutefois l'analyse des résultats des politiques publiques nationales et internationales menées depuis 50 ans pour promouvoir des états de droits riches et démocrates en Afrique de l'ouest ont montré leur limites. Elles ont échoué tant à transformer les jeunes femmes qu'à s'adapter elles-mêmes au changement, dans un contexte qui a par ailleurs largement évolué. Ainsi, la valeur des savoirs produits sur les jeunes femmes et sur les institutions doit être analysée en termes politiques, c'est-à-dire en fonction de leur potentiel à transformer (ou à reproduire) les rapports de pouvoir.

Cela implique de s'intéresser à l'impact du collectif de recherche constitué pour mettre en œuvre le projet PPJF. Cela implique d'abord de s'intéresser aux outils de production de savoir qu'il a utilisés ainsi qu'à l'usage qu'il a fait. Ces outils sont aussi bien des théories et des pratiques que des méthodes de recherche et des modes de participation à la constitution du savoir. Le collectif sera ensuite à considérer en tant que producteur de savoir en interaction avec les autres acteur-e-s du projet. La quatrième partie qui suit porte ainsi sur la valeur et le sens politiques des savoirs apportés par le projet.

## Production scientifique et savoir politique

Cette partie fait l'inventaire des savoirs innovants apportés par le projet, pour évaluer leur valeur politique. Il s'agit d'examiner leur capacité à transformer (ou à maintenir) les relations de pouvoir en Afrique de l'ouest francophone, en particulier en termes de relations entre les genres et les générations. Ce niveau additionnel de réflexion permet de rendre visible l'impact de l'appareil de recherche du projet sur la production de savoirs. Il permet aussi de faire apparaître dans quelle mesure ces savoirs et méthodes transforment les "acteur-e-s" que sont les jeunes femmes, les institutions et les chercheur-e-s. Enfin, à partir de l'analyse des relations entre pratique sociopolitique et production scientifique, il contribue à ouvrir de nouvelles orientations en pratique de recherche en sciences sociales et politiques en Afrique de l'ouest francophone.

Ainsi ce rapport s'engage dans un nouveau palier d'analyse. La première partie a permis de poser les bases de réflexion en présentant les concepts utilisés par le projet, autour du politique et de la participation. La deuxième partie a traité des formes et enjeux de la participation politique des jeunes femmes, objet principal de la recherche. La troisième partie a ajouté un niveau supplémentaire de savoir, en analysant le rôle des institutions dans la participation politique des jeunes citoyennes. Le présent palier s'intéresse pour sa part à explorer le rôle et la valeur politique de la production scientifique proprement dite, celle qui a été produite par les chercheur-e-s organisé-e-s au sein du collectif de

recherche. Cela nécessite de replacer le projet PPJF dans son contexte plus large qui est celui de la recherche pour le développement en Afrique de l'ouest francophone.

Ainsi, cette quatrième partie questionne les pratiques, les produits et les échecs du projet. Elle se place donc dans une démarche d'analyse réflexive et politique du projet et de ses produits.

Une première section, intitulée "Derrière la neutralité des outils", évalue dans quelle mesure le cadre institutionnel dans lequel s'est déroulé le projet a influé sur l'analyse de la problématique de la participation politique des jeunes femmes. Cette section examine dans quelle mesure les outils et les compétences mis en œuvre au cours du processus de recherche ont permis de saisir la complexité des objets de savoir. Ces objets que sont les trois catégories d'acteur-e-s convoqués par le projet sont complexes dans leurs identités, leurs pratiques, leurs imaginaires, leurs interactions, leurs espaces ; ils sont marqués par leur nature intersectionnelle et leur (dé)matérialisation hypermoderne.

### 34- La complexité de la complexité



Une seconde et dernière section, intitulée "Contribuer au renouvellement des savoirs", analyse le poids politique des chercheur-e-s face à l'injonction que leur fait l'hypermodernité de participer au changement de leur propre société. Elle questionne également la contribution de la recherche scientifique à la transformation du positionnement politique global de l'Afrique de l'ouest francophone postcoloniale dans le présent contexte d'hypercolonialité.

## Derrière la neutralité des outils

Tout d'abord, interrogeons les outils et méthodes avec lesquels ont été produits les savoirs, pour déterminer dans quelle mesure ils ont influé sur la nature et le contenu des savoirs produits.

*Dans l'usage courant, méthodologie et méthode sont utilisés comme des synonymes. Mais en sciences sociales, la méthodologie est la description de l'ensemble (organisé en "boîte à outil") des méthodes, qui ont permis d'étudier un phénomène. La posture réflexive consiste à mener une réflexion critique sur la méthodologie utilisée, en partant du principe que la nature des résultats de savoir obtenus dépend de la méthode (du processus) utilisée pour les produire. Par outil on entend les techniques utilisées pour mettre en œuvre une méthode (par exemple : questionnaire, entretien, enregistrement, observation participante, débat...)*

### Le poids du cadre et les logiques de situation

---

L'analyse politique de la participation au sein du collectif de recherche du projet a permis d'approfondir la compréhension de la participation des jeunes femmes dans leur société ouest-africaine. En effet, le collectif de recherche a lui-même constitué un système organisé et instituant. L'analyse a porté sur la façon dont les règles du système ont été négociées au sein du projet, sur la nature des rapports de pouvoir que le cadre de recherche a instauré dans la communauté des parties-prenantes au projet, et sur les enjeux, les modes de gestion des tensions et des inévitables conflits d'intérêt qui ont émergé dans le collectif. Cela a permis d'opérer une comparaison croisée entre la manière dont les différent-e-s acteur-e-s du collectif de recherche ont participé à celui-ci, et la participation politique des "objets" <sup>174</sup> et bénéficiaires <sup>175</sup> du projet. Cette comparaison s'est révélée féconde pour penser les notions de participation et de politique.

Le projet a utilisé deux types d'outils : certains ont permis de faire fonctionner le collectif de recherche <sup>176</sup> et d'autres d'observer l'objet de recherche <sup>177</sup>. Ils ont été organisés

---

<sup>174</sup> C'est-à-dire les jeunes femmes.

<sup>175</sup> C'est-à-dire les institutions.

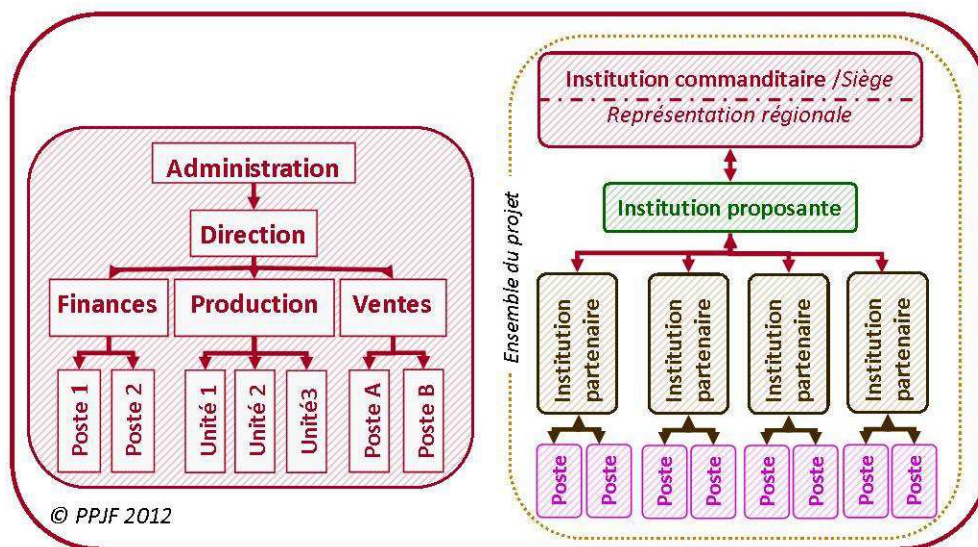
<sup>176</sup> Au titre de ces outils fonctionnels figurent : le document de projet, les rapports d'ateliers préliminaire et méthodologique, les archives des espaces virtuels de discussion, l'activité du conseil scientifique, le contenu de la revue par les pairs.

<sup>177</sup> Au titre des outils d'observation figurent : les questionnaires et guides d'entretien, les archives du forum virtuel, les contenus de l'observation multimédia.

autour de l'appareil de recherche dont la configuration peut être qualifiée de politique puisque organisant des relations, donc des rapports de pouvoir.

Dans les institutions classiques modernes, les différents échelons (à gauche dans l'illustration n°34) sont liés à l'intérieur d'une *seule* entité juridique pérenne, qui organise des relations hiérarchiques entre des individus qui appartiennent à la même institution.

### 35 - Organigrammes moderne et hypermoderne



Par contre, dans l'organisation telle que mise en œuvre dans le projet (à droite dans l'illustration n°34), plusieurs entités juridiques formelles sont reliées autour d'un même objectif matérialisé par le document de projet formant "Constitution". Les différents contrats qui organisent cette coopération ne lient que les institutions de niveau contigu : les institutions de niveau discontinu n'entretiennent pas entre elles de lien juridique impliquant droits ou devoirs. De ce fait, le modèle de démocratie induit par cette nouvelle organisation n'implique pas de "solidarité"<sup>178</sup> entre des niveaux discontinus, à la différence de la démocratie classique organisée au sein d'une seule entité institutionnelle (l'Etat, l'entreprise ou le lignage). Dans ce système, les acteur-e-s n'ont de droits et de devoirs qu'envers les entités avec lesquelles ils-elles sont juridiquement lié-e-s.

**En (dé)construisant des relations de pouvoir et de domination, concepts et outils scientifiques sont politiques.**

En droit, les deux partenaires d'un contrat sont égaux-les. Ils et elles sont juridiquement fondé-e-s à discuter à égalité les modalités contractuelles qui les engagent, avant de les accepter (ou de refuser le partenariat). Mais dans les faits, il y a toujours une partie qui propose et une partie qui répond. Et comme le dit l'adage africain *"la main qui donne est*

<sup>178</sup> Rappelons que la démocratie est fondée sur les trois principes de l'égalité, de la liberté et de la solidarité.

*toujours au-dessus de la main qui reçoit l'aide*". La hiérarchie verticale qui s'instaure ainsi dans les faits, si ce n'est dans le droit, est liée d'une part au flux financier et d'autre part au contrôle, par le "donneur d'ordre" de la bonne exécution de la tâche faisant objet du contrat.

Malgré la désolidarisation des liens entre niveaux hiérarchiques discontinus et l'égalité juridique formelle entre les partenaires, il y existe une étroite interdépendance autour du projet commun entre l'ensemble des acteur-e-s. Pour que le projet réussisse, ils-elles sont "obligé-e-s" de coopérer. C'est ce qui ouvre à des possibilités de contre-pouvoirs<sup>179</sup>. Dans la mise en œuvre pratique des activités du projet, il a ainsi été constaté nombre de stratégies de contre-pouvoir qui s'inscrivent dans le registre de la participation aux relations politiques : silences, "*archipels de pouvoir*" développés hors du champ "public" du projet, stratégie de la "chaise vide"...

L'observation des exercices de pouvoir et de contre-pouvoir au sein du collectif de recherche a ainsi permis de confirmer l'intuition développée au cours de l'observation participante des jeunes femmes : la participation n'est pas à voir selon la seule vision classique et positiviste<sup>180</sup> d'une contribution active et publique à la réalisation d'un idéal citoyen communautaire, mais aussi, et tout autant, comme une part activement prise (y compris par l'absence, l'abstention ou l'action parallèle) à la négociation des rapports de pouvoir. Au total, participation active et participation par l'absence sont l'une et l'autre des modalités de participation.

Comme le montre aussi l'illustration n°34, la communauté ainsi constituée ne dure que le temps d'un projet. Ce modèle d'organisation repose sur un système flexible de relations entre des niveaux fonctionnels désarticulés. La flexibilité et l'externalisation (la désolidarisation) des fonctions permettent d'accroître la productivité. Mais elles entraînent de nouveaux rapports (institutionnels et personnels) à la liberté et au risque. Ces derniers deviennent des valeurs positives, que chacun des acteur-e-s doit gérer pour son propre compte et à son propre niveau.

La valeur accordée à la prise de risque, qui lui-même fait objet d'externalisation, se reflète dans l'importance donnée aux détails qui, dans les contrats, définissent les limitations de responsabilité face au risque. L'analyse approfondie de cet aspect fait d'ailleurs apparaître que le principal risque dont il est important, pour les institutions, de s'affranchir, est celui de la gestion des personnes. Les institutions ne les voient que comme des individus, des clients, des usagers, des prestataires, etc. Cela est révélateur des modalités du nouveau modèle de démocratie institutionnelle qui est entrain de se mettre en place, dans le monde et en Afrique de l'ouest francophone. Dans ce modèle les citoyen-nés sont considéré-e-s d'une part en tant que personnes comme des "risques" à maintenir à distance et d'autre part en tant qu'individu-e-s comme les pièces interchangeables d'un dispositif.

---

<sup>179</sup> La question des contre-pouvoirs a été théoriquement développée par Foucault.

<sup>180</sup> C'est-à-dire une participation que l'on peut matériellement (positivement) quantifier ou qualifier.



### 36 - La gestion dans l'incertitude



Cela impose de s'interroger sur l'ambiguïté et les limitations du pouvoir qu'ont les citoyen-ne-s dans un système qui les "repousse" à la marge. Malgré cela voire pour cette même raison, ils et elles ont d'autant plus de latitude à développer des "archipels" de contre-pouvoirs. Ces capacités sont facilitées par les possibilités d'ubiquité et de "présence-absence" que permettent les TIC. Si l'on ramène ce raisonnement à la question de la participation des jeunes femmes à la démocratie hypermoderne ouest-africaine on ne peut que pressentir qu'elles ont d'une part, intérêt à "jouer le jeu" de l'institution. Elles ont intérêt à se présenter comme de jeunes professionnelles compétentes et disposées à contribuer aux stratégies institutionnelles. D'autre part, elles ont aussi intérêt à maximiser leur latitude à "se jouer" de l'institutionnel c'est-à-dire à développer des stratégies de sécurisation et de liberté hors et contre institutionnelles. "Jouer avec" et "se jouer de" est précisément l'une des caractéristiques de l'imaginaire politique postcolonial (c'est-à-dire propre aux subalternes) relevé par Mbembe.

### La science politique : distanciation et engagement

La comparaison croisée des rapports de pouvoir au sein du cadre de recherche et des modes de participation politique des jeunes femmes a permis de faire apparaître la latitude des jeunes femmes, subalternes, à "récupérer" du pouvoir dans le système qui les marginalise. Mais cela n'explique pas pourquoi et comment les jeunes femmes ont été "dépolitisées" dans les produits de recherche que sont le document de projet et les rapports nationaux, en y étant présentées comme invisibles et inactives. L'analyse de la posture politique (consciente ou non) des chercheur-e-s et de leurs modes de participation à la construction de l'imaginaire collectif de ce que devrait être la participation politique des jeunes femmes ouest-africaines à la démocratie<sup>181</sup> permettra d'éclairer cette question.

L'ensemble des membres du collectif de recherche figure au nombre des acteur-e-s politiques du projet, pour la raison qu'ils et elles en ont été les principaux-les "artisan-e-

<sup>181</sup> Incluant les notions de d'égalité, de citoyenneté, de liberté, dans les relations entre les genres et les générations...

s"<sup>182</sup>. Ils et elles en sont acteur-e-s à double titre, de par leur fonction et leur aura de "détenteurs du savoir", d'une part, et, d'autre part, en tant que personnes appartenant au monde qu'ils et elles ont pour mission d'étudier.

Dans leur mission de recherche, les détenteurs du savoir que sont les chercheur-e-s, construisent et manipulent des concepts scientifiques, c'est-à-dire des idées et des cadres de réflexion (des théories) qui permettent d'appréhender et d'expliquer la réalité qui nous entoure. Ces idées et cadres sont prétendus neutres, objectifs, universels, parce que représentant le vrai, le réel, le logique et le vérifiable<sup>183</sup>. Ils sont présentés comme étant extérieurs à toute subjectivité personnelle, culturelle ou sociale. Car c'est en cela que les idées et les théories sont tenues pour être scientifiques.

Mais, dès lors qu'ils opèrent sur les sciences sociales et humaines, et en particulier dans le domaine de la recherche pour le développement (c'est-à-dire pour le changement), il n'est pas possible d'exonérer les concepts scientifiques d'une valeur politique. Car le concept scientifique ainsi produit ne se contente pas de "dire" le réel : il "agit sur" lui, en le formalisant et/ou en l'organisant.

La science donne forme au réel. Les scientifiques contribuent à la "construction mentale" du réel, dans sa mise en concepts. Alors que les politiques (publiques) agissent dans la mise en œuvre "opérationnelle" du changement du réel. Il serait tout à fait trompeur de croire que "construire" le réel, ce que font les scientifiques, ne contribue pas à changer le réel, y compris en renforçant sa capacité à ne pas changer ou à ne pas permettre d'imaginer le changement. De ce fait, les scientifiques ne peuvent prétendre se dédouaner d'un pouvoir politique, ni d'une implication politique, même dans "l'apolitisme", c'est-à-dire quand ils et elles n'ont pas de prétention militante.

Revenons alors au projet PPJF. En termes de perspectives de changement (et donc d'action sur le réel), il est très différent de considérer les jeunes femmes comme des victimes à aider, sans capacités suffisantes, et absentes de la sphère politique publique formelle, ou de les voir comme des "actrices agissantes" dans les sphères (privée, sociale, économique...) où elles sont effectivement présentes et agissantes. Dans cette seconde perspective, il y a lieu de les analyser politiquement pour ce qu'elles sont : dans une position de dominées. Toutefois, elles ne sont pas dénuées de pouvoir (ni donc de valeur politique) du seul fait qu'elles sont dominées. Au contraire, cet état de fait impose d'analyser leurs visions, pratiques et stratégies de pouvoir et de récupération de pouvoir (de contre-pouvoirs), ce qui n'est assurément pas possible si on se contente de les chercher dans les espaces où elles ne sont pas. Chacune de ces deux visions ouvre sur des possibilités de changement qui sont très différentes l'une de l'autre.

La première, qui prétend que les jeunes femmes sont des victimes incapables que les institutions doivent aider, ne peut que déboucher sur des recommandations de formation. La formation vise à produire des jeunes femmes "conformes" au modèle qui leur permettrait de participer politiquement dans la sphère publique à égalité avec les hommes. Cette option ne remet pas en cause ce fonctionnement de la politique.

---

<sup>182</sup> De la même façon qu'il serait impropre de considérer que des maçons ne font pas partie de l'équipe de construction d'un immeuble ou de participer à la mise en place d'une politique de l'urbanisation.

<sup>183</sup> Vérifiable par la reproductibilité, la répliquabilité.

La seconde perspective estime que les jeunes femmes, dans les espaces et dans les positions de pouvoir où elles sont, sont certes invisibilisées mais quand même politiquement actives et agissantes. Elles développent leurs propres stratégies inhérentes à leurs personnalités et à leur positionnement sociopolitique. Cette vision ouvre sur des pistes très différentes telles que la valorisation politique des espaces "oubliés" de la politique classique, et le renforcement de "l'audibilité" des jeunes femmes. Cela amène à proposer de leur permettre de participer pour ce qu'elles sont, dans ce qu'elles savent faire, d'où elles sont, et selon ce qu'elles veulent, plutôt qu'à partir de ce qu'elles n'arrivent pas à faire "bien" là où elles ne sont pas. Les perspectives de transformation des rapports de pouvoir entre les acteur-e-s sociaux-les mènent vers des futurs très différents, qu'il est de la mission des "chercheur-e-s en développement" de "prospector".

**L'éthique impose à la recherche pour le développement d'analyser l'impact politique du savoir qu'elle construit.**

Il est donc impossible de prétendre faire de la recherche scientifique pour le développement une activité neutre et apolitique, tout autant qu'un chercheur peut difficilement se prétendre hors du champ politique, y compris à son insu. Il n'est pas ici question de l'engagement politique personnel du chercheur, mais de la reconnaissance de la valeur politique du savoir qu'il-elle contribue à produire. Dénier que tout savoir est nécessairement politique, fortiori en sciences sociales et humaines, serait un manquement éthique.

Ceci est particulièrement important pour l'Afrique de l'ouest francophone actuelle. Les politiques publiques n'y sont plus justifiées par un souci de "civilisation" qui rappellerait le paternalisme colonial, mais par la science à qui il est demandé de servir de caution à la promotion de modèles de développement supposées assurer le bonheur collectif. C'est donner un grand pouvoir au monde de la recherche, qui doit donc être particulièrement attentif aux possibilités de transformation (ou de reproduction) de l'ordre social induites par les savoirs qu'il produit à la demande des institutions qui le commanditent.

Le projet PPJF demandait aux scientifiques de produire, à l'usage des institutions, des recommandations d'actions à mener en direction des jeunes femmes. Cela ne pouvait que contribuer à renforcer le pouvoir des institutions sur les jeunes femmes, qui par ailleurs s'en satisfont. Mais cela rétrécit les perspectives de réel développement citoyen participatif<sup>184</sup>, car l'action pour le changement n'y est portée que par les institutions. Le travail de recherche, n'aboutirait, donc, qu'à renforcer le pouvoir des institutions plutôt que celui des jeunes femmes. Une critique politique, voire éthique, de cette conclusion, ne peut être esquivée : la finalité du projet – voire du développement – réside-t-elle, en fin de compte, dans les institutions ou dans les personnes ?

Les chercheur-e-s ouest-africain-e-s sont, d'une manière ou d'une autre, personnellement impliqué-e-s dans les transformations sociales qu'ils-elles auront contribué à mettre en place. Changer les relations entre les genres et les générations en Afrique de l'ouest, changera nécessairement leurs propres relations de genres et de

---

<sup>184</sup> C'est-à-dire dans lesquelles la personne citoyenne autonome est actrice-première, plutôt que bénéficiaire d'actions menées par les institutions.

générations. La probabilité est grande que leur production scientifique reflète leur propre idéal politique ainsi que leur propre vision du changement et de ses risques. Seule la démarche réflexive aurait permis de faire apparaître l'idéal de changement des chercheur-e-s/acteur-e-set son potentiel impact sur le réel. Mais cet idéal de changement est resté inexploré sous prétexte de neutralité scientifique. La complexité de la relation entre le chercheur et l'objet se surimpose à la complexité de l'objet lui-même.

### Appréhender la complexité

---

L'hypermodernité ne permet plus d'occulter la complexité. Elle la rend centrale parce qu'elle empile les couches du réel, dans le(s) temps, dans les espaces, dans les imaginaires. C'est ce qui permet à la fois l'intersectionnalité et le jeu d'une couche à l'autre. Le monde de la recherche, ne peut, donc, plus ignorer les composantes du monde complexe, et en premier lieu le chaos. La complexité s'impose à la science en admettant le chaos (voir encart n°36) comme partie prenante du réel et domaine de savoir scientifique. Il lui faut donc se départir de sa problématique classique qui n'admet que la régularité. La science de l'époque hypermoderne dispose pour ce faire d'outils, tels que l'informatique et les TIC, ainsi que des capacités théoriques, notamment les nouvelles applications des sciences physiques et mathématiques dans le domaine des sciences humaines.

#### 37 - Complexité et science du chaos

*A la fin des années soixante, la science s'acheminait vers une crise, victime d'une spécialisation croissante. Le chaos, par son aspect irrégulier et/ou désordonné, posait des problèmes méthodologiques à la science classique. De nouvelles sciences vont se proposer d'explorer ce désordre apparent. Elles se sont regroupées sous la dénomination de sciences du chaos, domaine d'étude interdisciplinaire qui va engendrer son propre langage. Elles s'intéressent aux champs irréguliers et discontinus pour saisir la structure sous-jacente à la complexité. Elles énoncent des affirmations sur le comportement global de la complexité, se manifestant simultanément sur des échelles différentes. Elles s'occupent du hasard, de l'imprévu et du global. "Le chaos est une science des processus plutôt que des états, une science du devenir plutôt que de l'étant" (D'après Gleick, 2008)*

A quel point la science, en Afrique de l'ouest francophone, est-elle ouverte aux outils et aux capacités, permettant de "lire" un monde qui change ? Au travers de la lecture qu'en a faite le projet PPJF, cette question sera successivement abordée en référence à la

complexité, l'intersectionnalité, la transdisciplinarité, l'itération et la valeur de l'absence<sup>185</sup>.

La complexité du projet a été instituée comme posture de départ, dès le document de projet. Elle est inhérente tant à l'enchevêtrement des problématiques posées par le projet qu'aux positionnements politiques fondateurs que sont la transdisciplinarité, la fédérativité, la réflexivité, l'intersectionnalité. A cela s'ajoute l'inclusion de méthodes innovantes telles que l'observation multimédia, l'observation participante virtuelle, les méthodologies participatives (illustration n°28), la téléproduction collaborative scientifique.

### 38 - Saisir la complexité par des méthodes participatives



*Cette session participative de l'atelier régional de partage des résultats du projet PPIF a permis de trianguler l'analyse à des résultats et des recommandations issus des rapports nationaux, par les trois catégories d'acteur-es du projet,. L'analyse politique collective a débouché sur la délégation aux institutions de la responsabilité de porter le changement, dépolitisant ainsi les chercheur-e-s et les jeunes femmes.*

Toutefois, dans la phase de collecte et de traitement, les outils utilisés n'ont pas permis appréhender la complexité de la problématique. Cette "carence" a eu une portée politique en ce qu'elle a échoué à traduire la complexité des relations entre les acteur-e-s ainsi que la prise en compte des rapports de pouvoir qu'ils et elles entretiennent.

D'un point de vue épistémologique, cette carence a été fructueuse en ce qu'elle a permis de rendre visible l'impact politique du discours scientifique sur les problématiques qu'elle analyse. Cet impact se traduit, entre autres dans ce projet, par l'invisibilisation politique des jeunes femmes et de leur participation, à travers les notions utilisées pour les qualifiées. Sous couvert de la neutralité scientifique interprétée comme apolitique, la contribution politique des chercheur-e-s à la constitution des savoirs conduit à reproduire des schémas de domination.

L'intersectionnalité de genre et de génération, proposée comme principe fondateur dans le document de projet, a permis de cerner l'objet premier de recherche comme étant les jeunes femmes de moins de 35 ans. Mais conceptuellement et politiquement, celles-ci ont davantage été considérées comme des femmes que comme des jeunes. Elles ont été

<sup>185</sup> L'absence inclut les carences, le rien, le vide, le déficit, le manque...

presque exclusivement vues comme jeunes femmes dans la mesure où elles ont à préparer la relève de leurs aînées. Elles ont été beaucoup moins appréhendées comme partenaires féminines de jeunes hommes<sup>186</sup>. Cela a permis d'attirer l'attention, par exemple, sur la nature des jeunes femmes, qui ne peuvent plus être considérées ni comme des femmes, ni comme des jeunes. L'analyse politique des rapports entre les genres ne peut se faire sans prendre en compte le système dans lequel ces relations prennent place, c'est-à-dire les espaces où elles se déroulent, ou l'imaginaire qui lie les trois catégories d'acteur-e-s. Il faut également prendre en compte le poids du pouvoir des acteurs "de l'ombre" que sont les institutions d'une part et les chercheur-e-s de l'autre. Ces conclusions n'auraient pas pu être amenées sans passer par le croisement des données, des domaines, des expériences et des savoirs.

La revue de la littérature montre d'ailleurs que l'intersectionnalité genre et génération est une approche neuve de la question des jeunes femmes. Celles-ci sont soit traitées au titre de "question de genre", sous l'angle des risques liés à leurs fonctions sexuelles et reproductives, soit comme les "oubliées" de la question de la jeunesse. De surcroît, le développement du projet a montré que, si la démocratie (l'égalité) de genre est pensable, par les jeunes femmes et par les chercheur-e-s, l'égalité (la démocratie) entre les générations est inconcevable en Afrique de l'ouest francophone, tant par les jeunes que par les aîné-e-s<sup>187</sup>.

### 39 - La quadripartition de l'espace socio-politique



Considérer uniquement la relation de genre permet d'organiser le monde en deux espaces, celui des hommes, public et formel, celui des femmes, privé et domestique, à l'intérieur duquel les jeunes femmes sont supposées assurer la relève des femmes aînées. Mais l'intersectionnalité permet, en introduisant la variable générationnelle, de

<sup>186</sup> A ce titre, les questions de sexualité et de maternité ont été remarquablement absentes des préoccupations et des produits de recherche, et les questions de séduction abordées plutôt en direction des hommes âgés que de leurs pairs.

<sup>187</sup> Il est possible que les institutions aient plus de facilité à concevoir l'égalité entre les générations, quand la différenciation (l'inégalité) tient à d'autres facteurs que celui de l'âge (par exemple : celle des diplômes, de l'expérience...)



partitionner ce monde en quatre espaces (Voir illustration n°38). C'est ce qu'à développé la deuxième partie de ce document : l'espace public formel est devenu celui des hommes âgés qui gèrent l'ordre du groupe, tandis que les femmes âgées exercent leur pouvoir de reproduire et de préserver le lien collectif dans l'espace social. Les jeunes femmes quant à elles occupent l'espace privé domestique, pour y assurer gratuitement du *care*, tandis que les jeunes hommes occupent un espace social informel à créer du lien (entre eux) en attendant d'investir l'espace des hommes âgés. Politiquement, cette quadripartition de l'espace social, dont l'appréhension est permise par l'intersectionnalité multiplie les possibilités de domination et de renversement du pouvoir, tout autant qu'elle ouvre, en théorie, nombre de pistes d'investigation scientifique.

Le parti pris pour la transdisciplinarité aurait dû favoriser la prise en compte de ces perspectives nouvelles. Cependant la coexistence d'expertises multiples et différentes au sein du collectif de recherche a partiellement entravé le dialogue transdisciplinaire, du fait de la disparité des références théoriques et conceptuelles <sup>188</sup>.

**Le public, le social, le domestique, la rue sont des espaces politiques inégaux socialement assignés en genre en génération.**

C'est l'existence de profils "polycompétents" (plutôt que classiquement formatés) qui a permis de contourner collectivement ce handicap, en permettant le jeu entre les niveaux de compréhension, et en réintroduisant la possibilité de coexistence de discours différents voire antagonistes.

L'itération<sup>189</sup> de l'analyse a constitué une valeur méthodologique en permettant d'ajouter, par la multiplication des liens, des couches de sens nouveaux aux résultats. C'est ainsi que le projet PPJF a pu affiner la conceptualisation de la génération. En effet, à partir de la maigre littérature disponible sur la question, le projet a d'abord utilisé le concept de génération pour désigner la tranche d'âge concernée par la recherche. Puis ce concept a servi à étudier les relations conflictuelles entre la génération des parents et celle des jeunes. Le projet a ensuite enrichi l'approche générationnelle en prenant en compte la spécificité africaine des liens qui unissent grands-parents et petits-enfants au travers, notamment, des relations à plaisanterie. Les relations spécifiques d'alliance, d'intermédiation et d'égalité que les relations à plaisanterie instituent permettent, sans les abolir, d'alléger ou de contourner le respect et la soumission attendus des plus jeunes. Ce sont des formes politiques de contre-pouvoir intergénérationnel. D'autres générations se sont ensuite ajoutées à l'analyse, incluant les puîné-e-s (les enfants produits par les jeunes femmes), les générations plus anciennes des arrière-grands-parents, et celle des ancêtres. Au sens africain, les ancêtres rassemblent les aïeux décédés, ainsi que les représentants totémiques qui constituent le mythe fondateur de la famille. Ainsi les liens intergénérationnels, en Afrique de l'ouest, empilent et font coexister au moins cinq générations. Cela transforme considérablement le poids relatif des jeunes femmes au sein de leur société, ainsi que les relations de pouvoir qui en découlent. Un second empilement existe. Celui de deux générations historiques - celle

---

<sup>188</sup> Par exemple sur le sens des concepts de genre, de politique...

<sup>189</sup> Itération : répétition d'une action, pour obtenir un résultat par approximations successives.

qui a vécu le traumatisme colonial et ses séquelles<sup>190</sup> et celle qui n'a connu que le postcolonial. Toutes deux sont héritières de cinq modèles civilisationnels qui coexistent de manière vivante dans l'hypermodernité ouest-africaine (ceci a été illustré par l'illustration n°6). La question générationnelle, en Afrique de l'ouest francophone, apparaît donc comme bien plus complexe qu'initialement imaginée par le projet.

En Afrique de l'ouest francophone, les rapports de genre apparaissent bien moins fondateurs de rapports de pouvoir que les rapports de génération. Cependant, il existe des liens conceptuels entre genre et génération. Par "conceptuel", il faut entendre les divers sens que revêt le mot conception. De la même racine indoeuropéenne GEN- (faire naître, engendrer) sont issus notamment les concepts de génération, génital, géniteur, genre, progéniture et concept<sup>191</sup> ! Or, la génération c'est le lien, mais le lien n'a pas de genre dans les langues ouest-africaines. Si, par la reproduction, les genres engendrent la génération, la relation générationnelle prime la relation de genre. Cette itération de la recherche sur la question de l'intersectionnalité du genre, de la génération et des rapports intergénérationnels et de genres ouvre des perspectives dans la transformation des relations de pouvoir. Les relations de genre sont facilement remises en cause par les jeunes femmes mais les relations de génération restent sacrées.

Questionner la question et surtout la réponse, dans ce qui manque, ou ce qu'elle ne dit pas, ou ce qu'elle échoue à dire, a été une des démarches les plus fructueuses du projet PPJF. Elle a permis de retravailler sans cesse la problématique, en y intégrant des aspects que les questions premières ou les réponses premières laiss(ai)ent dans l'ombre.

Ainsi, le projet a initialement interprété la notion de participation des jeunes femmes à l'exercice politique, comme leur positionnement quantitativement paritaire<sup>192</sup> dans les institutions publiques formelles. C'est le questionnement (la déconstruction) des notions de politique, de sphère publique, de formalisation institutionnelle (d'institutionnalisation) qui a permis d'ouvrir sur les notions d'espaces, de contenu de participation qualitative et de lien. Ce "saut qualitatif" essentiel a permis de changer d'échelle, de passer à un autre niveau de perception et de connaissance. En effet, ajouter différents niveaux permet de prendre en compte différentes perspectives, toutes aussi pertinentes les unes que les autres. L'analyse globale de cet "empilement" de perspectives permet de mieux comprendre l'ordre qui les relie (Gleick 2008). Selon Meyer (2009), questionner la question devient un mode de pensée qui permet non de se perdre dans des itérations mais de cheminer dans la sérénité, face à l'insécurité inhérente aux crises et aux remises en question. Or cela n'est pas possible à faire sans capacité<sup>193</sup> à la critique et plus particulièrement à l'autocritique.

Questionner permet d'apprendre de l'erreur. Le projet n'aurait pas produit autant de savoirs s'il avait été mené de manière "parfaite". L'erreur n'est pas seulement une "mauvaise" réponse à une question. Le positionnement scientifique n'est pas dans la

---

<sup>190</sup> Notamment la séquelle de l'absence de révolution industrielle

<sup>191</sup> Source : <http://projetbabel.org/mots/index.php?p=gens>

<sup>192</sup> Le concept de parité provient du monde financier (parité monétaire, quantitative). Il ne suffit pas à épuiser le sens du concept qualitatif d'égalité, qu'il tend pourtant à remplacer dans les revendications féminines.

<sup>193</sup> La capacité critique tient autant aux dispositions personnelles, qu'à l'éveil environnemental et qu'à la formation proprement dite.

validation ou le refus mais dans l'exigence du toujours plus (de savoir). Cela interdit de produire un listing exhaustif des résultats d'un projet de recherche tel que le projet PPJF. C'est le principe de la recherche que de produire de l'imparfait, qui ouvre ensuite la possibilité à apprendre davantage.

L'objet initial de recherche s'est ainsi dilaté pour s'ouvrir sur des dimensions de plus en plus nombreuses, de plus en plus complexes reconnaissant donc qu'elles n'étaient pas exhaustives. Il a fallu admettre que des "vides" demeureraient, qu'il pourrait être intéressant ensuite de développer. Ainsi, le projet a permis d'apprendre à partir de ce qu'il a exploré tout autant qu'à partir de ce qu'il restait à savoir.

### Le politique des TIC

---

Le projet, héritier d'une expertise en "Genre et TIC", a politiquement installé les TIC comme outil et référent centraux, parce qu'elles portent et symbolisent l'hypermodernité actuelle, vue comme productrice de nouveauté et de changement dans le contexte ouest-africain. Les nouveaux agencements techniques, économiques, sociaux et culturels de la mondialisation, notamment ceux basés sur l'Internet, en particulier le Web 2.0, ont suscité l'espoir que la démocratie directe puisse supplanter la démocratie représentative ou parlementaire, quand bien même les disparités en termes de capacité à s'informer, à communiquer, à participer et à contrôler sont plurielles et diverses (ENDA, 2005).

Les TIC ont, dans un premier niveau, été largement utilisées comme outil d'information, de coordination, de communication et d'échange par l'équipe de recherche. C'est grâce à elles qu'il a été possible de capitaliser les capacités et résultats de recherche, malgré les difficultés posées par la dimension sous-régionale du projet. Cela a nécessité d'imaginer, et d'innover, dans la manière de travailler collectivement avec ces outils. Pour plusieurs des membres du collectif de recherche, l'usage de ces outils, sous ces formes ou dans ces applications novatrices, a constitué une "première"<sup>194</sup>. Les difficultés techniques de connectivité et d'usage ont été réelles<sup>195</sup>. Elles ont été largement invoquées pour justifier les difficultés de participation et ou pour dénoncer le côté avant-gardiste (ou utopique) du projet.

**Hypermodernité et TIC nécessitent d'innover en méthodologie d'observation et de recherche en sciences politiques.**

Cependant, les principales difficultés de communication interne que celui-ci a eu à connaître ont tenu à la difficulté d'exprimer, de gérer ou de résoudre collectivement (donc politiquement) des conflits dans un cadre virtuel. Les outils de TIC utilisés ont été principalement axés sur la communication écrite, privant les relations de leurs références non verbales. Les espaces virtuels de travail n'ont pas été considérés comme assez intimes pour garantir une expression : le silence a été préféré à la possible "indécence" qu'impliquerait l'idée de se "donner en spectacle" devant un public "d'inconnus". Ces

---

<sup>194</sup> C'est par exemple le cas de la coproduction télécollaborative de vidéos sur Internet.

<sup>195</sup> Notamment du fait des événements politiques dans les pays concernés par la recherche, qui ont souvent perturbé le fonctionnement des infrastructures de communication.

difficultés de communication se sont surajoutées à la réelle pluralité des références théoriques et culturelles, pour instaurer des incompréhensions.

En tant qu'outil d'observation, les TIC ont été utilisées pour approcher, au cours du Forum Virtuel, l'imaginaire et les pratiques politiques de la participation telle que mises en œuvre par les jeunes femmes. Cela a permis d'observer "sur le vif" les jeunes femmes en train mettre en actes et en paroles leur participation à la définition du politique. Cela étant, l'hypothèse implicitement formulée au départ n'a pas été confirmée. Elle posait que les possibilités offertes par les TIC aux jeunes femmes leur permettraient de développer des formes nouvelles de participation et de renverser les dominations de genre et de génération dont elles sont l'objet. Toutefois, les résultats obtenus ne permettent pas d'écarter les potentiels de transformation de la participation politique par les TIC, car celles-ci sont une grande et diverse famille. D'autres méthodes que celles retenues par le projet, davantage participatives, aurait sans doute permis de faire émerger une autre facette de la participation des jeunes femmes.

Cela dit qu'est ce qui est politique, dans les TIC ? Quelles nouvelles visions de la politique et de la participation politique est-il possible de repérer au travers des usages des TIC que font les jeunes femmes ouest-africaines ? En quoi ces usages diffèrent-ils des modèles de la participation citoyenne classique, celle-ci étant fondée sur l'exercice de droits et l'observation de devoirs, ou sur le militantisme au sein d'institutions hiérarchisées ? Le projet a montré que les jeunes femmes aiment les possibilités qu'offrent les TIC de jouer, s'informer sur elles-mêmes et sur leurs mondes, participer à des e-pétitions<sup>196</sup>, chercher du travail, socialiser et réseauter. Mais cela ne suffit pas à définir une spécificité de la participation des jeunes femmes par les TIC, si tant est qu'il y en ait une.

Le projet PPJF a montré que la meilleure manière d'appréhender la participation politique des jeunes femmes était d'aller observer ce qu'elles font dans les espaces où elles sont présentes, pour évaluer quelle est la valeur politique de ces actions, y compris dans l'absence et le silence. Cela permet de supposer que la meilleure manière d'appréhender la participation politique des jeunes femmes dans l'espace virtuel serait d'aller voir où ces dernières s'expriment, de quelle manière, et avec quel impact.

**Les TIC, par la dématérialisation  
l'ubiquité et la flexibilité,  
renouvellent les modalités de  
participation politique.**

Une première approche de ce type montre que les jeunes femmes ouest-africaines sont très peu visibles dans les espaces virtuels des mouvements citoyens actifs sur Internet, la plupart du temps fondés et animés par des hommes. Le plus souvent elles s'y expriment dans les termes tels que "nous sommes derrière vous".

Une exploration préliminaire menée sur un moteur de recherche et sur des réseaux virtuels donne un premier aperçu de la présence des jeunes femmes africaines dans ces espaces. A première vue, elles se repèrent principalement dans les sites à vocation professionnelle, faisant la promotion du leadership féminin africain, dans les sites

---

<sup>196</sup> Pétitions virtuelles.

d'inspiration touristique axés sur le folklore africain, les sites matrimoniaux qui disent mettre en relation les jeunes femmes africaines avec des hommes européens, les sites pornographiques et/ou possiblement criminels<sup>197</sup>. Mais ce premier aperçu ne permet pas de différencier entre action féminine et utilisation de l'image féminine<sup>198</sup>.

*"Pour évaluer les conséquences du web sur le lien social, il ne suffit pas d'examiner les pratiques individuelles. Ce sont les interactions même qu'il convient de prendre en compte" (Casilli 2010)*

Approfondir ce type de recherche demande de résoudre un certain nombre de difficultés méthodologiques, dues à la nature de l'espace virtuel qui rend difficile ou impossible l'identification des acteur-e-s<sup>199</sup> et/ou de leurs intentions politiques. L'immensité physique et potentielle du cyberspace le rend difficilement recensable pour en permettre l'échantillonnage<sup>200</sup>. Egalement la diversité, la dématérialisation et la possibilité de l'ubiquité des acteur-e-s (tant producteur-e-s que consommateur-e-s) complexifient ce type d'approche.

Ces aspects de l'espace virtuel appellent à réexaminer les études centrées sur le genre féminin, qui ont été construites autour du corps féminin et de la domination exercée sur le corps des femmes par les autres acteurs sociaux. Etudier le genre dans le virtuel nécessite de "décorpore" le genre. Cela ouvre une piste de recherche, réellement innovante en l'Afrique de l'ouest francophone, qui demande de penser le genre sans le corps, et que des relations de domination puissent néanmoins se perpétuer sous d'autres formes entre d'autres types d'acteur-e-s (Benasayag 2010).

## Contribuer au renouvellement des savoirs

Toute société, et toute personne, a la capacité de produire du savoir. Cela n'est pas l'apanage exclusif des professionnels de la science. Par contre, il n'est pas facile d'accéder et de partager le savoir avec d'autres, surtout dans un monde inégalitaire où le savoir est hiérarchisé, ce qui lui confère une valeur financière qui écarte les démunis.

C'est le cas de l'Afrique de l'ouest francophone, région marginalisée du monde à plus d'un titre et notamment dans le domaine de l'accès au savoir. Ce qui sera une nouveauté

---

<sup>197</sup> Prostitution, trafic d'êtres humains.

<sup>198</sup> Les images des femmes africaines peuvent être publiées, peut-être à leur insu, par d'autres personnes qu'elles-mêmes.

<sup>199</sup> Comme les travaux sur la cybercriminalité et la responsabilité sur Internet le montrent, il y a empiement d'acteurs physiques et institutionnels à toutes les phases qui relient la conception et la consommation de produits virtuels.

<sup>200</sup> Il y aurait environ 2 milliards d'internautes dans le monde, plus de 200 millions de sites web et peut-être 1000 milliards de pages. Source : <http://www.pcinpact.com/news/65785-combien-pages-web-foundation-tim-berners-lee.htm>

ici peut fort bien ne pas l'être ailleurs, tout autant que ce qui est déjà connu ailleurs peut être renouvelé à partir de cette perspective "subalterne". De surcroît le croisement des savoirs est lui-même porteur de créativité, facteur d'innovation (de Bono 2004, Aznar 2005). Dans une démarche scientifique, politique et éthique, les innovations épistémologiques sont, dans cette section, analysées à partir des réalisations du projet, pour faire apparaître leur potentiel impact politique et scientifique.

### Acteur-e-s et interactions

---

Le projet PPJF centré sur les jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone, a montré que ces dernières, vues comme invisibles et muettes et pour cela portées au centre de l'attention sont en fait des actrices incontournables de par leurs fonctions biologiques et sociales de reproductrices. Elles savent utiliser cet avantage stratégique en marge du public (dans les espaces privés, domestiques et intimes). Le projet a montré également la nécessité d'inclure dans la problématique d'autres acteur-e-s politiques, que sont les institutions et les chercheur-e-s. Initialement, ces deux catégories n'étaient pas considérées comme parties prenantes de la problématique de la participation politique des jeunes femmes. Les institutions n'étaient pensées que comme devant appliquer des recommandations, formulées par des chercheur-e-s (considéré-e-s comme expert-e-s), et devant aboutir à ce que les jeunes femmes participent "mieux et plus".

Le projet dévoile que l'une et l'autre de ces catégories sont actrices politiques au même titre que les jeunes femmes. Elles sont également, voire principalement, impliquées dans la construction de l'imaginaire et des processus de changement des relations de domination de genre et de génération. Dans l'approche classique, les jeunes femmes font plutôt figure de "bénéficiaires/cibles" du fait qu'elles sont davantage positionnées comme des victimes en besoin d'aide que comme des actrices.

Chacune des catégories est à la fois puissante et dépendante. Les jeunes femmes ont très peu de pouvoir de dire, de faire, d'interdire et d'interdire d'imaginer dans la sphère publique. Mais elles ont un grand pouvoir stratégique de par leur fonction reproductive et de *care*. De par leur puissance légitime et financière, les institutions ont un grand pouvoir politique de dire, de faire, d'interdire et d'interdire d'imaginer, mais ont peu de pouvoir pour opérer le changement. De par leur crédit scientifique, les chercheur-e-s ont un grand pouvoir de dire, d'imaginer et d'interdire d'imaginer, mais peu de faire et d'interdire de faire, étant dépendant-e-s des financements et des exigences des institutions. Ces zones de puissance et d'impuissance des un-e-s et des autres permettent des jeux de pouvoirs entre les acteur-e-s, jeux qui s'organisent autour de tabous et de non-dits, perpétuant des inégalités de pouvoir dont se satisfont les trois catégories d'acteur-e-s.

Le projet met aussi en évidence que les interactions (la nature des liens) entre les acteur-e-s sont plus importantes que les acteur-e-s eux-mêmes, pour comprendre les relations inégales de pouvoir et leur pérennité. De ce fait, les "problèmes" de la participation doivent être analysés en termes de systèmes plutôt que de personnes.

En termes de relations, les jeunes femmes, les institutions et les chercheur-e-s ne fonctionnent pas de la même manière. Les subalternes que sont les jeunes femmes privilégient le lien social (informel), même au prix de la subalternité sociale; mais avec



les programmes de développement, elles cherchent aussi à établir des liens professionnels pour tirer parti de leur avantage comparatif de "valeur d'avenir". Les institutions privilégient les liens institutionnels et légalisés sous forme de contrats, cherchant à éviter le lien avec les personnes. Les chercheur-e-s, se définissant hors de ce qu'ils-elles étudient, ne se voient pas dans le lien, tout en se sécurisant par le bais du lien professionnel.

La résultante des différentes relations confère le pouvoir aux institutions. Celui-ci est légitimé d'une par le devoir d'assistance aux victimes de discriminations citoyennes que sont les jeunes femmes. D'autre part, il tire sa légitimité de la caution scientifique des chercheur-e-s commandités à cet effet. L'effet de ce pouvoir, cependant, est moins dans le changement que dans la reproduction d'un ordre de domination paternaliste néolibéral. La méta-analyse participative des productions scientifiques du projet (PPJF 2012-2) a souligné que tou-te-s les acteur-e-s – tant les jeunes femmes, les chercheur-e-s que les institutions – confèrent aux seules institutions la responsabilité de concevoir et de mettre en œuvre les politiques publiques. Ce faisant, les jeunes femmes et les chercheur-e-s renoncent à leurs responsabilités citoyennes de participer à la mise en œuvre du changement. Dans un tel processus, les jeunes femmes restent des objets de recherche et des victimes à aider, sans revendiquer être des actrices de changement. Elles se dépolitisent, au même titre que les chercheur-e-s qui se définissent plus dans le penser que dans l'agir.

Le principal mécanisme de la puissance des institutions, au delà du dire et du faire, réside dans le maintien d'un imaginaire interdisant la construction d'alternatives. Le seul modèle validé tient à la démocratie représentative et formelle, reposant sur un processus d'institutionnalisation des idées et des pratiques portées par les politiques publiques, stérilisant la participation démocratique directe et la construction d'alternatives, rejetées dans des espaces non formalisés et sous des formes non institutionnalisées. Le modèle de changement ainsi instauré tient davantage de la réforme incrémentale (Kübler & Maillard 2009) que de la transformation. Ainsi, l'injonction initiale au changement tacitement adressée aux jeunes femmes par les institutions et entérinée par les chercheur-e-s, devrait également concerner ces dernier-e-s. Pour que les choses changent vraiment, ce ne sont pas les seules jeunes femmes qui doivent changer, mais également les institutions et les chercheur-e-s.

Les institutions apparaissent ainsi comme des actrices puissantes sans qui le changement n'est pas possible. Toutefois, et en particulier en Afrique de l'ouest francophone, elles ont été fragilisées par leur dépendance envers les institutions internationales de financement et de coopération au développement. Celles-ci ont

poussé à la privatisation de pans entiers du bien commun relevant auparavant des prérogatives de l'Etat. Cette fragilisation de l'espace sous-régional nourrit la puissance des nouveaux acteur-e-s hypermodernes que sont les puissances économiques et financières mondiales, ainsi que le crime organisé et le terrorisme international.

**Institution et chercheurs jouent un rôle politique dans la transformation des relations de genre et de génération.**

Dans ce nouveau contexte, le changement n'est plus une question d'avancée volontaire ou déterminée vers le développement mais un positionnement politique entre agir ou subir le changement, qu'il soit désiré ou non.

### Regards sur le changement

---

Le changement est une nécessité "environnementale", dont les institutions se prétendent être les légitimes organisatrices. Toutefois leur besoin de changement est ambigu car elles existent pour perpétuer alors que l'actuelle hypermodernité les met en demeure de changer. C'est pourquoi elles essaient de maîtriser le changement en l'anticipant par des politiques publiques. Ces dernières participent à construire un imaginaire de changement qui pourtant ne permet pas vraiment de changer puisqu'elles sont axées sur le réformisme conservateur plutôt que sur la transformation innovante.

Le projet PPJF a enrichi cette perspective en montrant d'une part que les germes du changement sont dans le regard. En donnant à voir – ou pas – les jeux de pouvoir et de contre-pouvoir entre les acteur-e-s, le regard politise ou dépolitise. Il a aussi mis en évidence que le changement n'est pas une question de personnes ou de politiques publiques mais de relations entre les personnes, matérialisées par des cadres, des systèmes, des logiques de situation.

Il a ensuite souligné que le changement, même planifié ou décrété, ne peut véritablement se réaliser qu'à la seule condition que les personnes en relation veuillent de ce changement. Or les jeunes femmes n'ont pas demandé à changer, et surtout pas au prix de la perte de leurs identités qu'elles voient comme fondées par le lien. De plus, le changement porté par les institutions<sup>201</sup> ne peut pas vraiment transformer les rapports de genre puisqu'il exclut de la parité les sphères féminines. Enfin, le changement des relations intergénérationnelles n'est ni souhaité ni même imaginable par aucune des catégories d'acteur-e-s.

**Dépasser les victimisations de genre, de génération et de contexte ouvre vers des potentiels de résilience.**

L'égalité est une revendication politique qui cherche à établir, ou à rétablir, qu'un homme quel qu'il soit équivaut à une femme quelle qu'elle soit, et devraient de ce fait avoir la même valeur politique. Dans l'espace public formel, cette demande d'égalité s'est transformée en revendication de parité. Une égalité quantitative instituant la présence d'autant d'hommes que de femmes. En axant la revendication politique sur la parité plutôt que sur l'égalité, les institutions (y compris les organisations de femmes) déplacent le débat citoyen en le résumant à une vision quantitative. Ce faisant, le débat sur la parité instaure d'autres relations de pouvoir entre les hommes et les femmes - et entre les jeunes femmes et les jeunes hommes – puisqu'elle les met en situation de concurrence tout en privilégiant les femmes. Car si l'égalité signifie l'égalité des chances, l'institution de la parité favorise les femmes. C'est le cas de toutes les politiques de quota et autres politiques incitatives, qui, sous couleur de favoriser un "rattrapage" quantitatif,

---

<sup>201</sup> Qui réduit par ailleurs les "relations de genres" aux "questions de femmes"

subvertissent le principe qualitatif d'égalité. D'autant plus quand l'égalité est limitée au seul espace public formel, à l'exclusion des autres espaces de la vie collective.

Les théories féministes "classiques" se sont construites autour de la binarité, des genres et des espaces. Plus récemment, elles ont commencé à penser la pluralité des genres (Butler 2004, Dorlin 2008). Mais elles ont peu travaillé sur la multiplicité des espaces, dont la portée politique a été mise en évidence dans le contexte ouest-africain. A l'espace privé domestique (domaine des jeunes femmes) et à l'espace public formel (domaine des aînés) s'ajoutent celui de la rue (domaine de prédilection des jeunes hommes) et celui de l'espace social (animé par les aînées). Vu sous l'angle intersectionnel du genre et de la génération, l'espace social féminin et l'espace public formel masculin forment deux espaces de gérontocratie qui instituent conjointement la domination des aîné-e-s sur les plus jeunes. Cela n'épuise pas encore la liste des espaces où se jouent les relations de pouvoir entre les genres et les générations : les espaces intimes et personnels, économiques, virtuel s'y ajoutent et complexifient les potentiels de transformation des rapports de pouvoir. L'espace virtuel est cependant spécifique, parce que dématérialisé : il n'a de limite que dans l'imaginaire, et se modifie instantanément et aussi rapidement que les utilisateur-e-s virtuel-le-s le co-crée. Quel type de transformation politique cela laisse-t-il augurer ? Dans le réel, les jeunes femmes sont fortement liées à leurs communautés d'appartenance, qui fonctionnent sur le modèle patriarcal et de classe d'âge. Les théories féministes radicales leur proposent de changer leur condition subalterne par l'autonomisation (qu'elles voient comme l'isolement social) et par la transgression (qu'elles interprètent comme " le meurtre du père"), deux cas de figure auxquels elles se refusent. Le virtuel n'est pas organisé autour du modèle patriarcal ni des classes d'âge. Il fonctionne sur un imaginaire d'égalité, favorisé par l'anonymat, où les jeunes femmes construisent des liens basés sur la fratrie en réseau. Fraternité n'y est pas l'équivalent de sororité : la fraternité institue des rapports entre frères et sœurs virtuel-le-s, rapports de genre ayant en théorie le potentiel de produire des rapports de pouvoir inégaux. Et dans la pratique, on observe, dans les espaces virtuels mixtes offerts par les réseaux sociaux à caractère politique, que les "voix" se positionnant comme masculines sont davantage actives que celles qui se positionnent comme féminines. Les rares voix féminines déclarent se positionner "derrière" les hommes virtuels, tout comme dans le réel (illustration n°30) : que ce soit derrière, à côté ou au milieu, les jeunes femmes se situent par référence aux hommes.

Le virtuel est également investi d'un imaginaire de liberté. Celle-ci, toutefois, reste très relative quand, au-delà de l'étude des seules "*liaisons numériques*" entre usager-e-s (Casilli), l'attention se porte soit sur les institutions organisatrices du virtuel, soit sur les organisations cybercriminelles, soit sur les relations entre les organisateur-e-s et les usager-e-s du virtuel. De nombreuses situations de non-liberté (de dépendance) apparaissent alors : accès et accessibilité aux infrastructures, aux techniques et logiciels, aux techniciens ; profits économiques tirés de transactions sur les données virtuelles, qui valent appropriation de données personnelles, clauses léonines<sup>202</sup> d'exonération de responsabilité, trafics appuyés sur la communication virtuelle

---

<sup>202</sup> Clause léonine (*droit*) : Disproportion flagrante dans les avantages et obligations réciproques entre les parties d'un contrat.

### 40 - Engagées "aux côtés" des hommes



### Du postcolonial à l'hypercolonial

Le projet PPJF a été appréhendé à partir des théories postcoloniales (proches des théories de la subalternité, mais spécifiques à l'Afrique francophone) enrichies des théories de l'hypermodernité. C'est cette nouvelle vision, théorisée sous le vocable d'hypercolonialité (Palmieri 2011), que le projet permet de questionner, en termes de participation au changement, sous l'angle de l'intersectionnalité du genre et de la génération.

L'approche postcoloniale, qui étudie la période qui a suivi les Indépendances politiques africaines, est centrée sur la mise en évidence de la domination géopolitique et économique de l'Afrique dans le monde. Mbembe y décrit les mécanismes d'adaptation par lesquels "l'indigène", le "sujet" et le "citoyen" se coulent dans des rapports de domination et en jouent pour en vivre. Il revendique d'en parler publiquement en "mâle aîné", assumant de relayer la domination dans son espace domestique (aux sens d'espaces national, familial et intime) sur les femmes et sur les jeunes.

La théorie postcoloniale définit l'Afrique et sa subalternité, dans des discours centrés sur les dominations et la maltraitance qu'elle subit, dans des postures victimisantes (pour l'Afrique) et/ou culpabilisantes (pour l'Occident). Elle explique la situation du continent comme une conséquence inéluctable d'une histoire dans laquelle l'Afrique n'a pas eu son mot à dire. Elle met en évidence et analyse que la science occidentale étudie comment les dominant-es ont dominé. Cependant elle éclaire peu et analyse encore moins comment l'Afrique et les africain-e-s, dans leurs diversités, ont réagi à la domination occidentale. Elle suppose l'absence de réactions africaines à la domination et intègre peu, dans l'analyse scientifique et politique, la résilience localement développée en réponse.

Mbembe décrit comment les dominés (indigène, esclave, sujet, citoyen) savent répondre aux dictateurs par l'humour et le jeu. Il ouvre ainsi des pistes de réflexion sur les modes de résilience à la domination. Les femmes africaines ont, pour leur part, développé des

"savoirs de femmes" pour récupérer du pouvoir dont elles sont démunies, notamment autour de la séduction et de leur fécondité. S'intéresser aux mécanismes de résilience<sup>203</sup> permet de changer le regard sur les jeunes femmes ouest-africaines en leur redonnant le pouvoir de transformer les liens de domination qu'elles sont supposées subir. Introduire les phénomènes de résilience dans l'analyse politique permet, en particulier, de dépasser l'obsession pour l'égalité de genre, caractéristique des théories féministes radicales. Cette approche devrait retenir l'intérêt de nombre de féministes africaines francophones pour permettre de dépasser la vision de l'Afrique-femme-mère-victime-excisée-mutilée-impuissante.

Le jeu, l'humour et le déplacement sont des domaines de résilience particulièrement riches pour les subalternes. Ils permettent aussi bien de contourner que de contrebalancer la domination, sans avoir besoin de s'y opposer. En portant un autre regard sur celle-ci, ils proposent un autre niveau de sens, en ouvrant dans la relation de domination un espace de liberté. La scène du politique est alors restituée pour ce qu'elle est, une scène de théâtre. Les multiples recours résilients au rire par les jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone devraient être davantage étudiés, à l'instar de l'intérêt porté à la parenté plaisante comme facteur de résolution de tensions. La Science et l'Institution sont peu armées pour affronter voire pratiquer le rire, au contraire des subalternes.

Palmieri, pour sa part, étudie les rapports de genre en situation d'hypercolonialité ce qui lui permet d'ajouter une "couche" supplémentaire de domination à celle de genre. On peut s'interroger sur la pertinence d'un idéal d'égalité dans un contexte qui refuse l'idée de l'égalité intergénérationnelle. Son approche laisse aussi de côté l'idée qu'en Afrique l'hypermodernité coexiste – dans l'ici et le maintenant – avec d'autres types de domination<sup>204</sup>. Cela interdit de lire comment un nouvel ordre de possibles s'organise à partir du chaos apparent de la riche complexité du présent. Les mécanismes de domination et de soumission ne sont plus à lire sous le seul angle de l'hypermodernité (étape d'un processus historique linéaire qui se déroule de plus en plus vite), mais sous l'angle des interactions entre l'hypermodernité et les ères antérieures : celles-ci ne s'enchaînent plus dans un rapport de linéarité mais dans la compilation<sup>205</sup>.

Toutefois son analyse enrichit la problématique de l'égalité de genre en contexte hypermoderne ouest-africain en mettant en évidence les mécanismes de dépolitisation qui se cachent dans la rhétorique et l'imaginaire hypercolonial. Son analyse politique de la rhétorique du pouvoir, de la domination et de la subalternité montre comment le discours public est détourné par les dominants pour masquer les mécanismes de reproduction et de pérennisation de leur pouvoir. Ainsi s'appréhendent les effets dépolitisants de l'institutionnalisation des concepts, de l'invisibilisation des jeunes femmes et de leurs espaces, de la réduction de leur oppression à de simples "pesanteurs". Le discours des institutions et des chercheur-e-s participe activement aux dominations sur les jeunes femmes et à leur potentiel de transformation, ce que montre la rhétorique développée par le projet PPJF.

---

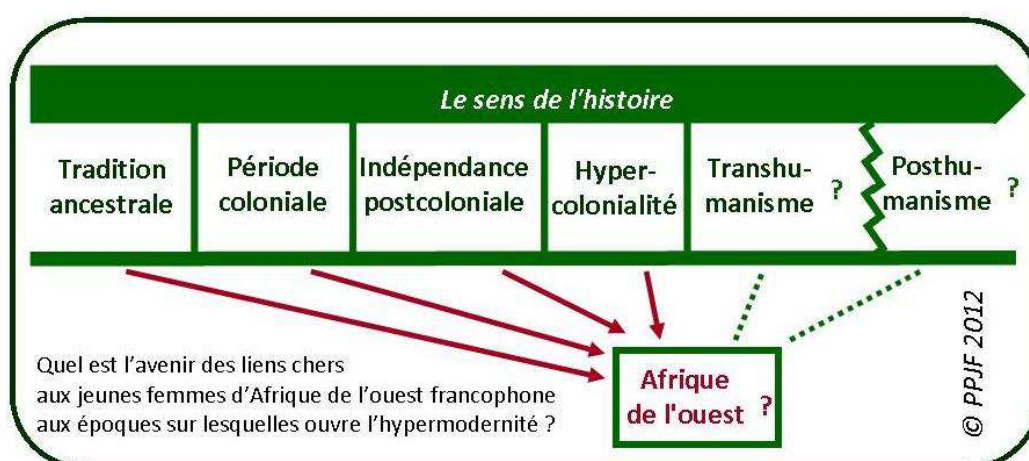
<sup>203</sup> Résilience : capacité d'un organisme à s'adapter au changement.

<sup>204</sup> Il ne s'agit pas d'héritages sédimentés, mais de coexistence.

<sup>205</sup> Compilation : regroupement en une seule de plusieurs productions dans un contexte spatio-temporel donné.

Le savoir produit par le projet PPJF a une valeur d'actualité en ce qu'il permet de s'interroger sur les rapports de pouvoir qui vont s'établir entre les jeunes ouest-africaines, leurs communautés, leurs institutions et le monde, à l'heure où les "dominant-e-s" du monde en sont à préparer le stade ultérieur de l'évolution de l'humanité, appelé transhumanisme<sup>206</sup>. L'illustration n°41 cherche à éclairer une réflexion sur l'avenir des multiples registres de subordination, de contre-pouvoirs et de liens qui sont entrain d'organiser l'existence des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest.

### 41 - L'hypercolonial, et après ?



<sup>206</sup> Le transhumanisme est une approche interdisciplinaire qui cherche à comprendre et évaluer comment surmonter les limites biologiques par les progrès technologiques.



### En résumé

Cette partie a fait apparaître que le savoir produit sur la participation politique des jeunes femmes en Afrique de l'ouest francophone a été largement façonné par les outils utilisés pour ce faire et par l'usage qui en a été fait. L'analyse politique de l'usage de ces outils a permis de mettre en lumière des innovations et des acteur-e-s dont la contribution à la problématique du projet avait été initialement sous-estimée. La complexité de celle-ci ne peut être saisie sans faire évoluer les méthodologies classiques de recherche. Changer est non seulement une question de regards et d'outils, mais aussi d'interactions entre des acteur-e-s, des espaces et des époques. C'est autant de niveaux auxquels évaluer la participation politique.

La partie suivante, en conclusion, fait le lien entre les questions initiales de recherche et les principaux enseignements du projet, pour examiner en quoi la problématique de départ a été enrichie, et proposer des pistes de recommandations, autour de l'action, du savoir et du pouvoir.

## Des enjeux fractals

Au cours du projet, les questions initialement posées en ont soulevé d'autres, bien différentes, qui ont permis de déconstruire les concepts, d'inclure de nouveaux acteur-e-s, de saisir la portée politique des outils et de donner davantage d'ampleur aux enjeux de la problématique. La présente partie fait le point sur les principaux enseignements du projet. L'un d'entre eux, et non des moindres, amène à questionner la légitimité des institutions à être les uniques organisatrices du changement. De ce fait, l'un des objectifs du projet, qui était de formuler des recommandations à leur endroit afin de les aider à accroître le poids politique des jeunes femmes, est à relativiser. Aussi, à partir de réflexions éthiques et politiques, le projet propose, à l'endroit de chacune des catégories d'acteur-e-s investies d'égales capacités à agir pour transformer, des pistes pouvant guider leur propre démarche citoyenne.

Derrière toutes ces interrogations, c'est le changement qui est en jeu. Le changement d'abord mis en question a été celui des jeunes femmes, des rapports de genre, des rapports entre les générations ; puis celui des institutions et de la recherche en Afrique de l'ouest francophone dans le monde. Le contexte temporel de l'étude nécessite aussi de s'intéresser au changement et aux mécanismes du changement ainsi qu'à leur accélération. L'aptitude au changement et l'attitude face au changement interviennent pour beaucoup dans la manière dont celui-ci est saisi comme un risque ou une opportunité. Pour étudier le changement dans ses différentes facettes, il est nécessaire pour les chercheur-e-s de faire évoluer leurs outils méthodologiques, leurs regards, et leurs imaginaires. Ainsi, ce projet, et ses conclusions, portent sur la production d'un savoir nouveau sur des questions de changement dans un monde qui change, avec des méthodes nouvelles.

Au terme du projet, il est incontestable que les résultats obtenus aux questions initiales de recherche ont largement transformé la problématique de départ. Le projet abordait la participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone à partir de trois thématiques : les identités des jeunes femmes et de leurs "partenaires politiques", leurs imaginaires et leurs interactions.

Vouloir ne caractériser l'identité des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone que par une tranche d'âge échoue à les définir. Leurs statuts sociaux et professionnels sont trop hétérogènes pour les regrouper en une seule catégorie. Par contre, en tant que groupe d'âge démographique, elles ont un poids important, constituant 1/6<sup>e</sup> de la population. Leur position stratégique tient à leurs capacités reproductives et éducatives et constitue un enjeu politique. Dans le contexte particulier de l'Afrique de l'ouest francophone, leur quotidien est à la fois marqué par l'hypermodernité et par l'empilement des générations dont elles sont héritières.

Leur imaginaire politique est forgé par une vision classique qui présente la politique comme la conquête du (et le maintien au) pouvoir dans la sphère publique, développée dans une expérience qui associe politique, violence et abus. Pour elles, la gestion de la cité se fait nécessairement dans la sphère publique institutionnelle moderne, un monde d'hommes auquel elles veulent prendre part, bien qu'elles soient pénalisées par leur socialisation de jeunes femmes. En cela, elles se définissent par leurs manques : de leadership, de formation, de capacités. De ce fait les espaces dans lesquels elles sont et agissent ne sont pas vus comme producteurs de sens et d'action politique.

Elles se reconnaissent en relation de subordination avec les hommes et les aîné-e-s, mais ne conçoivent de remettre en cause les relations inégales de genre. Elles sont donc prêtes à affronter leurs homologues masculins que sont les jeunes hommes dans la sphère publique, saisissant les opportunités de parité de genre offertes par les institutions. A cette fin, elles s'allient avec les hommes aînés avec lesquelles elles sont en relation de double subalternité, induisant instrumentalisation, soumission et respect, mais aussi séduction sexuelle, sociale, économique, politique et culturelle. Par contre envers les femmes aînées, elles sont en relation ambivalente faite de soumission et de concurrence, les deux groupes bénéficiant des mêmes politiques de parité. Les autres catégories de partenaires ne se situent pas dans l'affrontement aux jeunes femmes pour le pouvoir. Les aîeux-les sont des allié-e-s traditionnel-les qui permettent aux jeunes femmes de chercher à contourner les relations de pouvoir avec les aîné-e-s. Les cadettes sont dans une relation de subordination envers les jeunes femmes, qui leur transmettent les valeurs qu'elles ont reçu en partage. Parmi celles-ci figure notamment "l'évidence" des inégalités de génération dont les jeunes femmes espèrent bénéficier dans un futur proche. Les institutions sont les alliées politiques naturelles des jeunes femmes en attente d'aide et assistance. L'intérêt des partenaires de la coopération internationale pour les jeunes femmes propulse celles-ci au rang de nouvelles égéries du développement durable.

Ces premières réponses aux questions initiales sont loin de circonscrire la complexité de la question de la participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone. Ces réponses laissent de côté les enjeux qui concernaient les institutions et les chercheur-e-s, qui sont apparus, en cours de projet, comme étant des acteur-e-s à part entière de la problématique. De même, la conception classique de la notion de

politique ne permet pas de rendre compte des formes et des lieux de participation des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest, ni de l'évolution actuelle et dynamique des relations. En d'autres termes, les résultats de recherche ne permettent pas de refléter les multiples ondulations des pouvoirs et des contre-pouvoirs en jeu.

Se révèle ainsi un enchevêtrement multidimensionnel qui donne une dimension fractale à la problématique. La fractalité est caractéristique d'une réalité imbriquée (sur le modèle gigogne des poupées russes, par exemple) dont le principe organisateur reste identique aux différentes échelles de son observation. Elle permet de repérer un ordre qui forme système dans le chaos apparent.

Dans le cas du projet PPJF, le principe organisateur est celui des relations politiques (celui des rapports de pouvoirs), qui ultimement ramènent à la (relative et intersectionnelle) subordination des plus jeunes, des plus femmes, des moins savant-e-s, des plus pauvres. Ce principe organisateur explique l'invisibilité de l'impact politique des jeunes femmes dans leurs communautés. Il est également à l'œuvre dans les relations de pouvoir qui se jouent autour de la constitution du savoir, entre les chercheur-e-s, les jeunes femmes et les institutions. Il se repère dans l'organisation hiérarchisée des espaces sociaux fixant l'inégale valeur politique entre les genres et générations. Cette hiérarchisation politique des espaces se prolonge dans le monde virtuel en dépit de ses promesses égalitaires et libertaires. Ce principe de pouvoir organise ainsi un système global pris dans la dynamique de l'hypercolonialité propre au contexte ouest-africain. Ce système est à la fois stable, empilé et évolutif. Il est stable parce qu'il concourt à sa propre reproduction (celle du système patriarcal). Il est empilé parce qu'il compresse plusieurs temps et plusieurs espaces. Il est évolutif parce qu'il ouvre des marges de liberté (en contre-pouvoirs) et qu'il est pris dans la marche de l'évolution de l'Histoire. Au total, la dynamique de ce système fractal a une forme de spirale.

### Changer d'échelle

La complexité ainsi générée par la fractalité (l'emboîtement des niveaux) rend difficile la compréhension de la problématique. Pour appréhender la logique interne de ce chaos apparent, il faut changer de niveau d'observation et de réflexion. Pour appréhender toutes les facettes de la notion de politique, le parti-pris du projet a été d'en garder la définition la plus large possible. Est politique tout ce qui organise la relation. Le politique institue donc des modalités de liens. Le pouvoir politique, dans ses multiples dimensions<sup>207</sup>, devient le pouvoir d'organiser le collectif. En démocratie représentative, le pouvoir politique est confié à une minorité désignée par le peuple<sup>208</sup>, alors qu'en démocratie directe, il est censé être exercé par chacun-e des citoyen-nes. La démocratie est une forme d'organisation du collectif basée sur l'égalité (théorique) des citoyens face aux droits et aux devoirs ainsi que sur la liberté de chacun-e à exercer sa souveraineté à l'intérieur du système. Les droits et devoirs, liés à la notion de citoyenneté, s'exercent à travers la participation formelle (institutionnalisée) et non formelle (action citoyenne) : ainsi, participer c'est agir, y compris dans le refus ou l'abstention.

---

<sup>207</sup> Pouvoir de faire, pouvoir de faire faire, pouvoir d'interdire, pouvoir de faire croire.

<sup>208</sup> Ou confisqué en situation de dictature.

L'observation de la participation des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone a naturellement porté sur leur présence dans les systèmes classiques de participation citoyenne à la politique, en y déplorant leur absence. Or leur réelle participation ne peut prendre sens qu'en réintégrant la valeur politique des actes banalement quotidiens (*care*) qu'accomplissent les jeunes femmes et qui ont tout autant valeur d'organisation du lien. Ainsi la partition du social en espaces politique et apolitique apparaît comme un mécanisme supplémentaire de domination du masculin sur le féminin. L'espace social ouest-africain apparaît comme divisé en quadrants selon le genre et la génération et chacun de ces espaces revêt sa propre valeur et contribue sous sa propre forme de participation à la gestion du collectif. Ce résultat de recherche complexifie l'analyse binaire proposée par la théorie féministe.

A ces analyses s'ajoute la notion d'hypermodernité qui, à l'origine, désigne les nouvelles formes d'interactions et de rapports au temps introduites par la révolution numérique. Contextualisé à l'Afrique de l'ouest francophone le concept d'hypermodernité permet de révéler l'empilement, dans une même temporalité, de couches successives d'histoires de dominations. Cela éclaire la façon particulière dont la sous-région s'insère dans une histoire mondiale en changement continu et accéléré. En retour, le point de vue subalterne sur l'hypermodernité enrichit ce concept, en mettant en exergue l'intrication mouvante d'un héritage de dominations et de victimisation, exacerbé par la révolution numérique.

Ainsi théorisée, l'hypercolonialité offre de nouveaux espaces politiques où les liens virtuels créent de nouvelles communautés d'appartenance et de nouvelles façons d'être ensemble. Dans la parcelle limitée de l'hypercolonialité numérique que le projet a observée, les modes de participation sont le reflet de la socialisation politique spécifique des jeunes femmes ouest-africaines. Elles apparaissent dominées par leurs aînées, évitant le débat contradictoire, l'affrontement et l'individuation, voyant dans l'économique le chemin de leur autonomie. Comme dans le réel, leur monde virtuel reste ségrégué de celui des hommes, l'imaginaire commun ne posant les questions de jeunes femmes que comme des questions de femmes, excluant le dialogue entre les genres. Si changement il y a, de la tradition à la modernité d'une part, et de la modernité à l'hypermodernité, d'autre part, ce n'est pas nécessairement, bien au contraire, dans le sens de davantage d'égalité. La subalternité induite par le patriarcat (la domination du masculin aîné) est reprise par la modernité, sous d'autres formes que celles prévalant traditionnellement et elle est encore retravaillée (car elle ne disparaît pas) dans l'hypermodernité ouest-africaine. En tant que catégorie, les jeunes femmes sont tout autant qu'auparavant dépolitisées, préférant la collaboration à la confrontation ou la transgression dans les rapports de pouvoir, y compris dans les nouveaux espaces d'expression publique peu contrôlés par l'institutionnel, qui sont offerts par l'hypermodernité.

Pour comprendre les relations entre les jeunes femmes, leurs aîné-e-s et le genre masculin, il est nécessaire de s'appesantir sur la valeur qu'elles accordent à ces liens. Or les théories antique et classique n'ont pensé le pouvoir politique que du point de vue du dominant, tandis que les théories subalternes et postcoloniales ont analysé les relations de pouvoir du point de vue des dominées. Toutes ont occulté que le pouvoir n'est jamais absolu mais constitué en îlots circonscrits et temporels. Et surtout, en ne s'occupant que des "positions" de pouvoir (position de dominant-e et /ou de dominé-e) aucune ne s'est

occupée des "relations" de pouvoir (et de contre pouvoir) entre dominant-e-s et les dominé-e-s.

Cependant l'introduction de la variable de l'hypercolonialité numérique, en "désenclavant" le contexte ouest-africain pris dans de multiples dominations, demande de dépasser les victimisations, tant postcoloniale que féministe, qui opposent, dans un jeu de ping-pong, la vision des dominants à celle des dominées.

Le contexte ouest-africain impose de réfléchir à la valeur du lien qui se tisse dans des relations de pouvoir et de contre-pouvoir et qui fait passer l'égalité et la liberté – voire la démocratie – en arrière plan des priorités des acteur-e-s. Le pouvoir passe d'une main à l'autre en fonction des circonstances, et la domination n'est plus subie mais transformée par des processus de résilience. Cela impose de s'intéresser à la rhétorique des acteur-e-s, pour saisir la complexité des relations de domination et de subordination. Malheureusement, et pour des raisons budgétaires, le projet n'a pu donner l'importance qu'ils méritent aux aspects purement linguistiques du problème de recherche, pour approfondir les aspects liés aux langues maternelles. C'est assurément une lacune significative que d'autres recherches devraient combler.

L'hypermodernité, qui est elle-même entrain de devenir obsolète, laisse la place à de nouveaux paradigmes qui préfigurent une transformation des relations humaines<sup>209</sup> et donc du politique. Le souci ouest-africain, exprimé par les jeunes femmes, pour le lien et les capacités de résilience, que l'étude de leur participation politique a permis de faire apparaître, laisse ainsi augurer, pour peu que la victimisation soit dépassée, que le contexte ouest-africain aurait un rôle à jouer dans la co-construction du monde en devenir. Le savoir-faire africain (jeune et féminin) en termes de *care* devrait être valorisé dans cette perspective, en s'intéressant à ce que les jeunes femmes savent faire plutôt qu'à ce qu'elles ne savent pas faire. Les politiques publiques gagneraient à s'orienter dans ce sens.

Cependant, l'ensemble des acteurs sociaux imputent aux institutions le devoir et le pouvoir de gérer le collectif, ce qui aboutit à instituer celles-ci comme "légitimes propriétaires" du bien public, et comme uniques responsables en charge des évolutions de la société. Ce faisant les citoyen-nes sont dépossédé-e-s de leur souveraineté. Ces dernier-e-s sont ainsi assujetti-e-s au statut de "consommateur-e-s" des services institutionnels. Ils et elles sont réduit-e-s, en cas d'insatisfaction, à formuler des doléances, des plaidoyers, ou à revendiquer. Se positionnant ainsi en victimes à assister, ils-elles se dessaisissent de leurs prérogatives citoyennes, et perdent de vue leur part de responsabilité dans la construction du système.

La souveraineté citoyenne consiste à imposer, pas à demander. Ce n'est plus alors le système qui change les choses, ce sont les acteur-e-s civils qui imposent au système de changer. Cette réflexion sur l'action politique – citoyenne *versus* institutionnelle – permet d'enrichir la notion de participation, de voir le changement comme une responsabilité conjointe des institutions et des acteur-e-s, et de stimuler la créativité sur d'autres façons de faire des politiques publiques. Cela ouvre vers de nouveaux champs de connaissance qui concernent autant le monde de la recherche que celui des citoyen-nes,

---

<sup>209</sup> De plus en plus conduites par les machines.



car les savoirs sont multiples et disponibles. Ils ne relèvent pas de l'exclusivité des experts et techniciens en recherche, au sommet d'une hiérarchie de la connaissance. Malheureusement, l'éducation citoyenne manque d'espaces pour ouvrir et valoriser des alternatives culturellement innovantes, responsabilisant les acteurs plutôt qu'exprimant des besoins.

Chercher à comprendre qui sont les jeunes femmes, leurs partenaires politiques, et la portée de leur participation, ne peut se faire sans interroger les imaginaires, leur pouvoir à définir le réel et à en dissimuler les enjeux. Les jeunes femmes ouest-africaines se sont données à voir comme triplement dominées, acceptant et participant activement à la reproduction du système qui se maintient grâce à la pérennisation de leur subalternité. Il est paternaliste, car infantilisant, et donc dépolitisant, que de les considérer comme des victimes impuissantes, car seul l'aveuglement du regard porté sur elles les fait apparaître comme politiquement invisibles, inactives et impuissantes.

Les institutions et les chercheur-e-s ont participé à la construction de cette image parcellaire. Les uns et les autres ont une vision réduite de la politique, ne reconnaissant que la politique publique formelle institutionnelle, cherchant donc à amener les jeunes femmes dans ce champ, pour les transformer en "ouvrières qualifiées" du politique. Les chercheur-e-s, se concevant comme au service des institutions, se focalisent dans la recherche de solutions pour contribuer à réaliser l'agenda des institutions plutôt que dans le questionnement créatif.

En interprétant ainsi la demande des institutions, les chercheur-e-s contribuent à développer leur propre puissance personnelle et corporative, en faisant de la recherche pour le développement un champ incontournable de l'action politique. Ce faisant, ils et elles se dépossèdent de leur fonction citoyenne de questionnement, tout autant qu'ils et elles dépossèdent les jeunes femmes citoyennes, qui n'interviennent dans le processus de recherche que comme des objets sur lesquels produire du savoir, et non comme des partenaires expertes de leurs propres situations, avec qui échanger des savoirs.

Chercheur-e-s et institutions laissent de côté la plus grande part de la vie des jeunes femmes, qui se déroule dans d'autres espaces au sein desquels elles sont actives et indispensables à la communauté qu'elles transforment et organisent. Les services de reproduction et de *care* qu'elles assurent sont formellement dépossédés de valeur politique et économique au point d'être ignorés dans les comptabilités nationales. Les pouvoirs qu'elles en tirent, de l'ordre de l'affectif et de la séduction, sont de valeur non quantifiable. L'usage qu'elles font des espaces virtuels, axé sur la socialisation, le ludique et l'économique, fait écho à leur présence politique dans le réel.

La question de la transformation sociopolitique des jeunes femmes et des citoyen-nes est d'ailleurs toujours abordée sous l'angle du groupe et sous celui de la justice sociale. Elle laisse de côté les enjeux personnels du changement et la motivation pour le bonheur personnel. Mais à partir de quel moment et sous quelles conditions sera-t-il recevable de déclarer que la situation des femmes est devenue acceptable, ou a changé ? Comment concevoir le développement personnel "pour soi", dans une perspective institutionnelle qui ne connaît que les individus, ou dans une perspective personnelle, quand on ne se définit que par rapport à ses rôles sociaux (de fille, épouse, mère) ?

### Agir, pouvoir, savoir

Les résultats de recherche dégagés par le projet débouchent sur une indispensable réflexion éthique sur ce que devrait être, dans le contexte ouest-africain actuel, la participation au collectif. Celle-ci est à penser en référence à l'héritage de la démocratie, porteuse d'égalité, de liberté et de solidarité, et à réinterpréter dans un impératif de changement. La responsabilité en revient à la fois aux institutions, aux membres de la communauté de recherche, et aux jeunes femmes.

La majorité des citoyen-nes, y compris les jeunes femmes, se sont montré-e-s, au cours du projet, incapables de définir et de valoriser leurs savoirs, et incapables de prendre en charge leur changement. Ils et elles se sont positionné-es comme étant en besoin d'assistance, d'appui et de soutien qu'il incombe à ceux et celles qui "ont le pouvoir" de satisfaire. Bien que critiqués, l'Etat-Providance et ses institutions sont chargés de tout résoudre. Déléguer aux institutions publiques la responsabilité de mettre en œuvre des politiques publiques devant bénéficier aux citoyen-nes, entraîne, en fin de compte, la dépolitisation de ceux-celles-ci. Pour autant, la victimisation est devenue une arme de contre-pouvoir (Erner 2006) dont savent jouer les dépendant-e-s.

Restituer à la participation politique son plein sens d'action citoyenne, c'est ouvrir l'imaginaire sur la participation et le politique, au-delà des moments, des espaces et des formes conventionnellement définies par l'institution politique. La participation politique ne se résume pas uniquement à voter aux élections, à militer au sein d'un parti politique, à briguer des mandats. Elle n'est complète qu'avec la participation citoyenne, qui, dans les multiples espaces de la vie quotidienne, est guidée par le souci du bien-être et du bonheur de soi, d'autrui et du groupe, du bien commun collectif et du renforcement des liens. C'est ce qui caractérise le *care*, domaine d'expertise des jeunes femmes. Cela implique de considérer celles-ci, et, plus largement, les citoyen-nes, comme des ressources plutôt que comme des usager-es, et de s'appuyer sur leurs savoir-faire.

Ainsi, la responsabilité de la gestion du bien commun revient à l'ensemble des citoyen-nes, d'autant plus que les Etats actuels d'Afrique de l'ouest francophone (notamment) n'en ont ni le monopole, ni les moyens. La participation citoyenne est un impératif éthique, politique et de survie.

Des initiatives alternatives à la participation politique formelle, sont mises en pratique au quotidien dans les quartiers, dans les villages et dans les maisons. Elles seraient à étudier et à valoriser pour en faire apparaître les acteur-e-s, les interactions, et leur contribution à l'imaginaire collectif, y compris dans leurs insuffisances. Un champ de recherches est à ouvrir sur les interactions entre les espaces formels et informels de participation, qui peuvent tout autant s'exprimer dans la coopération que dans la résistance.

Cela renouvelle les contenus et les processus d'éducation citoyenne et de socialisation, y compris en termes d'identités, de positionnement politique, de rapports de genres et de générations. Cette nouvelle éthique citoyenne, qui n'est pas à institutionnaliser, responsabilise des sujet-tes actif-ves plutôt que des spectateur-e-s passif-ve-s, comme l'illustre le dicton ci-dessous, qui ouvre sur un nouveau rapport de l'individu au groupe, y compris dans le refus du conformisme.

*"Bokumaci moo gën du man doj" (Dicton wolof)  
("Je n'y prends pas part", vaut mieux que "il n'y a pas que moi")*

Cela implique de s'intéresser autant au changement des personnes que des groupes, et de développer des savoirs en conséquence sur la construction de soi au quotidien. Cela entraîne aussi à développer les pratiques et les savoirs sur la résilience et l'adaptation au changement, y compris dans ses multiples registres de flexibilité. Le changement implique l'acceptation individuelle et collective de l'innovation, ainsi que du jeu et du plaisir qui en sont les ressorts. La flexibilité et le ludique se révèlent également comme des caractéristiques politiques du virtuel, permettant d'imaginer et d'expérimenter de nouvelles formes plus complexes de relations entre les échelles locales et globales.

Un vaste champ de recherche s'ouvre ainsi, sur le changement lui-même, mais aussi sur les capacités des institutions face au changement. Il s'agit pour elles de se changer elles-mêmes et de changer leurs relations avec leurs communautés et les personnes qui les composent.

En termes de relations égales, libres et solidaires entre les genres et les générations, le débat sur la parité doit ainsi être considérablement élargi, pour dépasser le seul débat quantitatif et intégrer les espaces réservés aux genres spécifiques. Cela permettra, entre autres, d'engager le débat citoyen sur le partage des tâches dans la sphère privée et domestique, sur la place des (jeunes) femmes dans les espaces publics formels et informels, et dans les territoires du masculin.

Penser l'égalité de genre en termes d'égalité politique des espaces nécessite de prendre en compte ses impacts sur la totalité des espaces ainsi que sur les hommes, les oubliés des politiques de genre. D'autant plus que la sous-estimation de l'impact des politiques de genre sur les hommes constitue un frein majeur à application. Par ailleurs, la gestion du privé domestique par les jeunes femmes n'est perçue comme politique ni par les jeunes femmes, ni par les femmes, non plus que par les États ou les organisations de femmes. Pourtant, l'entretien du privé est fondamental dans la gestion de la paix sociale, de l'utilité générale, de l'intérêt collectif.

Il est temps de restaurer la pleine valeur citoyenne des espaces féminins, de leurs acteur-e-s et de leurs fonctions. Cela ouvre de nouvelles perspectives d'avenir à l'ensemble des communautés ouest-africaines, basées sur l'expertise de la débrouille dans la crise au quotidien, développée par les (jeunes) femmes. Chercheur-e-s, acteur-e-s et institutions doivent s'intéresser au politique dans chacun des quadrants de la vie sociale, et sur les nouvelles façons de faire de la politique citoyenne, y compris sous l'étiquette apolitique (Servigne 2011).

Cela peut être expliqué par l'évolution des rapports de pouvoir dans la modernité avancée : la sacralisation des victimes en est arrivée au point (annoncé par Nietzsche) où elle forme pouvoir sur les dominants. Le jeu des contre-pouvoirs finit par pervertir le jeu des pouvoirs.

Tout autant que la façon de "faire" de la politique change, la façon de gérer le collectif change aussi. L'hypermodernité transforme la façon dont les institutions – y compris les institutions de recherche - organisent l'action collective et les relations de pouvoir, tant en leur sein qu'en direction de leur "clientèle", par un ensemble de mécanismes de gestion, tels que l'outsourcing (ou externalisation), l'approche projet, la gestion par jalons, le recours à la consultation. Ainsi, quand les jeunes femmes affirment leur attachement au lien qui les maintient dans la dépendance de leurs communautés, les institutions néolibérales s'évertuent à couper celui-ci, voyant davantage de sécurité dans la flexibilité de liens éphémères et aisément dissolubles.

Le lien n'est ainsi pas investi de la même valeur, pour les jeunes femmes et les institutions. L'actuelle tendance institutionnelle va vers la minimisation et l'allègement des fardeaux du lien (Starquit 2011), par la généralisation de modèles de gestion assurant la distanciation. Or le collectif est basé sur le lien : si rien ne lie les personnes, pourquoi participeraient-elles ? Et surtout, comment les institutions pourraient-elles prétendre promouvoir la participation ?

Dans l'actuel hypermoderne, le lien est transformé, dans l'éphémère, l'anonyme et le virtuel, et notamment avec l'appui des TIC et du Web 2.0. L'étude du cyberspace peut aider à le comprendre. Les jeunes femmes ouest-africaines, qui sont apparues comme expertes dans le domaine de la création de liens et de la participation virtuelles, devraient être placées aux premières loges de cette production de savoir.

Le projet PPJF aura permis de soulever nombre de questions qui constituent autant de domaines de savoir à enrichir. Le premier enseignement du projet aura été de construire à partir de ses insuffisances et de ses points d'aveuglements. Ainsi la démarche réflexive a permis de révéler la portée politique inhérente à toute production de savoir. C'est une démarche qui gagnerait à être élargie aux institutions et aux acteur-e-s citoyen-nés qui doivent tout autant se poser la question de leur participation à la perpétuation ou à la transformation des mécanismes de domination qui organisent leur quotidien.



## Annexes

## 1 - Documents produits par le projet PPJF

---

### Documents techniques internes

**PPJF 2011-1** : "Document de projet"

**PPJF 2011-2** : Rapport de l'atelier  
méthodologique

**PPJF 2011-3** : Rapport d'étape technique n°1

**PPJF 2011-4** : Rapport d'étape technique n°2

**PPJF 2011-5** : Rapport d'étape technique n° 3

**PPJF 2012-1** : Rapport Atelier Régional de  
Partage

### Outils de l'enquête

(Disponibles à : <http://ppjf.afriquescreatives.org/espace-prive-ppjf/article/outils-de-l-enquete>)

Manuel de l'enquêteur(trice)

Questionnaire individuel

Questionnaire institutionnel

Guide d'entretien avec les partenaires

Guide d'entretien des jeunes femmes non-  
engagées

Guide d'observation participant

Echantillons

Les différents échantillons de l'enquête PPJF

Fiche ambiance

Fiche contact individuel

Guide d'entretien avec les jeunes femmes  
engagées

Grille d'analyse des entretiens

Plan de rédaction des rapports nationaux

### Résultats de recherche

**PPJF 2011-6** : "Document de cadrage"

**PPJF 2011-7** : "Analyse de la dynamique du forum virtuel"

**PPJF 2011-8** : Rapport statistique final

**PPJF 2011-9** : Rapport provisoire du Togo

**PPJF 2011-10** : Rapport provisoire du Burkina

**PPJF 2011-11** : Rapport provisoire du Mali

**PPJF 2011-12** : Rapport provisoire du Sénégal <sup>210</sup>

**PPJF 2012-2** : Méta-analyse des productions scientifiques

### Produits multimédia

**PPJF 2011-13** : Album photo "Jeunes citoyennes d'Afrique francophone",

<http://www.youtube.com/watch?v=PUjjvdIkL7I>

**PPJF 2011-14** : (Vidéo, Burkina Faso) "La déscolarisation des filles",

<http://www.youtube.com/watch?v=Ek4DSP-OS-M>

**PPJF 2011-15** : (Vidéo, Mali) "Abarika Mouso Kisew",

<http://www.youtube.com/watch?v=K2W7SATYTTU>

**PPJF 2011-16** : (Vidéo Sénégal) Khadidiatou Sow, <http://www.youtube.com/watch?v=FWi07usXfVQ>

**PPJF 2011-17** : (Vidéo Sénégal) Shula, <http://www.youtube.com/watch?v=WNzZIV-WsSY>

**PPJF 2011-18** : (Vidéo, Togo), <http://www.youtube.com/watch?v=LrMDVbLHmkc>

**PPJF 2011-19** : (Son, Burkina Faso) "Africayé", [http://www.youtube.com/watch?v=4EkO8WK\\_79k](http://www.youtube.com/watch?v=4EkO8WK_79k)

**PPJF 2011-20** : (Son, Burkina Faso) "Femme africaine",

<http://www.youtube.com/watch?v=v8RLt0YPIh8>

**PPJF 2011-21** : (Son, Burkina Faso) "Jeunesse

africaine", <http://www.youtube.com/watch?v=cviYjm8vqWk&feature=channel>

**PPJF 2011-22** : (Son, Mali) "Dagna", <http://www.youtube.com/watch?v=tueHo8y2fS4>

---

<sup>210</sup> Les rapports nationaux sont disponibles auprès des institutions nationales

**PPJF 2011-23** : (Son, Mali) Interview Coulibaly, <http://www.youtube.com/watch?v=2ZZqAY-MTfE>

**PPJF 2011-24** : (Son, Mali) "Mon environnement meurt",  
[http://www.youtube.com/watch?v=z\\_Wfo2ALDKI](http://www.youtube.com/watch?v=z_Wfo2ALDKI)

**PPJF 2011-25** : (Son, Sénégal) "Baby fonek ?", [http://www.youtube.com/watch?v=\\_3JpID9CbWA](http://www.youtube.com/watch?v=_3JpID9CbWA)

**PPJF 2011-26** : (Son, Sénégal) Souna Dièye, <http://www.youtube.com/watch?v=-hUUSWmGIPc>

**PPJF 2011-27** : (Son, Togo) Impression d'Ornella, [http://www.youtube.com/watch?v=520u\\_4FcGzM](http://www.youtube.com/watch?v=520u_4FcGzM)

**PPJF 2011-28** : (Son, Togo) impression Mèhèza, <http://www.youtube.com/watch?v=mXOC7zQQXos>

**PPJF 2011-29** : (Son, Togo) "Yovodé", <http://www.youtube.com/watch?v=mEBuZjGIFn0>

### Bulletins d'information

(<http://ppjf.afriquescreatives.org/>)

**PPJF 2011-30** : N°1

**PPJF 2011-32** : N°3

**PPJF 2011-34** : N°5

**PPJF 2011-31** : N°2

**PPJF 2011-33** : N°4



## 2 - Effectif des âges 15-35 ans, 2010

D'après : <http://perspective.usherbrooke.ca/> (consulté le 21/4/2012)

	Groupes d'âge	Total	Ratio F/H
Burkina Faso	30 - 35 ans	1 043 180	0,94
	25 - 30 ans	1 220 504	0,97
	20 - 25 ans	1 460 073	0,98
	15 - 20 ans	1 772 685	0,99
	<b>Total BF 15-25 ans</b>	<b>5 496 442</b>	<b>0,97</b>
	<b>Population totale BF</b>	16 241 811	
Mali	30 - 35 ans	830 983	1,07
	25 - 30 ans	997 783	1,07
	20 - 25 ans	1 182 796	1,04
	15 - 20 ans	1 443 555	1,02
	<b>Total ML 15-25 ans</b>	<b>4 455 117</b>	<b>1,05</b>
	<b>Population totale ML</b>	13 796 354	
Sénégal	30 - 35 ans	764 917	1,19
	25 - 30 ans	974 432	1,10
	20 - 25 ans	1 181 588	1,04
	15 - 20 ans	1 369 818	1,00
	<b>Total SN 15-25 ans</b>	<b>4 290 755</b>	<b>1,08</b>
	<b>Population totale SN</b>	12 323 252	
Togo	30 - 35 ans	440 168	1
	25 - 30 ans	544 517	1,01
	20 - 25 ans	648 296	1,01
	15 - 20 ans	714 779	1
	<b>Total TG 15-25 ans</b>	<b>2 347 760</b>	<b>1,01</b>
	<b>Population totale TG</b>	4 991 834	
Ensemble des quatre pays	<b>Population HF 15-25 ans</b>	16 590 074	
	<b>Population totale</b>	47 353 251	
	<b>Ratio HF moyen</b>		1,03

## 3 - Outils de recherche

---

### Questionnaires individuels

---

#### I. IDENTIFICATION

- Q1.1 : Nom du Pays : 1 = Burkina Faso ; 2 = Mali ; 3 = Sénégal ; 4 = Togo
- Q1.2 : Prénom (s) et Nom de l'interviewé-e
- Q1.3 : Sexe de l'interviewé-e : 1 = masculin ; 2 = féminin
- Q1.4 : Quel est votre âge ?
- Q1.5 : Quelle est votre situation matrimoniale ? 1 = Célibataire ; 2 = Marié-e ; 3 = Divorcé-e ; 4 = Veuf-ve ; 5 = Union libre
- Q1.5.1 : Si vous êtes marié-e, combien d'épouses ou de coépouses avez-vous ?
- Q1.6 : Combien d'enfants avez-vous ?
- Q1.7 : Combien de personnes avez-vous à votre charge ?
- Q1.8 : Dans quel milieu familial vivez-vous ? 1 = famille d'origine ; 2 = situation de migration ; 3 = situation d'autonomie
- Q1.9 : Quel est votre milieu de résidence ? 1 = urbain ; 2 = périurbain ; 3 = rural
- Q1.10 : Quelle est votre religion ? 1 = aucune ; 2 = traditionnelle ; 3 = chrétienne ; 4 = musulmane ; 5 = bouddhiste ; 6 = autre, à préciser
- Q1.11 : A quelle ethnie appartenez-vous ?
- Q1.12 : Est-ce une ethnie à caste ? 1 = OUI ; 2 = NON
- Q1.12.1 : Si la réponse à la question Q1.12 est OUI (1), à quelle caste appartenez-vous ?
- Q1.12.2 : Votre appartenance à cette caste, peut-elle constituer un frein à votre promotion politique ? 1 = OUI ; 2 = NON
- Q1.12.3 : Justifiez votre réponse à la question Q1.12.2
- Q1.13 : Quelle est votre occupation professionnelle ?
- Q1.14 : A quel milieu social appartenez-vous ? 1 = défavorisé ; 2 = classe moyenne ; 3 = classe aisée
- Q1.15 : A quel milieu social appartenaient vos parents ? 1 = défavorisé ; 2 = classe moyenne ; 3 = classe aisée
- Q1.16 : Dans quel système d'enseignement avez-vous étudié ? 1 = francophone ; 2 = arabo-islamique ; 3 = autre, à préciser
- Q1.17 : Quel est votre niveau d'instruction ? 1 = Aucun ; 2 = Préscolaire ; 3 = Élémentaire / primaire ; 4 = 1er cycle du secondaire ; 5 = 2ème cycle du secondaire ; 6 = Supérieur

#### II. COMPORTEMENTS VIS-A-VIS DE LA POLITIQUE

- Q2.1 : Quelles sont les communautés de référence auxquelles vous êtes le plus accepté-e ? 1 = OUI ; 2 = NON 1 = famille ; 2 = école ; 3 = milieu associatif formel et informel, civil et religieux ; 4 = appareils partidaires et politiques formels ; 5 = réseaux locaux ; 6 = réseaux régionaux ; 7 = réseaux nationaux ; 8 = réseaux mondiaux ; 9 = Autre, préciser
- Q2.2 : Quelles sont vos pratiques de communication et d'expression ? 1 = OUI ; 2 = NON ; préciser
- Q2.3 : Participez-vous à la vie politique formelle ? 1 = OUI ; 2 = NON
- Q2.3.1 : Si la réponse à la question Q2.3 est OUI, le faites-vous au sein de ? 1 = Partis politiques ; 2 = mouvements politiques ; 3 = collectivités locales ; 4 = Autre, préciser
- Q2.3.2 : Quelle position y occupez-vous ? 1 = Cadre dirigeant ; 2 = membre actif (participant aux réunions) ; 3 = membre simple ; 4 = membre sympathisant ; 5 = Autre, préciser

# Antigones africaines

---

Q2.4 : Etes-vous un membre actif de ? 1 = OUI ; 2 = NON

1. une association ; 2. Un syndicat ; 3. Une communauté religieuse ; 4. Un réseau social ; 5. Une autre organisation. Préciser

Q2.5 : Utilisez-vous les TIC ? 1 = OUI ; 2 = NON

Q2.5.1 : Si la réponse à la question Q2.5 est OUI, quelles sont les TIC que vous utilisez ?

1 = OUI ; 2 = NON 1. Radio ; 2. Télévision ; 3. Téléphone portable ; 4. Ordinateur ; 5. Internet ; 6 = autre, à préciser

Q2.5.2 : Utilisez-vous les TIC comme moyen d'expression politique ? ; 1 = OUI ; 2 = NON

Q2.5.2.1 : Si la réponse à la question Q2.5.2 est OUI, comment ?

1 = OUI ; 2 = NON ; 1. Individuellement ; 2. Collectivement ; 3. À travers des réseaux nationaux ; 4. À travers des réseaux régionaux ; 5. À travers des réseaux mondiaux ; 6. Autrement, préciser

Q2.5.2.2 : Quand les utilisez-vous ? ; 1 = tous les jours ; 2 = de façon périodique ; 3 = de façon occasionnelle ; 4 = autre, préciser

Q2.5.2.3 : Vous les utilisez combien de fois en moyenne par semaine ? ; 1 = moins de 10 fois ; 2 = de 10 à moins de 20 fois ; 3 = 20 fois et plus

Q2.6 : Qui sont vos partenaires ? ; 1 = OUI ; 2 = NON ; 1. Jeunes femmes/hommes de la même génération ; 2. Aîné-es ; 3. Parents ; 4. Associations ; 5. Autorités religieuses ; 6. Réseaux ; 7. Autres. Préciser

Q2.7 : Qu'est-ce que ces partenaires ont apporté en termes d'impacts, d'effets induits sur le comportement politique des jeunes femmes ?

Q2.8 : Quelles sont les principales difficultés auxquelles font face les jeunes femmes dans la participation politique ? 2.8.1 ... ; 2.8.2 ... ; 2.8.3 ... ; 2.8.4 ...

Q2.9 : Quelles perceptions avez-vous de la participation des jeunes femmes à la vie politique et publique de votre pays ?

Q2.10 : Quelles recommandations faites-vous pour la participation politique des jeunes femmes ?

## III.OBSERVATIONS

Q3.1 : Observations de l'enquêteur /enquêtrice :

Q3.2 : Date de réalisation de l'enquête : le ..... /...../2011

Q3.3 : Prénom (s) et Nom de l'enquêteur /enquêtrice...

## Questionnaires institutionnels

---

### I. IDENTIFICATION

Q1.1 : Nom du Pays : 1 = Burkina Faso ; 2 = Mali ; 3 = Sénégal ; 4 = Togo

Q1.2 : Nature de l'institution : 1 = famille ; 2 = école ; 3 = milieu associatif formel et informel, civil et religieux ; 4 = parti politique ; 5 = réseau local ; 6 = réseau régional ; 7 = réseau national ; 8 = réseau mondial ; 9 = autre, à préciser

### II. PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES FEMMES

Q2.1 : Quels types de pratiques de communication et d'expression entretient votre institution avec les jeunes. Autre, à préciser

Q2.2 : Quelle est la nature (contenu) des relations des relations qu'entretient votre institution avec les jeunes femmes ?

Q2.3 : Les jeunes femmes participent-elles à la vie politique formelle ? 1 = OUI ; 2 = NON

Q2.3.1 : Si la réponse à la question Q2.3 est OUI, comment le font-elles ?

Q2.4 : Les jeunes femmes participent-elles à la vie politique informelle ? 1 = OUI ; 2 = NON

Q2.4.1 : Si la réponse à la question Q2.4 est OUI, le font-elles au sein de ? 1 = OUI ; 2 = NON 1. Associations ; 2. Syndicats ; 3. Communautés religieuses ; 4. Réseaux sociaux ; 5. Autre, préciser ; 6. Autre, à préciser

Q2.5 : A quel classe sociale appartiennent les jeunes femmes qui participent aux activités politiques ? 1 = OUI ; 2 = NON 1. Défavorisée ; 2. Classe moyenne ; 3. Classe aisée

Q2.6 : Les jeunes femmes utilisent-elles les TIC ? 1 = OUI ; 2 = NON

Q2.6.1 : Si la réponse à la question Q2.6 est OUI, quelles sont les TIC utilisées ? 1 = OUI ; 2 = NON 1. Radio 2. Télévision 3. Téléphone portable 4. Ordinateur 5. internet 6 = autre, à préciser

Q2.6.2 : Les jeunes femmes utilisent-elles les TIC comme moyen d'expression politique ? 1 = OUI ; 2 = NON

Q2.6.2.1 : Si la réponse à la question Q2.6.2 est OUI, comment le font-elles ? 1 = OUI ; 2 = NON 1.

Individuellement ; 2. Collectivement ; 3. À travers des réseaux nationaux ; 4. À travers des réseaux régionaux ; 5. À travers des réseaux mondiaux ; 6. Autrement, préciser

Q2.7 : Quelles sont les principales difficultés auxquelles font face les jeunes femmes dans la participation politique ? 2.6.1 2.6.2 2.6.3 2.6.4

Q2.8 : Quelles perceptions avez-vous de la participation des jeunes femmes à la vie politique et publique de votre pays ?

Q2.9 : Quel est l'enjeu de la participation des jeunes femmes aux activités menées par votre structure sur la vie publique de votre pays ?

Q2.10 : Quelles sont les implications politiques de la participation des jeunes femmes dans votre pays ?

Q2.11 : Quelles recommandations faites-vous pour une meilleure participation politique des jeunes femmes ?

### III. OBSERVATIONS

Q.3.1 : Observations de l'enquêteur /enquêteurice :

Q3.2 : Date de réalisation de l'enquête : le ..... /...../2011

Q3.3 : Prénom (s) et Nom de l'enquêteur/enquêteurice

---

## Guide d'entretien Jeunes femmes engagées en politique

---

### 1. Identification

- Nom et prénom, Age, Statut matrimonial
- Nombre d'enfants (ou personnes à charge)
- Profession /Fonction ; Profession /Fonction du conjoint
- Parents : origine sociale, profession, trajectoires politiques
- Religion (préciser associations religieuses ou confrérie),
- Groupe socio culturel (ethnie) ; Ethnie à "castes"
- Langues parlées
- Niveau d'instruction lettré français ou arabe (Primaire, moyen, secondaire, supérieur) ou alphabétisé
- Militante ou sympathisante politique ou associative
- Connaissance et utilisation des TIC
- Adresse physique, adresse email
- Trajectoires de migration
- Autres activités quotidiennes (socioculturelles et professionnelles)

### 2. Opinions et imaginaires du politique et de la citoyenneté

- Conception et vision de la politique, du parti politique ou d'autres espaces d'expression de la politique ; (viser les incidences de l'activité politique dans son quotidien au lieu des Hommes politiques)
- Selon elle c'est quoi la politique, les partis politiques ; est ce que pour toi il ya d'autres espaces où vous vous rencontrez pour parler de politique etc.
- Description de l'intérêt pour la politique (short life story) ;
- Etre citoyen : Représentation, implication ; (vote, taxes, impôts, gestion de la commune, grève)
- Opinions et perception du positionnement politique des jeunes femmes ; (surtout aborder la question de la place et des rôles joués par les jeunes femmes en politique.
- Opinions sur la politique menée par l'Etat (impacts développement, changements socio économiques et politiques) ;
- Impacts de son environnement socioculturel, économique et politique : Selon elle est-ce que son engagement politique a-t-elle un rapport avec son environnement socioculturel économique et politique ; est ce que ces parents, ses amis par exemple sont en politique.
- Explorer les perceptions des jeunes femmes sur les liens entre genre et pouvoir

### 3. Formes, espaces et modes d'expression de la participation

- Motivations socio politiques (motivations financières et économiques, environnement familial, Définition et perception de la participation : différence entre participation, engagement et action ; Environnement socio professionnel, environnement médiatique ou environnement politique local or international) ;
- Perception de la participation politique des hommes (jeunes et aînés) ;
- Formes d'expression de la participation : rencontre régulière ou irrégulière formelle/informelle, utilisation des TIC (médias, numérique, téléphones mobiles, Bluetooth, réseaux sociaux ...) ;
- Espaces d'expression de la politique (cercles, moments, lieux, transports urbains...)
- Maîtrise, gestion et contrôle du temps socio professionnel et de l'agenda personnel quotidien et rapport avec l'engagement et la participation politique;
- Obstacles et risques majeurs à la participation, obstacles majeurs au positionnement politique au sein des espaces actifs d'expression politique (question d'identité de genre, d'intersectionnalité...).
- Explorer la nature de la relation que les jeunes femmes entretiennent avec leurs partenaires, notamment leurs aînées : les attentes, la solidarité, les critiques, mais aussi les transformations à apporter quant à la gestion de la cité et à la participation politique.
- Recommandations pour une meilleure participation politique des jeunes femmes

---

## **Guide d'entretien Jeunes femmes non engagées en politique formelle**

---

### **1. Identification**

- Nom et prénom ; Age ; Statut matrimonial
- Nombre d'enfants (ou personnes à charge)
- Profession /Fonction ; Profession /Fonction du conjoint
- Parents : origine sociale, profession, trajectoires politiques
- Religion (préciser associations religieuses ou confrérie),
- Groupe socio culturel (ethnie) ; Ethnie à "castes"
- Langues parlées ; Niveau d'instruction lettré français ou arabe (Primaire, moyen, secondaire, supérieur) ou alphabétisée
- Militante ou sympathisante politique ou associative
- Connaissance et utilisation des TIC
- Adresse physique, adresse email
- Trajectoires de migration ; Autres activités quotidiennes (socioculturelles et professionnelles)

### **2. Opinions et imaginaires du politique et de la citoyenneté**

- Conception et vision de la politique, du parti politique ou d'autres espaces d'expression de la politique (viser les incidences de l'activité politique dans son quotidien au lieu des Hommes politiques)
- Description et justification de l'intérêt, du désintéressement et du rejet de la politique (short life story) ;
- Etre citoyen (trouver concepts locaux) : Représentation, implication ; Autres statuts Dans la vie quotidienne : perception de nos Possibilités d'action (il faut préciser en tant que citoyen)
- La notion des Droits (trouver des concepts locaux) : Représentations socio culturelles et politiques (Vote, taxes, impôts, gestion de la commune, grève, lois, drapeaux, l'hymne, symboles nationaux).
- Opinions et perception du positionnement politique des jeunes femmes, jeunes hommes.
- Opinions sur la politique menée par l'Etat/pouvoir politique (impacts développement, changements socio économiques et politiques) ;
- Impacts de son environnement socioculturel, économique et politique (oui sur son engagement ou inspiration : Selon elle est-ce que son engagement ou son inspiration politique a-t-elle un rapport avec son environnement socioculturel économique et politique ; est ce que ces parents, ses amis par exemple sont en politique.) ;

### **3. Formes, espaces et modes d'expression de la participation**

- Impacts de ses activités sur son environnement, sa communauté
- Perception de ses qualités, réalisations.
- Les formes de ses intérêts, ses aspirations, ses craintes, ses frustrations, (Dire à quoi ressemble ses intérêts, ses aspirations, ses craintes, ses frustrations.)
- Autonomie et pouvoir financier et économique
- Autonomie et pouvoir social, culturel et religieux
- Définition et perception de la participation : différence entre participation, engagement et action ;
- Perception de la participation politique des hommes (jeunes et aînés) ;
- Formes d'expression de la participation : rencontre régulière ou irrégulière formelle/informelle, utilisation des TIC (médias, numérique, téléphones mobiles, Bluetooth, réseaux sociaux ...) ;
- Espaces d'expression de la politique (cercles, moments, lieux, transports urbains...)
- Maîtrise, gestion et contrôle du temps socio professionnel et de l'agenda personnel quotidien et rapport avec l'engagement et la participation politique;
- Obstacles et risques majeurs à la participation, obstacles majeurs au positionnement politique au sein des espaces actifs d'expression politique (question d'identité de genre, d'intersectionnalité...)
- Recommandations pour une meilleure participation politique des jeunes femmes

---

## Guide d'entretien Partenaires

---

(Jeunes hommes, partenaires privés)

### 1. Identification

- Nom et prénom
- Age
- Statut matrimonial
- Nombre d'enfants (ou personnes à charge)
- Profession /Fonction
- Profession /Fonction du conjoint
- Parents : origine sociale, profession, trajectoires politiques
- Religion (préciser associations religieuses ou confrérie),
- Groupe socio culturel (ethnie) ; Ethnie à "castes"
- Langues parlées
- Niveau d'instruction lettré français ou arabe (Primaire, moyen, secondaire, supérieur) ou alphabétisé
- Militante ou sympathisante politique ou associative
- Connaissance et utilisation des TIC
- Adresse physique, adresse email
- Trajectoires de migration
- Autres activités quotidiennes (socioculturelles et professionnelles)

### 1. Opinions et imaginaires du politique et de la citoyenneté

- Rapports avec la jeune femme
- Conception et vision de la politique, du parti politique ou d'autres espaces d'expression de la politique ; (viser les incidences de l'activité politique dans son quotidien au lieu des Hommes politiques)
- Description de l'intérêt et du désintéressement pour la politique ;
- Etre citoyen : Représentation, implication ; (vote, taxes, impôts, gestion de la commune)
- Opinions et perception du positionnement politique des femmes ;
- Opinions sur la politique menée par l'Etat (impacts développement, changements socio économiques et politiques) ;
- Impacts de son environnement socioculturel, économique et politique ;

### 2. Perception de la participation politique de la femme

- Motivations socio politiques des jeunes femmes (motivations financières et économiques, environnement familial, environnement socio professionnel, environnement médiatique ou environnement politique local or international) ;
- Définition et perception de la participation : différence entre participation, engagement et action ;
- Perception de la participation politique des femmes (jeunes et aînées) ;
- Maîtrise, gestion et contrôle du temps socio professionnel et de l'agenda personnel quotidien et rapport avec l'engagement et la participation politique;
- Obstacles et risques majeurs à la participation, obstacles majeurs au positionnement politique au sein des espaces actifs d'expression politique (question d'identité de genre, d'intersectionnalité...)
- Recommandations pour une meilleure participation politique des jeunes femmes



## 4 - Méthodologie

### Activités de recherche, espaces et méthodes

Activités	Espace	Méthode	Mode	Produit
<i>Atelier préliminaire (hors projet)</i> Atelier méthodologique	Régional	Concertation	Virtuel Présentiel	1 Rapport 1 Rapport
Etat des connaissances	Régional National	Analyse documentaire	Virtuel Présentiel	60 Fiches d'analyse documentaire
Recherche quantitative	National Régional	Observation quantitative individuelle *	Virtuel Présentiel	1 Rapport statistique régional
Recherche qualitative	National	Observation qualitative individuelle *	Virtuel Présentiel	4 Rapports nationaux 1 Album photo
Recherche multimédia	National Régional	Illustration multimédia**	Virtuel Présentiel	12 Vidéos en ligne
Forum virtuel Ateliers nationaux de restitution Atelier de partage	Régional National Régional	Observation participante de groupes et Techniques participatives	Virtuel Présentiel Présentiel	Archives Feed-back virtuel 1 Rapport
Revue par les pair-es Méta-analyse	Régional	Analyse individuelle	Virtuel	7 Rapports individuels 1 Rapport
Bulletin d'information Publication en ligne Rapport scientifique Brochures politiques	Global	Diffusion	Virtuel	5 livraisons Site web 1 Rapport 3 Brochures
* Individus observés : jeunes femmes, partenaires privés et représentant-es d'institutions ** Médias d'observation : image, son, vidéo				

## Activités de recherche

### Menées en présentiel

<b>Espaces nationaux</b>	<b>Recherche documentaire locale</b> <b>Recherche quantitative nationale</b> : organisation, collecte, analyse des données, <b>Recherche qualitative</b> : organisation, entretiens, transcription, traitement, analyse* <b>Recherche multimédia</b> : organisation, enregistrement, traduction, générique, sous-titrage <b>Rapport national</b> : production <b>Participation de jeunes femmes au forum virtuel</b> : organisation et suivi <b>Ateliers national de restitution</b> : organisation et tenue <b>Revue individuelle par les pair-es</b> des rapports nationaux et du forum virtuel
<b>Espace régional</b>	<b>Atelier méthodologique</b> <b>Atelier de partage</b> : Analyse participative

### Menées en virtuel

Espace virtuel Indicateurs quantitative	Objet et usages	Principaux constats politiques
<b>Equipe-de-recherche</b> (Janvier 2011 à mars 2012) ; 29 membres 1004 contributions	<b>Objet</b> : Plateforme privée de collaboration entre les membres du collectif de recherche <b>Usages</b> : Relations interindividuelles et du cadre de collaboration, planification, logistique, cadrage théorique, création collaborative des outils, co-formation, communication, diffusion, discussion.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le politique des liens n'est ni discuté ni questionné</li> <li>Les échanges portent sur la gestion (le comment) plutôt que sur le politique (le quoi)</li> <li>Participation réduite, irrégulière et inégale</li> </ul>
<b>Siteweb</b> (Janvier 2011 à mars 2012) 7 puis 4 membres 694 contributions	<b>Objet</b> : Plateforme privée de collaboration pour la mise en œuvre du site web <b>Usage</b> : Gestion technique du site, diffusion, évaluation interne du processus collaboratif	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le respect des spécifications techniques nuit à la créativité.</li> <li>Les hiérarchies ne sont pas discutées</li> <li>Usage technique et politique des TIC (à travers l'auto-évaluation)</li> </ul>
<b>Conseil Scientifique et politique</b> (Avril 2011 à juin 2012) ; 13 membres 16 contributions	<b>Objet</b> : Espace bénévole privé d'orientation scientifique et politique <b>Usage</b> : Diffusion des produits de recherche	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation minimale (par les plus jeunes)</li> <li>Usage institutionnel</li> </ul>
<b>Facilforum</b> (Septembre 2011 à mars 2011) 4 membres 320 contributions	<b>Objet</b> : Plateforme collaborative privée de concertation technique et politique sur le Forum <b>Usage</b> : Planification, débat sur les contenus, concertation sur les stratégies, concertation prospective.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Collaboration substantive et technique</li> <li>Gestion concertée des conflits</li> </ul>
<b>Forum</b> (Octobre 2011 à décembre 2012) 90 membres 331 contributions	<b>Objet</b> : Espace public, facilité et modéré de discussion sur la problématique du projet <b>Usage</b> : Débat facilité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Abstention des chercheur-es, des institutions et des hommes</li> <li>Grande réactivité des jeunes femmes</li> <li>Evitement des conflits</li> <li>Unanimité, peu d'innovation</li> </ul>
<b>Institutionspartenaires</b> (Février à mars 2012) 10 membres 11 contributions	<b>Objet</b> : Plateforme privée d'organisation de la coproduction du rapport scientifique <b>Usage</b> : Débat sur les attentes et les statuts	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réactivité insuffisante</li> <li>Rupture de la participation</li> </ul>

---

## Questions de recherche

---

**Qui sont les "jeunes femmes", leurs "partenaires" politiques, et quels sont les enjeux politiques de la participation politique des jeunes femmes ?**

- **Qui** sont "les jeunes femmes", en Afrique de l'ouest francophone, selon quels **critères** sont-elles définies et se définissent-elles socialement, économiquement, personnellement, culturellement ?
- **Par rapport à quoi et à qui** se définissent et sont définies les jeunes femmes : jeunes garçons, femmes, rapports de genre, rapports de pouvoir, aînés, institutions, développement, production, reproduction, éthique, sous-région Afrique francophone de l'ouest... ? Où et comment s'expriment les singularités, les similitudes, les solidarités, les antagonismes ?
- Quels sont les **lieux, domaines et espaces** (temporels, spatiaux, sociaux, économiques, politiques, culturels, personnels, collectifs, associatifs, formatifs, intimes) où s'exerce la participation politique, quand on est une jeune femme ? Selon quelles **formes, alliances et stratégies** ?
- Quels sont les **enjeux** – et pour qui - qui justifient, qualitativement et quantitativement, de porter un intérêt spécifique aux jeunes femmes de l'Afrique de l'ouest francophone ? Dans quels domaines, pour quelles raisons, et dans quels systèmes de relations de pouvoir ?
- Comment les jeunes femmes qualifient-elles leurs **"partenaires" politiques** ? Comment peut-on qualifier les relations entre les jeunes femmes et leurs différents ""partenaires" politiques ? Comment ces relations peuvent-elles être orientées, par qui, et notamment au travers de politiques publiques, pour assurer un développement humain et citoyen, durable et respectueux des diversités ?

**Quel(s) imaginaire(s) les jeunes femmes ont-elles de la participation au pouvoir ?**

- A quoi les jeunes femmes associent-elles la **chose politique ? le politique ? le pouvoir** ?
- Comment les jeunes femmes **définissent-elles** la situation politique de leur pays ? mondiale ? l'état des relations entre les pays, au niveau continental, mondial ? rencontrent-elles des difficultés à les qualifier ? en quoi, pourquoi ? quelles sont les stratégies explicites et implicites de détournement de ces questions ?
- Comment les jeunes femmes **lient-elles ou non les relations de genre et de pouvoir** ? sur quels terrains et dans quels domaines ?
- Que pensent, qu'expriment et que font les jeunes femmes - en termes de démocratie, de droits, d'égalité, de libertés - des différentes **relations et espaces collectifs de pouvoir existants** (à définir) et du **rôle** qu'elles peuvent y jouer ? Quelle est la perception, par les jeunes femmes et par ceux et celles qui les entourent, de leurs droits, devoirs, responsabilités et légitimité à prendre part aux décisions liées à la gestion de la cité, de la communauté, du contexte mondialisé, de leur propre devenir ? Dans quels domaines et à quelles conditions s'exercent ces droits et responsabilités ? Où, comment, depuis quand et de qui les jeunes femmes apprennent-elles et appréhendent-elles le pouvoir, la démocratie, la citoyenneté, la participation ? Les différentes sources **d'information et d'apprentissage** sont-ils convergents ou multiples ? Sur quels piliers s'appuient-elles ?
- En quoi les jeunes femmes se voient-elles comme **ayant des droits à avoir des droits**, à les exprimer, à les faire reconnaître, à les défendre, à les analyser et à les partager ? Dans quels lieux, auprès de quelles instances, avec quels moyens **d'intermédiation et/ou de recours** ? Comment les jeunes femmes perçoivent-elles les enjeux de la démocratie, de la participation ? Comment les situent-elles par rapport à d'autres enjeux qui leur seraient propres ? Comment établissent-elles leurs **priorités** ? Comment et où créent-elles les moyens de leur expression ? Dans le cas contraire, qui et quoi motivent leur mutisme ou leur absence ?

# Antigones africaines

---

- Dans quelle mesure, comment et par quels moyens les jeunes femmes se perçoivent-elles, s'expriment-elles et/ou se comportent-elles comme **victimes et/ou actrices** en matière de prise de décision, personnelle et/ou collective ? Avec quels avantages ou inconvénients ? Quelles sont les modes d'actions et d'interactions, personnels et collectifs, avec quelles alliances et quels obstacles, quels compromis ?
- Existe-t-il **des espaces d'échange** où ces questions peuvent être discutées ? si oui sont-ils explicitement ou implicitement identifiés et où se situent-ils ? sinon, les questions d'exercice du pouvoir sont-elles uniquement gérées au niveau personnel et comment ?
- Comment les jeunes femmes identifient-elles ou non les **transformations** à apporter quant à la gestion de la cité ? à la participation politique ? quelles sont-elles ?

## **Quelles relations les jeunes femmes entretiennent-elles et pourraient-elles entretenir avec les politiques publiques et institutionnelles ?**

- Comment les jeunes femmes vivent-elles leurs **relations** avec les institutions et les représentant-es des instances publiques, hommes et femmes, ainé-es ? Quelles sont leurs sources **d'information** sur la gestion des biens communs de leurs différentes communautés d'appartenance ?
- Comment les jeunes femmes bénéficient-elles, participent-elles, sont elles **associées à participer** aux politiques publiques conçues et mises en place pour les associer à la participation politique ? Quelles alternatives de participation à la chose publique exercent-elles, et comment ces alternatives sont elles considérées/accueillies/valorisées par les institutions chargées de promouvoir la participation politique des jeunes femmes ?
- Comment **les jeunes femmes élues**, au Parlement ou dans les partis, perçoivent-elles l'action politique ? Expriment-elles des critiques, des envies de transformation de l'action politique ou au contraire en sont-elles satisfaites ? pourquoi ? Comment se définissent-elles politiquement, socialement, économiquement, culturellement ?
- Quelle est la nature des **relations que les jeunes femmes ont avec les femmes** dans les partis, ou avec les élues, les femmes ayant des rôles publics (comme les premières dames) ? existe-t-il des attentes, de la solidarité, des critiques et propositions à leur adresse ? comment et où s'expriment-elles ?
- Quels sont les impacts des initiatives **alternatives de participation** politique des jeunes femmes sur la conception, la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques visant à renforcer la démocratie ? Quelles sont les perspectives de changement réflexif des politiques publiques, entre besoin de sécurité et nécessité d'ouverture ?

Ces questions ont été abordées à partir des différentes situations que vivent les jeunes femmes : tranches d'âges, statut personnel, niveau d'alphabétisation et de scolarisation, niveau de vie et lieu de résidence, origine ethnique, situation économique et sociale...

## 5 - Références bibliographiques

---

- Ade Ajayi J. F., Crowder Michael, 1971, *A History of West Africa* (2 vol.), Columbia University Press, New York
- Ascher François, 2004, *La Société hypermoderne. Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs*, L'Aube, Paris.
- Attali Jacques, 2006, *Une brève histoire de l'avenir*, Poche Biblio Essais, Paris, 311 p.
- Aubert Nicole, 2004, *Que sommes nous devenus ?*, Sciences Humaines, Paris, n° 154
- Aubert Nicole (s. dir.), 2004b, *L'individu hypermoderne*, Erès, Paris, 320 p.
- Aubert Nicole, Roux-Dufort Christophe, 2009, *Le culte de l'urgence : la société malade du temps*, Flammarion Champs Essais, Paris, 375 p.
- Augé Marc, 1992, *Non-Lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Le Seuil, 155 p.
- AWID, 2005, *Making waves: how young women can (and do) transform organizations and movements*, [http://www.awid.org/content/download/48785/537228/file/spotlight5\\_en.pdf](http://www.awid.org/content/download/48785/537228/file/spotlight5_en.pdf)
- AWID, 2008, *Les femmes et la participation politique*, <http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Les-femmes-et-la-participation-politique>
- Aznar Guy, 2005, *Idées, cent techniques de créativité pour les produire et les gérer*, Eyrolles, Paris, 332 p.
- Babou Cheikh Anta, 2011, *Le Jihad de l'âme*, Karthala, Paris, 344 p.
- Ballmer-Cao Thanh-Huyen, Mottier Véronique, 2000, *Genre et politique, débats et perspectives*, Gallimard Folio Essais, Paris, 540 p.
- Balmer-Cao Thanh-Huyen, Lucas Barbara 2010, *Les nouvelles frontières du genre. La division public/privé en question*, l'Harmattan, Paris, 268 p.
- Barreau Hervé, 1990, *L'épistémologie*, Que sais-je ? PUF, Paris, 128 p.
- Baudart Anne, 2005, *Qu'est ce que la démocratie ?*, Vrin, Paris, 128 p.
- Bindé Jérôme, 2005, *Vers les sociétés du savoir*, UNESCO, 237 p., <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001419/141907f.pdf>
- Bennett Jane, 2008, *Researching for Life: Paradigms and Power Editorial*, Feminist Africa 11.2008 - [http://www.feministafrica.org/uploads/File/Issue%2011/11\\_3\\_Editorial.pdf](http://www.feministafrica.org/uploads/File/Issue%2011/11_3_Editorial.pdf)
- Benasayag Miguel, 2010, *Organismes et artefacts, vers la virtualisation du vivant*, La Découverte, Paris, 191 p.
- Berhault Gilles, 2010, *Développement durable 2.0, L'internet peut-il sauver la planète ?*, L'aube, Paris, 170 p.
- Bernardi Bruno, 2003, *Qu'est ce qu'une décision politique ?*, Que sais-je ? PUF, Paris, 128 p.
- Besnier Jean-Michel, 2011, *Les théories de la connaissance*, Que sais-je ? PUF, Paris, 128 p.
- de Bono Edward, 2004, *La boîte à outils de la créativité*, Editions d'organisation, Paris, 452 p.
- Boahen Adu, Ade Ajayi J. F., 1986 *Topics in West African History*, Longman, Londres, 202 p.

# Antigones africaines

---

- Bourdieu Pierre, 1998, *La Domination masculine*, Seuil, Paris, 134 p.
- Bourdieu Pierre, 2002, "Pour un savoir engagé", in *Le monde diplomatique*, Paris; p. 3.
- Bourdieu Pierre, 2001, "Pour un savoir engagé", in *Contre-feux 2*, Paris, Liber-Raison d'agir, pp 33-40.
- Bourdieu Pierre, 1997, *Les usages sociaux de la science: pour une sociologie clinique du champ scientifique*, Edition Quae, Collection Sciences en questions, Paris, 170 p.
- Bourdieu Pierre, Chamboredon Jean-Claude, Passeron Jean-Claude, 1983, *Le métier de sociologue*, Mouton, Paris, 357 p.
- Bouriau Christophe, 2010, *Qu'est ce que l'imagination ?*, Vrin, Paris, 128 p.
- Boure Robert, Loiseau Gérard, 2003, "Communication et démocratie locale. Le retour du politique ?" in *Démocratie locale et Internet*, Sciences de la société 60 <http://w3.scsoc.univ-tlse2.fr/60/une.html>
- Braud Philippe, 2011, *La science politique*, Que sais-je ? PUF, Paris, 128 p.
- Braud Philippe, 2000, *Sociologie Politique*, 7e éd., L.G.D.J, 710 p., Paris, pp 611-664.
- BRIDGE, *Raising gender awareness among policy-makers and practitioners*, Update Issue 9: Gender and participation, <http://www.bridge.ids.ac.uk/dgb9.html>
- BRIDGE, 2004, *Genre et citoyenneté*, <http://www.bridge.ids.ac.uk/Docs/EnBref14.doc>
- BRIDGE, 2009a, *Gender and care, Overview Report*, [http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/CEP\\_Care\\_OR.doc](http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/CEP_Care_OR.doc)
- BRIDGE, 2009b *Gender and governance, Overview Report*, [http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/Governance\\_OR\\_final.doc](http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/Governance_OR_final.doc)
- Bushkin Kathryn, 2004, "Les jeunes filles sont l'avenir", PNUF Our Planet Vol 15n°2 [http://www.unep.org/OurPlanet/imgversn/152/images/Our\\_Planet\\_15.2\\_french.pdf](http://www.unep.org/OurPlanet/imgversn/152/images/Our_Planet_15.2_french.pdf)
- Butler Judith, 1990 *Trouble dans le genre*, La Découverte, Paris, 2005
- Butler Judith, 2004, *Undoing Gender*, Routledge, Londres, pp. 288
- Canut Cécile, Smith Étienne, 2006, "Pactes, alliances et plaisanteries" *Cahiers d'études africaines*, 184, <http://etudesaficaines.revues.org/6198>
- Cardon Dominique, 2010, *La démocratie Internet : Promesses et limites*, Seuil, Paris, 102 p.
- Casilli Antonio, 2010, *Les liaisons numériques, vers une nouvelle sociabilité ?* Seuil, Paris, 334 p.
- Castoriadis Cornelius 1975, *L'Institution imaginaire de la société*, Seuil, Paris, 538 p.
- Centre de Gorée pour les processus électoraux, *Les processus électoraux et de démocratisation*, [http://www.goreeinstitut.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=83&Itemid=100&lang=fr](http://www.goreeinstitut.org/index.php?option=com_content&view=article&id=83&Itemid=100&lang=fr)
- Chevalier Jean, Gheerbrant Alain, 1982, *Dictionnaire des symboles*, Laffont, Paris, 1060 p.
- Cissé Youssouf Tata, 2003, *La charte du Mandé et autres traditions du Mali*, Calligraphies de Aboubacar Fofana, Albin Michel, Paris.
- Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE, 2006, *Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène en Afrique de l'Ouest*, Ouagadougou Tome 1, [http://base.afrique-gouvernance.net/docs/rapport\\_forum\\_interg\\_n\\_rationnel\\_sur\\_la\\_gouvernance\\_endog\\_ne1.pdf](http://base.afrique-gouvernance.net/docs/rapport_forum_interg_n_rationnel_sur_la_gouvernance_endog_ne1.pdf)

# Antigones africaines

---

- Compiègne Isabelle, 2010, *La société numérique en question(s)*, Editions Sciences Humaines, Paris, 160 p.
- Conseil International Education Développement, *Evaluation du programme NDI de la formation des conseillères rurales municipales et régionales*, Dakar, [http://www.accessdemocracy.org/files/1557\\_sn\\_report\\_010103.pdf](http://www.accessdemocracy.org/files/1557_sn_report_010103.pdf)
- Constantin François, 2002, *Les Biens publics mondiaux, un mythe légitimateur pour l'action collective ?*, L'Harmattan, Paris, 386 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine, Moniot Henri, 2005, *L'Afrique Noire de 1800 à nos jours*, PUF, Paris, 576 p.
- COSEF (Conseil Sénégalais des Femmes), 2011 *Combats pour la parité. La campagne « Avec la parité, consolidons la démocratie*, Dakar.
- CRDI, 2008, *La décentralisation, le pouvoir local et les droits des femmes, Participation, représentation et accès aux services publics*, Recommandations stratégiques de la conférence internationale, Mexico, [http://www.idrc.ca/uploads/user-S/12348115271DFPC\\_RS\\_FR.pdf](http://www.idrc.ca/uploads/user-S/12348115271DFPC_RS_FR.pdf)
- CRDI, 2010, *Participation politique des jeunes femmes en Afrique francophone, Atelier de développement de projet*, Dakar, 23-25 août 2010.
- Crozier Michel, Friedberg Erhard (1977), *L'acteur et le système*, Seuil, Paris (ed. 1981)
- Cusset Pierre-Yves, 2007, *Le lien social*, A. Colin, Paris, 126 p.
- Davis Angela, 1983, *Femmes, race et classe*, des Femmes, Paris, pp. 342
- Delphy Christine, 2000, *Théories du patriarcat*, in Hirata, Helena, Laborie, Françoise, Le Doaré, Hélène, Senotier, Danièle (ed.), 2000, *Dictionnaire critique du féminisme*, PUF, Paris, (2e édition augmentée 2004)
- Delphy Christine, 2001, *L'ennemi principal : 2. Penser le genre*, Syllepse, Paris, pp. 380
- Demont Elisabeth, 2009, *La psychologie, histoire, concepts, méthodes, expériences*, Sciences Humaines, Paris, 250 p.
- Denoix de Saint Marc Renaud, 2004, *L'Etat*, Que sais-je ? PUF, Paris, 128 p.
- Devereux Georges, 1980, *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, traduction Aubier, édition Flammarion, Paris, 2012
- Dhilly Olivier, s.d., *Faut-il oublier son passé pour se donner un avenir ?* L'Opportun, Paris, 90 p.
- Diagne Ramatoulaye, 2009 "Philosophie et représentation de la femme : la longévité du modèle aristotélicien", in Sow Fatou (dir.), 2009, *La recherche féministe francophone*, Langue, identités et enjeux, Karthala, Paris, 680 p.
- Diagne Souleymane Bachir, 2008, *Comment philosopher en Islam ?*, Panama, Paris, 236 p.
- Diaw Aminata, 1988, *Démocratie où es-tu ?* COSEF, Dakar, p. 19.
- Diaw Aminata, 1999, *Femme, éthique et politique*, <http://library.fes.de/fulltext/bueros/senegal/00263001.htm>
- Diaw Aminata, 2009 "Silences du politique et paresse de l'Académie", in Sow Fatou (dir.), 2009, *La recherche féministe francophone*, Langue, identités et enjeux, Karthala, Paris, 680 p.



# Antigones africaines

---

- Diaw Aminata, Faye Aminata, Cissé Katy dir., 1999, *Démocratie où es-tu ?*, Publications du Cosef
- Diouf Mamadou, 2011, *Les jeunes et l'entreprise démocratique en Afrique*, Paper for the International Conference organized by UNECA (Addis Ababa), CODESRIA (Dakar) and John Hopkins University (Washington, DC) on: "Two Decades of Democracy and Governance in Africa: Lessons Learned, Challenges and Prospects", Dakar: 20th – 22nd June 2011
- Djibo Hadiza, 2001, *La participation des femmes africaine à la vie politique. Les exemples du Sénégal et du Niger*, L'Harmattan, Paris.
- Dorlin Elsa, 2008, *Sexe, genre et sexualités*, PUF, Paris, 153 p.
- Dortier Jean-François (dir.), 2011, *Le cerveau et la pensée*, Ed Sciences Humaines, Paris, 480 p.
- Dortier Jean-François, 2008, *Le dictionnaire des sciences humaines*, Sciences Humaines, Paris, 829 p.
- Dortier Jean-François, 2009, *Les Sciences Humaines, Panorama des connaissances*, Ed. Sciences Humaines, Paris, 476 p.
- Drapeau Contim Filipe, 2010, *Qu'est ce que l'identité ?* Vrin, Paris, 128 p.
- Duerst-Lahti Georgia, 2000, *Reconceiving Theories of Power: Consequences of Masculinism in the Executive Branch*, in Martin, Janet M., Borrelli, Maryanne, 2000, *Other Elites: Women, Politics, & Power in the Executive Branch*, Lynne Rienner Publishers Inc, pp. 268
- Dutant Julien, 2010, *Qu'est ce que la connaissance ?* Vrin, Paris, 128 p.
- Economic Commission for Africa, 2009, *African Women's Report, Measuring Gender Inequality in Africa: Experiences and Lessons from the African Gender and Development Index*, [http://www.reliefweb.int/rw/lib.nsf/db900sid/EGUA-86XQZT/\\$file/uneca-women-oct09.pdf?openelement](http://www.reliefweb.int/rw/lib.nsf/db900sid/EGUA-86XQZT/$file/uneca-women-oct09.pdf?openelement)
- Editions Sciences Humaines, 2011, *L'histoire des autres mondes Grands Dossiers N° 24*, Paris.
- ENDA, 2005, *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité*, <http://idl-bnc.idrc.ca/dspace/bitstream/10625/32183/1/121375.pdf>
- ENDA, 2005 b, *Citoyennes africaines de la société de l'information*, Dakar, 86 p.
- ENDA, 2008, *"Regards croisés sur l'excision à l'heure des TIC"*, Dakar, 37 p. <http://idl-bnc.idrc.ca/dspace/bitstream/10625/37567/1/127909.pdf>
- Ehrenberg Alain, 2000, *La fatigue d'être soi, dépression et société*, Odile Jacob, Paris, 414 p.
- Erner Guillaume, 2006, *La société des victimes*, La découverte, Paris, 224 p.
- Fanon Frantz, 1961, *Les Damnés de la Terre*, La Découverte, Paris, 2002, 313 p.
- Fassin Didier, Memmi, Dominique (dir.), 2004, *Le gouvernement des corps*, EHESS, Paris.
- Fassin Didier, 1998, *L'anthropologie entre engagement et distanciation*, in *vivre et penser le sida en Afrique*, Codesria, en ligne, URL: <http://codesria.org/spip.php?article 587>
- Foucault Michel, 1994, *Histoire de la sexualité, La Volonté de savoir*, Tome 1, Gallimard, Paris, pp. 248
- Gauchet, Marcel, 2008, *Les Conditions de l'éducation*, Stock, Paris.
- Gaulejac Vincent de, 2009a, *Qui est "je" ? Sociologie clinique du sujet*, Éditions du Seuil, Paris.
- Gaulejac Vincent de, 2009b, *La société malade de la gestion, idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*, Seuil, Points Economie, Paris, 353 p.

# Antigones africaines

---

- Gayraud Jean-François et Thual François, 2012, *Géostratégie du crime*, Odile Jacob, Paris, 272 p.
- Gleick James, 2008, *La théorie du chaos*, Champs Sciences, Flammarion, Paris, 495 p.
- Grawitz Madeleine, 2001, *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 1019 p.
- Groupe de travail sur la violence contre les femmes (2007) *Glossaire de la violence contre les femmes*, 23 p., [http://genre.francophonie.org/IMG/pdf/Glossaire\\_Violence.pdf](http://genre.francophonie.org/IMG/pdf/Glossaire_Violence.pdf)
- Guillaumin, Colette, 1992 (1978), *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de Nature*, Côté- femmes, Paris, pp. 239
- Halpern Catherine, 2009, *Identité(s), l'individu, le groupe, la société*, Sciences Humaines, Paris, 352 p.
- Haroche Claudine, 2008, *L'Avenir du sensible. Les sens et les sentiments en question*, PUF, coll. Sociologie d'aujourd'hui, Paris, pp. 256
- Héritier, Françoise, 1996, *Masculin, Féminin. La pensée de la différence*, Odile Jacob, Paris.
- Hirata Helena, Laborie Françoise, 2000, *Dictionnaire critique du féminisme*, PUF, Paris, 315 p.
- IDEA, 2009, *The Gender of Democracy Matters*, New York, UN, 6 pages, <http://www.idea.int/resources/analysis/upload/Statement-by-LHW-15-April-New-York.pdf>,
- iKNOW Politics, 2008, Réponse récapitulative sur la participation politique des femmes dans les sociétés traditionnelles et conservatrices, [http://www.iknowpolitics.org/files/women\\_traditional\\_socieities\\_FR\\_0.pdf](http://www.iknowpolitics.org/files/women_traditional_socieities_FR_0.pdf)
- iKNOW Politics, *Power Booklet* <http://www.iknowpolitics.org/files/Power%20Booklet%20-%20A%20Quick%20DIY%20on%20How%20to%20Obtain%20Real%20Personal%20P.pdf>
- iKNOW Politics, *Involvement of young women in politics* [http://www.womenpoliticalparticipation.org/image/pdf/consolidated\\_response\\_young\\_women\\_Eng.pdf](http://www.womenpoliticalparticipation.org/image/pdf/consolidated_response_young_women_Eng.pdf)
- International Institute for Democracy and Electoral Assistance, 2007, *Partis politiques en Afrique de l'Ouest, Le défi de la démocratisation dans les Etats fragiles*, [http://www.oozebap.org/biblio/pdf/PP\\_L-Ouest\\_Africa\\_-Web.pdf](http://www.oozebap.org/biblio/pdf/PP_L-Ouest_Africa_-Web.pdf)
- James Maureen, Liz Rykert, 1998, *Du bureau à l'espace, Comment utiliser efficacement les listes électroniques*, CRDI, <http://web.idrc.ca/openebooks/863-5/>
- Joseph C., 2002, *Gender and Local Government*, Occasional Paper No 13, Friedrich Ebert Stiftung South Africa Office, <http://www.fes.org.za/english/debate/occpaper13.pdf>
- Jouve Bernard, 2003, *La gouvernance urbaine en questions*, Elsevier, Paris
- Jouvin H., 2010, *Le renversement du monde*, Politique de la crise, Paris, Gallimard.
- Kane Cheikh Hamidou, 1961 (Ed 1999), *L'Aventure ambiguë*, Julliard (10/18), 191 p.
- Kassea Raul B., 2006, *Gender, Politics and Democratisation in Cameroon*, University of Helsinki, 288 p.
- Katrak Ketu, 2006, *The Politics of the Female Body: Postcolonial Women Writers of the Third World*, Rutgers University Press, U.S.A., pp. 291
- Kaudjhis-Offoumou Françoise, 2011, *Femme, genre et pouvoir en Afrique*, NEI-CEDA, Abidjan, 322 p.
- Keller Evelyn Fox, 1983, *A Feeling for the Organism: The Life and Work of Barbara*, W. H. Freeman and Company, New York – traduit sous le titre : L'intuition du vivant. La vie et l'œuvre de Barbara McClintock, Tierce, Collection Sciences, Paris, 269 p.

# Antigones africaines

---

- Keller Evelyn Fox, 1985, *Reflections on Gender and Science*, Yale University Press.
- Keller Evelyn Fox, 2005, *Expliquer la vie. Modèles, métaphores et machines en biologie du développement*, Gallimard, Paris.
- Ki-Zerbo Joseph (dir.), 1998, *Histoire De L'Afrique Noire D'hier à demain*, Hatier, Paris.
- Klein Etienne, 2004, *Petit voyage dans le monde des quantas*, Flammarion Champs Sciences, Paris, 193 p.
- Konate Moussa, 2010, *L'Afrique noire est-elle maudite ?* Fayard, Paris, 344 p.
- Kourilsky Françoise, 2008, *Du désir au plaisir de changer*, Dunod, Paris, 340 p.
- Kübler Daniel, de Maillard Jacques, 2009, *Analyser les politiques publiques*, Presses universitaires de Grenoble, 222 p.
- Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL), "Etudes et Travaux", numéros 35, 36, 37, 48, 78, 84, <http://www.lasdel.net>
- Lahire Bernard, Elias Norbert, 1993, "Engagement et distanciation: contributions à la sociologie de la connaissance", in *Revue française de sociologie*, Paris 34-4, pp. 673-676
- Latour Bruno, 1994, *Le métier de chercheur: regard d'un anthropologue*, Seconde édition revue et corrigée, Editions Quae, Collection Sciences en questions, Paris, 223p.
- Le Moigne Jean-Louis, 1995, *Les épistémologies constructivistes*, Que sais-je ? PUF, Paris, 128 p.
- Lô Gourmo Abdoul, 2003, *Démocratie et gouvernance en Afrique de l'ouest : quelques enseignements de la dernière décennie*, [http://ufpweb.org/transition/ce385/idees/gouv\\_ao.htm](http://ufpweb.org/transition/ce385/idees/gouv_ao.htm)
- Louis, Marie-Victoire, 1990, *De l'appropriation du corps des femmes au travail, en France, au XIXe siècle*, AVFT, De l'abus de pouvoir sexuel, le harcèlement sexuel au travail. Introduction, La Découverte, le Boréal, Paris p. 31 à 45
- Lourau René, 1978, *L'État inconscient*, Editions de Minuit, Paris, 224 p.
- Lourau René, 1970, *L'Analyse institutionnelle*, Editions de Minuit, Paris, 304 p.
- Lynch Dudley, 2006, *La stratégie du dauphin, les idées gagnantes du 21<sup>e</sup> siècle*, Ed. l'Homme, Paris, 282p.
- Macé Eric, 2003, *Le piège de la cause des femmes, Eléments pour un mouvement antisexiste post-féministe* <http://lmsi.net/spip.php?article187>
- MacKinnon Catherine, 1983, *Feminism, Marxism, Method and the State: Towards a Feminist Jurisprudence*, Signs 8 (2)
- Marques-Peirera Bérengère, 2003, *La citoyenneté politique des femmes*, Armand Colin, Paris, 209 p.
- Marques-Pereira Bérengère, Pfefferkorn Roland (dir.) *Genre, politiques sociales et citoyenneté* [http://cahiers\\_du\\_genre.pouchet.cnrs.fr/](http://cahiers_du_genre.pouchet.cnrs.fr/)
- Marsan Christine, 2007, *Au delà du masculin et du féminin*, Les Cahiers de Psychologie politique <http://odel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=581>
- Marzano Michela, 2011, *La philosophie du corps*, Que sais-je ? PUF, Paris, 128 p.
- Mbembe Achille, 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine*, Karthala, Paris, 293 p.

# Antigones africaines

---

- Mbembe Achille, 2011, *Les Jeunes et l'Ordre Politique en Afrique*, l'Harmattan, Paris.
- McFadden Patricia, 2000, *Issues of Gender and Development from an African Feminist Perspective*, contribution présentée en l'honneur de Dame Nita Barrow, au Centre des Etudes en Genre et développement, University of the West Indies, Bridgetown, Barbados, novembre 2000 - <http://www.escueladefeminismo.org/spip.php?article153>
- McFadden Patricia, 2005, *Becoming Postcolonial: African Women Changing the Meaning of Citizenship*. Meridians: feminism, race, transnationalism - Volume 6, Number 1, pp. 1-18
- Mestrum Francine, 2010, *Objectifs du Millénaire : lutte contre la pauvreté ou développement ?*, CADTM; <http://cadtm.org/Objectifs-du-Millenaire-lutte>
- Meyer Michel, 2004, *La rhétorique*, Que sais-je ? PUF, Paris, 126 p.
- Meyer Michel, 2009, *La problématique*, P.U.F, Paris, 320 p.
- Mire Amina, 2001, *In/Through The Bodies Of Women: Rethinking Gender In African Politics*, Ontario Institute for Studies in Education of the University of Toronto, Polis / R.C.S.P. / C.P.S.R., Vol. 8, numéro spécial, 2001
- Mohanty Talpade Chandra, 1991, *Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourse*, in C. Mohanty, A. Russo and L. Torres (eds) *Third World Women and the Politics of Feminism*, Bloomington: Indiana University Press
- Molenat Xavier, 2009, *La sociologie, histoire, idées, courants*, Sciences Humaines, Paris, 255 p.
- Molinier Pascale, Laugier Sandra, Paperman Patricia, 2009, *Qu'est-ce que le care ? Souci des autres, sensibilité, responsabilité*, Payot, Paris, 302 p.
- Moreau de Bellaing, Louis, 1968, *Paternalisme et contestation*, Communications Volume 12, pp. 66-83
- Mottin-Sylla Marie-Hélène, Palmieri Joëlle, 2009, *Excision : les jeunes changent l'Afrique par les TIC*, ENDA, Dakar, 125 p, [http://www.enda-sigie.org/bases/sigie/ressources/edocs-mot\\_excis-jeun\\_af-tic.pdf](http://www.enda-sigie.org/bases/sigie/ressources/edocs-mot_excis-jeun_af-tic.pdf)
- Mukhopadhyay Maitrayee, 1998, *Legally Dispossessed: Gender, Identity and the Process of Law*, Calcutta, Stree
- Mukhopadhyay Maitrayee, Meer Shamin, 2004, *Creating Voice and Carving Space: Redefining governance from a gender perspective*, KIT Publishers, Amsterdam.
- NDI Sénégal, 2002, *La participation des femmes au pouvoir c'est aussi un Sénégal meilleur, Guide de la conseillère rurale*, [http://www.accessdemocracy.org/files/1554\\_sn\\_rurale\\_100102\\_fr.pdf](http://www.accessdemocracy.org/files/1554_sn_rurale_100102_fr.pdf)
- NNAEMEKA Obioma, 1998, *The African Woman Today*, in "Sisterhood, Feminisms, and Power: From Africa to the Diaspora", Ed. Trenton, NJ: Africa World Press
- Olukoshi Adebayo, 2006, *Governance in West Africa: A Survey of Trends in 2006*, [http://www.osiwa.org/IMG/pdf/final\\_Report\\_on\\_2006\\_West\\_Africa\\_Governance\\_Trends\\_\\_2\\_.pdf](http://www.osiwa.org/IMG/pdf/final_Report_on_2006_West_Africa_Governance_Trends__2_.pdf)
- Origgi Gloria, 2008, *Qu'est ce que la confiance ?*, Vrin, Paris, 128 p.
- Servigne Pablo, 2011, *Initiatives de transition une manière originale de penser la politique*, Barricade, 8 pages, [http://www.barricade.be/IMG/pdf/Pablo\\_-\\_Maniere\\_originale\\_de\\_penser\\_la\\_politique.pdf](http://www.barricade.be/IMG/pdf/Pablo_-_Maniere_originale_de_penser_la_politique.pdf)
- Palmieri Joëlle, 2012, *Vers une critique féministe de la colonialité numérique, inspirée par le contexte africain*, <http://www.genreenaction.net/spip.php?article8997>

# Antigones africaines

---

- Palmieri Joëlle, 2011, *Genre et société numérique colonialitaire, Effets politiques des usages de l'Internet par des organisations de femmes ou féministes en contexte de domination masculine et colonialitaire : les cas de l'Afrique du Sud et du Sénégal*, IEP de Bordeaux, 409 p., <http://www.theses.fr/2011BOR40056/document>
- Pateman Carole, 1988, *The Sexual Contract*, Cambridge, Polity Press, 336 p.
- Pearleman Leah, Abram Carolyn, 2011, *Facebook pour les nuls*, First, 333 p.
- Spector Celine (dir.), 1997, *Le pouvoir*, Corpus Flammarion, Paris, 238 p.
- Peto Danièle, 2009, *Individualisme et lien social : paradoxe ou opportunité pour des imaginations nouvelles ?*, Paris.
- Pfefferkorn Roland, 2012, *Genre et rapports sociaux de sexe*, Editions Page deux, Collection Empreinte, Paris, 140 p.
- Pigeon Martin, 2009, *Le toutalisme hypermoderne I*, <http://www.psychasoc.com/Textes/Le-toutalisme-hypermoderne-I-Les-conditions-historiques>
- PNUD, 2006, *Mesurer la gouvernance démocratique, Cadre pour la sélection d'indicateurs favorables aux pauvres et sensibles au genre*, <http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/PNUD.pdf>
- PNUD, 2011 *Rapport sur le développement humain, Durabilité et équité : Un meilleur avenir pour tous* <http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2011/resume/>
- Popper Karl, 2011, *A la recherche d'un monde meilleur*, Les Belles Lettres, Paris, 314 p.
- Premat Christophe, 2006, "L'institution imaginaire des normes sociales : Normes sociales et processus cognitifs", revue web *Sens Public*, <http://www.sens-public.org/spip.php?article316>
- Renaud François, 2008, *L'indice de gouvernance mondiale, Pourquoi évaluer la gouvernance mondiale et pourquoi faire?* Forum pour une nouvelle gouvernance, [http://www.world-governance.org/IMG/pdf\\_IGM\\_2009-2.pdf](http://www.world-governance.org/IMG/pdf_IGM_2009-2.pdf)
- Renaut Alain, 2004, *La fin de l'autorité*, Flammarion Champs, Paris, 266 p.
- Réunion Consultative des ONG Féminines Africaines, 2009, *Déclaration Evaluation Beijing +15*, [http://www.soawr.org/resources/BanjulStatementNov16\\_fr.pdf](http://www.soawr.org/resources/BanjulStatementNov16_fr.pdf)
- Robillard Jean, 2012, *Petit traité de l'erreur*, Liber, Montréal, 129 p.
- Romagnan Barbara, 2009 "Etre femme en politique, un stigmat légitimant", in Sow Fatou (dir.), 2009, *La recherche féministe francophone, Langue, identités et enjeux*, Karthala, Paris, 680 p
- SABA, 2002, *Etude sur la perception des hommes quant aux questions relatives à la promotion des femmes*, Rapport d'étude, ONG SABA, Bamako
- Sarr Fatou, 2007, *Toutes les tâches non productives relèvent de la responsabilité des femmes*, Le Quotidien, Dakar. <http://www.sendeveloppementlocal.com/index.php?action=article&numero=634&PHPSESSID=cea6d9b34bb3d3acabc08083a1bebf8f>
- Semin Jeanne, 2011, *Mises en scène d'une oikonomia africaine : tontines et cérémonies chez les Wolof, les Khassonké et dans la diaspora*, Thèse de doctorat en anthropologie EPHE, Paris.
- Sineau Mariette, Parité : *Le Conseil de l'Europe et la participation des femmes à la vie politique*, [http://www.coe.int/t/f/projets\\_integres/democratie/05\\_Textes\\_fondamentaux/03\\_R%C3%A9sum%C3%A9s\\_des\\_Publications/GenderwareF.pdf](http://www.coe.int/t/f/projets_integres/democratie/05_Textes_fondamentaux/03_R%C3%A9sum%C3%A9s_des_Publications/GenderwareF.pdf)



# Antigones africaines

---

- Smati Rafik, 2011, *Eloge de la vitesse : la revanche de la génération texto*, Éd. Groupe Eyrolles, Paris, 160 p.
- Sorel Jacqueline, Pierron Gomis Simone, 2004, *Femmes de l'ombre et Grandes Royales dans la mémoire du continent Africain*, Présence Africaine, Paris, 278 p.
- Sow Fatou (dir.), 1993, *Les femmes sénégalaises à l'horizon 2015*, Dakar, Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, République du Sénégal.
- Sow Fatou, 2005, *Les femmes dans l'exercice de leurs responsabilités politiques en Afrique de l'Ouest*, <http://www.idrc.ca/uploads/user-S/11108830821ContributionFatouSow.pdf>
- Sow Fatou, 2005, *Les femmes dans l'exercice de leurs responsabilités politiques en Afrique de l'Ouest*, <http://www.idrc.ca/uploads/user-S/11108830821ContributionFatouSow.pdf>
- Sow Fatou, 2007, *Politiques néolibérales et alternatives féministes : l'apport des mouvements de femmes en Afrique*, Laboratoire SEDET – CNRS - Université Paris Diderot (France) - <http://www.gtm.cnrs-bellevue.fr/site-gtm/Clq%20Mond%2007/Sow.pdf>
- Sow Fatou (dir.), 2009, *La recherche féministe francophone, Langue, identités et enjeux*, Karthala, Paris, 680 p.
- Spivak Gayatri Chakravorty, 1988, *Can the Subaltern Speak?* (Les subalternes peuvent-elles parler ?, traduction française de Jérôme Vidal, Paris, Éditions Amsterdam, 2006), in Cary Nelson, Lawrence Grossberg (ed.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, Chicago, University of Illinois Press ; et [http://www.maldura.unipd.it/dllags/docentianglo/materiali\\_oboe\\_lm/2581\\_001.pdf](http://www.maldura.unipd.it/dllags/docentianglo/materiali_oboe_lm/2581_001.pdf)
- Starquit Olivier, 2011, *Le façadisme comme méthode de destruction des services publics*, Barricade, 10 pages, [http://www.barricade.be/IMG/pdf/Olivier\\_-\\_Le\\_facadisme.pdf](http://www.barricade.be/IMG/pdf/Olivier_-_Le_facadisme.pdf)
- Suret Canale Jean, 1973, *Afrique Noire, Géographie, Civilisation, Histoire*, Editions Sociales, Paris.
- Tahon Blanche, 2009 "La parité politique, une revendication universaliste", in Sow Fatou (dir.), 2009, *La recherche féministe francophone, Langue, identités et enjeux*, Karthala, Paris, 680 p.
- Théry Irène, 2010, "Le genre : identité des personnes ou modalité des relations sociales ?", in *Revue française de pédagogie* n°171 : 103-117, <http://ife.ens-lyon.fr/publications/edition-electronique/revue-francaise-de-pedagogie/RF171-13.pdf>
- The World Bank Development Research Group, 2009, *Governance Matters : Aggregate and Individual Governance Indicators 1996–2008*, [http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=1424591](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1424591)
- Thiam Awa, 1978 *La parole aux négresses*, Denoël, Paris, 192 p.
- Thiercé Agnès, 1999, *Histoire de l'adolescence (1850-1914)*.Belin, Paris, 334 p.
- Touré Maréma, s.d., "La recherche sur le genre en Afrique : quelques aspects épistémologiques, théoriques et culturels", Codesria, <http://www.codesria.org/IMG/pdf/TOURE-1.pdf>
- Tournaire Michel, 2005, *Le bonheur d'être mère : La grossesse après 35 ans*, Odile Jacob, Paris, 297 p
- Traore Aminata Dramane, M'Dela-Mounier Nathalie, 2012, *L'Afrique mutilée*, Taama, Bamako, 63 p.
- Traore Aminata, 2011, *L'Afrique humiliée*, Fayard/Pluriel, Paris, 294 p.
- Traore Aminata, 2002 (ed. 2010) *Le viol de l'imaginaire*, Fayard/Pluriel, Paris, 206 p.

# Antigones africaines

---

Tremblay Manon, 2009 *"Des femmes en politique au Canada, un défi aux rapports de genre ?"*, in Sow Fatou (dir.), 2009, *La recherche féministe francophone, Langue, identités et enjeux*, Karthala, Paris, 680 p.

UNECA, 2009, *Expanding Opportunities for and with young people in Africa* Rapport sur la jeunesse africaine Comment la jeunesse africaine s'en sort-elle?

[http://www.uneca.org/acgs/icpd+15/docs/Youth\\_fr.pdf](http://www.uneca.org/acgs/icpd+15/docs/Youth_fr.pdf)

UNECA 2009b *"La jeunesse et le leadership au XXIe siècle"* Cinquième Forum pour le développement de l'Afrique, <http://uneca.africa-devnet.org/fr/content/rapport-sur-la-jeunesse-africaine-2009-accro%C3%A9tre-les-possibilit%C3%A9s-pour-et-avec-les-jeunes-en>

UNECA, 2008, *AISI+10The African Information Society Initiative (AISi): A Decade's Perspective*

<http://www.uneca.org/aisi/docs/aisi%2b10.pdf>

UNESCO, CODESRIA, ONU Femmes (2011), *Les violences basées sur le genre et le mouvement social féminin*, Atelier méthodologique, Dakar, Sénégal, <http://www.codesria.org/IMG/pdf/Programme.pdf>

UNFPA (2007), *Violences sexuelles en situation de crise dans le département d'Abidjan (Côte d'Ivoire)*, 5ème conférence sur la population africaine,

<http://uaps2007.princeton.edu/download.aspx?submissionId=70700>

UNFPA, 2011 *Etat de la population mondiale 2011*, <http://foweb.unfpa.org/SWP2011/reports/FR-SWOP2011.pdf>

UNIFEM, 2008/2009, *Genre et redevabilité - Qui est responsable envers les femmes ? Le progrès des femmes à travers le monde*

[http://www.unifem.org/progress/2008/media/POWW08\\_Report\\_Full\\_Text\\_fr.pdf](http://www.unifem.org/progress/2008/media/POWW08_Report_Full_Text_fr.pdf)

Union Africaine, 2006, *Charte africaine de la jeunesse*,

[http://africa.unfpa.org/webdav/site/africa/users/africa\\_admin/public/CHARTER\\_French.pdf](http://africa.unfpa.org/webdav/site/africa/users/africa_admin/public/CHARTER_French.pdf)

Union Africaine, 2008, *Politique de l'Union africaine en matière de genre*,

[http://www.uneca.org/acgd/events/cfmGender/Conference%20of%20Ministers\\_doc/French%20Final%20Gender%20Policy.pdf](http://www.uneca.org/acgd/events/cfmGender/Conference%20of%20Ministers_doc/French%20Final%20Gender%20Policy.pdf)

Union interparlementaire, 1997, *Déclaration universelle sur la démocratie*, <http://www.ipu.org/Cnl-f/161-dem.htm>

UNStats, 2012 *"World's Women 2010: Trends and Statistics"*

[http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/Worldswomen/WW\\_full%20report\\_color.pdf](http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/Worldswomen/WW_full%20report_color.pdf)

Verspieren Marie-Renée, *Quand implication se conjugue avec distanciation : le cas de la recherche-action de type stratégique*, Études de communication, 25 | 2002, [En ligne], mis en ligne le 18 novembre 2011. URL : <http://edc.revues.org/index658.html>.

Vogele Johannes, *Le côté obscur du capital. "Masculinité" et "féminité" comme piliers de la modernité*, Illusio n° 4/5, pp. 43-63, - Automne 2007 [http://sd-2.archive-host.com/membres/up/171268847548920749/DossierCritiq\\_valeurIllusio.pdf](http://sd-2.archive-host.com/membres/up/171268847548920749/DossierCritiq_valeurIllusio.pdf), consulté le 21 mars 2012

Weber Raymond, 2007, *Quelles perspectives pour la jeunesse de l'Afrique de l'ouest ?* Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, Berlin, <http://www.oecd.org/dataoecd/19/30/38415568.pdf>

World Economic Forum, 2009, *The Global Gender Gap Report*, <http://www.weforum.org/pdf/gendergap/report2009.pdf>



# Antigones africaines

---

Yatchinovsky Arlette, 2004, *L'approche systémique : Pour gérer l'incertitude et la complexité*, 167 p., ESF Editeur, Thiron

Watzlawick Paul, 1986, *Comment réussir à échouer, trouver l'ultrasolution*, Seuil, Paris, 118 p.

## 6 - Webographie

---

**Centre de recherches pour le développement international** : [http:// www.crdi.ca](http://www.crdi.ca)

**Enceinte.com** : <http://www.enceinte.com/>

**Ensemble pour l'égalité**, <http://www.womenpoliticalparticipation.org/>

**Organisation Internationale de la Francophonie**, *Egalité des sexes et développement — concepts et terminologie* et *Quelques règles... pour rendre un texte épiciène* : <http://genre.francophonie.org/>

**Portail sur les jeunes filles dans le secteur des TIC** : <http://girlsiniict.org/>

**IKNOWPolitics** (Knowledge Network of Women in **Politics**), <http://www.iknowpolitics.org/fr>

**Ma-bimbo.com** : <http://www.ma-bimbo.com/>

**QuotaProject**, <http://www.quotaproject.org>, <http://www.idea.int/africa/west/index.cfm>

**Rhetoric in Africa**: <http://rhetoricafrica.org/>

**Singularity University** : <http://singularityu.org/>

**World Transhumanist Association** : <http://transhumanism.org/>

**Union internationale des télécommunications** : <http://www.itu.int/>

**Université de Sherbrooke**, *Perspective Monde*, <http://perspective.usherbrooke.ca/>

**WITNET**, **Global Network of Women ICT Decision Makers**, <http://www.witnet.org/>

## Table des matières

<b>Résumé.....</b>	<b>2</b>
<b>Abstract.....</b>	<b>4</b>
<b>Sommaire .....</b>	<b>5</b>
<b>Sigles et abréviations .....</b>	<b>6</b>
<b>Liste des illustrations et encarts .....</b>	<b>8</b>
<b>Remerciements.....</b>	<b>9</b>
<b>Note des rédactrices .....</b>	<b>10</b>
<b>Préface .....</b>	<b>11</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>15</b>
<b>Un projet politique .....</b>	<b>19</b>
<b>Le projet PPJF.....</b>	<b>19</b>
Histoire et organisation du projet.....	19
Contexte spatio-temporel.....	25
<b>Mots en débats .....</b>	<b>31</b>
Politique et pouvoir .....	31
Participation et citoyenneté .....	35
Démocratie .....	39
Les relations de genre .....	40
L'intergénérationnel, la tradition et le changement.....	42
<b>Politiser les méthodes .....</b>	<b>43</b>
La transdisciplinarité .....	44
La réflexivité .....	44
L'invisible, le rien et l'erreur .....	45
Innover en télécollaboration.....	45
<b>Une question politique peut en cacher d'autres .....</b>	<b>46</b>
Participer au changement .....	46
Trouver du nouveau, pas des solutions .....	46
Mais à qui ça sert ? .....	47
<b>Jeunes femmes d'ombre et de lumière .....</b>	<b>51</b>
<b>Participantes invisibles.....</b>	<b>52</b>
Identités.....	52
Imaginaires.....	58
Interactions .....	67
<b>Subalternes mais parties prenantes .....</b>	<b>77</b>
Théorie de la subalternité .....	78
Des discours aux espaces .....	81
Changer : réformer ou transgresser ?.....	84
L'injonction hypermoderne au changement .....	87
<b>Fidèles au lien.....</b>	<b>88</b>
Visibles ou invisibles ? .....	88
Le lien et l'avenir du lien.....	90

<b>Institutions : l'ordre et le changement.....</b>	<b>93</b>
<b>Missions institutionnelles .....</b>	<b>94</b>
Tradition <i>versus</i> modernité .....	95
Espaces de souveraineté et empires en germe.....	98
Défis institutionnels de l'hypermodernité.....	102
Les nouvelles égéries du changement.....	103
<b>Politiques publiques et performance.....</b>	<b>106</b>
Promotion institutionnelle du genre .....	106
Institutionnalisation <i>versus</i> participation citoyenne.....	112
<b>Changer l'institution .....</b>	<b>114</b>
Penser le changement .....	114
Apprendre du non-institutionnel.....	115
Flexibilité et altérité .....	116
<b>Production scientifique et savoir politique .....</b>	<b>119</b>
<b>Derrière la neutralité des outils .....</b>	<b>120</b>
Le poids du cadre et les logiques de situation .....	121
La science politique : distanciation et engagement.....	124
Appréhender la complexité.....	127
Le politique des TIC .....	132
<b>Contribuer au renouvellement des savoirs.....</b>	<b>134</b>
Acteur-e-s et interactions .....	135
Regards sur le changement.....	137
Du postcolonial à l'hypercolonial .....	139
<b>Des enjeux fractals .....</b>	<b>143</b>
<b>Changer d'échelle .....</b>	<b>145</b>
<b>Agir, pouvoir, savoir .....</b>	<b>149</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>152</b>
1 - Documents produits par le projet PPJF.....	153
2 - Effectif des âges 15-35 ans, 2010 .....	155
3 - Outils de recherche .....	156
4 - Méthodologie.....	162
5 - Références bibliographiques .....	166
6 - Webographie.....	177
<b>Table des matières .....</b>	<b>178</b>

*Afriques Créatives est une association ouest africaine fondée en 2010. Elle est animée par des jeunes femmes, des chercheuses et des jeunes professionnelles, spécialisées en sciences humaines et sociales, en communication, en recherche, en développement personnel et collectif. Elle intervient en partenariats sur activités, avec le monde de la recherche pour le développement, au sein de la francophonie. Afriques- Créatives a pour ambition de promouvoir le changement en Afrique à travers la créativité.*

*La créativité est une énergie positive qui change la façon dont est perçue la réalité et ouvre la porte à l'innovation. Elle pousse à créer des liens et du partage entre les idées, les personnes et les possibles. La créativité est un facteur de changement. Elle produit de la résilience, utile en temps de crise.*

*L'association a pour objectifs, à travers l'utilisation politique des technologies basées sur l'Internet, de promouvoir le savoir, la co-formation, l'action et l'information sur la créativité, la résilience, l'innovation et le changement. Pour ce faire, elle cherche à renforcer le protagonisme personnel et citoyen, en particulier au bénéfice des femmes et des jeunes en Afrique.*

*Elle décline ces objectifs en trois axes stratégiques :*

*Crise et créativité : Résilience et acteurs, Stratégies et pratiques, méthodologies de suivi politique, stratégique, et opérationnel ;*

*Savoirs et pratiques hypermodernes en Afrique : Formes, acteur-es, discours, pratiques, enjeux ; Vers une économie du savoir pour le bien-être : Méthodologies personnelles, communautaires et politiques ;*

*Genre et génération : Expression de l'intime en public ; Savoirs citoyens ; Alternatives de partage du pouvoir dans le public et le privé ; Genre masculin en Afrique*

*Ses domaines d'expertise relèvent de la recherche, de la publication, du plaidoyer, de la formation et de la communication.*